

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16249 - 7 F

JEUDI 24 AVRIL 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Pérou : la fin d'une prise d'otages de 126 jours

LES UNITÉS spéciales de l'armée et de la police péruvienne ont investi, dans l'après-midi du mardi 22 avril, la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, où un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) détenait 72 personnes en otage depuis 126 jours. Tous les membres du commando ont été tués. Un otage et deux militaires ont également trouvé la mort au cours de l'opération.

Le président Fujimori, qui a donné l'ordre de l'assaut, a regretté que le sang ait coulé mais a estimé qu'il n'y avait pas d'autre issue car (les terroristes) étaient armés jusqu'aux dents. Tokyo a remercié le président péruvien « du fond du cœur », tout en déplorant ne pas avoir été prévenu d'une opération qui s'est déroulée sur le territoire de son ambassade.

Lire page 4

M. Jospin appelle les Français à refuser « un Etat confisqué par un clan politique »

Les mystérieuses manœuvres autour de l'affaire Elf inquiètent les magistrats

LIONEL JOSPIN s'en est pris à Alain Juppé, mardi 22 avril sur TF1, en le jugeant « agressif » et « tourné vers le passé ». Le premier secrétaire du Parti socialiste, qui répondait au discours programme du premier ministre, s'est déclaré attaché à la « modernité » dès lors qu'elle ne « fait pas fi de l'identité de la France ». Prêt à un face à face avec M. Juppé, il a défendu l'idée d'un Etat « impartial » et, se référant aux derniers rebondissements de l'affaire Elf, a condamné « un Etat confisqué par un clan politique ».

Dans un entretien au Monde, Dominique Strauss-Kahn, coauteur du projet économique du PS, estime que si la majorité sortante prend un virage libéral, elle ne serait « même plus conservatrice, elle sera franchement réactionnaire ».

Une rencontre entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, mardi 22 avril, a permis au Mouvement des citoyens et au PS de conclure un pacte de non agression. Avant le sommet PS-PCF du 29 avril, Robert Hue a présenté les « axes » d'une politique « de gauche » qui pourraient servir de base à l'élaboration



d'une déclaration commune avec le PS. Selon un sondage effectué mardi par l'institut CSA pour Le Parisien, 81 % des Français estiment que la dissolution de l'Assemblée nationale est une « manœuvre politique » et 58 % qu'elle est un « aveu d'échec pour la majorité actuelle ». Cependant les intentions de vote restent favorables à la droite.

Une information judiciaire pour « vpl » a été ouverte, après la disparition, dans les locaux de la brigade financière de Paris, de documents saisis dans l'enquête sur l'affaire Elf. Cette disparition n'a pu se faire qu'avec une complicité à l'intérieur du service. Des ordinateurs de certains enquêteurs en charge du dossier auraient également été « visités ». Estimant « la pression » trop forte, le juge Eva Joly a demandé la nomination d'un deuxième juge pour l'assister dans ce dossier, nomination qui devrait intervenir mercredi 23 avril.

Lire pages 6 à 10
notre éditorial page 17
et le point de vue de
Jean-Pierre Chevènement page 15

Massacres en Algérie

Selon les autorités, près d'une centaine de personnes ont été massacrées dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 avril dans la plaine de la Mitidja, non loin d'Alger. Cette nouvelle tuerie intervient à six semaines des élections législatives, le 5 juin. p. 2

Monnaie unique : l'Italie recalée ?

Selon les prévisions de la Commission européenne, présentées mercredi 25 avril, l'Italie ne remplirait pas complètement les critères nécessaires pour être sur la liste des pays qui pourraient adopter la monnaie unique dès 1999. p. 5

Sanctions contre la junte birmane

Bill Clinton interdit tout investissement américain en Birmanie, pour protester contre la répression politique et le trafic de drogue. p. 3

Epargne-retraite aux Etats-Unis

Les salariés américains placent leurs « bas de laine » en actions dans leurs propres entreprises. p. 20

Le roman de Philippe Canbère



Il a joué l'histoire de sa vie seul sur scène, dans un spectacle de près de quarante heures qui a été filmé. Le troisième volet sort à Paris. p. 14

Les puces de Blois

La carte à puce a remplacé l'argent et les tickets pour toutes les activités des enfants dans la ville. p. 12

Les 1100 dalmatiennes

Les Français connaissent peu le millier d'iles croates qui constituent l'archipel dalmate. p. 27

Stratégie médiatique

La gestation de l'axe lyonnaise des eaux-Suez-Bouygues-TF1-M6 est difficile face à des concurrents déjà organisés autour du pôle Générale des eaux-Havas-Canal Plus. p. 35

Les jardins de la sécheresse

Comment hydrater plantes et arbustes sans gaspiller l'eau. p. 29

International	2	Amériques	28/30
France	6	Jour	29
Société	10	Météorologie	29
Régions	12	Culture	31
Carrel	13	Culte culturelle	34
Horizons	14	Communication	35
Entreprises	20	Abonnements	36
Finances	23	Radio-Télévision	36
Aujourd'hui	25	Kiosque	37

Cinéma au poing

EXTRAORDINAIRE document sur le combat entre Muhammad Ali et George Foreman en 1974. *When we Were Kings* met au jour les arrière-pensées politiques et économiques qui ont fait croquer le boxing business et la dictature de Mobutu. Le film de Leon Gast rend justice à un grand acteur qui fut aussi un symbole, Cassius Clay.

Egalement en pages cinéma, *Port Djem*, premier film d'Eric Heuermann, qui s'invente un style original pour construire une fiction au cœur de l'Afrique, et l'étonnant *La fabrique de l'homme occidental*, mis en scène à partir des recherches du philosophe Pierre Legendre. Enfin, la sélection officielle du prochain Festival de Cannes.

Lire pages 31 à 34

L'intégriste taliban qui veut détruire les Grands Bouddhas afghans

PLUSIEURS siècles après avoir été désacralisés, lors de la conversion de l'Afghanistan à l'islam, les célèbres Grands Bouddhas de Bamiyan, chefs-d'œuvre de la sculpture gréco-bouddhique, sont de nouveau menacés. Abdoul Wahid, un obscur « commandant » des talibans, l'un de ces « étudiants en religion » qui contrôlent désormais les deux tiers du pays, vient de faire savoir à des journalistes étrangers qu'il entendait « faire exploser » les deux grandes statues du Bouddha.

Sculptées à flanc de montagne, celles-ci se dressent à la sortie de Bamiyan, au cœur de l'Afghanistan, une région encore aux mains du Hezb-i Wahadat, ce parti de l'entrée hachara, de confession chiite, qui appartient à une alliance pour large de factions opposées aux talibans. Si ces derniers parvenaient à s'emparer de Bamiyan, le sort des Bouddhas serait peut-être scellé. Telle est en tout cas la volonté du « commandant » Wahid, selon lequel les statues symbolisent une religion « non islamique », en totale opposition avec les recommandations coraniques interdisant toute iconographie et représentation humaine.

Les Bouddhas de Bamiyan ont probablement été construits, l'un entre le I^{er} et le II^e siècle de notre ère, l'autre, entre le V^e et le VI^e siècle. Le premier, le plus petit (38 mètres de haut), est considéré par les spécialistes comme l'un des trésors du patrimoine archéologique afghan. Il fut érigé au temps de la dynastie kouchane, quand une partie de l'Afghanistan était encore bouddhiste. Bamiyan fut longtemps un important lieu de pèlerinage bouddhiste, comme en témoignent ces dizaines de caves creusées dans la montagne, près des statues, où méditaient jadis les ascètes.

Le deuxième Bouddha (55 mètres) a été sculpté plus tardivement dans la roche de couleur ocre de cette falaise qui s'élève parmi les plus beaux paysages de désert du monde. Ses formes restent influencées par la statuaire de l'art du Gandhara, cette période florissante de la sculpture bouddhique née au nord-ouest des Indes et qui donna naissance à un étonnant et merveilleux syncrétisme artistique entre la Grèce et l'Orient. Le visage du Grand Bouddha a disparu depuis longtemps, quand les premiers musulmans jugèrent cette repré-

sentation anathème. Découverts par des voyageurs européens au XIX^e siècle, ce n'est que dans les années 20, quand la délégation archéologique française en Afghanistan étudia ces vestiges, que les Grands Bouddhas de Bamiyan allaient devenir célèbres dans le monde entier.

La menace du « commandant » Wahid a été prise suffisamment au sérieux pour que le directeur général de l'Unesco, Federico Mayor, lance un appel afin d'« exhorter le peuple afghan à sauvegarder son patrimoine ». Kaboul n'a, jusqu'à présent, pas réagi à la menace d'Abdoul Wahid, et certaines rumeurs font même état de l'« embarras » du ministre par intérim de la culture et de l'information des talibans, Amir Khan Muttasqi. « Les talibans n'ont jamais semblé vouloir s'en prendre à leur héritage culturel, tout au contraire », remarque un diplomate occidental au Pakistan. Pour l'instant, Abdoul Wahid doit attendre les ordres de ses chefs pour être bien certain que son projet est conforme à la charia.

Bruno Philip

Le papa de la souris



DOUGLAS ENGELBART

SANS ses inventions - souris, fenêtres, hypertexte -, l'informatique moderne ne serait pas ce qu'elle est devenue, conviviale. A soixante-douze ans, Douglas Engelbart a reçu la juste récompense d'une vie consacrée à l'amélioration du « dialogue » homme-machine, un prix de 500 000 dollars.

Lire page 26

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 48 Ptas; France, 2,25 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 L; Japon, 1000 Y; Pays-Bas, 2,25 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 200 Kr; Suisse, 2,25 Fr; Taiwan, 200 Nts; USA, 25 \$; USA (canal), 2,25 \$.

M 0147-424-7.00 F



POINT DE VUE

Télévision publique et cohésion sociale

par Xavier Gouyou Beauchamps

LA TÉLÉVISION publique a le vent en poupe. La télévision publique de monopole est partout en Europe. Mais, dans l'équilibre qui s'est maintenant établi entre elles et la télévision privée, les chaînes publiques ont su marquer à la fois leur rôle et leur place. Leur rôle : servir la cohésion sociale, par la promotion et l'illustration de valeurs communes. Leur place : une part d'audience quotidienne se situant entre 40 % et 50 %.

Le même phénomène est observé dans tous les pays européens, et c'est d'autant plus frappant que tous ont connu, au cours des dernières décennies, des évolutions audiovisuelles différentes : la BBC est restée entièrement financée par la redevance, la RAI a été aux prises avec une concurrence commerciale sans frein, les télévisions allemandes ont affronté très tôt un marché élargi par la diffusion câblée, la télévision espagnole a dû se passer de redevance. Toutes se retrouvent à peu près au même ni-

veau. C'est dire que les télévisions publiques, si différentes qu'elles puissent être, répondent partout au même type de besoin, aux mêmes attentes des téléspectateurs.

La télévision est l'unique activité réunissant tous les groupes sociaux, toutes les classes d'âge, faisant ainsi un lien entre tous les milieux. Dans une société démocratique et fragmentée, la télévision généraliste est le lieu d'un rassemblement qui peut être identitaire.

Or l'apparition du numérique, pour les opérateurs privés, déplace le marché. Leur entrée dans le numérique payant est fondée sur l'analyse selon laquelle le potentiel économique de la télévision généraliste « gratuite », c'est-à-dire financée par la publicité, est désormais limité.

Lire la suite page 15

Xavier Gouyou Beauchamps est président de France Télévision.

PHILIP ROTH

LE THÉÂTRE DE SABBATH

roman

traduit de l'anglais par Lazare Bisson

DU MONDE ENTIER

GALLIMARD

TERRORISME Plus de quatre-vingt personnes, dont plusieurs dizaines de femmes et d'enfants, ont été tuées dans la nuit de lundi 21 à mardi 22 avril, dans un village situé

au sud d'Alger. Le communiqué du gouvernement attribue cette nouvelle tuerie à un « groupe de terroristes », terminologie pour désigner les islamistes. ● LUNDI À MINUIT se

débutait le dépôt des candidatures pour les élections législatives du 5 juin. Tous les grands partis politiques, à l'exception de l'ex-FIS, seront au rendez-vous. ● UN TRACT, remis aux

automobilistes par les militaires à la sortie des grandes villes, exhorte les jeunes Algériens qui ont rejoint les maquis islamistes à abandonner la voie de la violence. ● DANS UN EN-

TRETIEN au Monde, Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, déplore la tendance de l'Occident à confondre, en particulier dans le cas de l'Algérie, laïcité et démocratie.

En Algérie, la campagne électorale s'ouvre dans un climat de violence

Alors que les autorités font état d'un nouveau massacre près d'Alger, tous les grands partis politiques ont déposé des listes de candidats pour les législatives du 5 juin, qui devraient doter le pays de son premier Parlement pluraliste. L'ex-FIS sera absent du scrutin

L'ALGÉRIE a connu, dans la nuit de lundi 21 à mardi 22 avril, sa plus vaste tuerie de civils en cinq ans avec l'assassinat - à l'arme blanche - de quatre-vingt-trois personnes, dont plusieurs dizaines de femmes et d'enfants.

Attribué mardi par les autorités à une « bande de terroristes », terminologie qui désigne les groupes islamistes armés, le massacre a eu lieu à Haouch-Boukhef-Khemisti, un hameau agricole situé à 25 kilomètres au sud d'Alger. Il porte à plus de trois cents le nombre de morts imputés aux islamistes au cours des quinze derniers jours.

Alors que le chiffre des victimes pourrait être plus lourd qu'annoncé officiellement, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, sortant de sa réserve habituelle, a appelé mardi soir ses compatriotes à une « plus grande mobilisation ». « Plus on avance, plus le terrorisme redouble de barbarie », a ajouté le premier ministre dans une allocution radio-télévisée.

UN PARLEMENT LIGOTÉ

Dans le même temps, lundi à minuit, se clôturait le dépôt des candidatures pour les élections législatives. Prévu le jeudi 5 juin, le scrutin (proportionnel) devrait doter l'Algérie de son premier Parlement pluraliste. Certes, la nouvelle Constitution, adoptée par référendum en novembre 1996, ligote par avance la future Chambre. Le pouvoir des 380 députés - élus dans 88 wilayas (préfectures), avec 8 sièges réservés aux émigrés - sera réduit au profit du chef de l'Etat.

Pourtant, exception faite du Front islamique du salut (interdit depuis 1992), tous les grands partis politiques sans exception seront au rendez-vous. Ceux proches du pouvoir pour conforter l'emprise du chef de l'Etat. Ceux qui se réclament de l'opposition pour éviter de disparaître du champ politique pendant des années. Etre présent à l'Assemblée nationale est la seule façon de se faire entendre dans un pays où l'Etat contrôle les grands moyens d'information (radio et télévision).

Les principaux responsables politiques du pays s'affronteront dans la capitale. Le chef du gouvernement conduira la liste du

Rassemblement national démocratique (RND), le nouveau parti qui fédère les soutiens au président Zéroual. A ses côtés, un responsable des scouts musulmans algériens (M. Benbrahim), le ministre de la santé (Yahia Guidoum), une journaliste (Zahia Benarous), une journaliste présentatrice du journal télévisé...

LES ESPIRS DU HAMAS

La liste du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), parti de « démocrates-républicains » à dominante kabyle, sera conduite par son secrétaire général, le docteur Saïd Saadi. Féministe et adversaire résolu de tout

dialogue avec les islamistes à l'image du RCD, Khalida Messaoudi figure sur cette liste.

Autre personnalité « éradicatrice » qui a choisi de se présenter dans la capitale, l'ancien premier ministre Rheda Malek, le président de l'Alliance nationale républicaine (ANR).

Avec Ahmed Ben Bella, dont le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) a choisi de boycotter le scrutin, Hocine Ait Ahmed sera le seul de tous les responsables politiques laïques à ne pas être sur les rangs. Des informations sur le retour du président-fondateur du Front des forces socialistes (FFS), qui réside

en Suisse, et sur sa candidature à Bejaia, en Petite Kabylie, ont été démenties. A Alger, la liste du FFS sera conduite par le numéro deux du parti, Seddik Deballi, tandis que Louisa Hanoune sera tête de liste pour le Parti des travailleurs (PT, extrême gauche).

Le chef des islamistes « modérés », Mahfoud Nahmah, ne sera pas candidat. Il reste en réserve pour les prochaines présidentielles (en l'an 2000). Mais sa formation présente des candidats - dont une majorité d'universitaires - dans toutes les wilayas, avec l'espoir de confondre le score de son chef aux présidentielles de 1995 (25 % des suffrages), ce qui ferait du Hamas

habilement rebaptisé Mouvement de la société de paix (SILM) pour se mettre en conformité avec la loi - le premier parti du pays.

L'ancien parti unique, le Front de libération nationale (FLN), n'affiche pas la même bonne santé. Nombre de ses membres l'ont déserté au profit du RND. Le choix des têtes de liste a donné lieu à de multiples conflits entre ce qui reste de militants de base et l'actuelle direction. Des personnalités proches de l'ancien secrétaire général, Abdelhamid Mehri, ont été écartées. Les réformateurs, conduits par l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche sont également absents.

L'INCONNUE DU FFS

Les législatives s'annoncent tout aussi risquées pour le FFS. Soucieux d'élargir son assise en dehors de son fief kabyle et de la capitale algérienne, le parti de Hocine Ait Ahmed se veut le champion de la réconciliation nationale et de la paix civile. Ce combat lui vaut bien des sympathies, y compris dans les milieux islamistes. Toute la question est de savoir s'il aura une traduction électorale.

Autre inconnue du scrutin : l'attitude de l'administration. Les Algériens parlent du « parti de l'administration ». Accusé par l'opposition d'avoir trafiqué les résultats du dernier référendum, celle-ci a été rappelée à son devoir de neutralité par le président Zéroual, sans que ses concitoyens soient vraiment convaincus.

« A toi, jeune Algérien égaré, qui as dévié du droit chemin... »

A CERTAINS BARRAGES routiers tenus par l'armée ou la gendarmerie, à la sortie des villes, les automobilistes algériens se voient actuellement remettre un tract étrange et peu commun. Il s'adresse en priorité aux jeunes qui ont rejoint les maquis pour mener le djihad, la guerre sainte. L'Armée nationale populaire (ANP), qui distribue le document, leur propose, en échange de la clémence du pouvoir, d'abandonner la voie de la violence et de se repentir.

« Au moment où l'Algérie enregistre des résultats décisifs dans le cadre du redressement national, dit le document, l'ANP et, avec elle, l'ensemble des forces de sécurité s'adressent à toi, jeune Algérien égaré, qui as dévié du droit chemin et vivant dans la clandestinité, loin de ta famille, souffrant des privations alors que ceux qui te commandent jouissent de la belle vie. La patrie, poursuit le document cité par le quotidien L'

berté, « a besoin de toi. Reprends conscience et rejoins les enfants sincères d'Algérie, les véritables frères et ton unique famille ».

Pour tenter de séduire les jeunes Algériens, leur faire fuir l'« hégémonie satanique » des « émirs » qui commandent les maquis, le tract des militaires ne fait pas dans le détail. Les « émirs » ne sont animés que par « le lucre et la luxure », et non par « les intérêts du pays et ceux de ses enfants ».

« ES-TU SATISFAIT DES MASSACRES ? »

Suit une série de questions pour enfoncer le clou et convaincre les hésitants. « Es-tu satisfait des massacres et des tueries collectives qui sont commis à l'encontre des citoyens innocents, des vieillards, des femmes et des enfants ? Acceptes-tu qu'un mois comme celui du ramadan - mais de piété, de la clémence et de l'harmonie - soit celui des massacres et celui de la sauvagerie aveugle et sanguinaire ? »

Quelques mois avant son élection à la tête du pays, le général Liamine Zéroual avait promulgué, en mars 1995, une ordonnance offrant des « mesures de clémence ». Elle prévoyait l'abandon des poursuites judiciaires, mais uniquement au profit de ceux qui n'avaient pas été mêlés à des actes « ayant entraîné mort d'homme, infirmité permanente, atteinte à l'intégrité morale et physique des citoyens ou destruction de biens publics ». Dans le cas contraire, seules des remises de peine étaient possibles.

Combien d'Algériens « égarés » en ont-ils profité à l'époque ? Environ un millier, selon Liberté, le quotidien proche du Rassemblement pour la démocratie (RCD) de Saïd Saadi. Le journal ne précise pas combien d'Algériens se sont laissés séduire par la nouvelle offre des militaires, faite à quelques semaines des élections législatives.

Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'islam

« Dans les pays où existe un espace politique, on peut intégrer les islamistes au jeu démocratique »

« Dressant un parallèle entre la situation en Algérie et en Turquie, vous avez dit que le problème essentiel était celui de l'intégration des islamistes dans un Etat démocratique. Pourriez-vous développer cette idée ? »

« D'abord, en Occident, nous avons tendance à identifier systématiquement laïcité et démocratie. Or, dans beaucoup de pays du Moyen-Orient ou du Maghreb (comme l'Algérie), les forces laïques ne sont pas des forces démocratiques. La laïcité s'identifie à un projet social qui est souvent conservateur. Le point commun entre l'Algérie et la Turquie est que la laïcité est représentée par des forces plutôt conservatrices : l'armée dans les deux cas. La différence est qu'évidemment la Turquie est une République, c'est-à-dire qu'il existe un espace politique et un jeu démocratique, même si les principaux acteurs de ce jeu démocratique ne sont pas des démocrates.

« Nous avons trop tendance à faire de la démocratie une question d'idéologie, qui aboutit au paradoxe algérien : nous soutenons des forces qui sont antidémocratiques uniquement parce qu'elles sont laïques, donc plus susceptibles, dans notre esprit, d'être un jour démocrates, alors que la question n'est pas là. L'enjeu, c'est l'existence d'un système politique, d'institutions : une Constitution, des élections, un Parlement, des partis politiques, etc.

« Il faut que les partis en question reconnaissent et acceptent les règles du jeu. Ce n'est pas un problème d'institutions : le Refah (Parti de la prospérité ou RP, islamiste) en Turquie n'est pas un parti démocratique ; c'est un parti qui a, comme le FIS, « surfé » sur une demande de démocratie venue de ceux qui, dans la population, se sentent exclus du jeu politique. Evidemment, ce sentiment d'exclusion est plus présent dans l'Algérie du FLN que dans la Turquie kémaliste, mais certains sont

exclus tout de même, comme les Kurdes.

« Il est donc souhaitable d'intégrer les islamistes au jeu politique ? »

« Dans les pays où il existe un espace politique, comme la Turquie - mais aussi dans les pays qui ne sont pas des démocraties absolues, comme la Jordanie - les islamistes jouent le jeu et on peut les intégrer au jeu politique. Ce que je mets en question c'est la position même des « éradicateurs ». La doctrine éradicatrice est viciée à la base, puisqu'elle présuppose



OLIVIER ROY

qu'on ne peut pas intégrer les islamistes. De plus, la doctrine éradicatrice rend impossible l'avènement de la démocratie puisqu'elle ne peut exister que dans une dictature. On ne peut pas « éradiquer » de façon démocratique.

« Peut-il y avoir un islamisme modéré ? »

« L'islamisme en soi est totalitaire, mais quand on observe les mouvements islamistes - nous avons aujourd'hui cinquante ans de recul : les Frères musulmans ont été fondés en 1928 - on s'aperçoit que ce que j'appellerais le « courant modéré » - les Frères musulmans égyptiens, le Refah turc, le Hamas algérien, les Frères musulmans jordaniens - n'ont jamais été putschistes. La mouvance des Frères musulmans est devenue violente quand elle a été réprimée, en Syrie. Le FIS est un cas un peu à part, mais je vois en ce moment la direction politique du FIS prendre la voie centriste des Frères musulmans : cela appa-

rait clairement dans les événements algériens actuels. Le FIS éprouve les limites de son idéologie et sort de sa phase infantile, c'est-à-dire de celle de l'enthousiasme des élections municipales de 1989 et législatives de 1991.

« Cet apprentissage du réel, les Frères musulmans égyptiens l'ont expérimenté depuis longtemps : le Refah l'expérimente en ce moment ; les Frères musulmans syriens l'ont fait dans le sang. On voit ces mouvements centristes tirer les leçons de l'expérience, de leur impossibilité d'établir la justice sociale avec leur idéologie. On les voit donc se transformer en forces politiques parmi d'autres. C'est ce que j'appelle le « mouvement de démocratie chrétienne ».

« L'Eglise catholique n'a jamais été une organisation démocratique, mais à un moment donné, un certain nombre d'hommes politiques chrétiens ont accepté les institutions démocratiques sans renoncer à la religion. Avec le temps, cela a donné naissance à la démocratie chrétienne. Je crois que les pays musulmans sont en train de faire l'expérience de la laïcité. Tout ce qui se passe en ce moment dans le monde musulman est l'émergence d'un espace laïque, y compris en Iran.

« Quel lien faites-vous avec le libéralisme économique ? »

« Je crois que, sur le plan économique, l'islamisme n'a rien à dire. Quand on regarde les différentes théories des islamistes concernant la finance ou l'entreprise, il n'y a que deux choses : soit un étatisme socialisant tiers-mondiste qui était celui des dix premières années de la révolution islamique d'Iran ; soit le Fonds monétaire international (FMI), c'est-à-dire le libéralisme. On voit très bien d'ailleurs comment ces deux tendances existent dans le Refah : une tendance étatiste protectionniste, soutenue par les petites PME et une tendance ultralibérale, dans la suite de Turgut Özal [président de la Turquie d'octobre

1989 jusqu'à sa mort en avril 1993].

« La seule force en Turquie qui soit moderne et démocratique c'est paradoxalement le grand patronat (la Tüsiad). Ils ont eu le courage de lever le tabou kurde en disant que la guerre et les coups d'Etat coûtent cher à l'économie du pays et que, finalement, la démocratie est la bonne solution, si elle s'accompagne de libéralisme économique. Naguère protectionnistes, les patrons sont devenus libéraux.

« En Occident, nous avons tendance à identifier systématiquement laïcité et démocratie. Or dans beaucoup de pays du Moyen-Orient ou du Maghreb (comme l'Algérie), les forces laïques ne sont pas des forces démocratiques »

« En Turquie, les patrons proposent d'investir dans le Kurdistan, mais en Algérie, la situation est différente : y a-t-il un patronat privé susceptible de peser sur le gouvernement ? »

« La démocratie suppose, non pas une société ou une culture démocratiques - je me méfie de ces termes - mais une société différenciée. En particulier, la démocratie suppose un certain capitalisme pour qu'il y ait un pôle de la société civile qui ne soit pas contrôlé par l'Etat. Le problème de ces Etats tiers-mondistes (l'Egypte de Nasser, l'Algérie de Boumedienne, la Syrie et l'Irak baasistes ou la Turquie kémaliste) est que c'étaient des systèmes qui généraient l'émergence d'une véritable société civile, parce que l'Etat avait tendance à monopoliser tout ce qui était production.

« Comment voyez-vous les prochaines années en Algérie ? »

« Pour le moment, la situation est bloquée parce que l'armée n'a

absolument pas l'intention de partager le pouvoir. Il y avait une occasion historique : l'élection du président Zéroual en 1995. Celui-ci aurait pu utiliser cette légitimité pour recomposer le paysage politique. Simplement, pour que ce processus fonctionne, il faut effectivement partager le pouvoir et laisser émerger une société civile. Or on assiste à une privatisation au profit de la nomenclature, et l'émergence d'une classe d'entrepreneurs autonome par rapport à l'Etat ne se fait pas.

« Politiquement, les manœuvres actuelles du général Zéroual visent à verrouiller le champ politique. Une occasion historique a été manquée et, tôt ou tard, il faudra revenir à la case départ. Or les acteurs ont changé. Je vois un mûrissement de la direction politique du FIS, qui tire explicitement les conséquences du phénomène GIA. Le FIS est en train d'admettre le concept de pluralisme politique.

« Autant on ne peut pas négocier avec le GIA, autant toute solution passe par la réintégration du FIS dans le jeu politique. Le président Zéroual joue le Hamas, mais il faudrait qu'il leur donne des contreparties sérieuses. Il voudrait avoir le Hamas avec lui, mais ne pas l'associer au pouvoir. Ce que le régime est prêt à faire c'est, paradoxalement, abandonner au Hamas une certaine islamisation de la société. Le souci unique de la nomenclature est de garder le pouvoir.

« Etes-vous plus optimiste pour la Turquie ? »

« Il y a une conjonction entre l'armée, le président Demirel et la majorité de la classe politique, pour mettre fin à l'expérience du Refah. Je pense que cela est prématuré et qu'il faut laisser le Refah au pouvoir, parce que le décalage entre sa pratique et son idéologie va croissant. Le Refah a un programme électoral inapplicable sur le plan économique et social : il se serait donc jugé de le laisser au pouvoir.

« Les autres ne le souhaitent pas pour deux raisons : la première est l'Europe, avec l'idée que le Refah est un obstacle à l'intégration de la Turquie à l'Europe. La deuxième raison, c'est la peur, chez beaucoup de laïques, de l'« entrisme », c'est-à-dire que le Refah puisse infiltrer l'appareil d'Etat. Cette vision en termes d'infiltration me paraît secondaire puisqu'elle suppose que le Refah reste un parti de type stalinien, monolithique, totalitaire, alors que je pense que son entrée dans le jeu politique va entraîner une crise de recomposition dans le parti même.

« Bien sûr, le Refah joue sur deux tableaux : il se présente, vis-à-vis des couches traditionnelles de la population, comme défenseur de l'islam et des valeurs traditionnelles turques, mais il a un deuxième discours dans lequel il se présente comme moderne, technocrate et démocrate. C'est un discours électoraliste, mais le problème est que ceux que j'appelle les conservateurs laïques finissent par donner raison à ce discours. Le problème majeur du Moyen-Orient et du Maghreb est le conservatisme laïque, ce n'est pas la montée de l'islamisme. »

Propos recueillis par Marie Jégo et Jean-Pierre Tuquoi

★ Olivier Roy est notamment l'auteur de *L'Echec de l'islam politique* (Editions du Seuil).

صلى الله عليه وسلم

Bill Clinton interdit à ses ressortissants d'investir en Birmanie

Il met en cause la répression et le trafic de drogue

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Même si ses effets pratiques sont limités à court terme, l'interdiction de nouveaux investissements américains en Birmanie, annoncée mardi 22 avril par Bill Clinton, réduit la marge de jeu déjà bien étroite de l'Asean, l'Association des nations du Sud-Est asiatique, qui souhaite accueillir rapidement la Birmanie dans ses rangs.

La décision du chef de l'Etat américain, autorisée depuis septembre par le Congrès, s'appuie sur le constat d'un processus continu de répression de la part de la Birmanie. Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, qui avait déjà laissé entendre, le 15 avril, qu'une telle issue était dans l'air, a également évoqué, mardi, la production birmane d'opium, laquelle augmente de 10 % d'une année sur l'autre et est devenue la première source d'héroïne aux Etats-Unis.

L'EXODE DES KARENS

Applaudie par les exilés birmanes et répondant aux vœux répétés d'Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition à la dictature militaire, la décision américaine, qui n'a pas de valeur rétroactive, a été bien évidemment dénoncée par Rangoun. Pour sa part, de passage à Bangkok, Roger Beach, PDG d'Unocal, associé à Total dans l'exploitation du gisement gazier de Yanada, a exprimé une « déception » d'autant plus « terrible » que le géant américain s'apprêtait à renforcer sa présence en Birmanie. Pour sa part, le groupe Total a déclaré qu'il n'était « pas concerné » par la décision américaine.

Washington a pris acte du durcissement du pouvoir militaire birman ces derniers mois. Depuis le 3 décembre, M^{me} Suu Kyi ne peut plus recevoir sans autorisation ou se déplacer sans escorte de police. A la même époque, des manifestations d'étudiants ont été fermement étouffées à Rangoun. En mars, la junte a manipulé un mouvement de mécontentement animé par des moines bouddhistes, notamment à Mandalay et à Ran-

goun, et procédé à de nombreuses arrestations.

Depuis fin février, une brutale répression militaire a, en outre, contraint dix-huit mille Karens, en grande majorité des civils, à se réfugier sur la frontière avec la Thaïlande, où ils sont loin d'être les bienvenus, notamment à la suite d'un rapprochement entre Bangkok et Rangoun. Enfin, en dépit des démentis opposés par la junte, des pratiques comme la torture, le travail forcé des enfants, les exécutions et arrestations arbitraires ont été encore dénoncées, la semaine dernière à Genève, dans une résolution adoptée par la Commission pour les droits de l'homme de l'ONU.

La décision américaine renforce le dilemme de l'Asean, laquelle souhaite que l'intégration de la Birmanie, du Cambodge et du Laos – les trois derniers Etats du Sud-Est asiatique qui ne sont pas encore membres – ne se réalise pas au détriment de ses relations avec Washington. Certes, l'Asean s'est donné une marge de manœuvre en décidant, en décembre, que ces trois pays seraient admis « simultanément » au sein de l'Association à une date « qui sera communiquée ultérieurement ». Mais, en février, une tournée dans les trois pays du doyen de l'Asean, le président indonésien Suharto, avait clairement indiqué que l'admission aurait lieu dès cette année.

Washington va donc exercer davantage de pressions sur ses partenaires de l'Asean pour que la Birmanie, et donc le Laos et le Cambodge, patientent davantage sur le perron de l'Association, ce qui promet quelques échanges peu amicaux lors des rencontres annuelles de l'Asean, fin juillet à Kuala Lumpur, auxquelles participent notamment les Etats-Unis – représentés traditionnellement par leur secrétaire d'Etat – et l'Union européenne, laquelle a déjà suspendu, en mars, les privilèges douaniers dont bénéficiait jusqu'alors Rangoun. Il reste à voir, également, jusqu'à quel point Tokyo est prêt à se solidariser avec Washington.

Jean-Claude Pomonti

Le nouveau premier ministre indien promet d'« approfondir » les réformes

LE GOUVERNEMENT du nouveau premier ministre indien, Inder Kumar Gujral, a obtenu, mardi 22 avril, un vote de confiance du Parlement. L'épreuve a été facile à surmonter pour cet ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant : le Front uni – coalition de centre-gauche dont il est issu – a beau ne pas disposer d'une majorité à la Chambre, il est soutenu par le Parti du Congrès, qui s'est prononcé, une fois de plus, pour un « soutien sans participation ».

Le Congrès renouvelle ainsi son appui à la coalition du Front uni après avoir exigé – et obtenu – que celle-ci se débarrasse, à sa tête, de l'ancien premier ministre Deve Gowda, qui a dû démissionner le 11 avril. Aucune des grandes formations politiques, à l'exception des nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), ne voulait en effet de nouvelles élections, moins d'un an après le dernier scrutin législatif.

Inder Kumar Gujral, soixante-dix-sept ans, diplomate chevronné, inquiet d'ailleurs des chefs du BJP qui voient en lui un dangereux communiste – ce qu'il fut au temps de la lutte contre les Britanniques avant de rejoindre, plus tard, le Parti du Congrès et de s'en faire expulser par Indira Gandhi. Les nationalistes hindous se méfient également de sa politique favorable au rapprochement avec l'ennemi pakistanais.

La tâche la plus délicate de M. Gujral va être de convaincre les responsables des treize partis de la coalition de surmonter leurs différences idéologiques et personnelles. Ces dissensions avaient

souvent entravé la bonne marche du gouvernement de Deve Gowda. Sur le plan économique, les tenants du libéralisme se sont également inquiétés des conséquences de l'arrivée de cet homme, plutôt marqué à gauche – qui fut ambassadeur à Moscou quand l'Inde jouissait avec l'URSS d'une relation privilégiée –, sur le processus des réformes de l'économie.

RASSURER LES INVESTISSEURS

Inder Kumar Gujral vient de rassurer les investisseurs, lundi 21 avril, en déclarant qu'il entendait « approfondir et élargir » ces réformes d'inspiration libérale lancées, il y a six ans, par le gouvernement du Congrès, sous la houlette de l'ancien premier ministre Narasimha Rao. « Notre politique économique restera plus ou moins la même, en dépit de changements mineurs ici ou là », a ajouté M. Gujral. La composition du nouveau gouvernement est très exactement la même que celle de l'ancien cabinet, à l'exception de l'ancien ministre des finances, P. Chidambaram, qui n'est pas reconduit dans ses fonctions. Le parti de ce dernier s'est, en effet, retiré de la coalition pour protester que l'on n'ait pas proposé à son chef, G. K. Moopanar, de devenir premier ministre. M. Gujral aimerait cependant convaincre M. Chidambaram, qui avait récemment proposé un budget libéral salué par les milieux d'affaires, de reprendre son poste. Une perspective qui rassurera définitivement les investisseurs quant à la poursuite de la libéralisation économique.

Bruno Philip

Moscou se tourne vers Pékin pour protester contre les projets d'élargissement de l'OTAN

Le chef de l'Etat chinois, Jiang Zemin, a entamé une visite de cinq jours en Russie

Le président chinois, Jiang Zemin, arrivé mardi 22 avril à Moscou, devrait signer, jeudi, avec Boris Eltsine et les présidents des trois Républiques d'Asie centrale, un accord de réduction des effectifs militaires le long de la frontière russo-chinoise. Cette visite, qui devrait voir le

renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, illustre la réorientation de la politique étrangère de Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Les présidents Boris Eltsine et Jiang Zemin – arrivé mardi 22 avril à Moscou pour une visite de cinq jours, préparée depuis des mois –, devaient signer, mercredi, une « déclaration » en faveur de la création, au siècle prochain, d'un « monde multipolaire », visant les Etats-Unis et leur volonté de « jouer le rôle de chef suprême dans les affaires internationales », comme l'a précisé mardi le porte-parole du Kremlin. Avec les présidents du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan, ils devaient aussi signer, jeudi à Moscou, un accord plus concret de réduction des effectifs militaires sur leurs frontières, longues de sept mille kilomètres, théâtre de ce qui aurait pu être le conflit le plus important des dernières décennies.

Les cinq présidents étaient déjà convenus de telles mesures de confiance, il y a un an, à Shanghai, et Boris Eltsine avait signé, pour sa part, à Pékin, un « partenariat stratégique pour le XXI^e siècle ». Depuis lors, le ré-

chauffement des relations russo-chinoises n'a fait que se renforcer. Les Russes trouvant dans la Chine une grande puissance prête à les soutenir contre l'élargissement de l'OTAN, et Pékin trouvant en Moscou un allié sur la scène internationale, notamment sur la question des droits de l'homme.

DES OFFICIERS CRITIQUES

Mais, pour les deux pays, « Washington reste le partenaire le plus important », et le faste avec lequel Jiang Zemin est reçu à Moscou cache mal le fait que les « deux bureaucraties se payent de mots ronflants », résume un diplomate souhaitant rester anonyme. Pourtant, le développement des relations russo-chinoises reste un pivot de la vie internationale, même s'il est riche en arrières-pensées des deux côtés.

Pour Moscou, la Chine est d'abord le meilleur marché pour ses exportations – armes et énergie. Bien que rien n'en ait filtré officiellement, la visite que vient de faire à Pékin le ministre russe de la défense, Igor Rodionov, qui

a insisté sur le fait que la coopération russo-chinoise « ne vise pas de pays tiers », devait porter sur les opérations en cours : la vente de sixante-douze avions de combat Su-27 assortie d'une licence de fabrication, de deux contre-torpilleurs (dont Moscou n'arrive pas à finir la construction faute de finances) et de systèmes de missiles anti-aériens S-300.

Pékin a, sans doute, aussi demandé des Su-30, que Moscou a accepté l'an dernier de vendre à l'Inde, alors que la France est également sur ce marché, avec la visite, maintenant, de Jacques Chirac à Pékin le mois prochain. Mais l'exigence chinoise de transferts de technologie accompagnant ses achats d'armes a provoqué des critiques à la fois de l'opposition libérale et des militaires russes, jusqu'ici facilement surmontées.

Des officiers russes en Extrême-Orient ne cachent pas, en outre, leur mécontentement de n'avoir pas été consultés sur la question de leur retrait partiel – 15 % des forces, selon l'agence Interfax –

de cette zone. Ils contestent aussi la cession à la Chine d'une portion de fleuve prévue dans le cadre des ultimes négociations sur le tracé frontalier.

Les diplomates russes répondent que son tirant d'eau de moins de deux mètres n'en fera jamais une voie d'accès des destroyers chinois et que, de toute façon, le meilleur moyen de parer à une éventuelle menace chinoise est de renforcer la coopération avec Pékin. Notamment en essayant de rendre la Chine dépendante de la Russie pour ses besoins énergétiques, pour lesquels elle pourrait bientôt cesser d'être autosuffisante.

Moscou garderait la technologie de ses centrales nucléaires construites dans le pays, tout en participant au gigantesque projet du barrage des Trois Gorges et en essayant de vendre à la Chine le pétrole de ses gisements de Sakhaline quand les capitaux américains et japonais seront autorisés à en lancer le développement.


Sophie Shihab

Votre Citymarché

Aujourd'hui, nous vous proposons :
entrée, plat et dessert bio, café inclus.



Aujourd'hui, et comme tous les jours depuis déjà 3 ans, votre Monoprix est ravi de vous proposer sa gamme de produits Monoprix-BIO. Du jus d'orange aux baguettes bio, en passant par les fruits et les légumes*, sans oublier les oeufs et le pain biologique, du plus au plus souvent cultés sur place**. Et même le café ! Tous ces produits sont cultivés sans produits chimiques de synthèse, avec des méthodes qui ne nuisent ni à l'environnement, ni au bien-être des animaux, et font l'objet de contrôles rigoureux par

des organismes indépendants. De plus, le marqueur  vous garantit qu'un produit contient au moins 95% d'ingrédients biologiques. Ce souci d'information et de contrôle de la qualité, Monoprix l'applique à tous ses produits, à toutes les étapes de leur commercialisation. Fournisseurs, transporteurs, acheteurs, chefs de rayon : Pour la qualité, chez Monoprix, tout le monde s'engage, tout le monde signe.



CHEZ MONOPRIX, TOUT LE MONDE S'ENGAGE, TOUT LE MONDE SIGNE.

Après 126 jours, l'armée péruvienne met fin à la prise d'otages de Lima

« La terreur prétendait s'imposer, nous ne pouvions l'accepter », a déclaré le président Fujimori, qui n'a pas consulté les autorités japonaises avant d'ordonner l'assaut. L'un des 72 otages est mort ; deux militaires et tous les membres du commando du MRTA ont été tués

Environ cent-quarante membres des unités spéciales de l'armée péruvienne ont pris d'assaut, mardi 22 avril en début d'après-midi, la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, tuant les membres du

commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui l'occupaient et libérant les soixante-douze otages qui y étaient retenus depuis le 17 décembre 1996. L'attaque a duré environ quarante

minutes. Le président Fujimori a annoncé, lors d'une conférence de presse, que l'opération avait coûté la vie à dix-sept personnes : un otage, Carlos Giusti Acuna, membre de la Cour suprême péruvienne,

deux militaires et la totalité des quatorze membres du commando du MRTA. Vingt-cinq otages auraient été blessés, sans que leur vie ne soit en danger ; deux d'entre eux auraient subi une intervention chirur-

gicale dans la soirée, dont le ministre péruvien des affaires étrangères, Francisco Tudela. L'ambassadeur du Japon, Morihisa Aoki, et celui de Bolivie, Jorge Gumucio, sont sains et saufs.

LIMA
de notre correspondant
« Nos soixante-douze otages sont sains et saufs ; le Pérou est libre ! », exulte le président Alberto Fujimori, en agitant le drapeau péruvien à bord du bus qui conduit une cinquantaine d'otages vers l'hôpital militaire. La plupart d'entre eux font le V de la victoire ; deux s'effondrent en larmes.

Après 126 jours, c'est le dénouement. Les membres du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) — quatorze selon les autorités, une vingtaine selon d'autres sources — qui avait pris d'assaut la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, le 17 décembre 1996, ont tous été tués au cours de l'opération. Ils « sont morts, je le regrette pour leurs parents », déclare quelques heures plus tard M. Fujimori, mais il n'y avait pas d'autre issue. Le président confirme également, en revenant sur ses premières déclarations, la mort d'un otage, Carlos Giusti Acuna, magistrat de la Cour suprême, et de deux militaires : un lieutenant et un commandant, membres de la sécurité présidentielle.

Deux heures à peine se sont écoulées depuis l'assaut, lancé par quelque 140 hommes des groupes

d'élite de l'armée et de la police, à 15 h 20. L'opération a duré moins de quarante minutes, pas plus que celle conduite par le commando du MRTA lorsqu'il s'était emparé de la résidence, retenant en otages plus de 500 personnes, le 17 décembre 1996.

UNE PARTIE DE « FULBITO »

Les programmes des radios et des télévisions ont été remplacés par la relation en direct des événements, avec en fond sonore des bruits d'armes automatiques. Dix minutes après le début de l'opération, les quatre premiers otages s'échappaient par une rue latérale de la résidence, alors que d'autres rampaient sur le toit, en file indienne, secourus par des soldats qui les aidaient ensuite à emprunter des escaliers dans une épaisse fumée noire.

Selon les premiers témoignages, un groupe de militaires a fait irruption par un tunnel, d'une longueur de 200 mètres, dont l'une des sorties aboutissait dans le jardin intérieur de la résidence. Pendant qu'avec grenades et bazooka certains s'attaquaient à la porte principale, d'autres ouvraient des brèches sur les flancs et le toit de la résidence japonaise, sous la surveillance de tireurs d'élite postés sur les maisons voisines.

Une chaîne de télévision péru-



viennaise assure que les membres du MRTA ont été surpris alors qu'une douzaine d'entre eux disputaient une partie de football (football sur un petit terrain).

Trois heures après avoir été libérés, l'ambassadeur bolivien, Jorge Gumucio, a confirmé cette version de l'attaque par les forces armées péruviennes. « Ils étaient huit à jouer au football », a déclaré le diplomate, parmi lesquels le chef du commando, Nestor Cerpa, et ses trois lieutenants. La sortie du tunnel était juste sous leur terrain de jeu. Après une explosion, tous les militaires sont sortis du tunnel et ont partis de tous les côtés.

LES OTAGES PRÉVENUS

M. Gumucio a également affirmé que les otages avaient été prévenus quelques minutes avant le déclenchement de l'opération. « Nous étions, a-t-il raconté, dans la chambre de l'ambassadeur japonais, M. Aoki, et, dix minutes avant l'opération, nous avons reçu l'ordre de nous coucher par terre, parce qu'on allait venir nous délivrer. L'ambassadeur n'a pas voulu révéler ses sources, laissant ses interlocuteurs spéculer sur le rôle qu'aurait pu jouer l'ambassadeur canadien, Anthony Vincent,

présent dans la résidence quelques minutes avant que l'assaut ne soit donné. « Quinze minutes après le lancement de l'opération, a ajouté M. Gumucio, nous nous sommes identifiés, puis nous sommes sortis en rampant. »

Avant que le gros des otages libérés ne prenne place dans le bus, M. Fujimori, en bras de chemise, portant un gilet pare-balles et des

bottes militaires, les a rejoints devant la porte principale de la résidence. En présence des militaires ayant participé à l'incursion, ils ont chanté l'hymne national, lancé des vivats et ont vigoureusement applaudi. Cependant, le ministre des affaires étrangères, Francisco Tudela, qui figure parmi la vingtaine de blessés légers recensés par les autorités, était évacué sur une civière pour être opéré.

Portant toujours son gilet pare-balles, le président Alberto Fujimori s'est alors hissé sur le toit d'une des voitures de la police, devant la résidence, et a improvisé une conférence de presse face à la foule des journalistes.

« JE N'AI PAS HÉSITÉ »

Le chef de l'Etat a justifié sa décision de donner l'assaut après les déclarations, dimanche, du chef du commando, Nestor Cerpa, de réduire les visites des médecins de la Croix-Rouge à une seule par semaine. « En aucune manière nous n'allions l'accepter », a déclaré M. Fujimori. Nous l'avons dit de manière claire à Mgr Cipriani, membre de la commission des garants chargée de la médiation. Pour cette raison, nous avons pris notre décision avant qu'un otage ne se trouve en mauvais état de santé, ce que nous aurions tous déploré. »

Il a également dénoncé la position très dure du MRTA, qui maintenait ses exigences de libération de prisonniers et ne laissait pas d'autre issue qu'une solution militaire. « Nous nous étions mis d'accord avec le premier ministre du Japon pour ne pas céder au chantage terroriste... Nous avions épuisé tous les moyens possibles... La terreur prétendait s'imposer. Et en aucune façon nous ne pouvions l'accepter. »

Le président Fujimori a enfin justifié son choix de ne pas prévenir, avant l'assaut, les autorités japonaises en soulignant la nécessité de surprendre pour donner les meilleures chances de succès à l'opération. « Grâce aux informations des services secrets, je n'ai pas hésité un instant à donner l'ordre de l'attaque, à 15 h 17. » Il a ensuite remercié les membres de la commission des garants, tout particulièrement Mgr Cipriani, les parents, et surtout le gouvernement bolivien, qui a su l'encourager à faire preuve de fermeté. « Nous sortirons plus forts de cette expérience, a-t-il déclaré, affirmant que le Pérou avait donné l'exemple à la communauté internationale » en ne cédant pas « au chantage terroriste. »

Nicole Bornet

Tokyo remercie M. Fujimori

Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a remercié, mercredi 23 avril au cours d'une conférence de presse, le président péruvien Alberto Fujimori pour la libération des otages retenus depuis le 17 décembre 1996 dans la résidence de son ambassadeur à Lima.

« Je voudrais présenter mes remerciements du fond du cœur au président Fujimori et aux officiels du gouvernement péruvien pour cette grande opération », a déclaré M. Hashimoto. Il a précisé que les autorités péruviennes n'avaient pas informé le gouvernement japonais de leur décision de donner l'assaut contre la résidence diplomatique. « J'ai le regret de dire que le gouvernement péruvien ne nous a pas prévus avant de donner l'assaut », a ajouté le chef du gouvernement japonais.

De son côté, le département d'Etat américain a déploré, mardi, que l'assaut contre la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima ait « fait des victimes », et il en a rejeté la « pleine et entière responsabilité » sur les « terroristes » du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Il a précisé que le gouvernement américain « n'avait pas été prévenu » de l'imminence de l'assaut par les autorités péruviennes.

(Publicité)

Alors que les Arméniens du monde entier célèbrent le 82^e anniversaire du Génocide arménien perpétré par le gouvernement « Jeunes-Turcs », les jeunes citoyens français d'origine arménienne demandent :

- L'EXTENSION DE LA LOI DITE « GAYSSOT » À TOUS LES GÉNOCIDES RECONNUS PAR LES INSTANCES INTERNATIONALES

Adoptée en juillet 1990, la loi dite « Gayssot », sur la liberté de la presse, permet de réprimer les crimes commis entre 1939 et 1945 et reconnus par le tribunal de Nuremberg, mais laisse impuni le révisionnisme d'autres crimes contre l'humanité, dont le Génocide arménien. Son extension à l'ensemble des Génocides reconnus par une organisation internationale ou une instance interétatique est aujourd'hui une nécessité.

Nous attendons du gouvernement français et du bureau de l'Assemblée nationale qu'ils mettent à l'ordre du jour les différentes propositions de loi déposées par les groupes socialiste, communiste, et à titre individuel le député-maire Patrick Devedjian (RPR), le député François Rocheloine (UDF), et le député Patrick Labaune (RPR) visant à l'extension de la loi « Gayssot ».

La législation française se doit d'être universelle et doit permettre de sanctionner le négationnisme de tous les Génocides.

- LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN PAR LA TURQUIE

A quelques semaines du « Sommet des 15 » à Amsterdam, qui devra statuer sur la nouvelle demande d'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne, nous rappelons la résolution du 18 juin 1987 du Parlement européen, qui reconnaît le Génocide arménien et subordonne l'entrée de la Turquie au sein de l'UE à la reconnaissance du Génocide arménien et à la résolution des problèmes chypriote et kurde.

Nous attendons des chefs d'Etat et de gouvernement la garantie que les Droits de l'Homme et la mémoire de l'Humanité ne soient pas une nouvelle fois bafoués.

La Nouvelle Génération Arménienne - Nor Seround
17, rue Bleue - 75009 Paris
Tél. : 01-42-46-29-74 - Fax : 01-48-00-94-51

Un calvaire de plus de quatre mois

LA PRISE D'OTAGES groupés de Lima aura été la plus longue épreuve de ce type depuis les 444 jours de détention infligés aux 52 otages américains de Téhéran entre 1979 et 1980. En Amérique latine, cependant, l'exercice est loin d'être une première. En 1978, déjà, les guérilleros nicaraguayens du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avaient réussi à arracher leurs camarades à la prison en prenant d'assaut le Palais national de Managua. En novembre 1985, leurs homologues colombiens du M19 avaient investi le palais de justice de Bogota sans succès, eux, à éviter l'intervention sanglante de l'armée. Il y avait eu 88 morts.

Le drame qui vient de prendre fin à Lima, après 126 jours de détention pour les 72 otages, avait commencé le 17 décembre 1996 lorsqu'un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), emmené par Nestor Cerpa Cartolini, avait investi la résidence de l'ambassadeur du Japon, à San Isidro, dans le quartier résidentiel de la capitale péruvienne. Ce jour-là, plus de 500 personnes, péruviennes et étrangères, parmi lesquelles la mère, la sœur et le frère du président Alberto Fujimori, assistaient à une réception donnée par le diplomate nippon. En quelques minutes, le commando se rend maître des lieux, puis annonce qu'il ne libérera ses otages qu'en échange de l'élargissement de quelque 440 prisonniers du MRTA détenus dans les prisons péruviennes.

En fait, toutes les femmes seront relâchées quelques heures plus tard, suivies, bientôt, de plusieurs dizaines d'otages supplémentaires. Début février 1997, il ne reste aux mains du MRTA que 72 otages, dont 24 citoyens nippons qui servent de boucliers vivants contre un éventuel assaut des forces de l'ordre. Commence alors une longue attente, sous l'œil des caméras des journalistes accourus par dizaines du monde entier. A l'intérieur de la résidence bouclée par les forces de l'ordre, ce sont pour la plupart de très jeunes terroristes du MRTA, la poitrine ceinte d'un gilet fourré de dynamite, qui veillent sur leur prisonniers. Le ministre de l'éducation, Domingo Palermo, a été chargé de négocier. Son pouvoir est en réalité très limité, voire inexistant, face à l'intranséance rapidement affirmée du président péruvien, qui jure publiquement qu'il ne cédera pas. Sa seule concession : un saut-conduit et le départ vers l'étranger - Cuba ou Saint-Domingue - des

membres du commando s'ils libèrent leurs otages. Pendant des semaines, chacun campera sur ses positions.

Un instant tentées par une solution de force, les autorités péruviennes s'engagent, sous la pression insistante de Tokyo, à privilégier une issue pacifique. Un évêque d'Ayacucho, proche du chef de l'Etat péruvien, Mgr Juan Luis Cipriani, vient en renfort pour explorer les voies d'une issue possible ; avec Michel Minnig, chef de la délégation locale du Comité international de la Croix-Rouge, Anthony Vincent, ambassadeur du Canada et ex-otage lui-même, et Teruaki Terada, ambassadeur du Japon au Mexique, une commission dite « des garants » est créée, embryon d'organisme négociateur.

INTRANSÉANCE

Le 11 février 1997, le ministre Palermo rencontre l'adjoint de Nestor Cerpa, dans une maison « neutre » proche de la résidence occupée, pour des discussions qualifiées de « préliminaires ». En fait, rien de bouge. Les rencontres succèdent aux rencontres, suspendues puis reprises, alors que les journalistes, soumis aux pressions d'un gouvernement qui entend mener

sa barque sans regards indiscrets, font l'objet de constantes mises en garde, voire sont expulsés. Les otages sont bien seuls et Nestor Cerpa, en dépit de rumeurs répétées sur un accord imminent, ne change pas d'une virgule ses exigences. Visiblement découragé, Mgr Cipriani déclarera un jour de mars, à la sortie d'une énième et inféconde réunion : « La médiation persiste entre les deux parties ; (...) Nous nous devons de [leur] lancer un appel sérieux et ferme (...) pour qu'elles acceptent réellement de parvenir à une solution pacifique. »

Le 17 avril, les otages entament leur cinquième mois de détention, et c'est encore une fois un message d'intranséance qu'envoie le président Fujimori en limogeant, le 19 avril, les généraux Juan Briones Davila et Antonio Ketin Vidal, respectivement ministre de l'Intérieur et chef de la police, réputés hostiles à une solution de force. Leur mise à l'écart relance les spéculations sur le retour des « durs », opposés à toute concession. Le 22 avril, à 15 h 30, heure de Lima, 140 commandos des forces spéciales passent à l'attaque.

Alain Abellard
et Georges Marion

COMMENTAIRE

COUP DE POKER

Alberto Fujimori revient de loin. La spectaculaire prise d'otages de Lima était l'une de ces bombes politiques susceptibles d'emporter un régime. Non seulement la bombe n'a pas explosé - guérilleros mis à part, l'opération n'a coûté la vie « qu'à » un otage et à deux soldats, ce qui constitue un « bilan » insipide - mais le président péruvien sort de l'épreuve renforcé.

Fort de l'appui de l'opinion publique, lassée des violences et du sang des années antérieures, Alberto Fujimori, dès le début, avait fait le choix de la fermeté, clamant haut et fort qu'il ne céderait pas au terrorisme. Il mettait dans son refus une telle insistance que sa position apparaissait à beaucoup comme un néfaste entêtement, un combat quasi personnel. A plusieurs reprises, les autorités japonaises, qui avaient vingt-quatre de leurs citoyens parmi les otages, avaient dû rappeler à Lima qu'elles étaient favorables à une solution négociée, excluant tout emploi de la force.

Conviction ou duplicité ? Le

président Fujimori avait semblé se rendre à leurs arguments... tout en répétant qu'il n'y avait rien à négocier, hormis un pays d'accueil pour le commando, invité tout bonnement à libérer ses otages et à quitter les lieux. Le chef des terroristes, Nestor Cerpa, avait répliqué qu'il n'était pas venu se fourrer dans ce guépier pour partir les mains vides, à Cuba ou à Saint-Domingue, comme il en a été question. En dépit des rumeurs qui régulairement, annonçaient la possibilité d'un accord, il devenait patent que les négociations ne pouvaient que s'enliser, rendant l'affrontement de plus en plus probable. Le récent limogeage du chef de la police et du ministre de l'Intérieur, notoirement opposés à une solution de force, le laissait présager.

A maints égards, la décision de donner l'assaut constituait un coup de poker. Le résultat de l'opération ne peut donc que satisfaire Alberto Fujimori, dont la détermination, aussi solitaire que son pouvoir, est aujourd'hui récompensée. Avec les difficultés qui sont les siennes, le cadeau n'est pas superflu.

G. M.

صكتا من الامل

Selon les prévisions de Bruxelles, Rome ne serait pas dans le premier train de l'euro

Le cas italien fait l'objet d'une controverse au sein de la Commission

La Commission européenne devait présenter, mercredi 23 avril, ses prévisions économiques de printemps. Elles étaient particulièrement atten-

dues alors que dans un an doit être arrêtée la liste des pays qui pourront adopter la monnaie unique dès 1999. Les prévisions concernant l'Ita-

lie, qui ne rempliraient pas complètement les critères en temps voulu, irritent Rome et font l'objet d'une polémique à Bruxelles.

BRUXELLES
(Union européenne)

De notre correspondant

Quoiqu'on dise sur leur caractère encore incertain, les prévisions semestrielles de la Commission de Bruxelles vont permettre d'extrapoler. C'est dire si les experts bruxellois, soucieux d'éviter tant des remous politiques que des turbulences sur les marchés, avancent sur des œufs. Mardi 22 avril, en fin de journée, Jacques Santer, le président de la Commission, rencontrait Yves de Silguy, le Commissaire chargé des affaires monétaires, pour un dernier pointage.

Les chiffres les plus sensibles sont, sans doute, ceux qui concernent l'Italie. Sauf surprise, ils devraient faire apparaître que celle-ci, en dépit des efforts d'assainissement considérables déjà

accomplis (et salués unanimement comme tels), ne sera pas tout à fait prête au moment voulu : le déficit de ses finances publiques se situerait autour de 3,5 % à 3,6 % en 1997, et encore dans les environs de 3,3 % en 1998 (le traité de Maastricht met la barre à 3 %). De quoi convaincre les Allemands, déjà réticents, qu'il serait dangereux de voir l'Italie figurer dans la première vague de l'euro.

L'idée serait alors de faire accepter aux Italiens, si possible en douceur, une entrée (ou au moins un contrôle des performances) différée. Etant entendu que la vocation de l'Italie à rejoindre rapidement la zone euro serait soigneusement reconnue. Mais ce scénario, en forme de prix de consolation, est refusé par le gouvernement Prodi, qui a énor-

mement investi pour figurer dès 1999 dans la liste des élus. L'agacement italien est d'autant plus grand, qu'apparemment, pour l'instant, les Espagnols réussissent plutôt mieux et pourraient donc, si rien ne change, distancer dans la course à l'euro leurs rivaux italiens.

« NE PAS CASSER LA BARAQUE »

Ces perspectives ont fait naître des controverses au sein même de la Commission : Emma Bonino, l'un des deux Commissaires italiens, qui a la réaction vive, n'a pas caché qu'elle soupçonnait M. de Silguy de jouer délibérément contre l'Italie ; par excès de prudence ou, plus gravement, pour complaire aux plus orthodoxes des Allemands.

Les dirigeants de la Commission affirment qu'ils n'ont jamais

eu l'intention d'exclure l'Italie du premier train de l'Union monétaire. « Ce n'est pas du tout cela », affirme un proche du président Santer, ajoutant qu'après tout, il ne s'agit que de prévisions, pas de chiffres réels ; que ces prévisions sont établies « à politique inchangée », autrement dit que Rome peut encore prendre des mesures complémentaires pour entrer dans l'ère.

Si par hasard, il n'en n'est pas ainsi, ce ne sera pas un drame, explique-t-on encore. Compte tenu des résultats formidables déjà acquis, il faudra continuer et, surtout, « ne pas casser la baraque ». Notre interlocuteur conclut qu'« il ne croit pas à beaucoup de turbulence ». En est-il convaincu ?

Ph. L.

La perspective d'excédents sans précédent en 2005 impose une réforme de la politique agricole commune

LUXEMBOURG (Union européenne)

De notre correspondant

A l'horizon 2005, la politique agricole commune (PAC), assise un temps grâce à la réforme de 1992, va redevenir gravement excédentaire. C'est ce qui ressort d'un rapport sur l'évolution des principaux marchés, présenté, mardi 22 avril, à Luxembourg aux ministres de l'Agriculture des Quinze par Franz Fischler, le commissaire responsable.

La production de lait, de viande de porc, de volaille, devrait évoluer sans à-coups majeurs, mais les experts prévoient un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de céréales et de viande bovine. En 2005, ils tablent sur des stocks publics de près de 58 millions de tonnes de céréales, dont 45 millions de tonnes de blé. Du jamais vu !

« En 1991, alors qu'ils étaient au plus haut, nos stocks de grains atteignaient 35 millions de tonnes. Et ces excédents, compte tenu des limitations à l'exportation que nous avons acceptées lors des négociations du GATT, nous ne pouvons plus nous en débarrasser en les vendant à l'étranger. L'unique manière de s'en sortir, c'est de réagir vite. Il faut franchir une étape nouvelle de la réforme de la PAC », souligne M. Fischler.

Cette surproduction, explique le commissaire, interviendra malgré une utilisation maximale de la jachère : 17,5 % de la surface cultivée, au lieu de 5 % cette année, et alors que la France demande qu'elle soit ramenée au taux 0 en 1998 !

Ces perspectives, dues principalement à une progression des rendements, sont d'autant plus déprimantes que l'environnement international apparaît des plus favorables. Les pays d'Europe centrale, qui adhéreront à l'Union européenne vers 2002 (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) pourraient constituer la première vague n'apparaissent pas comme

des concurrents dangereux. « La restructuration de leur agriculture est moins rapide que prévu. Seule la Hongrie est exportateur net, les autres nous achètent plus qu'ils ne nous vendent. Si nous faisons les réformes à temps, c'est-à-dire en 1999, nous ne devrions pas rencontrer de grandes difficultés avec l'élargissement », note M. Fischler.

Sur le marché mondial, la croissance démographique, combinée à l'enrichissement des pays du tiers-monde, devrait se traduire par une progression sensible de la demande de produits agricoles et des prix mondiaux. L'Asie, l'Afrique seront massivement acheteuses ; selon le rapport transmis aux Quinze, les échanges agricoles mondiaux vont progresser sur la période 1995-2005 sensiblement plus rapidement que ces quinze dernières années.

PROGRESSION DE LA DEMANDE MONDIALE

L'Union se trouverait donc dans cette situation paradoxale où la demande mondiale progresserait à un rythme rapide, mais où elle devrait, néanmoins, consentir des sacrifices pour freiner davantage encore sa propre production. « Aussi longtemps que nous aurons besoin de subventions pour exporter, nous serons tenus par les limitations acceptées lors de l'Uruguay Round. Si nous voulons profiter des opportunités qui vont apparaître sur le marché mondial, il faut que nous puissions y accéder sans subventions. Ce n'est pas hors de portée. Cela dépend de nos prix intérieurs, mais aussi des cours sur le marché mondial. Ces derniers mois, ceux-ci sont à la hausse et nous en sommes très proches. Ces cours évoluent, mais en moyenne, sur une année, nous devrions être capables d'exporter sans coup de pouce financier », affirme, optimiste, M. Fischler.

Il espère également que l'Union continuera à utiliser davantage ses propres céréales fourra-

gères pour les besoins de son élevage. De telles évolutions - vendre à bas prix sur le marché mondial, concurrencer efficacement les producteurs de soja ou autres produits de substitution des céréales importés - impliquent une politique de baisse des prix, avec le risque que celle-ci se traduise par une baisse de revenus pour les paysans. Sans dévoiler ses intentions en matière de réforme, M. Fischler se veut rassurant : « Je ne parlerai pas de réduction du soutien ; ce qu'il faut, c'est changer le système : moins soutenir le marché par les prix ou par des achats d'intervention et octroyer les aides directes ou revenu ». M. Fischler évoque les contraintes budgétaires et ajoute que ces aides directes ne doivent pas, surcompenser les pertes subies par les agriculteurs. Or, selon lui, c'est ce qui se passe depuis plus d'un an, dans le secteur des céréales. D'où la proposition de la Commission de réduire les aides de 7,5 %.

Mais la grande majorité des Quinze ne veut pas entendre parler de cet appel à l'économie.

Les perspectives du marché de la viande bovine ne sont en rien souriantes. Après la crise de la « vache folle », la consommation reprend, mais la tendance lourde, apparue bien avant, est à la baisse. Là aussi, les accords du GATT interdisent à l'Europe d'exporter davantage. La Commission prévoit, pour 2005, des stocks publics de l'ordre de 1,5 million de tonnes. La « montagne de viande », à son niveau le plus haut, en 1993, ne dépassait pas 1,2 million de tonnes, rappelle M. Fischler.

Le président Jacques Santer, veut soumettre aux gouvernements, en juillet, un ensemble de propositions - appelées « Agenda 2000 » - sur les finances de l'Europe au-delà de 1999 et les aménagements à apporter aux politiques communes.

Philippe Lemaître

L'Italie souhaite que l'intervention en Albanie soit « un modèle »

ROME

De notre correspondant

Romano Prodi, le président du conseil italien, n'a pas d'inquiétude, a priori, sur le bon déroulement de l'opération internationale de protection, en Albanie, placée sous la direction du gouvernement de Rome. Les six mille hommes des différentes forces représentant au total huit nations se mettent en place, et les troupes italiennes (deux mille cinq cents hommes) ont été accueillies avec des fleurs à Viora, au sud du pays, en dépit des craintes de manifestations hostiles en raison de la mort, le 28 mars, de quatre-vingt-sept ressortissants de Viora, à la suite d'une collision avec un bateau de la marine italienne.

« On parle toujours des risques », a fait remarquer M. Prodi lors d'un débat organisé lundi 21 avril par l'Institut Aspen, à Rome, sur « La crise albanaise et la stabilité dans les Balkans ». « Mais tous les problèmes balkaniques, a-t-il ajouté, pourraient se résoudre facilement dans une grande Europe qui accueilleraient tout le monde. Je pense que les Balkans doivent commencer à entrer dans la problématique et dans l'optique européennes ». Le chef du gouvernement italien, estimant qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'intervenir, a pesé de toutes ses forces en faveur de l'ex-

pédition d'une force multinationale. Il a essayé en vain de convaincre son allié communiste, Fausto Bertinotti, au risque de faire chanceler la majorité.

La décision a été prise après de « profondes méditations », parce qu'il y a un « rôle dans le sud de l'Europe que nous devons assumer », a estimé M. Prodi. « Dans le cas de la Bosnie, il y a eu le remords de l'Europe. Pour l'Albanie, ce ne sera pas comme cela », a-t-il précisé en soulignant que, pour l'envoi de cette mission, « il n'y a pas eu besoin des Etats-Unis mais seulement d'un mandat des Nations unies. C'est un fait important, car il s'agit de la première action européenne sans l'intervention de Washington ».

TRIPLE OBJECTIF

Pour M. Prodi, les pays qui avaient le sentiment « d'avoir affaire d'un problème commun » se sont associés tout naturellement au projet, notamment la France et l'Espagne. Il ne fait donc aucun grief à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne - qui n'interviendront que si le passait quelque chose de grave au nord de l'Europe - et estime normal que l'Italie ait pris la tête de l'opération « Alba » avec le soutien des ses voisins immédiats.

M. Prodi voit dans « Alba » « un modèle d'intervention », avec un triple objectif. Il s'agit, tout

d'abord, d'assurer que les élections prévues le 29 juin puissent se dérouler normalement et permettre ainsi le retour immédiat de la force internationale au terme du mandat de trois mois. Il faut, ensuite, organiser « le plus rapidement possible » une conférence des pays donateurs afin de coordonner leurs actions. Enfin, l'Italie et l'Albanie doivent mettre sur pied « un groupe de coordination » afin d'aider les autorités de Tirana à reconstruire l'Etat.

Tel n'est pas l'objet de la mission « Alba », dont le rôle est uniquement de faire parvenir l'aide humanitaire et d'assurer sa sécurité. Or, pour le moment, les besoins ne sont pas importants. Comme l'a reconnu Emma Bonino, commissaire européen pour l'aide humanitaire, « il y a une liste de dix mille personnes qui dépendent de l'assistance publique ». Soixante-dix mille tonnes de céréales ont été demandées par le gouvernement de Tirana. « De toute façon, il faut éviter de submerger le pays avec l'aide afin de ne pas affaiblir la production nationale », a averti Emma Bonino, pour qui « l'Albanie a davantage besoin de démocratie que de pain ».

« Reconstruire un système sécuritaire et un système judiciaire, cela ne peut se faire sur une brève période », a reconnu Giorgio Napolitano, ministre de l'Intérieur.

Mais, pour le gouvernement italien, la présence sur le sol albanaise de six mille soldats est une première étape nécessaire afin d'éviter que le sang ne coule et que les réfugiés débarquent massivement sur les côtes italiennes. Ils furent déjà près de quinze mille au plus fort moment de la crise.

Ensuite, il faudra encore continuer à aider l'Albanie dans sa transition vers la démocratie et éviter que le conflit ne dégénère en guerre civile. Le risque existe, comme l'a souligné le ministre de la défense, Beniamino Andreatta, inquiet de la possibilité de chute du gouvernement de coalition nationale. « La force internationale ou un effet choc et a fait réfléchir sur l'opportunité d'user de la violence et des moyens illégaux pour influencer le jeu politique », a estimé le ministre, pour qui il n'est pas question de s'émietter sur le sol albanaise. Et cela d'autant plus qu'une présence prolongée accroît les risques inévitables dans ce type d'action. L'Italie a tout intérêt à rapatrier rapidement ses soldats et ceux d'autres nations en pouvant dire « mission accomplie ». Le gouvernement de Romano Prodi en sortira grandi à l'échelon national et international. Mais le pari est encore loin d'être gagné.

Michel Bôle-Richard

Le président turc favorable à des législatives anticipées

ANKARA. Le président turc, Suleyman Demirel a appelé, mardi 22 avril, à des élections législatives anticipées et mis en garde la coalition islamico-conservatrice au pouvoir contre « les querelles et les tensions » en son sein. Déplorant que la Constitution turque ne lui donne pas le droit de convoquer de nouvelles élections, M. Demirel a aussi avoué ignorer si la coalition, majoritaire au Parlement, serait favorable à un nouveau vote. Le premier ministre, Necmettin Erbakan avait déclaré, début avril, que son gouvernement, allié au Parti de la justice (DYP droite) du ministre des affaires étrangères Tansu Ciller, durerait jusqu'en l'an 2000, date normale des prochaines législatives. M. Demirel a aussi exhorté à une réconciliation entre le gouvernement et les militaires. Ceux-ci, garants du caractère laïc de l'Etat, sont particulièrement nerveux face à ce qu'ils considèrent comme une dérive islamiste de la part du Parti de la prospérité de M. Erbakan (Refah, RP) qu'ils ont déjà mis en garde à plusieurs reprises. - (AFP)

Bill Clinton met en garde l'Irak sans annoncer de représailles

WASHINGTON. Le président américain Bill Clinton a déclaré, mardi 22 avril, que l'Irak ne devait pas se servir de la religion pour passer outre l'embargo qui lui est imposé par l'ONU, sans toutefois menacer Bagdad de représailles. Des hélicoptères irakiens sont arrivés, mardi, à la frontière avec l'Arabie saoudite pour y prendre des pèlerins de retour de la Mecque, en violation de la zone d'exclusion aérienne en vigueur depuis 1992 dans le sud de l'Irak. Bill Clinton s'est déclaré attaché à la liberté de la pratique religieuse « partout dans le monde », mais a précisé : « Nous ne voulons pas que la religion soit de facto utilisée et déformée pour tenter de faillir ou engager des engagements internationaux (de l'Irak) ». « Nous comptons continuer à observer la zone d'exclusion aérienne et soutenir l'embargo jusqu'à ce qu'il [le président irakien Saddam Hussein] se plie aux résolutions des Nations unies », a affirmé le président américain. - (Reuters)

L'immigration illégale d'enfants chinois vers Hongkong s'accélère

HONGKONG. L'expulsion *monu militari* vers la Chine d'une fillette de neuf ans, mardi 22 avril, vient d'illustrer sur un mode tragique la question très sensible de l'immigration illégale de ressortissants du continent à Hongkong à neuf semaines de la rétrocession de la colonie britannique. Chung Yeuk-lam a été arrachée de son appartement, menottée et renvoyée sur le continent par une police très mobilisée, depuis quelques semaines, dans la chasse aux clandestins. La jeune Yeuk-lam était arrivée à Hongkong en compagnie de sa mère à l'âge de trois mois. Indentifiée par les autorités comme clandestine en 1995, elle avait échoué à obtenir sa régularisation en dépit d'une campagne très médiatisée. Son cas n'est pas isolé. Plus de mille cinq cents enfants ressortissants de la République populaire ont franchi illégalement la frontière de la colonie depuis le début de l'année. Ils avaient été deux fois moins nombreux sur l'ensemble de l'année 1996. Ces jeunes migrants espèrent obtenir le statut de résident au lendemain de la rétrocession, le 1^{er} juillet.

Report de la visite en France du président tunisien

PARIS. La visite prévue, début mai, en France du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a été reportée, à l'indiqué, mercredi 23 avril, le quotidien arabe édité à Londres *Al Hayat*, citant des sources bien informées à Paris. A l'Elysée, on se refusait, mercredi en fin de matinée, à confirmer l'information au motif que les dates précises de la visite officielle du président n'avaient pas encore fait l'objet d'une annonce officielle. En revanche, l'Elysée reconnaît « travailler sur d'autres dates ». Ce troisième report de la visite du président tunisien est intervenu d'un « commun accord » entre les deux parties à la suite de la décision du chef de l'Etat français Jacques Chirac de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections anticipées, écrit le quotidien *Al Hayat*. M. Chirac et M. Ben Ali ont eu, mardi, une conversation téléphonique à l'initiative du chef de l'Etat français. M. Ben Ali devait se rendre à Paris durant la première semaine de mai en réponse à la visite d'Etat effectuée par le président Chirac en Tunisie les 5 et 6 octobre 1995.

■ OTAN : les chefs d'état-major des armées des seize pays membres de l'Alliance atlantique, réunis mardi 22 avril à Bruxelles, ne sont pas parvenus à un accord sur une nouvelle structure des commandements alliés en Europe. Les discussions ont permis de progresser sur la mise sur pied de deux commandements régionaux : à Brunsum (Pays-Bas) pour le nord, et à Naples (Italie) pour le sud. Mais les chefs militaires ont commandé des « études complémentaires » sur le reste de la réorganisation. - (AFP)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA MEUSE
- Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE
- Direction des Libertés Publiques
Bureau de l'Urbanisme et de l'Environnement
PROJET DE LABORATOIRE SOUTERRAIN DE RECHERCHE A BURE (Meuse) PRÉSENTÉ PAR L'ANDRA
PROLONGATION DE LA DURÉE DES ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES
Par arrêté interpréfectoral du 31 janvier 1997, trois enquêtes publiques conjointes ont été ouvertes pour 2 mois, du 3 Mars au 2 Mai 1997 inclus.
Elles portent sur les demandes d'autorisation présentées par l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) en vue d'installer et d'exploiter un laboratoire souterrain de recherche destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs, sur le territoire de la commune de BURE (Meuse), à savoir :
- l'autorisation d'installation et d'exploitation du laboratoire,
- l'autorisation de réaliser des installations, ouvrages, travaux, activités, soumis à la loi sur l'eau,
- l'autorisation de construire les bâtiments nécessaires au projet.
Par décision du Président de la commission d'enquête en date du 16 Avril 1997, la durée de ces enquêtes est prolongée de 15 jours, soit jusqu'au 17 MAI 1997 INCLUS.

GAUCHE Lionel Jospin a répondu dès mardi soir 22 avril au discours-programme d'Alain Juppé en reprochant au premier ministre, président du RPR et chef de la majorité sor-

tante d'être « tournée vers le passé » et de se montrer « agressive ». Le premier secrétaire du PS s'est appuyé en outre sur l'affaire Elf pour défendre « l'Etat impartial » et rejeter

un « Etat confisqué par un clan ». **LE PROJET ÉCONOMIQUE** socialiste vise à opposer, à l'ultralibéralisme que le PS soupçonne la droite de masquer, une relance de l'activité

fondée sur la demande et préservant le pacte républicain, explique au Monde Dominique Strauss-Kahn. **LES ÉCOLOGISTES** bénéficient d'un fort potentiel d'intentions de

vote selon les sondages, mais les divers partis et mouvements qui se rattachent à ce courant sont écartés et présentent une « offre » politique floue (lire page 7).

Lionel Jospin prend pour cibles Alain Juppé et l'Etat-RPR

Rapidement mis en place, le dispositif de campagne du premier secrétaire du PS lui permet de se lancer sans tarder à la poursuite de la droite, qui dispose d'une longueur d'avance. Le bureau national du PCF a approuvé le principe d'une participation à un gouvernement de gauche

LA CIBLE de la gauche se confirme : c'est Alain Juppé. Le premier ministre et président du RPR avait à peine achevé la présentation de son « programme » devant « sa » majorité que Lionel Jospin, adoptant un ton vif et plutôt enjoué, repassait à l'attaque. « Je l'ai trouvé tourné vers le passé, ce qui est étonnant pour quelqu'un qui veut donner un élan », a-t-il martelé.

Alors que M. Jospin tiendra son premier meeting jeudi à Sarcelles, près de Paris, les socialistes estiment bénéficier de quelques atouts. Pris de court par cette dissolution surprise, ils ne cachent pas, en privé, que la majorité a l'avantage, d'autant que plus de la moitié de leurs candidats, nouveaux par rapport à 1993, n'ont pas eu le temps de se faire connaître.

Ils jugent toutefois le jeu ouvert et se préparent à démentir les pronostics de ceux qui parlaient, dans la perspective de 1998, sur le retour des querelles internes au PS ou sur la division de la gauche.

Le PS offre une image d'unité : tous les « éléphants » sont derrière M. Jospin. Tous se prêtent à la coordination des prestations télévisées que tente de régler François Hollande, porte-parole du PS. Tous les

« courants » se trouvent également représentés au secrétariat national élargi en direction de campagne. Même Michel Rocard, en voyage à l'étranger et, jusqu'à présent, très discret, a fait des offres de services. Mardi, M. Jospin a constaté la bonne volonté de Laurent Fabius lors d'une réunion avec le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

« PACTE ÉLECTORAL » Avant la dissolution, et dans la perspective d'un respect du calendrier, les experts du PS réfléchissent à trois scénarios électoraux : victoire totale, succès insuffisant, défaite humiliante. Avec la passe difficile traversée par le PS au moment de la défaite de Vitrolles et de la loi Debré, le syndrome de l'échec frappe beaucoup d'esprits. La victoire totale n'avait que peu d'émules, alors que certains voulaient encore croire à un succès insuffisant (avec un nombre de députés et apparentés passant à deux cents), sans exclure tout à fait la

défaite humiliante (avec moins de cent cinquante élus). L'élection de deux cents députés se traduirait par un important renouvellement, sans que pour autant cette « génération Jospin » ne soit jospiniste. Selon des pointages internes, sur les deux cents candidats ayant le plus de chances d'être élus, il y aurait entre soixante et quatre-vingts « fabusiens ». En retenant la fourchette basse, M. Fabius pourrait compter au sein du groupe sur 30 % de fidèles. De son côté, la Gauche socialiste disposerait de vingt-trois candidats investis. Quel qu'il en soit, M. Jospin est gagnant dans presque tous les cas de figure : alors qu'une défaite humiliante en 1998 aurait inévitablement provoqué une crise interne au PS, le leadership du premier secrétaire pourrait alors être mis en cause, nul ne pourrait nourrir ce procès dès l'instant où les socialistes auront eu à pâtir d'une campagne surprise.

Les choses se présentent également bien pour le rassemblement de

la gauche dès lors que M. Jospin a fait un pas en direction du PCF et du Mouvement des citoyens (MDC) en soulignant qu'il refuserait que le passage à la monnaie unique se traduise par une cure d'austérité. Lors d'une rencontre mardi avec le MDC, dans un hôtel parisien, M. Jospin a conclu avec Jean-Pierre Chevènement un « pacte électoral de non-agression ».

Le PS va retirer ses candidats face aux quatre sortants MDC, ainsi que face à Roland Carraz, candidat dans la troisième circonscription de Côte-d'Or. En retour, le MDC ne présentera pas de candidats face aux sortants socialistes et contre Raymond Forni à Belfort.

Mardi, au bureau national, la direction du PCF a défini son programme de campagne, présenté vendredi lors d'un conseil national extraordinaire, autour de cinq « axes d'une politique de gauche » : justice et emploi, développement durable, argent pour l'emploi, citoyenneté et démocratie, Europe. Des mesures qui

représentent les propositions du vingt-neuvième congrès, en décembre 1996, avec quelques révisions à la baisse : ainsi, au lieu du SMIC à 8 500 francs, on parle d'une hausse de 1 000 francs. Sur l'Europe, on évoque une « rediscussion en profondeur des engagements européens de la France ».

Ce programme pourrait servir de base au sommet PS-PCF du 29 avril. M. Hue a présenté ces « axes » comme des « conditions pour qu'il y ait des ministres communistes » avant de parler plus clairement de propositions qui sont « une contribution ». Seul le député de la Somme, Maxime Gremetz, s'est élevé contre des ministères communistes. Pour le reformatrice Guy Hermerie, rien, dans le programme et dans la campagne, ne répond réellement aux nouvelles attentes posées par les divers « mouvements sociaux » des mois écoulés.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

Dominique Strauss-Kahn, coauteur du projet économique du PS « Notre culture est celle de la République, pas celle de l'individu »

« Qu'est-ce qui vous permet de voir dans « le nouvel élan » d'Alain Juppé une inflexion libérale ou l'annonce d'une cure d'austérité ? » Il est difficile d'admettre que le président de la République ait pu dissoudre l'Assemblée nationale si ce n'est pas pour mener une politique différenciée. La crise de la société française n'est pas à ce point patote que qu'il faille, brutalement, retourner aux urnes. En conclusion, ce n'est pour une autre politique qu'il en appelle au peuple.

« Quelle politique ? Deux voies de « ressourcement » s'offrent à lui. La première serait de déreguler hardiment, de jeter au feu le code du travail et ses entraves, de faire reculer l'Etat et ses prélèvements. Bref, une voie vraiment libérale, la droite française n'a jamais osé emprunter, malgré ses discours. Voilà une vraie raison de dissoudre : être vraiment de droite, de donner le courage de ne plus reculer devant ce que l'on dit véner.

« L'autre voie est plus classique. Depuis vingt-trois mois, le gouvernement s'efforce à respecter de façon scolaire le fameux seuil de 3 % par la méthode purement comptable qui consiste à diminuer les dépenses et augmenter les impôts. Comme l'a montré la hausse de la TVA, qui n'a pas rapporté ce



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

que l'on attendait parce qu'elle a étouffé l'activité, cette voie est un échec. Sauf à l'admettre, Alain Juppé persévérera : les prochaines restrictions budgétaires et levées d'impôt ne sont pas loin.

« M. Juppé annonce la poursuite des réformes. Est-ce que vous ne craignez pas d'apparaître comme des conservateurs par rapport aux « réformateurs » de la majorité ? »

« D'abord, l'avenir de la réforme ne dépend pas des discours de tribune, mais de la capacité à la faire accepter par un corps social divisé. De ce point de vue, le premier ministre n'a pas brillé deux ans.

« La réforme que nous voulons est celle qui permet de concilier notre héritage social-démocrate de solidarité avec un monde qui change. Chercher l'adaptation en renouant au passé, ce n'est pas de la réforme, mais de la liquidation. C'est, en

outre, inefficace, car si nous voulons favoriser l'initiative, la création, le goût du risque et celui d'entreprendre, il ne faut pas priver nos concitoyens des éléments de sécurité qu'ils ont façonnés au cours de leur histoire. On est capable de prendre des risques lorsqu'on se sent rassuré, pas quand la peur du lendemain et l'angoisse dominent. La France avance quand la cohésion sociale est forte, pas quand elle se délite. Notre culture est celle de la République, pas celle de l'individu.

« Si bien que n'est pas réformateur qui veut. Réformer, ce n'est pas revenir à un modèle individualiste et parfois sauvage, qui avait cours dans notre pays il y a plus de cent ans. Si elle prend ce virage libéral, la droite française ne sera même plus conservatrice, elle sera franchement réactionnaire.

« Dans le projet économique du PS, est-ce que le discours de gauche ne l'a pas emporté sur le réalisme ? »

« Certes non ! Ce projet est à la fois réaliste et de gauche. Chacun s'accorde à reconnaître qu'il faut relancer la croissance. Une relance durable est possible parce que, à l'inverse de 1981, nous disposons aujourd'hui d'un énorme excédent extérieur, quand nous souffrions jadis d'un déficit. La relance monétaire nous est interdite ; la relance budgé-

taire est difficilement concevable ; reste la relance par le pouvoir d'achat. Dans les entreprises qui pourront la mettre en œuvre, la baisse du temps de travail à salaire constant contribuera à cette relance du pouvoir d'achat. Ailleurs, ce sont les emplois des jeunes qui soutiendront la demande. Contrairement à la caricature qui est en fait, ces différentes mesures ne s'empilent pas : bien entendu, elles devront s'étaler sur une législature.

« Votre insistance sur les conditions que vous y mettez ne risque-t-elle pas de compromettre le passage à la monnaie unique ? »

« La monnaie unique, nous la voulons. Ce que nous voulons, c'est un instrument qui permette à la fois de contrebalancer la domination américaine et de favoriser la croissance et l'emploi. Les conditions que nous posons sont cohérentes avec ces objectifs. Pas de monnaie unique pour ne rien en faire. Quant aux critères, ni la France ni l'Allemagne, pour ne citer qu'elles, ne les respectent tous. C'est donc une décision politique qui imposera, je l'espère, le mouvement nécessaire. S'il est évident qu'il ne faut pas laisser le déficit dériver, il est inutile de faire de ces 3 % un dogme inflexible. »

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Roger Mei, député depuis six mois, reprend la route à Gardanne

MARSEILLE de notre correspondant régional. Ainsi donc, Roger Mei avait pris quelques jours de vacances. Le maire de Gardanne, élu député

PORTRAIT Le successeur de Bernard Tapie a à peine eu le temps de se prendre pour un député

(PCF) des Bouches-du-Rhône en octobre 1996 dans un scrutin partiel provoqué par la déchéance de Bernard Tapie, maçonnerait tranquillement un mur chez lui. Sans journaux, ni télévision, ni radio. Il va à son marché du dimanche matin, et voici ce qu'il entend : l'Assemblée nationale, où il siège depuis six mois, va être dissoute !

« Saisi d'étonnement », il se demandait immédiatement « comment Chirac pourra faire avec moins de députés ce qu'il n'a pas fait avec une majorité écrasante ». « Manœuvre politicienne » du président, nouvelle campagne pour lui. « Je n'allais tout de même pas demander à Chirac de faire une exception pour moi », plaisante-t-il. Lundi, donc, il reprend son bar, ses dossiers, et rencontre à la

mairie trois familles dans la détresse. Mardi, il est à l'Assemblée, où le président du groupe communiste, Alain Boquet, explique aux sortants ce qu'il est interdit de faire : utiliser le papier à en-tête, rouler avec la cocarde tricolore et tout quant.

Le même jour, il apprend par la presse locale qu'il sera élu député. Le jeune collaborateur de Bruno Mégret, Damien Barlier, qui avait recueilli 39 % des suffrages au nom du Front national au second tour, sera là, fort de la victoire de son patron à Vitrolles, qui jouxte la circonscription, mais faible de sa défaite d'octobre. La majorité UDF-RPR a investi l'avocat gaulliste Frédéric Sarrazin, « un gentil garçon » du canton de La Bouilladisse, dont le coadjuteur général est le suppléant de M. Mei, Roger Pellissier.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

A gauche, l'avocat Gérard Bismuth, adjoint au maire d'Allauch, a été investi par le PS, encore meurtri de son soutien à Bernard Kouchner il y a six mois. Quant à la gauche de la gauche, il espère bien qu'elle le soutiendra comme au premier tour de la partielle. Ses rapports avec le MDC, la LCR ou les écologistes sont bons, et il a même reçu Alain Krivine, venu tenir meeting à Gardanne en décembre.

C'est donc reparti pour un ou, plutôt, deux tours. M. Mei est plus confiant que lors de son arrivée à l'Assemblée nationale. L'ex-nouveau député est assez fier de ses questions au gouvernement. Trois jours après son arrivée au Palais-Bourbon, il intervenait sur l'avenir de sa chère mine de charbon, mais aussi sur le statut des infirmières, le droit de vote des citoyens aux élections prud'homales, la situation du BTP. Sans oublier ses prises de position contre la loi Debré sur l'immigration, ni ses questions à Jacques Barrot sur le remboursement des trithérapies pour les malades du sida et sur l'aide aux structures d'accueil pour les malades.

Il n'a pas l'intention de bousculer son calendrier : la réunion pour la gratuité de l'autoroute Aix-Aubagne sera maintenue, comme le forum sur l'avenir de la mine ou les interventions pour l'implantation d'un CES à Plan-de-Cuques. Il mènera campagne en insistant sur la mise au point d'un programme de « changement véritable » avec les autres forces de gauche. Pour lui, les discussions à ce sujet sont beaucoup trop lentes, et il n'a pas l'intention de le cacher : là aussi, pense-t-il, il faut mettre les bouchées doubles.

Récit du service France

Michel Samson

Inventaire, paquetage et en route !

QU'EST-CE qu'on va dire ? Comment on fait ? Mardi 22 avril a été une des journées de fièvre qui précèdent les grands départs. On reçoit les consignes, on prend des avis, on

RÉCIT Une journée de fièvre où se sont multipliées rencontres et réunions

choisit guides de voyage et trousse de secours, on prépare l'itinéraire et on boucle son paquetage. Des premières heures de la matinée au dîner, députés, ministres, dirigeants politiques et conseillers n'ont cessé de multiplier les rencontres et les réunions.

A l'UDF, la journée s'est ouverte par un bureau politique, à neuf heures. En petite forme, l'UDF. Devant ses amis, François Bayrou a rappelé que, depuis le début de cette aventure, il n'est pas favorable à une dissolution. Maintenant, il va falloir y aller, à-t-il poursuivi, et ce ne sera pas facile. Le secrétaire général du parti républicain, Pascal Clément, a lui aussi un peu décliné les enthousiasmes en prévenant que la bataille était loin d'être gagnée et qu'il allait

faillir justifier, auprès de l'opinion, le recours à la dissolution, faute de quoi elle risquerait de le faire payer très cher à la majorité.

Pendant ce temps, à l'Assemblée nationale, les députés RPR se retrouvaient pour un petit pot d'adieu autour de leur président de groupe, Michel Péricard. Philippe Séguin avait sa mine des mauvais jours et même les applaudissements chaleureux de ses collègues ne sont pas parvenus pas à le déridier. On a rendu hommage aux anciens, qui ne se représenteront pas - Olivier Guichard, Jacques Chaban-Delmas - puis on est passé aux questions techniques. Qu'est-ce, au juste, un député dis- sous ? Ses indemnités de parlementaire ? Elles sont versées jusqu'à la fin du mois. Son bureau du Palais-Bourbon ? Il peut toujours en disposer, mais les communications téléphoniques, l'affranchissement du courrier et le papier sont à leurs frais. Un élu s'affole. Comment le président de la République consulterait-il l'Assemblée en cas de déclaration de guerre ? Les questions étaient les mêmes au groupe UDF. « Sur les of- fices, a-t-on le droit d'inscrire député sortant ou pas ? ». La jurisprudence l'autorise, paraît-il, mais « mettre plu- tôt député renouvelable, c'est plus pos- titif », répond un expert électoral.

Les cuisines des ministères travaillent. Il n'est en effet pas un ministre qui n'ait invité à déjeuner une poignée de députés amis. On prépare des argumentaires, on échange des idées et on glisse une demande : « Dis, tu viendras dans ma circonscription ? ». A Matignon aussi, la cuisine travaille. Les dirigeants de la majorité ont tous été conviés à la table d'Alain Juppé. Même Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy sont là. Les photographes aussi, pour immortaliser ces retrouvailles. Philippe Séguin, lui, déjeune à l'Elysée. Faute de mieux, Jacques Chirac a au moins dû le convaincre d'assister à la réunion de l'ensemble de la majorité l'après-midi, pour écouter Alain Juppé.

Vers quinze heures, tous ces petits cercles d'ex-députés, de ministres en suspens ou de candidats ministres, convergent en effet vers le Palais des Congrès pour recevoir, de la bouche du premier ministre, la feuille de route de la campagne. L'atmosphère, dans cette foule à majorité masculine, est guerrière. « Ça sent la poudre » sourit un député « renouvelable ». Un ministre confie : « Pour ma campagne, je vais me remettre dans ma peau de voyou ». Jacques Baume (RPR) écoute à peine les consignes d'Alain Juppé. « Moi, explique-t-il, je vais surtout demander à

mes électeurs de reconduire le député qui leur a tant rendu service ! ». Son collègue du RPR, Pierre Bédier assure que, lui aussi, se battra « sur le bilan local. Pour nous, ce qui compte, c'est le terre-pagne, du local, du local ! ». Le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur (UDF), partage cet avis : « Je ferai comme toujours : des visites, des pots dans les bistrot ». François-Michel Gonnat (UDF) fustige : « On a le pistolet sur la tempe ».

A peine avait-il fini son discours au Palais des Congrès qu'Alain Juppé était attendu par les parlementaires UDF, avec mission de les convaincre que la majorité allait gagner. Tout à son discours de chef de guerre, le premier ministre a commis un savoureux lapsus. Vouant évoquer l'intervention du président de la République, la veille, sur les chaînes de télévision, M. Juppé a parlé de « l'opération d'hier soir ».

A gauche aussi, on s'organise. Une première réunion sur le slogan a eu lieu lors de la réunion du secrétariat national élargi, dans la soirée de mardi. Ce ne sera pas « la France autrement » mais « la France » y sera sûrement. Les socialistes ont surtout discuté de leur message et des moyens de contrer ceux de leurs adversaires. Au slogan de la majorité,

« avec Chirac un nouvel élan pour la France », on opposera « avec Juppé un mauvais bilan pour la France ». Avec ses partenaires de gauche, rien n'est simple. La réunion organisée, mardi, au siège du Mouvement des citoyens, pour déterminer une candidature unique de la gauche dans les circonscriptions où le Front national est en position de force, n'a pas donné beaucoup de résultats. A chaque fois, c'est pareil : le Parti socialiste est accusé d'hégémonie et les « petits » se révoltent. Les caméras de télévision, convoquées pour l'occasion, ont été finalement priées d'aller filmer ailleurs.

Et la campagne de Jacques Chirac ? D'abord, il a reçu le soutien d'Helmut Kohl, qui lui a décerné juste quand il fallait un brevet d'habileté et d'intelligence. Cela ne se refuse pas. Mais le candidat président a besoin de se rder. Les quatre mille jeunes, réunis spécialement pour lui au parc des expositions de Villepinte, se sont en- voyés à écouter un discours mal rédigé par un conseiller technique et n'ont même pas applaudi lorsqu'il leur a dit que « l'avenir est devant vous ». « Y en a marre de la crise ! », lui a simplement lancé une jeune fille en colère.

Elle va ap-
11000 Km



صكرا من الامم



La nébuleuse des candidats écologistes convoite un potentiel électoral décisif

MOINS DE CANDIDATS qu'en 1993, mais une « offre » politique encore plus élargie, puisque l'entente Écologie, qui avait réuni près de 8 % des suffrages autour de Brice Lalonde et des Verts, a vécu : alors que certains thèmes écologistes portaient dans l'optique, l'annonce d'élections partielles anticipées a surpris les formations écologistes – à l'exception des Verts – dans leurs investitures, qui seront moins nombreuses que prévu, mais aussi dans les difficultés tentatives de rassemblement qu'elles ont entreprises depuis l'échec de leurs candidats à la présidentielle de 1995. En catastrophe, à droite comme à gauche, des rassemblements s'organisent. À gauche, l'ambition était grande : rassembler ce que Lionel Jospin, un peu agacé, continuait d'appeler, en décembre 1996, la « dispersion moléculaire ». « Une erreur d'analyse », s'indigne Jean-Luc Benhamias, nouveau secrétaire national des Verts. Les forces militantes ne sont pas éparpillées : elles sont essentiellement chez les Verts et dans des groupes locaux. La disper-

sion est autour de nous. Le potentiel militant reste infime comparé au potentiel électoral. L'accord programmatique et électoral signé par les Verts et le PS, le 23 mars, n'a pas de précédent. Comprenez l'erreur qu'elle avait commise en négligeant la représentation parlementaire, Dominique Voynet s'est laissé convaincre par Yves Cochet. Il est difficile de prévoir les résultats de ces trente accords locaux, qui appellent les électeurs socialistes à voter pour les Verts. L'expérience est inédite. La dissolution réduit le risque de candidatures dissidentes ou concurrentes, mais ne permet pas de prédire la qualité des reports de voix. La base socialiste est souvent hostile à ces nouveaux candidats. Alors qu'Alain Lipietz est le candidat des Verts, soutenu par le PS, dans la onzième circonscription du Val-de-Marne, son très faible score aux élections municipales de Villejuif, le 20 avril, n'incite guère à l'optimisme. Aujourd'hui, seule l'élection de Noël Mamère, maire de Bègles et président de Convergences écolo-

gie solidarité (CES), semble assurée. Le rassemblement, souhaité par le PS, de l'écologie de gauche n'a pas eu lieu. Les Verts n'ont pas réussi à réformer leurs statuts pour accueillir d'autres formations. M. Mamère, président de CES, et le petit parti d'Yves Pietrasanta, maire de Mèze, dans l'Hérault, devraient annoncer leur fusion cette semaine, afin de présenter ensemble entre cent cinquante et deux cents candidats. L'alternative rouge et verte (AREV), qui présentera quatre-vingts candidats, achève un accord avec la Convention pour une alternative progressiste (CAP) pour porter ce chiffre à deux cent.

Nouveaux Écologistes et avec le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter. Fidèle à son dogme du « ni-ni » (ni droite, ni gauche), l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1988 a été approché sans succès. Pris de court, M. Lalonde a lancé, le 25 mars, un « appel au rassemblement » des écologistes. Qualifiant, mardi 22 avril, d'« élection à la hussarde » la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, il a décidé de défendre « l'écologie indépendante ».

Alain Beuve-Méry et Ariane Chemin

Une kyrielle de partis et de mouvements

- **Verts** : fondé en 1984, le parti de Dominique Voynet présente près de quatre cents candidats « autonomes », plus trente et un candidats dans le cadre de l'accord avec le PS, dont M^{me} Voynet dans la troisième circonscription du Jura.
- **Convergences écologie solidarité** : fondé en juin 1994 par Noël Mamère, candidat investi par les Verts et le PS dans la troisième circonscription de Gironde. CES a passé un accord régional avec l'Union démocratique bretonne.
- **Parti écologiste** : fondé en mai 1996 par Yves Pietrasanta, candidat dans la septième circonscription de l'Hérault, doit prochainement fusionner avec CES.
- **Alternative rouge et verte** : créée en 1990 dans la foulée de la candidature de Pierre Jéhu à l'élection présidentielle de 1988, l'AREV présentera quatre-vingts candidats.
- **Génération Écologie** : fondé en décembre 1990 par Brice Lalonde, GE a présenté une liste de deux cents candidats, le

- 1^{er} février, sans avoir passé d'accord avec aucune autre formation, et doit réunir une nouvelle convention le 17 mai à Paris. M. Lalonde, maire de Saint-Briac-sur-Mer, devrait se présenter dans la septième circonscription d'Ille-et-Vilaine.
- **Confédération des écologistes indépendants** : formation née d'une scission des Verts, la CEI, hostile à la monnaie unique, a fusionné avec Génération Écologie.
- **Mouvement écologiste indépendant** : fondé par Antoine Waechter à son départ des Verts, en 1994, le MEI compte présenter trois cents candidats, dont M. Waechter dans la troisième circonscription du Haut-Rhin.
- **CAP 21** : ce club de réflexion a été fondé par Corinne Lepage, ministre de l'environnement, qui devrait se présenter dans la septième circonscription de Paris.
- **Nouveaux écologistes du rassemblement nature et animaux** : créé en 1992 par Bernard Manovelli et présidé par Albert Lapeyre, Nema a le soutien du Parti pour la défense des animaux et présentera cent cinquante candidats.

Les sondages font apparaître un « vote protestataire de gauche »

LE NIVEAU des intentions de vote des Français en faveur de candidats écologistes, selon les sondages, peut paraître surprenant, alors qu'après leur envolée des élections régionales de 1992 (près de 15 % de voix) ils sont allés de déceptions en déceptions depuis cinq ans : 7,6 % rassemblés par les Verts et Génération Écologie aux législatives de 1993 (à quoi il convient d'ajouter plus de 3 % en faveur d'écologistes marginaux) ; 4,9 % aux européennes de 1994, 3,35 % pour Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 ; des résultats catastrophiques, depuis, dans les élections partielles. Or les instituts accordent aujourd'hui aux candidats écologistes entre 6,5 % (Sofres) et 9 % (BVA) des intentions de vote au premier tour (Le Monde du 23 avril), ce qui en fait des arbitres potentiels du second tour.

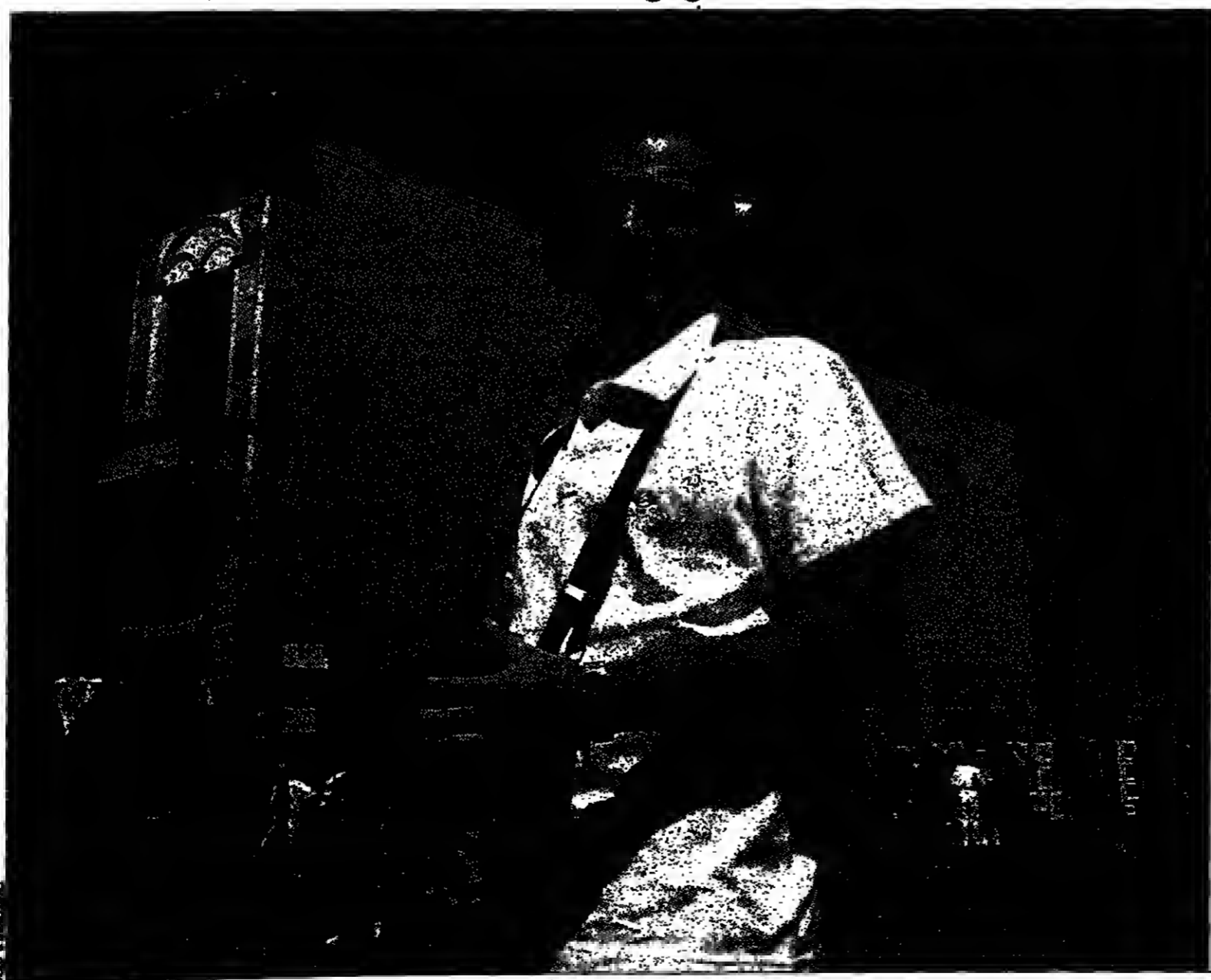
En premier lieu, les sondages admettent, pour la plupart, que les intentions de vote en faveur des écologistes sont « toujours un peu artificiellement gonflées en période préélectorale », selon la formule de Pierre Giacometti, directeur des études politiques d'Ipsos. Ce sont des « intentions de vote refuges ». Les électeurs tentés par le vote écologiste sont d'ailleurs ceux dont la fermeté de choix est la plus faible : selon la Sofres, plus de la moitié d'entre eux (53 %) déclarent qu'ils peuvent changer d'avis.

tement ce type de candidatures. Romain Pache, directeur des études politiques de BVA, évalue entre 1 et 3 points la « décote » qui devrait apparaître dès les prochaines enquêtes d'intentions de vote. Pourtant, Ipsos, qui s'est efforcé de corriger ce biais en « nettoyant », notamment, tous les candidats écologistes de 1993 dont le score était inférieur à 2 % des voix, enregistre 8 % d'intentions de vote écologiste. C'est dire que les écologistes bénéficient – actuellement – d'un « matelas » d'intentions de vote de 5 % à 7 %. Les sondages ajoutent même que la tendance est plutôt à la hausse, de l'ordre de 1 point depuis un mois ou deux. Comme si, selon M. Giacometti et selon Stéphane Rozès (CSA), les flottes du PS avaient alimenté un « vote contestataire de gauche ».

Gérard Courtois

Elle va apprendre son métier avec moi...
A 11 000 Km de chez elle.

Diego Lucente, ingénieur à Aguas Argentinas, tuteur de Catherine Ferrer.



3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

A 20 ans, partir travailler deux ans à Buenos Aires, à Sydney ou en Malaisie, bac en poche, c'est un rêve qui paraît impossible. Pourtant, avoir très tôt une expérience à l'étranger est un atout décisif pour acquies un métier. Le groupe Lyonnaise des Eaux envoie, à partir de cette année, dans ses implantations internationales, 200 jeunes techniciens, de bac à bac+2. Ils sont accueillis par des « tuteurs » : des salariés formés pour les accompagner tout au long de leur parcours et les aider dans leur intégration. Tel Diego Lucente, ingénieur à Buenos Aires, ville référence dans l'industrie de l'eau. Les jeunes, l'entreprise : chacun s'investit, chacun y gagne. Lyonnaise des Eaux a déjà accueilli 4200 jeunes en 1994 et 1995 et s'engage, en deux ans, à en accueillir 6000. « Imaginer l'emploi » : direction des ressources humaines, 72, avenue de la Liberté 92763 Nanterre cedex.



Créons des métiers. Ouvrons des portes.

<http://www.lyonnaise-des-eaux.fr>

M. Juppé appelle les candidats de la majorité à être « pugnaces, unis, confiants »

Devant les parlementaires de droite réunis, mardi 22 avril, au Palais des congrès à Paris, le premier ministre s'est présenté comme le chef incontesté de la majorité

Avant la première réunion publique qu'il doit tenir, jeudi 24 avril, à Marseille, en compagnie de plusieurs responsables de l'UDF, Alain Juppé a lancé, mardi, à Paris, la campagne de la droite pour les élections législatives anticipées. Se présentant comme le chef incontesté de la majorité, le président du RPR a engagé ses amis politiques à être « pugnaces, unis, confiants ». Invité, le soir, sur France 2, M. Juppé a souligné que « la

première étape, celle du redressement, est terminée » et qu'il faut passer, maintenant, à la deuxième, celle de « la dynamisation ». « L'étape qui vient n'est pas celle d'un changement de direction », a-t-il assuré, en ajoutant : « Je ne suis pas hyper-libéral. » Le premier ministre a accusé Lionel Jospin de trahir « ses convictions [sur l'Europe], par pur électoralisme » et il a présenté le projet socialiste comme une « révolte ». Jacques Chirac

devait recevoir Edouard Balladur, à l'Élysée, mercredi, après le conseil des ministres. Sur Europe 1, René Monory a déclaré, le même jour : « Nous irons certainement vers un libéralisme beaucoup plus avoué. »

« LA CAMPAGNE SERA DURE. » Alain Juppé avait confié ce sentiment, mardi 22 avril, tôt dans la matinée, à Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Au Palais des congrès à Paris, dans l'après-midi, c'est lui-même qui a donné le ton. Debout, en costume gris clair, apparemment détendu mais raide et volontaire, un peu martial – droit dans ses bottes, si l'on ose dire –, le lieutenant-général Juppé a sonné la charge, d'une voix un peu enrouée. Derrière lui, un écran blanc encadré de bleu-blanc-rouge rappelle l'enjeu de la dissolution : « Avec Jacques Chirac, un nouveau élan pour la France. »

« Je ne m'attarderai pas, aujourd'hui, sur nos adversaires », lance le premier ministre, d'emblée. A voir... Quelques minutes plus tard, le projet des socialistes est présenté comme une « récidive ». Face au Front national, qui n'est jamais nommé, les parlementaires sont appelés à ne laisser « à personne le monopole du drapeau tricolore et du sentiment patriotique ». Jamais, depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, en mai 1995, il n'a eu à ses côtés, sur une tribune, autant de responsables de la majorité. A sa gauche : François Léotard, président de l'UDF, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, Edouard Balladur (qui devait être reçu le lendemain par M. Chirac), René Monory et

Charles Pasqua. A sa droite : François Bayrou, Philippe Séguin et Jacques Toubon. Entre ces deux derniers, une chaise demeure inoccupée, celle de Simone Veil. Dans la salle, deux autres grands absents : Valéry Giscard d'Estaing, et surtout Alain Madelin que l'on dit retenu, « de longue date », par la préparation de cette soudaine campagne législative.

« LE CAPITALISME GROSSIER. » Peut-être M. Madelin n'a-t-il pas voulu entendre cette phrase du premier ministre, selon lequel « l'individualisme égoïste, le capitalisme grossier, l'hyperlibéralisme simpliste des années 80 sont également dépassés ». On mesure, par comparaison, l'effort fait par MM. Séguin et Pasqua pour assister à pareille célébration. Mais le service commandé a des limites : tous deux restent songeurs, graves, les mains fixées sur les cuisses, lorsque la salle applaudit ce propos du premier ministre : « La France n'a rien à craindre de l'euro, tout à gagner de l'union, tout à gagner de l'euro. »

Proche collaborateur de M. Juppé, Pierre Bédier et Frédéric de Saint-Sernin, délégués généraux aux fédérations et aux élections du mouvement néogaulliste, Renaud Donnedieu de Vabres, directeur du cabinet de M. Léotard (à la présidence de l'UDF), sont à la tribune. Sans oublier Nicolas Sarkozy, très courtois, qui ne détestait pas jouer « un rôle » dans la campagne.

Dès lors, le président du RPR est maître chez lui. Son homologue de l'UDF, M. Léotard, qui avait envisagé, un moment, de prendre la parole avant lui, y a finalement renoncé. On s'est, en fait, assez vite rendu compte à l'UDF que, si le président de la confédération libé-

rale voulait prendre la parole, à cette occasion, il n'y avait aucune raison pour que les responsables des autres composantes de la famille n'en profitent pas pour s'exprimer, eux aussi. Pour sacrifier au rite de l'union de la majorité, M. Léotard, en revanche, devait être présent, mercredi soir, à la réunion du conseil national du RPR, destinée à ratifier les investitures des candidats aux élections législatives.

Alain Juppé a pu s'affirmer, au lendemain même de l'annonce officielle de la dissolution, comme le chef incontesté de la majorité sortante. Pour sa plus grande satisfaction, celle-ci est, mieux que jamais,

« en ordre de marche ». Assez humblement, le premier ministre a su s'inspirer des propositions successives avancées, tout au long du mois de mars, par les différentes composantes de l'UDF, au premier rang desquelles la recherche de la « proximité », dans la voie de la décentralisation et de la déconcentration des services administratifs, idée chère à Pierre Méhaignerie, le coordinateur du programme législatif de l'UDF. Pour le reste, et notamment sur le plan économique, le chef de la majorité a su rester suffisamment flou pour ne heurter personne et, surtout, pour se laisser les plus grandes marges de manœuvre possibles au lendemain de la victoire espérée.

L'heure est à la synthèse. « J'ai fait appel au sens des responsabilités de chacun. Nous formons, depuis longtemps, une grande famille, riche en fortes personnalités, en nuances et même en différences. L'existence, au sein de notre majorité, d'un courant libéral, d'un courant gaulliste, d'un courant démocrate-chrétien est une force », a affirmé M. Juppé. Le locataire de Matignon attend des membres de sa troupe qu'ils soient « pugnaces, unis, confiants » et « plus encore », enthousiastes.

Jean-Louis Saux

Quatre engagements

« Construire l'Etat moderne, libérer l'entreprise et l'esprit d'entreprise pour créer les emplois dont nous avons besoin, rénover le modèle social et culturel français, réussir enfin la grande Europe et y donner au citoyen toute sa place. » C'est ainsi qu'Alain Juppé a résumé, pour nourrir « l'ambition française de l'an 2000 », les quatre engagements d'un « nouveau contrat avec les Français ».

Au titre de la réforme de l'Etat, le président du RPR a proposé cinq « chantiers » : la réforme de l'Etat, la modernisation de la vie publique, une « nouvelle vague de décentralisation, ouvrant notamment la voie à l'expérimentation locale », une « redistribution des rôles entre les ministères, dont il faut réduire le nombre et les pouvoirs », et une « charte des relations entre le citoyen et les administrations ».

Pour faire place à de nouvelles figures, bon nombre de ministres ont été renvoyés au premier rang du public. Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR et

Le premier ministre rejoue la stratégie économique de l'équivoque

C'EST UNE DEVINETTE qui ne manque pas d'intérêt. Qui a dit : « Faut-il être dénué de tout scrupule et pratiquer le mensonge comme l'un des beaux-arts pour affirmer

ANALYSE
Alain Juppé entretient le flou sur sa politique économique et sociale

que les déficits publics se sont creusés depuis 1993 ? » La réponse ne fait aucun doute : c'est Edouard Balladur ou l'un de ses partisans, protestant contre les accusations d'Alain Juppé. On se souvient, en effet, que l'actuel premier ministre, si tôt arrivé à Matignon, a gravement mis en cause son prédécesseur (Le Monde du 24 juin 1995), affirmant qu'il ne trouvait qu'un seul mal à pour qualifier les déficits qu'il lui avait laissés en héritage : « Calamiteux » !

Reprochant, pêle-mêle, aux bal-

laduriens d'avoir pioché dans les recettes des privatisations pour financer des dépenses ordinaires, d'avoir laissé glisser le déficit budgétaire sur une pente annuelle de 371 milliards de francs ou, encore, d'avoir laissé filer la dette de l'Etat de 2 107 milliards de francs à la fin de 1992 à 3 251 milliards à la fin de 1995, les chiraquiens – M. Juppé en tête – ont instruit ce procès en mauvaise gestion contre leurs frères ennemis du RPR. Ce qui n'a guère contribué à apaiser les rancœurs.

Et pourtant, non ! La réponse à la devinette n'est pas celle qui vient spontanément à l'esprit. L'auteur de la formule n'est autre que... M. Juppé lui-même, qui a visiblement révisé son jugement sur cette question et qui s'en prévient à la gauche. « C'est le boulet de la dette accumulée sous les gouvernements socialistes que nous traînons », a-t-il plaidé, mardi 22 avril. Pour être de mauvaise foi, l'argument n'en est pas moins de bonne guerre. Alors que le combat élec-

toral commence, la réunification de la famille néogaulliste justifie sans doute une soudaine amnésie. On peut aisément décoder la petite phrase : c'est l'heure du pardon des offenses. Il reste que l'anecdote est sans doute révélatrice.

Équivoque quand il a abordé le passé récent, le premier ministre l'a souvent été quand il a parlé de l'avenir et de son projet politique. Certes, M. Juppé a formulé quelques généralités sur la politique économique et sociale qu'il préconise. Estimant que « la rigueur est bien derrière nous », il a ainsi estimé que le programme de baisse des impôts « sera poursuivi » et devra même « être accentué ». De même, il a souhaité que l'on redéfinisse « la place de l'Etat dans l'économie » pour « parvenir à baisser les dépenses ». Mais concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Oui ou non, la France peut-elle satisfaire aux critères de convergence du traité de Maastricht sans sacrifices complémentaires, et le cas échéant lesquels ?

Faut-il respecter scrupuleusement le critère de 3 % des déficits publics et accélérer les mesures d'économies, ou bien faut-il militer pour une interprétation souple du traité ? La direction du budget a-t-elle de bonnes raisons de craindre que les déficits sociaux atteignent, de nouveau, près de 50 milliards de francs en 1997, et dans cette hypothèse faudra-t-il mettre en œuvre, à brève échéance, des mesures de redressement ? Compte tenu des difficultés budgétaires, peut-on promettre de nouvelles baisses d'impôt, et selon quel calendrier ?

En fait, à toutes ces questions, le premier ministre n'a pas répondu ou il est resté dans le flou. On objectera que la Joute électorale ne fait que commencer et que le chef de la majorité a encore un peu de temps devant lui pour en présenter l'essentiel aux Français. Un souvenir, pourtant, vient inamoviblement à l'esprit. Quand il a commencé sa campagne présidentielle, en 1995, Jacques Chirac avait su, lui aussi, pratiquer l'équivoque. Défendant un jour des solutions d'inspiration ultralibérale concoctées par Alain Madelin et le lendemain des propositions républicaines élaborées par Philippe Séguin, il s'était appliqué, durant de longues semaines, à ne pas répondre à certaines questions précises.

RAFALE D'IMPÔTS NOUVEAUX

Sans cesse, on lui a demandé comment il pouvait prétendre, contre l'évidence, baisser à la fois les impôts, les dépenses et le déficit budgétaire. Sans cesse, on lui a aussi demandé comment il ferait pour ne pas limiter l'évolution des dépenses de santé. Mais à chaque fois, l'impertinent qui soulevait ces interrogations était soupçonné d'être un tenant de la « pensée unique », et le débat était clos. Durant de longues semaines, il a ainsi soutenu que les prélèvements sociaux ne seraient pas relevés, pas plus que les prélèvements fiscaux. On sait ce qu'il en advint : passé les élections municipales de juin 1995, une rafale d'impôts nouveaux furent décidés (relèvement de la TVA, puis création du RDS – remboursement de la dette sociale).

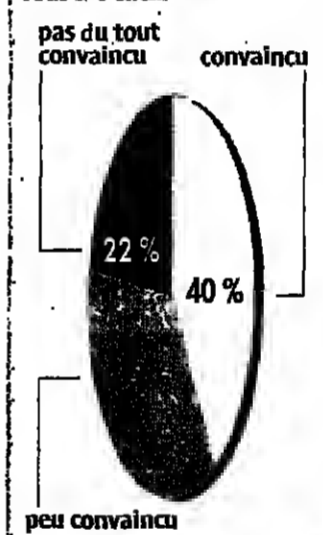
Avec l'ouverture d'une nouvelle campagne électorale, cette méthode de l'équivoque serait-elle de retour ? Va-t-on rejouer 1995 en 1997 ? Il y a une limite à la comparaison : en cas de victoire, M. Juppé ne pourra pas dire qu'il ignorait la gravité de la situation et que la gestion « calamiteuse » de ses prédécesseurs serait la seule responsable d'un éventuel tour de vis.

Laurent Mauhuil

LE SONDAGE DU JOUR

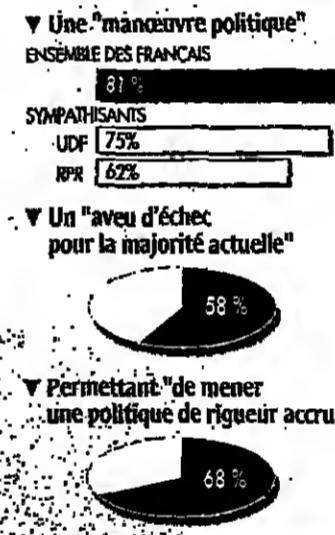
Ni Jacques Chirac ni la gauche n'ont convaincu l'opinion

L'intervention présidentielle vous a-t-elle...



25 % des sympathisants RPR et 41 % des sympathisants UDF ont exprimé leur déception.

La dissolution de l'Assemblée nationale est :



Source : sondage CSA

LE PREMIER SONDAGE réalisé depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale confirme le paradoxe sur lequel débute la campagne électorale. Une nette majorité de l'opinion n'a pas été convaincue par l'allocution présidentielle et, pour autant, l'opposition de gauche ne parvient pas à convaincre qu'elle est une alternative. Au contraire, les intentions de vote progressent en faveur de la majorité et des divers droite. Effectuée par CSA, mardi 22 avril, auprès de 1 002 électeurs, pour Le Parisien (daté 23 avril), France-Info et France-Info, cette enquête indique que l'intervention de Jacques Chirac était très attendue. Près de sept Français sur dix (71 %) jugent le président peu (35 %) ou pas du tout (22 %) convaincant. Un quart des sympathisants du RPR et 41 % de ceux de l'UDF sont déçus.

Quant à la dissolution, les Français la jugent sans illusions : 81 % (dont 75 % des sympathisants de l'UDF et 62 % de ceux du RPR) y voient une « manœuvre politique » surtout destinée à changer d'équipe gouvernementale. 58 % des personnes interrogées (contre 37 %) estiment qu'elle est « un aveu d'échec pour la majorité actuelle » et 68 % (contre 20 %) sont persuadées qu'elle permettra au futur gouvernement « de mener une politique de rigueur accrue ».

Les projections en sièges (hors outre-mer) confirment la tendance : avec 332 sièges (soit 18 de plus que début avril), la majorité sortante serait nettement reconduite, tandis que la gauche obtiendrait 221 sièges (201 PS-divers gauche, 20 PC et 1 écologiste). Le FN n'en aurait qu'un.

Gérard Courtais

ÉCOUTEZ BFM, vous y verrez plus clair.

PHILIPPE ALEXANDRE
MARC DALLOY
MARC KRAVETZ

96.4 PARIS

BFM
LA NOUVELLE RADIO DE L'INFO

● BFM Paris 96.4 ● BFM Lyon 98.4 ● BFM Marseille 93.8 ● BFM Bruxelles 107.6 ● BFM Bordeaux 107.3
● BFM Grenoble 100.3 ● BFM Nancy 104.1 ● BFM Toulouse 87.9 ● 3615 BRMLPUS ● Diffusion sur TPS

صلى الله عليه وسلم

M. Mégret résume le programme du FN : « Justice sociale, Français d'abord »

Une manifestation a précédé son meeting à Boulogne-Billancourt

L'opposition à ce qu'il appelle l'« euro-mondialisme » a été au centre du discours de Bruno Mégret, le député général du Front national, qui ouvrira, mardi 22 avril à

Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), la campagne de son parti pour les élections législatives. 50 à 60 mille personnes ont manifesté leur opposition à sa venue.

LE HASARD du calendrier a voulu que ce soit Bruno Mégret, le député général du Front national, qui ouvre, mardi 22 avril à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), la campagne législative du parti d'extrême droite. Un coup d'éclat placé sous le signe de la protestation. Six mille à huit mille personnes n'acceptant pas « la banalisation du Front national » ont en effet manifesté contre la venue du député général du parti lepéniste en défilant dans une ambiance boeuf enfant, malgré quelques incidents lors de la dispersion, dans les rues de la ville.

Partis à 18 h 30 de la place Marcel-Sembat, les manifestants, répondant à l'appel d'un collectif de soixante-quatre associations, ont emprunté les deux principales artères de la ville en scandant les traditionnels slogans, « A bas le FN » et « F comme fasciste, N comme nazi », mais aussi deux autres suscités par l'occasion : « Boulogne n'est pas Vitrolles » ou « Mégret, tu n'as pas ta carte de séjour à Boulogne-Billancourt ». Aux groupes du MRAP de SOS-Racisme, de la LICRA s'étaient jointes des associations aussi diverses que le Collectif des sans-papiers, l'Association islamique de Boulogne ou les associations des anciens fusillés et résistants. Les syndicats et partis de gauche fermaient la marche avec, à leur tête, le sénateur socialiste des Hauts-de-Seine Robert Badinter, ainsi qu'une forte délégation d'élus socialistes, communistes et radicaux du département, des conseillers régionaux écologistes et des représentants de la section RPR de Boulogne-Billancourt.

En milieu de soirée, au cours d'une manifestation symbolique devant la mairie, Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF des Hauts-de-Seine et maire de Boulogne-Billancourt, avait exprimé devant quelques dizaines de personnes pourquoi il faut combattre les thèses du parti d'extrême droite et

annoncé, pour mercredi 23 avril, une conférence animée par Henri Amoureux sur le thème « Les Français sous l'Occupation ».

Retardé par la manifestation et l'important service d'ordre bouclant un large périmètre, Bruno Mégret est apparu peu après 20 h 45, accompagné de sa femme, nouveau maire de Vitrolles, et sous les acclamations des militants, qui scandaient le nom de la ville des Bouches-du-Rhône. Le too de la campagne nationale-frontiste était donné dès les premiers mots de l'intervention du député général. « Chirac a voulu faire un bon coup, c'est lui qui va prendre les coups », a-t-il annoncé avant de sommer la charge contre le président de la République, qualifié de « petit télégraphiste de Maasticht » et accusé de faire passer l'intérêt du RPR avant celui de la France.

« SORTONS LES SORTANTS ! »

La décision d'avancer les élections législatives répond, a assuré M. Mégret, à l'« impuissance », à « la dégradation » et à « la corruption » de la classe politique. « Non seulement les représentants de la classe politique ne servent à rien, mais ils se servent au passage », a-t-il clamé, en estimant que « dans tous les domaines, avec Chirac et Juppé, c'est finalement pire qu'avant ». « Jacques Chirac, qui a fait sa campagne sur le thème de la fracture sociale (...), est non seulement incapable de la réduire mais organise la fracture sociale », a-t-il dit aussi, en accusant le président de la République et le premier ministre d'être « prêts à tout pour rester au pouvoir, y compris bafouer la République, les libertés, la démocratie ».

Bruno Mégret a surtout reproché à Jacques Chirac de vouloir éviter le débat sur l'Europe et la monnaie unique. Or le député général du FN place aujourd'hui le « mondialisme » et « l'euro-man-

dialisme » au premier rang des causes « du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat » des Français : « Nous devons nous attaquer à la racine du mal, qui est la mondialisation du pays. » Selon lui, le « vrai débat » est donc entre « les partisans d'une politique nationale » et ceux d'une « politique nationale ». Il a assuré que le Front national, une fois au pouvoir, se battrait de remettre en question l'euro, car « la monnaie est un facteur d'indépendance ». Le programme du FN « tient en quelques mots simples », a-t-il conclu : « Justice sociale, Français d'abord, ordre républicain. » Quelques moments auparavant, le responsable de la fédération des Hauts-de-Seine, Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique, avait développé l'autre slogan du Front national pendant la campagne, « Sortons les sortants », en l'adaptant à sa façon : « Ils sont nuls, ils sont pires que nuls, virez-les. »

Christiane Chombeau
et Jean-Claude Pierrette

La majorité est divisée dans trois circonscriptions de Paris

Les socialistes veulent profiter du climat des affaires pour s'en prendre à Jacques Chirac, ancien maire, et à Alain Juppé, ex-adjoint aux finances, pour compenser le handicap de la gauche, qui n'a que deux députés

L'ACCÉLÉRATION du calendrier électoral ne mécontente pas, finalement, les socialistes parisiens. Lyne Cohen-Solal, qui affronte Jean Tiberi, maire de Paris et patron de la Fédération parisienne du RPR, dans son fief du 5^e arrondissement, remarquait, samedi 19 avril, qu'il serait plus facile d'attaquer Jacques Chirac, ancien maire de la capitale, sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale le plaçant en première ligne.

Lundi, le discours du PS parisien s'était affiné. Certes, le président de la République reste en ligne de mire, mais la cible privilégiée sera Alain Juppé, parce qu'il est le premier ministre, mais aussi parce qu'il est, jusqu'en mai 1995, il était l'adjoint aux finances de la ville. « Il est certain que nous allons viser le système parisien, le clan parisien, en évitant de cibler la présidence de la République », précise Jacques Bravo, candidat dans les 8^e et 9^e arrondissements. Selon Jean-Marie Le Guen, responsable de la Fédération socialiste, et adversaire d'Anne-Marie Couderc - ministre

RPR également adjoint au maire de Paris - dans le 13^e, « la campagne sera à 98 % nationale », ce qui n'empêchera pas la gauche d'invoquer « le climat des affaires parisiennes ».

Dans la majorité, on estime que si le Parti socialiste est satisfait du calendrier, cela vaut aussi pour la majorité, des élections anticipées étant généralement favorables aux sortants. Or, à Paris, il n'y a que 2 députés de gauche pour 21 circonscriptions. Revers de la médaille, M. Tiberi aurait été plus à l'aise pour coordonner la campagne de la droite si la justice s'était prononcée sur l'affaire du rapport du conseil général de l'Essonne, qui lui vaut d'être toujours mis en examen.

Cette accélération a surtout empêché le RPR de régler tous ses différends. Certes, cela lui a permis d'écarter Claude-Annick Tissot, l'ennemi personnel de Michel Giraud au conseil régional d'Île-de-France. Finalement, il présentera dans la circonscription (une partie des 11^e et 12^e arrondissements) jus-

qu' alors détenue par Alain Devaquet (RPR), devenu conseiller à l'Elysée, Corinne Lepage, ministre de l'Environnement. Mais il n'a pas eu le temps d'achever de convaincre Gabriel Kasperit (RPR), dans le 9^e arrondissement, de laisser sa place à Pierre Leclouche, qui abandonne son siège de Sarcelles (Val-d'Oise). De plus, le premier adjoint au maire du 12^e arrondissement, Jean-Pierre Bechter, pourtant RPR et ancien député en qualité de suppléant de Jacques Chirac entre 1986 et 1988, a décidé de se présenter contre le sortant, malgré son oom prestigieux : Jean de Gaulle.

L'UDF a un souci comparable, puisque, dans une des circonscriptions du 16^e, son élu sortant, Georges Mesmin, a décidé de se représenter contre Claude Goussien, secrétaire général de la confédération, officiellement investi. Tout cela va compliquer la tâche d'une majorité municipale qui se sait pourtant déjà fragilisée.

Pascale Sauvage

Quatre primaires officielles entre le RPR et l'UDF

LE RPR ET L'UDF ont achevé de régler leurs investitures. Entre les deux formations de la majorité, seules quatre « primaires » officielles ont été entérinées. Elles concernent : la 7^e circonscription de Loire-Atlantique, où Olivier Guichard (RPR) ne se représente pas ; la 3^e du Finistère, où Jean-Louis Goaduff (RPR) n'est plus candidat ; la 14^e du Pas-de-Calais, dont le sortant, Jean Urbaniak (div. d.), n'a pas voté la confiance ; la 4^e du Maine-et-Loire, où est en jeu la succession de Jean Bégault (UDF). Claude Goussien, secrétaire général de l'UDF, a indiqué qu'il s'attendait, en outre, à « une vingtaine de primaires sauvages ». La commission a notamment investi Renaud Donnedieu de Vabres, directeur de cabinet (à la présidence de l'UDF) de François Léotard, à TOULOUSE, dont le député sortant Jean Royer (div. d.) n'a pas encore fait savoir s'il se représentait. Elle a refusé l'investiture à Jean-Louis Beaumont (UDF-PPDF), député de la 1^{re} circonscription du Val-de-Marne, qui n'a jamais voté la confiance au gouvernement.

ÉLECTIONS

■ BOUCHES-DU-RHÔNE : Henri d'Antillo, député (PS) sortant de la 12^e circonscription des Bouches-du-Rhône et maire de Châteaufort-les-Martigues, a annoncé, mardi 22 avril, qu'il se représentait dans sa circonscription, où sont situées les deux villes dirigées par le Front national - Marignane et Vitrolles. Il affrontera Bruno Mégret, qui aura comme suppléant Daniel Simonpietri, maire de Marignane. En revanche, les anciens députés socialistes, Jarine Ecochard investie par le PS dans la 5^e circonscription des Bouches-du-Rhône, et Philippe Sammarco investi dans la 3^e circonscription, poursuivis dans le cadre de l'affaire URBA, ont indiqué qu'ils ne seraient pas candidats.

■ CHARENTE-MARITIME : l'ancien ministre Michel Crépeau (Parti radical-socialiste), maire de La Rochelle et ancien député, sera candidat aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription de Charente-Maritime (La Rochelle), où il avait été battu en 1993 par le RPR Jean-Louis Léonard.

■ YVELINES : Marie-Caroline Le Pen (FN) sera candidate dans la 8^e circonscription des Yvelines. Elle affrontera le maire RPR de Mantes-La-Jolie, Pierre Bédier.

■ SEINE-SAINT-DENIS : Ariette Laguillet, porte-parole de Lutte ouvrière, sera candidate dans la 6^e circonscription de Seine-Saint-Denis, dont le député sortant est Claude Bartolone (PS).

■ MORBIHAN : Raymond Marcellin, quatre-vingt-deux ans, ancien ministre et député UDF-PR du Morbihan, élu député pour la première fois en 1946, a indiqué, mardi 22 avril, qu'il ne se représenterait pas dans la 1^{re} circonscription du Morbihan.

■ VAL-DE-MARNE : Roland Nungesser, soixante-douze ans, député (RPR) de la 7^e circonscription du Val-de-Marne, élu sans discontinuer depuis 1958, a annoncé, mardi 22 avril, qu'il ne se représenterait pas. Son suppléant, Pierre Aubry, maire (divers droite) de Joinville-Le-Pont, a reçu l'investiture du RPR et de l'UDF, a-t-il indiqué.

■ LA RÉUNION : Gilbert Annette (app. PS), député sortant de la 1^{re} circonscription de la Réunion et ancien maire de Saint-Denis, condamné le 10 décembre 1996 à 30 mois de prison et cinq ans de privation de droits civiques pour corruption dans l'affaire des marchés de la ville de Saint-Denis, qui a fait appel de cette condamnation, a annoncé qu'il ne se représenterait pas.



La vie est un sport de tous les jours.

JUSTICE Eva Joly, chargée, depuis août 1994, d'instruire l'affaire Elf Aquitaine, devait obtenir, mercredi 23 avril, la nomination d'un second juge pour l'assister. Selon des

sources judiciaires, M^{me} Joly estime trop forte « la pression » autour de ce dossier, en particulier depuis que l'enquête s'est orientée vers des opérations financières mettant en

cause le président du Gabon, Omar Bongo. ● LE CLIMAT entourant cette affaire s'est encore alourdi depuis la disparition, dans les locaux de la brigade financière, d'un carton de do-

cuments placés sous scellés. Des ordinateurs d'enquêteurs en charge de ce dossier auraient également été « visités ». ● L'OUVERTURE d'une information judiciaire pour « vol » de

documents pourrait déstabiliser un service dont le fonctionnement a déjà été mis en cause par des OPI signataires d'une lettre anonyme. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

Eva Joly demande le renfort d'un deuxième juge dans l'affaire Elf

Les prolongements africains du dossier et les pressions répétées devaient amener, le 23 avril, à la nomination d'un second magistrat. Outre la disparition de documents à la brigade financière, les ordinateurs de certains enquêteurs auraient été « visités »

UN SECOND JUGE d'instruction devait être désigné, mercredi 23 avril, pour instruire l'affaire Elf au côté d'Eva Joly. Chargée de cette information judiciaire depuis le 18 août 1994, la magistrate avait exprimé dernièrement son souhait d'obtenir un « renfort », estimant trop forte la « pression » autour de ce dossier, a-t-on indiqué au Monde de source judiciaire. Déjà placée sous protection policière depuis le mois de juin 1996, M^{me} Joly ne se déplace plus, depuis des mois, sans être accompagnée par deux policiers. La récente mise en évidence, par l'enquête, d'opérations financières ayant concerné, directement ou indirectement, le président gabonais Omar Bongo - et peut-être d'autres dirigeants africains - a fait peser sur l'instruction, au cours des dernières semaines, le poids d'une affaire d'Etat.

Les derniers rebondissements de l'enquête, qui ont entraîné la mise en cause personnelle d'André Tarallo, PDG d'Elf-Gabon, camarade de promotion de Jacques Chirac à l'ENA et homme fort des relations franco-africaines depuis plus de trente ans, aura sans doute contribué à alourdir ce climat, dès avant la découverte, lundi, de l'énigme du « cambriolage » dans les locaux de la brigade financière (Le Monde du 23 avril). Face au retentissement provoqué par la dispari-

tion d'un carton de scellés relatifs au dossier Elf, le garde des sceaux, Jacques Toubon, a promptement ordonné, mardi 22 avril, l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour « vol ». Cette enquête dans l'enquête a été confiée au juge parisien Marie-Paule Morachini, qui a délivré une commission rogatoire à l'inspection générale des services (IGS).

Dès mardi, les enquêteurs de l'IGS ont investi les locaux de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire parisienne, située rue du Château-des-Rentiers, afin de rechercher comment les documents saisis au cours d'une perquisition chez un décorateur de Saint-Tropez (Var), puis entreposés dans un bureau dont la porte était fermée à clé, ont pu disparaître entre samedi après-midi et lundi matin, sans que la porte du bureau ne soit fracturée. Cette version policière du mystère de la chambre jaune n'a pu être mise en scène qu'avec une complicité à l'intérieur du service, assurément on mercredi des relations franco-africaines depuis plus de trente ans, aura sans doute contribué à alourdir ce climat, dès avant la découverte, lundi, de l'énigme du « cambriolage » dans les locaux de la brigade financière (Le Monde du 23 avril). Face au retentissement provoqué par la dispari-



s'étaient d'abord employés, à tout hasard, à rechercher les scellés disparus parmi les débris... Par ailleurs, chacun sait qu'il est impossible de pénétrer dans les locaux de la brigade financière sans disposer d'un badge ou d'une convocation - ce qui d'aurait pu être le cas durant le week-end.

Un autre incident inquiète en outre les enquêteurs chargés du dossier Elf. Toujours lundi, un commissaire et un officier appartenant au groupe de policiers chargés de l'exécution des commissions rogatoires de M^{me} Joly ont constaté des « anomalies » en remettant en service leurs ordinateurs. Les experts du Service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'information (SEFTI) ont été chargés d'examiner les ordinateurs, afin

d'établir si, oui ou non, leurs mémoires ont également été « visitées ».

Le climat de soupçon qui règne à l'intérieur de l'une des unités les plus prestigieuses de la PJ parisienne, chargée des affaires politico-financières les plus sensibles, est encore alourdi par la mise au jour de dissensions internes, récemment exprimées dans une lettre signée par des « officiers de police judiciaire de la brigade financière » - qui n'ont pas mentionné leurs noms - et directement adressée à André Tarallo (Le Monde du 23 avril). L'enquête de l'IGS devrait aussi inclure des recherches sur l'origine exacte de ce courrier.

S'agissant des documents dérobés, M^{me} Joly aurait acquis, après vérification, la certitude de pouvoir reconstituer l'ensemble des scellés. Le carton contenait en effet une série de factures du décorateur de Saint-Tropez, portant sur les travaux effectués dans les demeures d'André Tarallo, à Paris, à Genève et à Bonifacio (Corse-du-Sud), dont les enquêteurs pourraient obtenir sans peine des doubles auprès du décorateur. Parmi les pièces saisies figurait également une série de photocopies de chèques bancaires, dont les policiers avaient relevé, dans un « procès-verbal récapitulatif » extrêmement détaillé, daté du samedi 19 avril, les numéros, les dates et les montants.

avoir « mouvementé » ce compte (Le Monde du 18 avril), ce que la découverte des chèques semble contredire. En outre, les policiers avaient recueilli le témoignage d'une ancienne secrétaire comptable du décorateur de Saint-Tropez, que M^{me} Joly a, son tour, interrogée lundi. Selon ce témoignage, également cité par Le Figaro, celle-ci aurait estimé « le coût de ces chantiers [dans les trois résidences de M. Tarallo] » à « pour la Corse, plus de 20 millions ; pour Paris, environ 15 millions », indiquant que « pour la Suisse, c'est plus difficile car il s'agit d'éléments de décora-

M. Debré et M. Toubon réagissent simultanément

Réagissant à l'annonce de la disparition de documents saisis par la brigade financière dans l'affaire Elf, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a déclaré, mardi 22 avril, « avoir donné des instructions précises pour que soit mise en œuvre la recherche des responsables et, s'il y a eu vol, pour confondre les auteurs et la justice ». Il a indiqué être à l'origine de la demande de l'ouverture de l'information judiciaire. « Elle a été décidée dès que les faits découverts ont été portés à la connaissance du magistrat instructeur et de la justice ».

Pour sa part, le ministre de la Justice, Jacques Toubon, qui revendique également la paternité de l'ouverture de cette information, a souligné que « toute la lumière soit faite sur cette affaire et, à supposer que les faits soient avérés, toutes les conséquences soient tirées et les sanctions les plus énergiques soient prises ».

Interrogé par le juge le 4 avril, M. Tarallo avait indiqué que sa villa de Bonifacio « [lui] a coûté dix millions de francs » et avait précisé être « rémunéré en Suisse » au titre de ses activités de conseiller du président Bongo. Les découvertes de Saint-Tropez auraient permis aux enquêteurs d'attester l'existence d'au moins un autre compte baptisé « Colette » - prénom de M. Tarallo - ouvert dans un autre établissement suisse, la banque Hottinguer, à Genève.

COMPTES « COLETTE »

Selon Le Figaro du 23 avril, les enquêteurs auraient notamment découvert trois chèques signés en 1994 par M. Tarallo lui-même, dont le montant total atteindrait 550 000 francs, et qui auraient été tirés sur le compte 117240 TA ouvert par le PDG d'Elf-Gabon à la CIB-TDB Unico bancaire privée de Genève, sous la rubrique « Colette ». La découverte de ces documents contredit la ligne de défense adoptée par M. Tarallo, après la découverte du versement par Elf sur ce compte d'une commission de 2,5 millions de dollars (25 millions de francs), en marge d'une opération au Venezuela (Le Monde du 8 avril).

Le PDG d'Elf-Gabon avait, de fait, expliqué au juge n'avoir été que le « mandataire » de ce compte jusqu'en 1994, la somme versée ayant été utilisée par le conseiller spécial d'Omar Bongo, Samuel Dossou, pour investir au profit d'une compagnie aérienne privée. Il ajoutait que M. Dossou fut le seul à

Erich Inciyan

Hervé Gattegno

Les quatre-vingts spécialistes de la « financière » sous le choc

SECOURUE par la disparition de documents placés sous scellés judiciaires dans ses bureaux, la brigade financière encaisse le choc avec difficulté. Il est vrai que l'événement est fâcheux pour cette unité-phare de la sous-direction des affaires économiques et financières (AEF), dont les enquêteurs avaient été baptisés « les incorruptibles de la finance » par le magazine L'Expansion qui leur avait consacré sa couverture en octobre 1994. L'ouverture d'une information judiciaire pour un « vol » commis dans le sanctuaire de la police financière parisienne n'est pas du meilleur effet pour une unité qui, par le passé, a été la police judiciaire, fonctionne sous la hiérarchie administrative de la préfecture de police de Paris et qui mène ses enquêtes sous l'autorité fonctionnelle de la justice.

La renommée de la brigade financière s'est accentuée au gré de l'ampleur prise par les affaires de corruption et les dossiers politico-financiers depuis les années 80. Installée au siège des AEF, rue du Château-des-Rentiers dans le treizième arrondissement de la capitale, la « financière » a notamment eu à traiter les affaires de la Garde foncière ou du Carrefour du développement et, plus récemment, les dossiers intéressant la

Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux, celle du yacht de Bernard Tapie, ou encore, actuellement, des offices HLM de la région parisienne. Le développement des enquêtes confiées à la brigade financière est ainsi allé de pair avec l'ampleur prise, au fil des années, par les affaires.

TECHNICITÉ DES DOSSIERS

Spécialistes du droit des sociétés ou de la Bourse, parfois anciens experts-comptables, les quelque quatre-vingts policiers de la brigade financière sont, surtout pour les plus jeunes d'entre eux, diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 4, DESS, etc.). « On nait « financier » et on le reste », indique-t-on à la sous-direction des AEF, où il est de coutume d'effectuer l'ensemble de sa carrière policière, en raison de la spécialisation requise par la technicité des dossiers. Dirigée par le commissaire divisionnaire Eric Lacour, la brigade financière a un plan de travail chargé : ses principaux chapitres concernent les infractions à la législation sur les sociétés, les banqueroutes, les affaires financières (abus de confiance et escroqueries, délits d'initié, législation sur les changes, etc.), ou la protection de l'épargne.

Agissant uniquement sur délégation judiciaire, la « financière » a été saisie d'un total de 845 dossiers en 1996. Ceux-ci lui ont été confiés, soit sur la base des enquêtes préliminaires ouvertes par le parquet, soit en vertu de commissions rogatoires adressées par des juges d'instruction. La brigade financière est en effet le premier des dix cabinets de délégations judiciaires qui, au sein de la PJ de la préfecture de police de Paris, composent la sous-direction des affaires économiques et financières. Le huitième cabinet est aujourd'hui chargé, lui, de l'affaire des HLM de la région parisienne : le 27 juin 1996, ses enquêteurs avaient reçu l'ordre de ne pas assister le juge de Créteil chargé de ce dossier, Eric Halphen, lors d'une perquisition au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi. C'est pour avoir ordonné ce refus d'assistance à la justice que l'actuel directeur de la PJ parisienne, Olivier Foll, a été dernièrement condamné à un retrait de son habilitation d'officier de police judiciaire pour une durée de six mois.

Erich Inciyan

Répression accrue contre le trafic de stupéfiants malgré la baisse des interpellations pour l'héroïne

TOUTES DROGUES confondues, les interpellations de trafiquants et les saisies de stupéfiants ont progressé en 1996, selon les statistiques d'infractions constantes qui leur sont dues, la police et la gendarmerie. Collationnées par l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (Octris), ces augmentations statistiques accompagnent un engagement accru des services répressifs, qui ont réalisé l'an passé 39 989 affaires d'infractions à la législation sur les stupéfiants (35 930 en 1995). Contrairement à celles concernant les autres drogues, les interpellations d'usagers d'héroïne ont, pour la première fois depuis 1990, diminué. En corollaire à cette baisse, le nombre de morts par surdose a accentué son mouvement de baisse (393 décès, au lieu de 465 l'année précédente).

En ce qui concerne le cannabis, qui reste de loin la principale drogue trafiquée et consommée en France, une augmentation des interpellations pour usage et usage-revente (+22,4 %, soit un total de 51 043 interpellations) a été enregistrée. Les moins de dix-huit ans ont représenté 12 % du total des interpellés ; les moins de

vingt-six ans en constituaient 79 %. 5 927 trafiquants de cannabis ont, de leur côté, été appréhendés (+31,5 %). 66,8 tonnes de cannabis ont été saisies en 1996 (+58,2 %). Cet accroissement est notamment dû à la découverte d'une cargaison de 20,6 tonnes d'herbe de cannabis au Havre, en provenance de Colombie et à destination des Pays-Bas.

Pour l'héroïne, le nombre de 13 027 usagers interpellés correspond à la diminution (-15,8 %) la plus importante depuis 1980. Leur âge moyen a sensiblement crû au cours des dix dernières années (27,3 ans en 1996, contre 24,1 ans en 1986), ce qui pourrait traduire une désaffection pour cette drogue chez les plus jeunes. Les plus de vingt-cinq ans représentent 57,6 % des interpellations, un pourcentage en constante augmentation depuis 1987. Devant Paris, le département du Nord arrive en tête pour le nombre d'interpellations d'usagers, qui vont se fournir soit aux Pays-Bas, soit en Belgique. Sur un peu plus de 617 kilos d'héroïne saisis dans l'ensemble de l'Hexagone (+23,8 %), plus de 213 kilos ont été interceptés dans les départements du

Nord et du Pas-de-Calais. Ayant causé 336 décès par surdose ou par accidents divers directement et indirectement liés à son administration (388 en 1995), l'héroïne a représenté 85,5 % des décès dus à l'usage de stupéfiants. Des médicaments (Rohypnol, Tranxène, Méthadone, notamment) ont été à l'origine de la mort de 49 usagers de drogues.

En matière de cocaïne, le nombre d'interpellations n'a guère dépassé le millier (1 060 interpellations), mais les saisies ont sensiblement progressé (1,74 tonne, soit +101,4 %), sous l'effet de deux importantes opérations réussies dans les Antilles. 598 usagers de crack, ce dérivé de la cocaïne, ont de surcroît été interpellés (+13,5 %), dans la capitale et la petite couronne parisienne pour la majorité d'entre eux. Portant toujours sur de petites quantités, les saisies de crack (10,5 kilos) ont connu une hausse de 22 %. S'agissant enfin des psychotropes, elles ont aussi progressé : 127 kilos d'amphétamines (23,4 %), 349 210 doses d'ecstasy (+27,5 %) et 74 780 doses de LSD (+6,5 %).

Erich Inciyan

La création d'une allocation sociale pour les étudiants est ajournée

DEUXIÈME VOLET important de la réforme de l'Université, la nouvelle allocation sociale d'études, qui devait être instaurée dès la rentrée d'octobre, est, elle aussi, victime de la dissolution de l'Assemblée nationale. Sa création est reportée à d'autres échéances. Mardi 22 avril, devant les représentants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, a laissé entendre, en indiquant « qu'elle nécessitait une disposition législative qui ne pouvait donc être prise dans les semaines qui viennent ».

Formulée par Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle, la promesse d'un nouveau statut de l'étudiant était annoncée pour la rentrée 1995. Compte tenu de la complexité induite par la refonte du système des aides sociales, M. Bayrou l'avait prudemment intégrée dans l'ensemble des mesures de la réforme de l'Université, en prenant le soin d'en évaluer l'ampleur, de négocier avec les syndicats d'étudiants et d'engager des discussions serrées avec les ministères du logement et du bud-

get, concerné par la modification de dispositions fiscales.

Dans un premier temps, cette nouvelle allocation devait regrouper les crédits des bourses (6,3 milliards de francs en 1996 pour 396 000 étudiants) ainsi qu'une partie de l'aide au logement social (ALS) (4,6 milliards de francs versés à 650 000 étudiants), selon le rapport dressé par Bernard Cleutat, conseiller à la Cour des comptes (Le Monde du 11 janvier).

INQUIÉTUDE DES SYNDICATS

Une fois la réforme des études adoptée (Le Monde du 10 avril), le ministre avait indiqué son intention d'annoncer des propositions concrètes avant le 30 avril. Ce calendrier est aujourd'hui bouleversé. Et, pour la première fois, M. Bayrou s'est retranché derrière un passage obligé devant le Parlement pour en décider la création, soit sous la forme d'un texte séparé, soit par le biais d'un amendement gouvernemental aux diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF).

Dans l'entourage du ministre, on reconnaissait, mercredi 23 avril, « qu'une annonce en période électorale serait malvenue ».

Michel Delberghe

Moral au plus bas des cabinets ministériels

Le moral au plus bas des cabinets ministériels. Les ministres de la République ont vu leur popularité chuter de manière spectaculaire. Selon une enquête menée par le Centre de sondage de l'Institut de sondage, le moral des ministres est tombé à son plus bas niveau depuis la création de la République. Les sondages ont été réalisés du 15 au 20 avril 1997. Les résultats sont les suivants : le moral des ministres est tombé de 45 points à 15 points. Les sondages ont été réalisés du 15 au 20 avril 1997. Les résultats sont les suivants : le moral des ministres est tombé de 45 points à 15 points.

صلى الله عليه وسلم

Les associations regrettent la suspension de l'examen de la loi de cohésion sociale

Le premier ministre s'engage à reprendre immédiatement la discussion en cas de victoire

Le premier ministre, Alain Juppé, a affirmé, mardi 22 avril, que l'examen du projet de loi sur le renforcement de la cohésion sociale reprendrait

« dès le lendemain des élections », si la majorité l'emporte. L'interruption des débats par la dissolution de l'Assemblée nationale a provoqué la

déception des associations de solidarité, d'autant plus vive que les députés avaient apporté des améliorations au texte.

« UN GRAND COUP sur la tête. » Georgette de Gaulle-Anthonioz traduisait ainsi, lundi soir 21 avril, sa réaction à l'allocution du président de la République annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale. Six jours après avoir eu le privilège d'interpeller elle-même les députés à l'Assemblée nationale (Le Monde du 17 avril), la présidente d'ATD Quart Moode apprenait que le cours de « sa » loi était suspendu en plein vol. Moins d'une semaine après avoir été unanimement célébrée pour son engagement, l'ancienne résistante devait se rendre à l'évidence : il faudrait reprendre la lutte comme si les deux derniers mois avaient compté pour rien.

L'agacement face à ce nouveau contretemps perçait sous la mesure des propos, la lassitude pointait sous la douceur du ton. M^{me} de Gaulle-Anthonioz avait son droit de réponse à l'Assemblée nationale. « Il n'a pas totalement passé l'exclusion sous silence », constatait-elle à l'issue du discours présidentiel, mais il n'a pas non plus expliqué pourquoi il avait interrompu une loi aussi importante. » Mardi, la plupart des associations de solidarité exprimaient la même désillusion sur ce nouveau délai imposé à un texte qu'elles guettaient depuis près de trois ans. Les uns se disaient « déçus », les autres « obasourdis ».

INCERTITUDES

L'engagement du premier ministre, Alain Juppé, de reprendre la discussion « dès le lendemain » des élections si son camp l'emporte était accueilli comme un signe d'apaisement. « Il n'aurait pas été pensable que le chef du gouvernement ne donne pas d'indications sur l'avenir du texte », estimait Didier Robert, responsable d'ATD Quart Moode. « J'ai été un peu omis de voir que ce projet de loi, lorsqu'il était à l'état de projet, faisait l'objet de multiples critiques, a donc déclaré M. Juppé devant les parlementaires de la majorité réunis à Paris, mais que, depuis que l'on s'est dit que son adoption serait peut-être retardée, tout le monde réclame à car et à cri de le faire voter le plus vite possible. »

Les engagements et l'honnie du premier ministre n'ont toutefois pas dissipé toutes les incertitudes. Même si la majorité ne bascule pas, s'interrogent les associations,

les compositions de l'Assemblée nationale et du gouvernement o'autoot-elles pas suffisamment évolués pour faire oautre de nouveaux obstacles à une amélioration du texte ? Et comment faire confiance, désormais, à ceux qui n'ont toujours pas réussi à honorer, même symboliquement, une de leurs plus anciennes promesses ?

« La hiérarchie des priorités a été une nouvelle fois bouleversée au détriment du social, au profit de l'économie et du jeu politique », constatait Jean-Paul Péneau, directeur général de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars). C'est désespérant pour les personnes en difficulté qui attendent une amélioration de leur sort. » Au Secours catholique, Gilbert Lagouanelle, responsable du secteur France, expliquait avoir reçu des appels spontanés de délégués départementaux déboussolés par l'interruption des travaux de l'Assemblée. « Cela tombe d'autant plus mal, disait-il, que la mobilisation des bénévoles avait été très forte, ces derniers mois, pour agir en faveur de l'amélioration du texte. Dans chaque département, des délégations étaient allées à la rencontre des élus pour leur expliquer les amendements qu'elles souhaitaient faire adopter. »

La déception a été d'autant plus vive que les députés avaient entamé un indéniable travail d'amélioration d'un texte dont tout le monde avait souligné les lacunes. Le lobbying associatif avait fini par porter ses fruits. Les parlementaires avaient repris à leur compte des amendements importants, dans les domaines de l'emploi et des droits civiques notamment, soufflés par les acteurs de terrain. A l'Assemblée, les débats avaient fait naître des majorités de circonstance ne recoupant pas les clivages politiques traditionnels. Sur de nombreux points, contre l'avis du gouvernement ou du rapporteur du texte, le projet de loi avait été modifié, dans un sens souvent plus conforme aux réalités de terrain. « Même si le projet de loi était en deçà de ce que nous attendions, la dynamique était lancée, regrette Patrick Douteilgine, chargé du logement à l'Uniopep. Le travail en commission avait considérablement enrichi le schéma initial, par exemple en ce qui concerne la prévention des expulsions. »

Au-delà de ce sentiment de gâchis, les responsables d'associations espéraient que la campagne prolongerait la « prise de conscience » qu'avaient fait apparaître les premiers jours de débat. « Les électeurs ne doivent pas sous-estimer le désespoir des pauvres », estimait Gilbert Lagouanelle. « Nous allons continuer à mobiliser l'opinion, soupirait M^{me} de Gaulle-Anthonioz, il n'y a pas d'autre solution. La lutte contre les exclusions doit être inscrite à l'ordre du jour du pays. »

LANCER LA MÉCANIQUE

L'embarras n'est pas seulement perceptible dans le milieu associatif. Il est aussi sensible à l'Union des HLM, qui se retrouve, à deux mois de son congrès, sans perspectives sur un des points forts de feu le projet de loi de cohésion sociale : la réforme des attributions de logements. La déception est d'autant plus forte que le mouvement HLM, politiquement divisé, était d'abord entré à reculons dans la logique proposée par le ministre du logement. Après d'âpres négocia-

tions, il avait néanmoins fini par s'approprier une réforme dont la dernière mouture, conformément à son souhait, était très « contractuelle » et laissait une large part aux pouvoirs des élus.

Le directeur général de l'Union des HLM, Georges Mercadal, regrette aujourd'hui que cet « excellent » projet de réforme soit passé à la trappe et il o'exclut pas, malgré l'abandon de son examen, de proposer lors du congrès de « mettre en route la mécanique » prévue par le texte de loi. Mais il reconnaît, en même temps, que, sans un minimum de contraintes législatives, plusieurs dispositions eovisagées, comme les contrats d'objectifs pour les attributions aux plus démunis passés entre organismes et préfets ou encore le numéro d'inscription départementale unique pour les demandeurs, ne seraient pas passés. Il ne regrette pas la disparition, ont peu de chances de se généraliser par la seule vertu du volontariat.

Jérôme Fenoglio et Christine Garin

Les comptes définitifs du Sidaction 96 sont publiés

L'ASSOCIATION Ensemble contre le sida (ECS) devait rendre public, mercredi 23 avril, le bilan financier définitif du Sidaction 96. Au total, l'opération diffusée le 6 juin 1996 sur toutes les chaînes de télévision a permis de collecter un peu plus de 65 millions de francs (65 234 883 francs exactement) auprès de quelque 300 000 donateurs (Le Monde du 20 novembre 1996).

Depuis 1994, 827 programmes de prévention et d'aide aux malades et 611 programmes et bourses de recherche ont été financés. Le partenariat conclu avec la Fondation de France prenant fin en 1997, ECS, qui vient de déposer une demande de reconnaissance d'utilité publique, prévoit de renforcer sa structure administrative et anticipe une légère « augmentation des frais de gestion » (3,6 % jusqu'à présent).

DÉPÊCHES

■ **POLICE** : le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Toulouse a été dessaisi, lundi 21 avril, de l'enquête concernant la petite Marion, dix ans, disparue à Agen (Lot-et-Garonne) le 14 novembre 1996 en rentrant de l'école. Les deux juges d'instruction agenis chargés de l'affaire n'ont fourni aucune motivation officielle à leur décision. La section de recherches de la gendarmerie d'Agen et le commissariat de la ville devaient poursuivre l'enquête.

■ **JUSTICE** : Claude Bez, ancien président du club de football des Girondins, a été condamné, mardi 22 avril, à verser 2,5 millions de francs de dommages et intérêts à la mairie de Bordeaux pour compenser les surcoûts de la rénovation du centre d'entraînement du Haillan, dans la banlieue bordelaise. Le tribunal correctionnel de la Gironde n'a pas tenu compte des affirmations de M. Bez selon lesquelles il avait agi sur les instructions de Jacques Chabon-Delmas, ancien maire de Bordeaux.

■ **NÉGATIONNISME** : un enseignant de Honfleur (Calvados) a été révoqué, vendredi 18 avril, pour avoir stocké dans l'ordinateur de son établissement des documents niant l'Holocauste juif. Vincent Reynouard, enseignant au lycée professionnel de la Côte-Fleurie, avait été suspendu de ses fonctions au mois de décembre 1996 après un rapport d'inspection.

■ **AGRICULTURE** : deux frères, gérants d'une société agricole à Eyragues (Bouches-du-Rhône), ont été condamnés, mardi 22 avril, à 50 000 francs d'amende par le tribunal de grande instance de Tarascon pour « falsification de produits à usage alimentaire ». En octobre 1996, on avait retrouvé sur leurs pommes de l'aminoside, un produit cancérigène qui permet de « rougir » les fruits (Le Monde du 19 novembre 1996).

Moral au plus bas dans les cabinets ministériels

LUNDI MATIN 21 avril, les membres des trois cabinets concernés par le projet de loi sur le renforcement de la cohésion sociale - ceux de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, de Pierre-André Pélissol, ministre du logement, et de Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence - pensaient encore que le pire pourrait être évité. Malgré la dissolution, l'examen du texte se poursuivait jusqu'à son adoption. Un rendez-vous était même confirmé pour le 24 avril avec le futur rapporteur du texte au Sénat, Bernard Seillier (RI, Aveyron).

Dans l'après-midi, à l'Assemblée, une heure avant l'ultime suspension de séance, Xavier Emmanuelli s'engageait encore dans un long échange avec l'opposition sur l'accueil des sans-abri à l'hôpital. Comme si les débats en cours ne devaient pas s'arrêter net et être rendus caducs par l'abandon, de fait, du projet de loi.

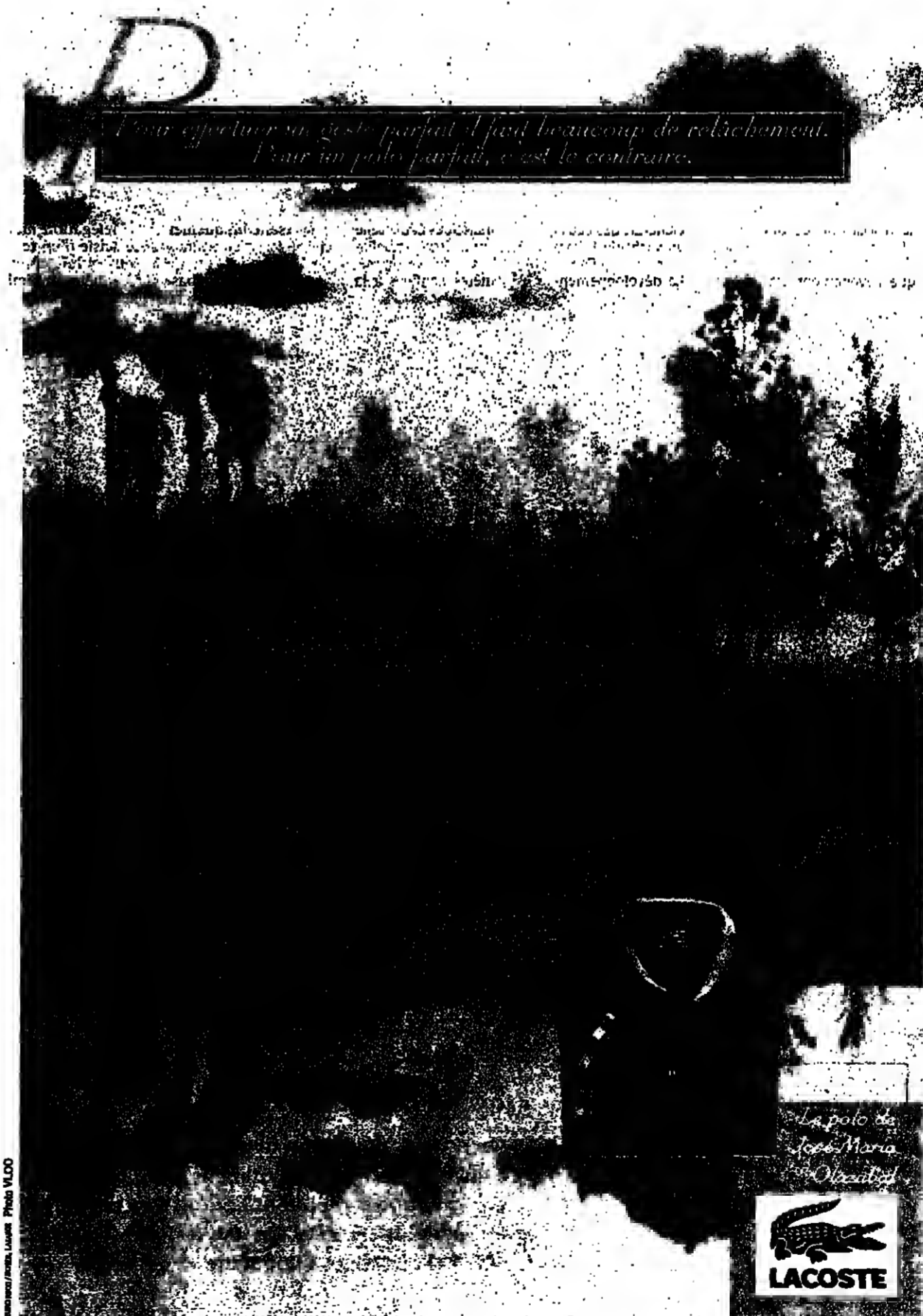
Mardi matin, Xavier Emmanuelli tentait de cacher sa déception sous quelques propos de convenance. « Je me suis beaucoup investi dans ce projet, disait-il, et j'aurais préféré que la loi fût votée. Mais ce sont les hasards du calendrier. » M. Emmanuelli s'abstenait derrière l'engagement du premier ministre, « certes non écrit », précisait-il, de faire reprendre le débat, pour croire encore en l'avenir du texte.

Stôt annoncée la dissolution de l'Assemblée nationale, le maire (RPR) de Moulins (Allier), Pierre-André Pélissol, ancien député de la circonscription, est, lui, parti en campagne, annonçant à ses collaborateurs qu'ils ne le verraient plus qu'une fois par semaine. Deux réformes, longtemps annoncées et jugées primordiales par le ministre, sont parties en fumée avec l'abandon du projet de loi : la réforme des attributions de logements sociaux et celle des procédures de régulation de logements.

Officiellement, bien sûr, ce n'est que partie remise. Off the record, la déception est cependant bien réelle. D'autant plus vive que c'est à son corps défendant que le ministre du logement avait dû se résoudre à intégrer plusieurs de ses projets de réforme au projet de loi de cohésion sociale. Et le doute pèse : qui va reprendre le flambeau ? Quels ministres, quels rapporteurs ?

Sur des sujets aussi sensibles que la prévention des expulsions ou les réquisitions de logements - sujets sur lesquels l'équipe de Pierre-André Pélissol avait dû batailler durant d'interminables réunions interministérielles, notamment avec le ministre de l'intérieur, Jean Louis Debré, - quel sera le nouveau rapport de forces politique ?

J. Fé. et Ch. G.



La vie est un sport de tous les jours.



MONÉTIQUE Ville pilote en matière de monétique depuis plus de quinze ans, Blois (55 000 habitants) a généralisé, depuis la rentrée 1994, l'usage de la carte à puce

dans la vie scolaire et sociale. ● MOYENNANT une seule inscription centralisée chaque année, cantines, crèches, haltes-garderies, mais aussi piscines et centres de loisirs, sont accessibles aux enfants

par la carte « Ville Plus », que les parents créditent régulièrement. ● LE PAIEMENT est simplifié, le personnel d'accueil et d'encadrement est

libéré des contingences de gestion. Cette technologie favorise donc la vie sociale, selon le PDG de la société qui développe ce système, puisque, « quand vous n'avez plus à

pointer, contrôler et facturer, vous avez plus de temps pour parler ». ● QUATRE AUTRES VILLES s'intéressent désormais à ce savoir-faire électronique.

La carte à puce, sésame indispensable pour tous les enfants de Blois

De la cantine à la piscine en passant par la garderie ou le centre aéré, l'électronique a remplacé tickets et porte-monnaie, simplifiant au passage les inscriptions. Une technologie d'avenir pour les collectivités locales en même temps qu'un moyen de favoriser la vie sociale

BLOIS
de notre correspondant
Ecole primaire Victor-Hugo, 8 h 35. Les enfants traversent la cour et s'alignent sous le préau vitré. Ils glissent tour à tour leur carte à puce dans une borne informatique. En tapant sur le clavier, ils réservent leur déjeuner et, éventuellement, signalent leur présence à la garderie du soir. Une employée municipale, postée près de la machine, veille au bon déroulement des opérations. A une rue de là, les tout petits de la maternelle des Remparts, généralement accompagnés d'un parent, effectuent la même opération avec un grand sérieux.

Après l'entrée en classe, les « dames de la cantine » ouvrent le tiroir de la borne pour entrer les références de ceux qui ont oublié leur carte. Aujourd'hui, il n'y en a qu'un : un instituteur distraité. Puis

la petite imprimante intégrée leur sort la liste nominative des rationnaires de midi, avec une astérisque pour ceux qui resteront à l'étude, et un code pour les repas sans porc et les régimes particuliers. Elles s'en servent pour faire l'appel à midi et le soir. « C'est beaucoup plus facile, explique l'une d'elles, on n'est plus obligées de recopier le pointage du matin et de faire des relevés et des totaux. On a tout notre temps pour s'occuper des enfants. »

Cuisine centrale des Allées, 9 h 25. L'informatique de la Générale de restauration, concessionnaire de la ville, distribue des bordereaux aux employés qui préparent la tournée des cantines. Les terminaux installés dans les quarante-sept écoles maternelles et élémentaires de Blois (Loir-et-Cher) ont transmis les données à l'ordinateur central. Les repas, préparés à l'avance, conditionnés en

barquettes et conservés au froid, avaient été répartis la veille dans les armoires réfrigérées des écoles. Le matin, il ne s'agit plus que d'ajuster les quantités, à l'unité près.

UNE SEULE DÉMARCHE PAR AN

Maintenant, tandis que la livraison est en route, l'employée se penche sur les « porte-monnaie » électroniques des quelque 4 100 jeunes détenteurs de carte à puce, qui consomment, en moyenne, 2 500 repas chaque journée scolaire. Car la carte qui a servi à réserver le repas est aussi un mode de paiement. Chargée à l'avance, elle se débite automatiquement du montant du repas, au tarif établi pour chaque enfant en fonction des ressources de la famille. Les parents, invités à payer au début de l'année scolaire au minimum l'équivalent de cinq repas

(de 15 à 100 francs), rechargent la carte régulièrement. Ils reçoivent périodiquement un état du compte, mentionnant le détail des repas consommés et prélevés.

Mis en place progressivement à partir de la rentrée 1994, le système a suscité peu de résistances. Le préparateur a été généralement bien accepté par les parents, à qui l'oo a su expliquer la souplesse d'utilisation dans l'étalement des paiements et le suivi quotidien des prestations servies.

Pour Najib Mahmoudi, PDG de Val de Loire Monétique, la société prestataire du service, l'utilisation de la carte « responsabilise et valorise les enfants » dans une « optique pédagogique, conviviale et citoyenne ». Elle simplifie la vie des personnels de service et, en assurant la confidentialité du tarif consenti à chaque famille, gomme les différences que les systèmes de

tickets de couleurs différentes rendaient visibles.

L'originalité du système développé à Blois réside dans sa généralisation à toute une gamme de services municipaux. Outre la restauration scolaire, les garderies et les études du soir, la carte « Ville Plus » sert de passeport unique d'identification, d'accès et de paiement aux crèches, piscines, centres de loisirs, haltes-garderies.

L'utilisation par chaque enfant d'une seule et même carte a permis une notable simplification des procédures d'inscription : au service des formalités administratives, guichet unique installé au cœur de la ZUP (zone à urbaniser en priorité), les familles ne remplissent plus qu'un seul dossier par an. Hors la restauration scolaire, ce centre gère l'ensemble des versements et facturations des familles. L'attribution de tarifs préférentiels en fonction des situations et des ressources est faite en une seule fois pour l'ensemble des services offerts. La carte « Ville Plus » utilisée par un enfant pour sa cantine, sa garderie ou sa piscine permet de l'inscrire directement au service jeunes pour un atelier de masques, un centre aéré ou un stage d'équitation. Dans chaque lieu d'activité, elle lui servira de la même façon de laissez-passer, débitant le paiement et enregistrant sa présence.

Halte d'enfants la Luciole, 11 heures. Une mère dépose son bébé pour quelques heures et utilise la même carte. Un passage dans la machine en arrivant, le passage en revenant cherche l'enfant : le compte est débité en fonction du temps consommé. La carte peut même être réapprovisionnée sur place : le chèque remis aux puéricultrices est immédiatement crédité. « C'est désormais notre seul rapport avec l'argent, explique la directrice. Nous n'avons plus à

contrôler les heures de présence, à calculer les factures ni à encaisser au jour le jour. La carte nous décharge de tâches administratives. Et, en même temps, elle simplifie et assainit les rapports. »

Piscine Saint-Jean, 11 h 30. Deux tourniquets munis de lecteurs de cartes ouvrent l'accès des vestiaires. On ne s'adresse plus au guichet que pour payer une entrée unique ou approvisionner sa carte. Ici aussi, la préposée à l'accueil se félicite d'être « démonétisée » : moins d'argent à manipuler, moins d'attente et moins d'énervement.

D'AUTRES VILLES INTÉRESSÉES

Blois, site pilote d'expérimentation monétique depuis 1980, est ainsi devenue la ville la plus équipée au monde en cartes multiservices municipales : pour 55 000 habitants, elle annonce cette année 12 500 cartes en circulation et 5 000 transactions quotidiennes.

Val de Loire Monétique, société d'économie mixte privatisée en 1994, vend désormais son savoir-faire à Bordeaux (Gironde), Cahors (Lot), Issoudun (Indre) et Saumur (Maine-et-Loire). Soutenue par Blois, elle veut encore développer les utilisations de sa carte : l'accès à la nouvelle médiathèque et à la bibliothèque annexée se feront avec « Ville Plus », qui devrait, à l'horizon 2000, intégrer l'utilisation des trente-trois bus de transport urbain de l'agglomération. La monétique devient une solution d'avenir pour les collectivités locales, générant des économies, améliorant la gestion des équipements, le suivi et la prévision. Mais c'est aussi, assure M. Mahmoudi, une technologie qui favorise une vie sociale plus riche : « Quand vous n'avez plus à pointer, contrôler et facturer, vous avez plus de temps pour parler. »

Jacques Bugier

Juliette Gréco en appelle à l'« âme » de Saint-Germain-des-Prés

RENDEZ-VOUS au Café de Flore, ce avril, à 11 heures... de quelle année ? La belle affaire. La chanteuse était là, mardi 22, souriante face aux caméras. Cinq décennies tapantes, la muse était ponctuelle, pour un jubilé nostalgique et militant. Attablée dans ce café qui fut naguère son PC, fidèle au poste donc, Juliette, égarée d'un nouveau combat, allait lancer « l'appel du Flore » pour que le quartier, son « village », ce pré carré imaginaire et mythique, ne perde point son « âme » ni l'« esprit » qu'y ont fait souffler Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Prévert, Queneau, Ferré, Vian et tant d'autres « rimeurs fouchés »...

« Quelque chose qui s'appelle l'argent » constitue la menace. Au fil du temps, les commerces de luxe et de la haute couture se substituent aux librairies, galeries, disquaires, cafés, restaurants et commerces de proximité qui participent à la survie d'une micro-culture germanopratin. Le rachat par Dior du Divan, la librairie qui possédait Gallimard, à l'ombre de l'église, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et le signal d'un sursaut (Le Monde du 23 novembre 1996).

« PATRIMOINE MONDIAL »

SOS Saint-Germain-des-Prés, c'est le nom de l'association, « apolitique et bénévole » dont Juliette-des-esprits-réveillés assure la présidence d'honneur. « Je ne suis pas contre le commerce de luxe ni contre la mode, mais il y a une place pour chaque chose, observe-t-elle. Je demande aux nouveaux arrivants de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis. L'image du quartier fait partie du patrimoine mondial... »

Longtemps après Saint Laurent ou Sonia Rykiel, qui font désormais partie du paysage, Vuitton et Car-

tier ont débarqué, et puis Dior : bientôt Giorgio Armani va investir l'ancien Drugstore. Juliette Gréco, qui a rencontré l'architecte du courtoisier italien, semble faire confiance à l'« homme de goût ». Pour elle, comme pour les 3 000 signataires de l'« appel », il s'agit de trouver un équilibre pour ne pas faire de Saint-Germain « un quartier-musée comme le Marais, ni un désert sophistiqué comme la place Vendôme ».

La muse-militante a fait connaître son intention de rencontrer le maire de Paris et le ministre de la culture, de « faire des propositions précises » concernant notamment la révision des baux commerciaux... Miracle des temps électoraux, dès le soir même, Jean Tiberi l'a entendue et a annoncé sa décision de dissocier, pour tous les immeubles de la Ville de Paris possédés à Saint-Germain-des-Prés, les ventes de logements et celles des locaux commerciaux, de manière à conserver ces derniers « dans le patrimoine municipal ». La ville est propriétaire de soixante-neuf commerces en rez-de-chaussée dans le sixième arrondissement.

Pour défendre la cause du quartier, on peut compter sur une demi-douzaine d'associations. L'une d'elles, baptisée « Saint-Germain-des-Prés, l'esprit du lieu », et présidée par Jean-Dominique Giuliani, conseiller d'arrondissement co-traité, directeur de cabinet du président du Sénat et rival virtuel du maire du sixième, devait organiser, mercredi 23 avril, une réunion dans une galerie des alentours, où étaient notamment attendus Philippe Douste-Blazy, Catherine De-neuve et Charles Aznavour. Saint-Germain-des-Prés ne manque pas de compagnons d'âme pour lui inventer un « après ».

Robert Bellart

RECORD BATTU !



Avec 11,7 points en audience cumulée, et 5 467 000 auditeurs quotidiens, NRJ pulvérise son précédent record et conforte sa place de 2^e radio de France. En un an, NRJ gagne 406 000 auditeurs quotidiens.

Source : 75000 Médiamétrie. Audience cumulée L.V. 5 h-24 h. Janv.-mars 1997, versus janv.-mars 1996

صوتنا من الأهل

FINES
Paris-Franche
05 1 la ligne H.T.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Oponibisi AMANNIVAZOUA et Michel MARIAS ont le plaisir de faire part de la naissance de

Isabelle, Bahar, à Paris, le 11 avril 1997.

Christine et Guillaume LEENHARDT ont le plaisir de faire part de la naissance de

Samuel, le 19 avril 1997.

11, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Charles, Françoise et Jean-Philippe GUERAND ont le plaisir de faire part de la naissance de

Simon Louis Ingemar, leur petit frère et grand garçon, né le 18 avril, à 17 heures.

77, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Décès

- Sa famille, Et ses proches amis, ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

Gérard ABOULKER, survenu le 17 avril 1997.

Il a été inhumé le 21 avril, dans la plus stricte intimité.

Anne-Marie Aboulker, 78, avenue de Suffren, 75015 Paris.

Stéphane Aboulker, 49, avenue de Suffren, 75015 Paris.

- M. Michel Robin, son époux, Et leur enfant, Anne Robin, Son père, Ses frères et sœurs, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Sylvie DENINOLLE-ROBIN, survenue le 21 avril 1997, à Paris, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Sulpice.

- Toms, Lyon, Paris, Bourbon-Lancy, Mautepes.

Le docteur et M^{me} Guy Giniès, Stéphane, Raphaële, Marie-Lorène, M. et M^{me} Jean Durand, Bruno et Lucette, Cécile, Olivier, Charlotte, Elodie, M^{me} Marie-Claude Guillaud, M. et M^{me} Robert Rolland, Virginie, Sophie, Lucie, Emmanuel, M^{me} Véronique Guillaud et M. Claude Furet, ses enfants et petits-enfants, Les familles Guillaud, Veyre, Bret, Francillon, Rouxel, Clouët, Charvet, dans la tristesse et l'espérance, font part du retour à Dieu de

M. Georges GUILLAUD, dans sa quatre-vingt-septième année, le 21 avril 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 avril, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-la-Riche, à Tours.

Ni fleurs ni couronnes. Des messes et des prières.

- Andrée Ravelonanosy, son épouse, Monique Ravelonanosy, sa fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

Georges RAVELONANOSY, dit Georges RAVEL, journaliste honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, le 12 avril 1997.

Les obsèques ont eu lieu en Bourgogne dans l'intimité familiale.

- Fabia, sa femme, Anne, Alain et Adrien, François Michel, Caroline et Marine, Frédéric, Marc, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

François SIALELLI, officier du Goussan Alouin, chevalier du Mérite social, médaille des Bravés de guerre, survenu le 21 avril 1997.

168, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Sylvie et Paul Sonnenberg, Dominique et Philippe Lazar, ses enfants, Patrice et Carole Sonnenberg, Isabelle Sonnenberg, Anne-Emmanuelle et Alexis Ovchinnikov, Benjamin Lazar, ses petits enfants, Audrey Sonnenberg, Hélène Ovchinnikov, ses arrière-petites-filles, Toute sa famille et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Stella SOMMER, née ROTENBERG, le 14 avril 1997, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

La famille tient à exprimer sa très vive reconnaissance à toute l'équipe du Centre intégré de soins palliatifs de l'hôpital Sainte-Périne de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (Unité Jane Ganiou) pour la qualité exemplaire des soins qu'elle lui a dispensés, la présence chaleureuse et profondément humaine dont elle a su l'entourer pendant ses derniers jours et pour l'aide précieuse qu'elle a apportée à ses proches pendant cette période douloureuse.

M. et M^{me} Paul Sonnenberg, 20, rue Condorcet, 75009 Paris.

M. et M^{me} Philippe Lazar, 9, rue Friant, 75014 Paris.

- Les membres de la Commission pour l'étude des Communautés européennes (CEDEC) expriment leur profonde affliction à l'annonce du décès de

Pierre-Henri TEITGEN, professeur émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, compagnon de la Libération, grand officier de la Légion d'honneur, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme, fondateur de leur association, et leur fidélité indéfectible à son message.

Le frère Jean THOMAS, o.p., est entré dans la paix du Seigneur, le lundi 21 avril 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année, la cinquante-troisième de sa profession dominicaine, la quarante-neuvième de son ordination presbytérale.

L'Enchiridion sera célébrée au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris-13^e, le jeudi 24 avril, à 11 heures.

De la part du frère Eric Tillet de Ciermont-Roumare, Prieur provincial, Du Prieur et des frères du couvent Saint-Jacques, Et de ses parents et amis.

Anniversaires de décès

Jean COLOMBEL est mort le 24 avril 1977, il y a vingt ans.

Que ceux qui l'aimaient pensent à lui aujourd'hui.

Jeanette Colombel, Ses enfants, Petits-enfants, Arrière-petits-fils, vous en remercient.

Marcel L'AOT

achevait sa vie parmi nous l'an dernier. Nous vivons la mémoire de son passage au cours des messes paroissiales du dimanche 27 avril 1997, à 10 heures, en l'église Sainte-Claire de Penhaux, à Quimper, ou du dimanche 4 mai, à 10 h 30, en l'église de Plouzévédé. Il nous devance, il nous accompagne.

« Plus proches de nous, parce que nous les avons touchés et aimés. Il y a celles et ceux qui nous nourrissent encore de leur droiture, de leur douceur, de leur générosité. » Marcel, extrait du billet du 10-11-91.

- Il y a un an, le 23 avril 1996, mourait

Marie-Ange MONCHABLON.

« Dans un mois, dans un an, [comment souffrirons-nous, Seigneur, que tant de mers me séparent] de vous, [de vous,] [finisse] Sans que jamais Titus [puisse voir Béatrice ? »

- Le 24 avril 1996,

Natacha de POUVOURVILLE nous quitte.

Puisse-tous ceux qui l'ont aimée et connue, ainsi que son époux,

Guy,

avoir une pensée pour eux.

La famille.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Débats

LES MARDIS DE LA FONDATION JEAN-JAURES

Mardi 29 avril, à 18 h 30 (accueil à partir de 18 heures), à la Fédération nationale Léo-Lagrange 12, cité Malesherbes, Paris-9^e, (métro Pigalle).

exposé-débat sur le thème : La presse quotidienne en danger

avec Thomas Perenczi, journaliste, médiateur du journal *Le Monde*, Lyne Cohen-Solal, chargée de cours au Collège (Paris-IV-Sorbonne).

Moderateur : Jean-Michel Rosenfeld.

Inscription et renseignements au tél. : 01-40-72-21-21 - Fax : 01-40-72-21-39.

P.S. : En cas d'affluence, nous ne pourrions garantir les places qu'aux personnes ayant effectué une réservation.

CARNET DU MONDE

21 rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-39-94 ou 01-42-17-39-95

Télécopieur : 01-42-17-31-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèmes étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont réservées aux abonnés et actionnaires. Les lignes en minuscules sont réservées aux étudiants. Minimum 10 lignes.

DISPARITIONS

Diosdado Macapagal

Un ancien président des Philippines

DIOSDADO MACAPAGAL, président des Philippines de 1961 à 1965, est décédé le 21 avril à

Manille à la suite d'une crise cardiaque, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Issu d'une famille de paysans pauvres de la province de Pampanga (où se trouve le mont Pinatubo), Macapagal est diplômé de l'université Santo Tomas de Manille. Après avoir été diplomate, il amorce une carrière politique en se faisant élire, en 1949, à la Chambre des représentants. Bon orateur, il se distingue dans la défense des paysans. Il est élu vice-président en 1957 et président quatre ans plus tard. Il n'obtient pas de deuxième mandat ; Ferdinand Marcos l'emporte en 1965 et, réélu en 1969, proclame la loi martiale en septembre 1972 afin de demeurer au pouvoir (jusqu'en 1986).

Macapagal est surtout connu pour avoir tenté de récupérer la partie de l'île de Bornéo qui forme, au sein de la fédération de Malaisie, l'État actuel du Sabah, sur lequel Manille a toujours des prétentions. En 1963, Macapagal avait tenté, avec l'appui de l'Indonésie, de former une confédération connue sous l'acronyme de Maphilindo (Malaisie, Philippines et Indonésie). Ce projet est devenu lettre morte avec la création, le 16 septembre de la même

année, de la fédération de Malaisie (qui comprenait Singapour et la Malaisie).

Gloria Macapagal-Arroyo, fille de l'ancien président, est aujourd'hui un membre assez influent du Sénat pour figurer parmi les candidats potentiels à la succession, en 1998, du président Fidel Ramos. Une autre fille, Cleo Macapagal-Salgado, est vice-gouverneur de Pampanga.

Jean-Claude Pomonti

■ SAYYED MEKKAOU, compositeur et chanteur égyptien, est mort, lundi 21 avril, au Caire, à l'âge de soixante-neuf ans. Parmi ses œuvres les plus connues figurent un spectacle de marionnettes, *al-Laila al-Kabira* (« la nuit de la fête »), une chanson patriotique, *al-Ard Bil Tedakallem Arabi* (« la terre parle arabe »), et des mélodies qui ont été chantées par Oum Khoussoum et Laila Mourad. Aveugle, le musicien était aussi interprète, et sa rengaine *el Mes-sahariti*, du nom du joueur de tambour chargé de réveiller les fidèles pour qu'ils prennent leur dernier repas avant le début de la journée pendant le jeûne du ramadan, fut diffusée pendant des années par la radio et la télévision égyptiennes.

■ ANDRES RODRIGUEZ, le général responsable du coup d'Etat militaire qui a renversé le dictateur du Paraguay, Alfredo Stroessner, le 3 février 1989, est décédé d'un cancer lundi 21 avril, dans un hôpital de New York. Le général Rodriguez avait renversé le régime dictatorial d'Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis trente-cinq ans, et conduit le Paraguay vers la démocratie.

■ GÉRARD LECOMTE, orientaliste, est mort jeudi 17 avril, à Paris, à l'âge de soixante-dix ans. Né en 1926, agrégé d'arabe, docteur ès lettres, il avait enseigné la langue et la civilisation arabes à l'Ecole des langues orientales, à Paris, dont il a dirigé, jusqu'en 1986, le département Afrique du Nord et Proche-Orient. De 1963 à 1980, Gérard Lecomte a aussi animé la revue *Arabica*.

JOURNAL OFFICIEL

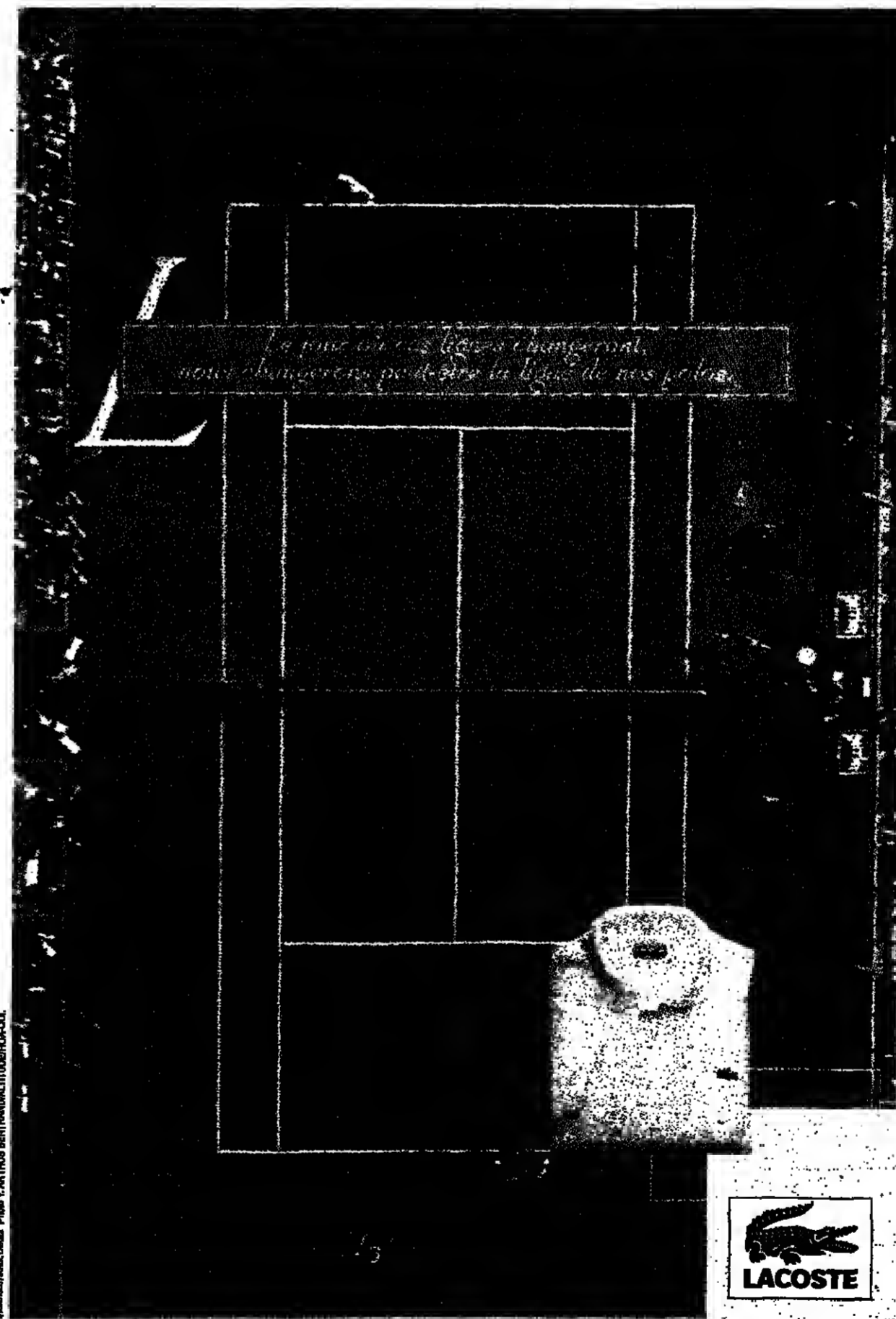
Au Journal officiel du dimanche 20 avril sont publiés :

● Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.

● Electricité : un arrêté relatif au prix de l'électricité (*Le Monde* daté 20-21 avril).

● Patrimoine : un décret portant reconnaissance d'utilité publique et approbation des statuts de la Fondation du patrimoine.

● COB : plusieurs décisions de sanction de la Commission des opérations de Bourse.



La vie est un sport de tous les jours.

Un électrochoc pour la gauche

par Jean-Pierre Chevènement

Sil le pouvoir a cédé aujourd'hui à la dissolution, ce n'est pas par hasard. Bientôt, il y a à l'horizon l'échéance de l'euro et, à la clé, des plans de rigueur qui passeront mieux après les élections qu'avant.

Le gouvernement d'Alain Juppé, entièrement rallié au credo maastrichtien de l'establishment, entend forcer le passage : ceux qui réclamaient un référendum sur l'abandon du franc et l'adoption de l'euro récoltent des élections anticipées qui auront donc une portée référendaire. Bien entendu, le pouvoir entend faire passer le débat à la trappe en ne voyant dans 577 élections de députés opposant une droite et une gauche elles-mêmes divisées sur la question de la monnaie unique, avec l'extrême droite comme perturbateur et arbitre potentiel.

C'est ainsi que le pouvoir joue avec la démocratie. L'essentiel pour lui, et à travers lui pour les grands intérêts financiers qui structurent la « pensée unique », est d'obtenir carte blanche afin de

par rapport au problème concret de l'immigration aujourd'hui, mais par une instrumentation subtile de la mémoire des persécutions de Vichy.

Ce remarquable tour de passe-passe a mis le pouvoir actuel relativement plus à l'abri de la « critique morale » que le PS de Lionel Jospin. Mais cette embellie pourrait bien n'être que de courte durée. La montée de l'extrême droite renvoie à la crise de la société française. Elle traduit d'abord l'obsolescence programmée par le traité de Maastricht du modèle républicain et la crise corrélatrice de la citoyenneté. Elle sanctionne ensuite vingt ans d'une politique qui, en considérant l'emploi comme « un soldat d'ajustement », a laissé se créer cinq millions de chômeurs réels. Le Pen et Maastricht sont les deux faces d'une même médaille. Il est temps d'inventer une réponse d'ensemble à cette véritable implosion civique et sociale. Une marche « citoyenne », comme celle de Strasbourg, ne suffira pas davantage à faire reculer Le Pen aujourd'hui, que les concerts de SOS-Racisme

sa nouvelle identité, beaucoup plus modelée par Maastricht que par Epinay.

Face au coup de force du pouvoir, la gauche doit relever la conception républicaine de la nation, montrer que la France a encore un avenir, et surtout ne pas fuir le terrain que le pouvoir a choisi pour livrer bataille.

C'est la citoyenneté qu'il faut reconstruire, à la fois d'en haut et d'en bas. Sur le terrain, certes, mais aussi à travers un projet politique. On ne le fera pas en brandant la République sur l'autel d'un « euro fort » qui exacerbera encore les maux dont nous souffrons (stagnation économique, délocalisations industrielles, croissance du chômage et des inégalités, définitive déconnexion entre la politique, confiée à un aréopage de banquiers indépendants, et les citoyens).

Nos concitoyens n'attendent rien d'une gauche gestionnaire qui partage avec la droite les mêmes postulats. Instruits par l'expérience, ils comprennent aisément aujourd'hui qu'on ne peut pas changer de politique en France sans changer la politique européenne.

Il s'agit désormais pour la gauche de faire entendre un message clair : on n'a un euro réduit pour l'essentiel à la fusion du franc et du mark ; non au démantèlement programmé du modèle social européen, non au bradage de la République française au profit d'un « Euro-land » dominé par les oligarchies de l'argent. Oui à une Europe des peuples dont la priorité sera l'emploi et le débat démocratique le ressort ; oui aux politiques coordonnées et à la préférence communautaire sans laquelle il n'y aura jamais d'Europe sociale ; oui, enfin et surtout, à la France, rendue à ses couleurs républicaines, capable d'une ardente volonté et d'un projet national mobilisateur à l'échelle du monde.

Seule une vision et, par conséquent, un clair débouché politique peuvent unifier la gauche sociale et la gauche morale.

Ajouter le projet de monnaie unique ne sera pas seulement une « d'organe » pour l'économie et le motif de partir la France d'une dépression de longue durée. Ce sera l'occasion rendue aux citoyens de faire à nouveau de la République, c'est-à-dire de la liberté exercée en commun, le principe et le ressort de leur action. La gauche doit se mettre à l'offensive et pour cela sortir le politique de son impasse. Il n'y a fait que de l'audace.

Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, est député (République et Liberté) du Territoire de Belfort.

Télévision publique et cohésion sociale

Suite de la première page

La télévision payante leur paraît la seule activité qui offre des perspectives de croissance et de revenus. S'ils poussent cette logique à son terme, se désintéresseront-ils pour finir de leurs chaînes généralistes ? En tout cas, dans un éventail médiatique de plus en plus ouvert, où des offres spécialisées vont se multiplier, la télévision publique généraliste s'impose de plus en plus comme le vrai cœur social, le point de rassemblement autour duquel les différents esprits et les différentes conditions peuvent se retrouver. C'est dans la mesure exacte où France 2 et France 3 continueront à répondre, chacune à sa manière, à cette fonction essentielle, que leur horizon restera dégagé.

L'engagement de France 2 pour la fiction française est une manière d'exprimer en situation la plupart des grandes questions qui se posent à nos contemporains. Comme le roman au XIX^e siècle, la fiction télévisée est devenue pour notre époque ce « miroir » que Stendhal promettait sur une grande route. L'Institut ou Une femme en blanc, comme Docteur

Sylvestre sur France 3, sont les porteurs, au milieu des doutes et des incertitudes de notre temps, des convictions et des valeurs que nous léguons notre tradition démocratique, intégratrice, et républicaine : attachement aux libertés et aux droits de l'homme, respect d'autrui, tolérance, solidarité et hospitalité. Plus en profondeur, la fiction télévisée contribue à façonner l'imaginaire collectif, substrat immatériel de notre identité nationale.

De même, le travail quotidien de France 2 pour accompagner l'actualité répond au besoin d'information, mais aussi d'explication, qui est essentiel au fonctionnement même de la démocratie. France 2 a multiplié les magazines, qui, des « Lendis de l'information » aux jadis d'« Envoyé spécial », en passant par « Ça se discute » de Jean-Luc Delarue et les discussions du « Cercle de minuit », tissent tout un réseau d'émissions consacrées à la réflexion et à l'explicitation des faits et des événements. Aucune chaîne en Europe ne fait un tel effort de remise en perspective de notre époque. France 2 est une vraie télévision de service public. Elle doit retrouver conscience de ce qu'elle est et confiance en elle-même.

C'est à la fois parce qu'elles sont complémentaires et cohérentes dans leurs objectifs fondamentaux et dans leurs principes de fonctionnement que nos deux chaînes généralistes publiques sont capables de remplir la fonction de lien social qui s'affirme aujourd'hui comme leur véritable raison d'être. Ensemble, elles pro-

L'euro et l'éviction du politique

par Michel Dévoluy

La mise en place de l'euro, prévue pour 1999, couronnera une démarche inédite dans l'histoire : un processus d'intégration économique s'appuyant sur le marché unique et une intégration monétaire marquée par le basculement du SME vers l'euro. Ce parallélisme entre l'économie et le monétaire laisse ouverte la question de l'intégration des politiques macroéconomiques de stabilisation, dont l'objet est de régler la conjoncture.

Aucune forme de « gouvernement économique européen » n'est prévue par le traité de Maastricht. Néanmoins, un « conseil de stabilité » devrait coordonner les politiques économiques de la future zone euro. Ce conseil ne peut être qu'une structure informelle. Il sera chargé d'assurer la convergence des politiques économiques et le suivi du pacte de stabilité. Est-ce suffisant ? La question posée est simple mais redoutable : peut-on avoir l'euro géré par une politique monétaire unique sans avoir, en même temps, une politique macroéconomique unifiée ? Par unifiée, nous entendons une politique déterminée, exécutée et contrôlée par un pouvoir politique unique.

Le traité de Maastricht aborde cette question de façon indirecte et en deux temps. Premièrement, il affirme que l'objectif principal de la politique monétaire de l'UEM est de maintenir la stabilité des prix, en toute indépendance par rapport aux pouvoirs politiques. Cette contrainte subordonne toute politique monétaire au strict respect de la lutte contre l'inflation. Une telle option élimine automatiquement tout choix politique qui vise à coordonner les politiques monétaires et budgétaires pour agir sur la conjoncture.

Deuxièmement, le traité confie à chacun des États membres la maîtrise de sa politique budgétaire. Ce maintien des souverainetés nationales en matière budgétaire (et fiscale) est justifié par le principe de subsidiarité. En ce qui concerne la politique monétaire, tout est simple. C'est la mise en œuvre de la pensée monétariste et libérale. Le traité énonce clairement l'abandon du versant monétaire de toute politique conjoncturelle active. L'indépendance de la banque centrale européenne face aux pouvoirs politiques garantit sa crédibilité dans son action contre l'inflation.

Le pari pris en faveur des politiques budgétaires décentralisées révèle des ambiguïtés. Elles découlent des besoins contradictoires inhérents au choix de la subsidiarité. Il faut, d'une part, permettre à chaque pays de gérer sa propre conjoncture en utilisant librement

soo budget. Il convient, d'autre part, d'empêcher que les choix budgétaires d'un État ne « contamine » de façon négative les autres économies de l'Union. Par exemple, si un État emprunte massivement, il poussera à la hausse les taux d'intérêt sur l'euro pour l'ensemble de l'Union. Le traité tente d'éviter ces contradictions à travers le contrôle des déficits publics (art. 104C) et la coordination des politiques économiques (art. 103).

Le pacte de stabilité et de croissance signé à Dublin en décembre 1996 indique comment seront contrôlés et sanctionnés les déficits excessifs quand l'euro sera introduit. On y retrouve les valeurs de référence choisies pour la convergence : 3 % du PIB pour le déficit budgétaire, 60 % du PIB pour la dette. La logique qui sous-tend ce pacte de stabilité est claire : on limite les marges de manœuvre de chaque politique budgétaire nationale afin d'éviter les effets de débordement et de contagion sur les autres économies de l'UEM. Pour autant, rien n'est envisagé pour transférer cette perte de pouvoir budgétaire national au niveau de l'Union. Faut-il alors tout espérer de la coordination des politiques économiques ?

Une coordination est prévue par le traité : « Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil » (il s'agit du Conseil Ecofin). Concrètement, la coordination se traduit par une recommandation du Conseil sur les grandes orientations. Une surveillance multilatérale évalue les performances. Le Conseil peut adresser des recommandations aux États qui s'écartent des orientations on qui compromettent le bon fonctionnement de l'UEM. Ces recommandations peuvent même être rendues publiques.

Il est admis que, pour des pays interdépendants, la coordination des politiques économiques domine, en termes d'utilité collective, l'absence de coordination. Mais le débat ne s'arrête pas là. La coordination doit s'accompagner du respect des engagements pris. De plus, il importe de s'interroger sur le domaine effectif de la coordination.

La coordination peut être diversement acceptée et suivie par les États. Juridiquement, les recommandations du Conseil, même si elles prennent le statut de sanctions, ne lient pas un État membre souverain. Une nation peut annoncer que la politique choisie ne lui convient plus. Une nation peut tricher en laissant, par exemple, ses voisins faire les efforts décidés en commun. Bref, la coordination par faite ne s'impose pas.

Par ailleurs, et surtout, il faut constater que la coordination portera sur un domaine en définitif réduit. La preuve : le Conseil de stabilité devra respecter l'indépendance de la banque centrale européenne et le principe de subsidiarité des politiques budgétaires. La marge de manœuvre est donc étroite et la coordination effective risque de se cantonner au seul respect du pacte de stabilité. La subsidiarité et la coordination préservent beaucoup la souveraineté nationale. Mais elles engendrent une « sous-optimalité » en matière de politique conjoncturelle et de lutte contre le chômage. Une politique commune appliquée au niveau de l'Union serait plus efficace.

Les limites de la coordination se cumulent avec les limites de la politique monétaire. Les choix de politiques économiques du traité sont trop minimalistes. De ce fait, ils peuvent devenir dévastateurs pour la construction européenne. En effet, la maîtrise de la conjoncture, en clair la lutte effective et résolue contre le chômage au niveau européen, conditionne l'adhésion des peuples à une Europe unie. Il faut s'en donner les moyens politiques.

Nous expérimentons déjà ce retrait du politique avec les fameux critères de Maastricht (taux d'inflation, taux d'intérêt, déficit annuel et dette publique). On en connaît les effets économiques, sociaux et donc politiques. Le chômage pourrait être mieux combattu si l'on ajoutait à la coordination par les critères de convergence une politique conjoncturelle volontariste décidée au niveau de l'Union.

Le passage à une politique économique implique un transfert important de souveraineté vers l'Union. Une organisation de type fédératif s'impose. La politique conjoncturelle devrait s'appuyer sur une forme de fédéralisme fiscal comme on le trouve dans les États fédéraux. Le budget de l'Union doit devenir le levier d'une véritable politique conjoncturelle au sein de l'Union. Le sujet est encore tabou. Mais la politique de l'architecture peut se révéler ambitieuse. Si le sujet n'est pas ouvertement débattu, l'euro risque de consacrer l'éviction du politique de deux manières également néfastes pour l'Europe. Soit en consacrant l'idée qu'une économie de marché peut se réguler sans politique économique forte. Soit en associant la construction européenne à une entreprise politique qui néglige le social pour préserver le respect de la souveraineté nationale.

Michel Dévoluy est professeur de sciences économiques à l'université Robert-Schuman (Strasbourg).

tègent une identité française et francophone, une certaine conception du monde et des rapports entre les hommes, et de la capacité de chaque culture à rayonner autour d'elle. L'engagement permanent de la télévision publique rejoint la défense de l'« exception culturelle » et la nécessité de promouvoir les programmes français dans le monde, par une action audiovisuelle extérieure ambitieuse.

Après l'adoption par le Parlement de la loi sur l'audiovisuel,

de l'audiovisuel (payante) engendrent une offre nouvelle, thématique et spécialisée, à laquelle la télévision publique ne saurait rester étrangère. Les contours de l'offre propre au service public se définiront progressivement. Mais il est d'ores et déjà évident que nous avons intérêt à mieux valoriser nos productions, et que nous avons vocation à offrir des programmes complétant ou diversifiant notre rôle social et culturel. C'est ce que nous faisons dans TPS, en participant à une chaîne

La télévision publique sera d'autant plus efficace dans son œuvre d'intégration qu'elle pourra combiner ses programmes de base s'adressant à tout le monde et des programmes spécialisés conçus spécifiquement pour certains publics

France Télévision aura enfin la personnalité morale et détiendra le capital de ses deux chaînes généralistes et de leurs différentes filiales, communes ou séparées. Cette clarification des structures permettra une gestion plus transparente et plus sûre de l'ensemble du groupe, et l'instauration de complémentarités nouvelles.

S'il est vrai que le rôle social de la télévision publique généraliste doit devenir de plus en plus irremplaçable, il n'en reste pas moins que les nouvelles techniques (numériques) et la nouvelle économie

de fictions françaises (Festival), de programmes pour enfants (Télétoon), et d'histoire. C'est aussi ce que nous faisons dans la Sept/Arte, dans Euronews, la chaîne d'information continue européenne, et dans France Supervision, qui doit développer ses programmes culturels, notamment dans le domaine de la musique. C'est aussi ce que nous ferons plus tard, probablement, dans les domaines de l'information régionale, de l'apprentissage de la langue française et des programmes destinés aux « minorités ». On voit

bien que la télévision publique sera d'autant plus efficace dans son œuvre d'intégration qu'elle pourra combiner ses programmes de base s'adressant à tout le monde et des programmes spécialisés conçus spécifiquement pour certains publics.

Dans les mois qui viennent, des suites concrètes seront données notamment aux orientations suivantes : pour France 2, améliorer la qualité de l'information, faire une plus large place au débat social, accentuer le caractère identitaire de la fiction ; pour France 3, faire valoir notre patrimoine y compris cinématographique et télévisuel, redonner plus sensible notre appartenance à l'Europe, innover dans les programmes régionaux.

Les deux chaînes feront tout pour redonner une actualité aux valeurs et aux références fondatrices de notre culture et de notre société. Cette finalité de service public implique un haut niveau d'exigence notamment sur les plans moral et déontologique. Elles ne peuvent admettre des pratiques qui jettent le doute sur leur indépendance et la rigueur de leur information.

Notre télévision publique mérite d'être aimée et d'être défendue. Nos voisins européens le savent. Ils l'apprécient quand ils la reçoivent. Elle est un foyer de notre identité et de notre capacité de vivre ensemble. J'ai la conviction qu'elle sera reconnue dans ce rôle, et qu'elle le jouera de mieux en mieux.

Xavier Gouyou-Beauchamps

Les leçons de Carpentras par Henri Hajdenberg

MIS en délibéré, le jugement des auteurs de la profanation du cimetière juif de Carpentras va être connu incessamment. Comment expliquer qu'à l'issue de cet épisode long de sept années on reste sur un sentiment de malaise, d'inachèvement de la réflexion ? C'est peut-être que les vrais problèmes soulevés par Carpentras restent pratiquement entiers. On peut en relever quatre au moins.

1 - La sensibilité de notre société aux mécanismes de rumeur. L'identification des auteurs du forfait et leur appartenance à la mouvance de l'extrême droite ont mis un terme aux cris d'irritation poussés par le Front national, qui dénonçait une manipulation politique montée de toutes pièces pour discréditer l'extrême droite. Il n'empêche qu'il s'est trouvé, pendant sept années, des esprits, et non des moindres, pour reprendre et répéter, sans cesse, la théorie du complot contre l'extrême droite. Il

y a quelques semaines encore, pendant le procès lui-même, on a pu sentir que les doutes demeuraient, que la rumeur n'était pas désamorcée. Pourquoi des aveux si tardifs, remarquaient les uns ? Pourquoi des aveux devant les RG, soulignant les autres ? La révélation de la vérité n'a pas entièrement désamorcé les rumeurs, comme si son caractère éminemment simple avait laissé les amateurs de révélations croustillantes sur leur faim.

2 - Le problème de l'éducation. Les auteurs de la profanation de Carpentras se sont retrouvés autour d'un certain nombre de points communs : fascination pour le nazisme, rejet de la démocratie et de ses valeurs. Force est de constater que, sortis de l'école de la République, ces jeunes n'y avaient acquis aucun des principes minimaux de la vie en société. Certes, il serait hâtif et injuste de constituer ces individus en échantillon représentatif de la jeunesse française. Il n'empêche pourtant que l'on peut se

demander comment est possible un tel échec de l'éducation républicaine dans l'acquisition des repères de base qui permettent la vie en société, comme dans l'acquisition des censures fondamentales qui auraient dû éviter l'identification à la haine nazie. Que ces événements se soient déroulés dans le sud de la France, région d'élection, dans tous les sens du terme, malheureusement, du FN, n'est pas

Quelle que soit la décision du tribunal, il manquera le volet pédagogique

fortuit. Que cette profanation, qui a frappé par son caractère paroxystique, ne soit pas un phénomène isolé doit aussi conduire à s'interroger. Que se passe-t-il dans ce pays pour qu'une minorité ne négligeable de sa jeunesse tombe dans le nihilisme, ou les rites sataniques, et qu'une grande partie de celle-ci vote pour un parti dont les dirigeants admettent comme des évidences l'incapacité des races, la supériorité des blancs, et les chambres à gaz comme un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ?

3 - La signification à long terme d'une telle mobilisation populaire. Comme beaucoup de mes concitoyens, j'ai été heureux et fier de voir dans la rue, en mai 1990, des milliers et des milliers de gens exprimer leur désaveu de la profanation de Carpentras. Ce rejet éminemment d'un attentat symbolique était d'autant plus réconfortant qu'il condamnait l'acte commis, mais aussi les inspirateurs du climat délétère qui avait rendu cet acte possible. Cinq ans plus tard, pourtant, dans une queue de manifestation du Front national, d'autres jeunes se sont livrés à un attentat, non contre un mort, mais contre un vivant, jetant dans la

seiche un homme dont le seul crime était d'être marocain et de s'être trouvé sur leur chemin. Combien des Parisiens qui avaient manifesté contre la profanation de Carpentras ont-ils protesté cinq ans plus tard contre cet assassinat ? Quelques milliers. Ce décalage nous alerte encore.

4 - La sentence qui sera prononcée à l'issue du procès des profanateurs de Carpentras. On a pu entendre quelques commentaires, au moment du procès, s'inscrivant dans le caractère relativement bénin des peines encourues. Deux ans de prison au maximum, c'est peu, a-t-on pu lire ou entendre ici ou là. C'est mal poser la question. S'agit-il, en effet, de réprimer et de punir les auteurs du délit, d'effrayer et de faire réfléchir des émissaires potentiels des profanateurs de Carpentras ? Oui, certes, mais pas seulement. Quelle que soit la décision

du tribunal, il manquera un volet au procès de Carpentras : le volet pédagogique. Il est dommage que la loi, dans des cas de ce type, ne prévoit pas, au-delà de la prison, au-delà du châtiment, des dispositions qui fassent toucher au délinquant la réalité des enjeux émotionnels et historiques par rapport auxquels il a situé son geste. Est-il angélique un réaliste de se demander si, à côté de la prison ou de l'amende, il ne serait pas souhaitable d'envoyer les auteurs de délits racistes ou d'incitation à la haine raciale travailler dans un centre de documentation sur la Shoah pour que se matérialisent devant eux les conséquences ultimes des idéologies de haine qui les fascinent ?

L'affaire de Carpentras est close, et l'on peut, l'on doit s'en féliciter. Mais les questions qu'elle a mises au jour demeurent ouvertes. Le travail de la police et celui de la justice ont finalement été menés à bien. Celui des pédagogues de la démocratie commence seulement.

Henri Hajdenberg est président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Misère du chinois aux Langues O

par Pierre Trolliet

Il est infiniment plus confortable (et plus gratifiant) d'entretenir le public des choses de la Chine à la faveur des médias que d'enseigner la langue et la civilisation chinoises à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Le département Chine de l'INALCO (comme d'ailleurs le département Corée-Japon), fût de quelque 1 500 étudiants et d'une quarantaine d'enseignants français et étrangers (indispensables), est confiné au fond d'un couloir du premier étage de l'université Paris-IX Dauphine, à titre provisoire, depuis environ vingt-cinq ans.

Si feu le camarade Deng a participé héroïquement à la légendaire Longue Marche, celle-ci n'a toutefois duré que trois ans (1934-1937), tandis que celle de l'INALCO, entreprise au début des années 70, pour son regroupement sur un site décent, n'a toujours pas atteint son but. Si les services administratifs demeurent dans des locaux totalement inadéquats, rue de Lille, les enseignements sont dispersés entre le siège (Afrique), l'université Paris-IX Dauphine (Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Haute Asie, Pacifique, Chine, Corée, Japon), le Centre Clichy (Europe centrale et orientale, études hébraïques, Russe-Eurasie) et le Centre Asnières (Proche et Moyen-Orient, Afrique du Nord), tandis que les centres de recherche sont rue Broca (13^e), et j'en oublie probablement.

Cette « longue marche » nous a menés... « en bateau » aux quatre coins de Paris et de la région parisienne, au gré des fantômes, boiards et promesses jamais tenues par les ministres successifs de l'éducation nationale et/ou des universités, et des illusions toujours renouvelées par les différentes autorités de l'INALCO.

En attendant (quoi ?), entassement, dégradations, difficultés de tous ordres s'aggravent au fond de notre couloir ; ce sont, notamment, un secrétariat (quelques mètres carrés) où pendouillent les fils électriques, où l'installation tient du mauvais souk et où la porte ne peut plus s'ouvrir lorsque cinq ou six étudiants (maîtres) viennent procéder à leur inscription ; un cabi (quelques mètres carrés) sans fenêtre où sont entassés trois appartements (qui travaillent), une photocopieuse en marche du matin au soir, un service du courrier pour l'ensemble des départements des langues et civilisations des pays de l'Asie, au mépris des règles élémentaires d'hygiène et de sécurité ; des laboratoires de langues surchargés et d'un autre âge à l'heure d'Internet, auquel d'ailleurs nous n'avons pas accès !

La seule bonne nouvelle, effective, nous est venue à la rentrée 1996-1997 de la Fondation culturelle franco-chinoise créée par une donation taïwanaise à l'Académie des sciences morales et politiques de France : le prix 1997 nous en a été décerné. Si nous avons ainsi enfin les moyens de faire l'acquisition d'un peu du matériel qui nous manque (ordinateur, liaison Internet, CD-Rom, etc.), nous ne disposons d'aucun local pour l'installer et l'utiliser !

Le président de la République va se rendre très bientôt en Chine et il aura l'occasion d'admirer là-bas quelques équipements universitaires up to date - laboratoires de langues notamment - et il n'aura pas honte. Il n'a pas encore visité les nôtres...

Pierre Trolliet est directeur adjoint du département Chine à l'INALCO.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Mme Gendreau-Massaloux

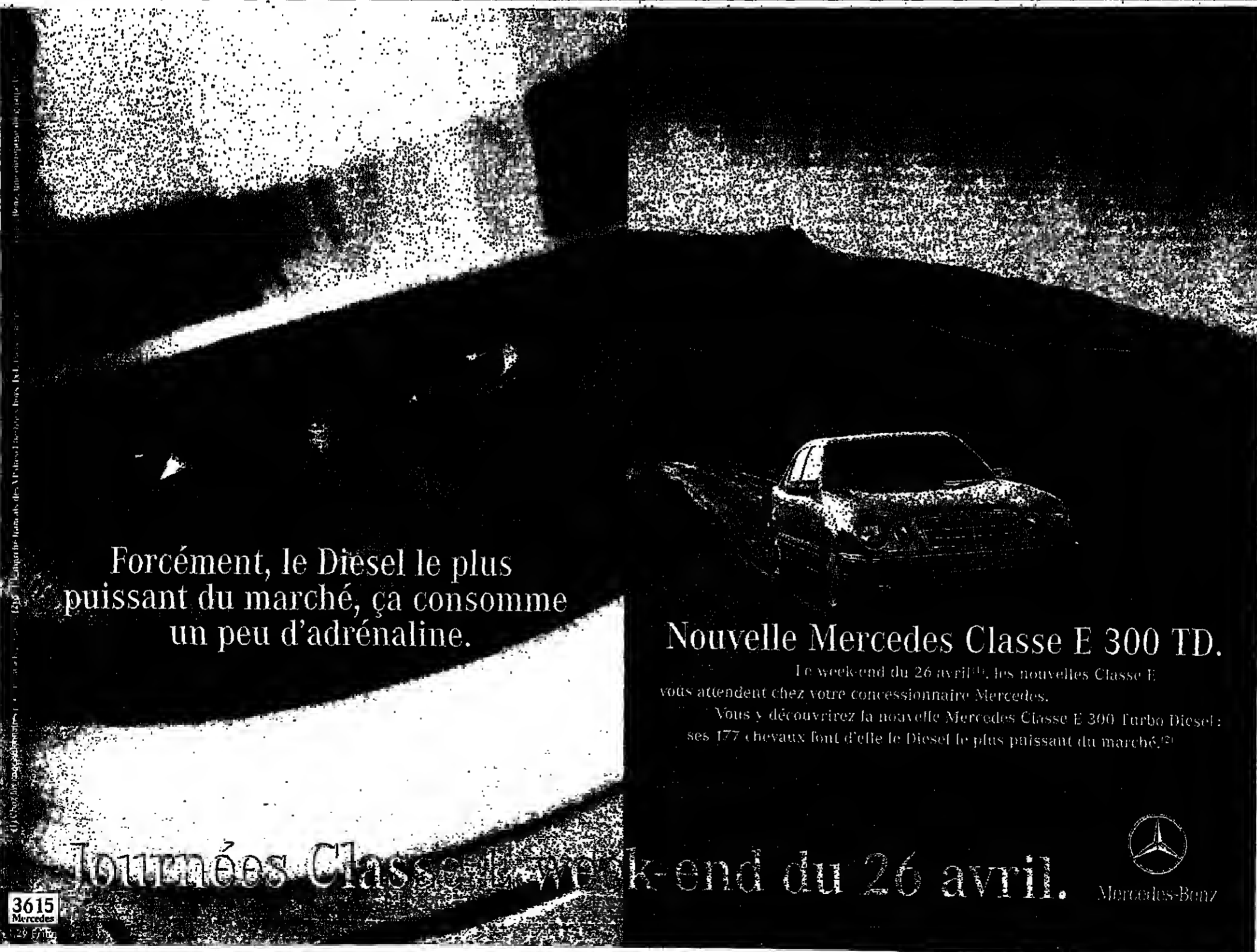
Après la publication, dans nos pages « Débats », d'un point de vue de Claude Durand, Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie de Paris, chancelier des universités de Paris, nous écrit :

J'ai été personnellement mise en cause par Claude Durand dans un texte publié par *Le Monde* du vendredi 18 avril, sous le titre « Un petit autochtone ordinaire ».

Le président-directeur général des maisons d'édition Fayard et Stock, après avoir rappelé que des ouvrages aussi estimables que ceux de Soljenitsyne, Alain Peyrefitte, Jean-François Deniau, Jean-Paul Fitoussi, Marc Fumaroli, Jean Tulard ont été (provisoirement) retirés de la bibliothèque du lycée Edmond-Rostand de Saint-Ouen-l'Aumône, me reproche une complicité passive dans cette affaire.

Une telle attitude m'effrènerait mes convictions. L'assertion de M. Durand témoigne en outre d'une fâcheuse ignorance du découpage géographique des académies : le lycée de Saint-Ouen-l'Aumône relève de la compétence du recteur de Versailles, et non de celui du recteur de Paris (d'autres arganes de presse ne s'y sont pas trompés). J'ajoute que le recteur de Versailles a pris toutes dispositions pour mettre un terme à cette affaire, conformément aux instructions du ministre.

L'invocation, dans le point de vue en cause, de la responsabilité de « Madame le recteur » était fautive, ainsi que le signalait un rectificatif publié dans nos éditions du 19 avril. *Le Monde* prie Mme Gendreau-Massaloux de bien vouloir accepter ses excuses pour le manque de vigilance qui a conduit à cette erreur.]



Forcément, le Diesel le plus puissant du marché, ça consomme un peu d'adrénaline.

Nouvelle Mercedes Classe E 300 TD.

Le week-end du 26 avril⁽¹⁾, les nouvelles Classe E vous attendent chez votre concessionnaire Mercedes.

Vous y découvrirez la nouvelle Mercedes Classe E 300 Turbo Diesel : ses 177 chevaux font d'elle le Diesel le plus puissant du marché.⁽²⁾

Tout le week-end du 26 avril.

3615 Mercedes

Mercedes-Benz

صحنات من الامل

Les sénarques ne sont pas

Le Sénat, de par sa composition, est une institution qui a toujours été marquée par la présence de notables, de personnalités issues de la haute société, de la bourgeoisie, de la noblesse. Cette tradition, qui a permis au Sénat de jouer un rôle important dans l'histoire de la France, est-elle encore d'actualité ?

Le Sénat, de par sa composition, est une institution qui a toujours été marquée par la présence de notables, de personnalités issues de la haute société, de la bourgeoisie, de la noblesse. Cette tradition, qui a permis au Sénat de jouer un rôle important dans l'histoire de la France, est-elle encore d'actualité ?

Le Sénat, de par sa composition, est une institution qui a toujours été marquée par la présence de notables, de personnalités issues de la haute société, de la bourgeoisie, de la noblesse. Cette tradition, qui a permis au Sénat de jouer un rôle important dans l'histoire de la France, est-elle encore d'actualité ?

Scènes de vie féroce - 3 par Lorenzo Mattotti



Les énarques ne sont pas là où l'on a besoin d'eux

ALORS qu'elle vient de célébrer le cinquantième anniversaire de sa création, l'Ecole nationale d'administration (ENA) fournit-elle toujours la formation qui convient aux hauts fonctionnaires ? De toutes parts, des voix s'élèvent pour dire que l'ENA ne convient plus à la société. Une association, Ocsena (Organisation contre le système ENA), affirme qu'« il faut brûler l'ENA », ou du moins débattre publiquement de cette « nouvelle Bastille », de ce « système institutionnel d'appropriation des postes décisionnels de l'opérateur d'Etat ». Laurent Fabius a récemment recommandé que le recrutement des membres des grands corps soit déconnecté du classement de sortie. Une cinquantaine d'élèves de la promotion Marc Bloch ont adressé au premier ministre une lettre ouverte dans laquelle ils critiquent leur formation, « minée par le conformisme » et « polluée par le classement final ».

Dans la majorité sortante aussi, le débat fait rage. Un député RPR, Jean-Michel Fourgous, vient de déposer une proposition de loi demandant la suppression de l'ENA, « qui apprend à faire fonctionner une économie rigidifiée alors que notre salut est dans l'économie marchande ». Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a, de son côté, éprouvé le besoin d'assurer aux élèves que la France a « plus que jamais besoin (...) d'une haute fonction publique, recrutée sur des critères objectifs, impartiaux, bannissant toute considération partisane ».

Les énarques sont accusés de tous les maux, y compris de ceux dont ils ne sont pas responsables. Une chose est sûre : ils sont incapables de mettre fin aux dysfonctionnements de l'administration, qu'ils dirigent. Chaque année, des dizaines de milliers d'usagers doivent s'en remettre au médiateur de la République pour régler les litiges qui les opposent aux services de l'Etat, et les recours devant les tribunaux se multiplient ; de nombreux fonctionnaires refusent encore d'accepter des décisions de

justice, ou bien se livrent à un acharnement contentieux injustifiable. Un ancien directeur de l'Ecole, Jean Coussiron, affirmait récemment, dans un ouvrage intitulé *Faut-il supprimer l'ENA ?* (Editions d'Organisation), que ces dysfonctionnements viennent de ce que l'institution n'enseigne pas suffisamment à ses élèves la nécessité de rendre l'administration plus efficace. Il déplorait qu'elle ne les forme pas assez au « management », aux techniques de gestion des « organisations publiques ». Les élèves sortant de l'ENA croient trop que leur position de commandement leur permettra d'imposer des réformes. Or l'expérience montre que tout projet autoritaire se heurte à une certaine inertie de la « base » et se condamne à l'essoufflement.

TECHNIQUE DE NEGOCIATION

M. Coussiron déplorait que l'enseignement de la gestion des ressources humaines ne donne pas lieu à une épreuve comptant pour le classement de sortie et que seuls les élèves issus du concours interne et du troisième concours, convaincus de son intérêt en raison de leur expérience professionnelle passée dans la fonction publique ou le privé, s'y intéressent.

Son successeur, Raymond-François Le Bris, vient d'imposer que cet enseignement compte, de façon aléatoire, dans le classement de sortie, ce qui fait que tous les élèves doivent le suivre. Il vient en outre d'introduire un enseignement facultatif de technique de la négociation. Des élèves de la promotion Marc Bloch se plaignent cependant d'être davantage initiés « à l'efficacité dans la mise en œuvre de plans sociaux », au lieu d'être éclairés sur le statut de la fonction publique.

« L'énarque 1997 sait tout sur les restructurations d'Air France et rien sur la gestion des ressources humaines dans un grand ministère », ont-ils écrit au premier ministre.

Mais si l'administration fonctionne mal, c'est surtout que les

énarques ne sont pas là où il le faudrait. Ils ne sont pas présents là où naissent les conflits entre l'administration et les usagers : dans les trésoreries, où les receveurs-percepteurs installent des vitres blindées pour protéger leurs employés du public ; dans les bureaux des Assemblées, que certains responsables ont osé mettre sur liste rouge, afin de ne pas répondre aux réclamations des citoyens, jusqu'à ce que le médiateur de la République dénonce leur comportement ; dans les bureaux d'aide sociale, où leur présence permettrait de mieux organiser la lutte contre l'exclusion.

Lorsque les énarques sont présents sur le terrain, ils sont d'ailleurs fort appréciés : tel sous-préfet à la ville était récemment accueilli à bras ouverts dans un quartier de banlieue difficile, parce qu'il avait obtenu, en négociant l'étalement de ses dettes auprès des services financiers, que le dernier petit commerçant ne mette pas la clé sous la porte. Les élus ou les associations locales, si prompts à fustiger le « technocratie » des énarques, ne se plaignent jamais du corps préfectoral, pourtant majoritairement issu de l'ENA : ils constatent que les préfets et les sous-préfets passent leur temps à résoudre des problèmes, sans édicter de circulaires. Il serait sans doute utile que le gouvernement crée plus de postes de sous-préfet d'arrondissement et moins de postes en administration centrale, mesure qui correspondrait d'ailleurs à sa volonté de renforcer la déconcentration.

La fonction publique est ainsi faite que la plupart des énarques n'expérimentent jamais les postes de terrain. Les quinze premiers intègrent les grands corps (Conseil d'Etat, Inspection des finances, Cour des comptes), où ils font du contentieux ou éprouvent des lasses pendant quelques années ; ils entrent ensuite dans un cabinet ministériel, qui leur sert de tremplin pour la direction d'une administration civile dans des ministères administratifs, où ils espèrent devenir chef de bureau, sous-directeur, voire chef de service. Ils choisissent systématiquement la capitale, puisque ses postes offrent, à grade égal, des primes plus intéressantes que ceux de province. Ils rédigent des décrets, des arrêtés et des circulaires, sans avoir jamais pratiqué la matière pour laquelle ils échinent des normes.

Ce sont eux que le public critique. Un vent de fronde circulait récemment dans certaines campagnes, à propos d'un « décret humignon » : pour éviter les accidents de la route, une circulaire avait été diffusée, imposant que les paysans équipent leur tracteur d'une lumière orange. Les paysans s'étaient exécutés à leurs frais, jusqu'à ce que la direction de l'équipement s'aperçoive qu'on lui avait volé sa couleur, et qu'une autre circulaire, imposant

de changer l'orange pour le vert, soit prise. Les paysans pestaient contre les énarques, accusés d'avoir rédigé ce texte sans être « jamais sortis de leurs cabinets parisiens ». Est-il légitime de contrôler ou de diriger une administration sans l'avoir jamais pratiquée ? Ceux qui le font sont soupçonnés de faire passer leur carrière avant l'intérêt de l'Etat. Brillants, forcément, puisqu'ils ont été sélectionnés à l'entrée de l'ENA en fonction de leurs capacités d'analyse et de synthèse, ils sont accusés d'être incapables d'écouter et pour cause, ils n'ont pas l'occasion de le faire. Avant d'intégrer l'inspection générale des affaires sociales, il ne serait pas mauvais que les énarques fassent un séjour dans les ANPE, les Assefic ou les Urssaf. Avant d'aller à l'inspection des finances, il serait peut-être utile qu'ils sachent comment fonctionne une trésorerie ou un centre des impôts.

MOBILITE GÉOGRAPHIQUE

Le gouvernement d'Alain Juppé indique que les élèves de l'ENA vont désormais faire du terrain puisque, dans le cadre de la réforme de l'Etat, il vient de leur imposer une période de mobilité géographique de deux ans, qui sanctionnera l'accès aux postes de sous-directeur et de chef de service. Ceux qui se destinent à l'administration centrale devront faire un séjour, au choix, dans les services déconcentrés, les tribunaux administratifs, les chambres régionales des comptes, les collectivités locales, les services de l'Union européenne, les organisations internationales, les groupements d'intérêt public ou les entreprises publiques, à l'exclusion de leur siège social. Il y a là une avancée, même si les organismes sociaux sont oubliés.

En droit, les membres des grands corps sont soumis à cette obligation de mobilité géographique. En fait, ils ne sont pas forcément concernés, puisqu'ils accèdent souvent directement aux postes de directeur, à la discrétion du gouvernement, et non soumis à l'obligation de mobilité. De ce point de vue, la réforme est donc injuste ; elle confirme le divorce qui existe entre les membres des grands corps et les autres, et ne valorise nullement les postes de terrain que les énarques devraient occuper.

Il aurait été plus utile d'imposer que cette mobilité géographique se fasse avant le classement de sortie, et qu'elle compte pour la sélection. Il aurait été possible d'apprécier non seulement les qualités intellectuelles des énarques, mais aussi leur aptitude à diriger des hommes et à moderniser l'administration. Il se serait alors agi d'évaluer l'expérience professionnelle, au même titre que la rédaction du droit ou le maniement d'équations à plusieurs inconnues, un critère d'appréciation de la carrière des énarques.

Rafaële Rivals

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télfax : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Dérives policières

Le code de déontologie de la police nationale, en vigueur depuis onze ans, invite les policiers à respecter la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dont l'article 12 stipule que la force publique « est instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée ». C'est à l'aune de ce principe républicain qu'il faut juger le dernier rebondissement de l'affaire Elf.

Ce principe vient d'être mis à mal par un événement sans précédent : le vol d'un carton de documents saisis dans le cadre de l'enquête que mène le juge Eva Joly sur l'affaire Elf-Aquitaine et ses ramifications. Certains n'y verront qu'un épisode rocambolesque d'un dossier qui, de la France à l'Afrique en passant par le Venezuela, des officines bancaires suisses, évoque un mauvais scénario de série B. Cette disparition de scellés de justice, au cœur des locaux de la brigade financière de la préfecture de police de Paris, est pourtant gravissime.

L'embarras des ministres de l'Intérieur et de la Justice, Jean-Louis Debré et Jacques Toubon, qui ont ordonné une enquête interne de l'inspection générale des services et l'ouverture d'une information judiciaire, confirme l'exceptionnelle gravité des faits. Les pièces évanouies, parce qu'elles concernaient l'utilisation de commissions occultes versées sur un compte suisse par André Tarallo, le « M. Afrique » du groupe Elf, pourraient permettre au juge Joly d'éclaircir les coulisses d'affaires.

Le faitisme politique des relations entre la France et plusieurs pays africains. Car l'affaire Elf est depuis plusieurs mois devenue une affaire d'Etat, où se mêlent diplomatie parallèle, financement politique, corruption, et dont les réseaux semblent remonter pour partie aux premiers cercles néogaullistes.

Ce vol de documents, tout comme la mystérieuse « visite » des ordinateurs de certains enquêteurs de la brigade financière en charge de cette affaire, laisse planer les plus graves soupçons sur le climat régnant au sein de la police judiciaire parisienne. Dirigée dans les années 80 et 90 par des professionnels, indifférents aux pressions politiques et respectueux des règles de procédure, elle a aujourd'hui à sa tête un policier dont l'engagement politique est connu : très lié à la Mairie de Paris, un temps en fonctions au cabinet d'Edouard Balladur à Matignon, Olivier Foll n'a jamais fait mystère de ses sympathies pour le RPR.

Sanctionné par la Cour de cassation pour avoir refusé d'assister le juge Halphen lors d'une perquisition au domicile de Jean Théri, privé pour six mois de son habilitation d'officier de police judiciaire, M. Foll est demeuré en poste. Homme du pouvoir, ayant pleine autorité sur la brigade financière, le voici à nouveau au centre de troubles manœuvres, symbolisant la dérive partisane d'un appareil policier écartelé entre clans. On ne comprendrait pas qu'il n'en soit pas tenu pour responsable.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Daniel Vernet
Directeur de la rédaction : Béatrice Pignatelli
Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Gaudin, Edith Lescar, Michel Raimon, Bernard Le Gendre
Directeur technique : Dominique Rappaport
Rédacteur en chef technique : Edith Azou
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Pommerehne

Mémoires : Thibault Pommerehne
Directeur technique : Béatrice Pignatelli ; Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991), Jacques Lescar (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Droits de la société : tous les droits sont réservés à l'exception de ceux de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) et de la Société des auteurs de musique (SAM)
Capital social : 195 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Une Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La condamnation de Tiso le Slovaque

LA CONdamnATION de Tiso a eu peut-être moins pour but de punir un traître que de prouver qu'il avait cru à vouloir séparer la Slovaquie de la Bohême. Son exécution devra convaincre les Slovaques que recommencer l'aventure serait folie. Pourtant son procès n'a en aucune façon détruit le réel prestige dont jouissait Tiso aux yeux de la majorité des Slovaques.

Il reste pour les milieux paysans et catholiques (80 % de la population), d'une part, le prêtre, l'oint du Seigneur, victime des communistes et des hérétiques, pour ne pas parler des juifs ; d'autre part, celui qui a libéré la Slovaquie de la tutelle tchèque et qui lui a permis de vivre des années de paix fructueuse dans une Europe en guerre.

Les Slovaques, il faut le dire, avaient quelque sujet de se plaindre des vingt années passées avec les

Tchèques. Ces derniers, conscients de leur supériorité intellectuelle et technique, avaient jugé bon d'envoyer en Slovaquie non seulement des professeurs et des ingénieurs tchèques, mais aussi des gendarmes, des facteurs et des chefs de gare.

Cette « tchéquisation » de la Slovaquie n'était pas pour plaire au parti autonomiste, et Tiso put aisément démontrer que la Slovaquie n'avait pas besoin d'être « colonisée ». Que les Slovaques se soient séparés des Tchèques grâce à l'invasion allemande, cela ne fait aucun doute. Mais comme un partisan de Tiso me le disait : « Sans Hitler, le problème se serait posé quand même, et il se poserait encore. » Ce que voulait et ce que veut toujours le peuple slovaque, c'est rester maître chez lui.

G. P.

(24 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

RECTIFICATIONS

ETATS-UNIS

Dans l'article intitulé « Saddam Hussein se fait rappeler à l'ordre après un nouveau défi lancé à Washington », publié dans *Le Monde* du 23 avril, nous avons par erreur écrit que le secrétaire américain à la défense était William Perry. Il s'agit de William Cohen.

BERD

Le nombre des actionnaires de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) n'est pas de cinquante, contrairement à ce que nous avions indiqué dans notre article consacré à l'assemblée annuelle de cette organisation financière multilatérale (*Le Monde* du 16 avril), présidée par

Jacques de Larosière, ancien directeur général du Fonds monétaire international, mais de soixante : cinquante-huit pays, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement.

JUSTICE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 23 avril, la loi de 1989 réserve la détention des mineurs de treize à seize ans, non aux affaires correctionnelles, mais aux affaires criminelles.

ZEBDA

Le groupe de rap-ragga Zebda est toulousain, et non toulonnais, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* daté 30-31 mars.

Départs

vol	destination	horaire
AF 002	NEW YORK	11'00
IT 3289	MARSEILLE	12'35
AF 276	TOKYO	13'30
IT 8004	LE CAIRE	13'45
AF 3041	BREST	13'50
IT 1580	MUNICH	15'50
AF 3081	BORDEAUX	17'15
AF 1104	MADRID	19'20
IT 3527	TOULOUSE	20'10
AF 5655	NICE	22'10
AF 432	JOHANNESB.	23'00
AF 242	RIO JANEIRO	23'10

1
31.38.39.
→

no

Depuis le
d'Air Inter
En mettant
plus de 4
clairemen
d'hui la pl

AIR INTER +

صكنا من الامل

383
2127
4 55

A notre tour de vous dire où nous voulons aller.

Depuis le début du mois, le rapprochement d'Air Inter Europe et d'Air France est effectif. En mettant en commun les savoir-faire de plus de 45 000 personnes, nous affichons clairement nos ambitions: **faire dès aujourd'hui la plus belle des compagnies aériennes.**

AIR INTER + **AIR FRANCE** = **GROUPE AIR FRANCE**

SOCIAL Les fonds de pension des entreprises américaines de plus de 10 000 adhérents ont 30 % de leurs actifs investis en actions de leur propre entreprise. Ce taux monte à

42 % pour les mille plus grosses entreprises américaines. Chez Gillette, où 68 % de l'épargne est placée en titres Gillette, une soixantaine d'ouvriers sont devenus millionnaires du

fait de la forte montée des cours en Bourse. ● DES CATASTROPHES récentes ont eu lieu à cause de cette trop faible diversification des placements. ● LES EMPLOYEURS expriment leur inquiétude. Mais ils

veulent pouvoir continuer de financer ainsi les retraites, convaincus que leurs salariés seront plus attachés au succès de leur entreprise s'ils en sont

actionnaires. ● LE SÉNATEUR démocrate de Californie Barbara Boxer a déposé au début de l'année un projet de loi qui limite à 10 % l'épargne du salarié investie dans son entreprise.

Les salariés américains investissent leur retraite en actions de leur entreprise

Une soixantaine d'ouvriers de Gillette ayant placé leur épargne retraite en actions de leur firme sont devenus millionnaires en dollars. Ce type de placement est rentable avec la hausse de Wall Street. Mais les employeurs s'inquiètent des conséquences d'un retournement boursier

BOSTON
de notre envoyé spécial
Finir sa carrière millionnaire en dollars - lorsqu'on est simple ouvrier américain, c'est possible... grâce aux fonds de pension. Une soixantaine d'ouvriers de Gillette se sont retrouvés à la tête d'un tel capital grâce au fonds d'épargne retraite de leur entreprise. Pendant toute leur vie active, ils ont consacré volontairement, mois après mois, entre 5 et 15 % de leur salaire à leur retraite, investissant ces sommes principalement en actions de leur entreprise. Chaque mois, la firme de Boston abonde leur mise de 50 %, sous la forme d'actions Gillette, bloquées jusqu'à leur départ en retraite. Ils ont fini par toucher le jack-pot. Il est vrai que depuis 1980 l'action du groupe a progressé, dividende compris, de 28 % par an. Une somme de 1 000 francs investie il y

a dix-sept ans vaut aujourd'hui... 65 000 francs. « Nous avons dû former ces personnes à la gestion de fortune », indique l'entreprise. Depuis qu'elle a été victime de plusieurs tentatives d'OPA hostiles dans les années 80, le leader mondial des rasoirs a pour obsession de faire monter son cours de Bourse, quitte à fermer ses usines rentables, comme celle d'Anney en France à la fin des années 80. Les salariés restés dans l'entreprise n'ont pas à s'en plaindre, puisque, selon la firme, le plan d'épargne leur permet de toucher en fin de carrière entre 100 et 150 % de leur dernier salaire.

La médaille a son revers : le risque. Alors que tout gestionnaire de patrimoine apprend qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, les plans d'épargne retraite des salariés de Gillette sont investis, selon l'Insti-

tute of Management and Administration (IOMA), spécialiste des retraites, à 68 % en actions de l'entreprise : si le titre s'écroule à Wall Street, la retraite se réduit d'autant. La firme de Boston, qui garantit en plus à ses salariés une retraite de base équivalente à 50 % du dernier salaire, n'est pas un cas isolé. Outre-Atlantique, les salariés votent pour leurs dirigeants en investissant massivement en actions de leur entreprise pour préparer leurs vieux jours.

CATASTROPHES

Selon une étude du cabinet de consultants Rogers, Cassey & Associates (RCA), et de l'IOMA publiées début avril, les fonds de pension des entreprises de plus de 10 000 adhérents ont 30 % de leurs actifs investis en actions de leur entreprise, ce taux montant à 42 % pour les mille plus grosses

entreprises américaines. Il n'est que de 10 % pour l'ensemble des plans de retraites, les salariés des PME ne pouvant évidemment pas investir dans leur société.

Selon Sean Hanna, responsable de l'IOMA, les futurs retraités de Coca Cola ont 92 % de leurs actifs en actions de la société, ceux de General Electric et de General Motors 50 %. Le fonds de pension du sidérurgiste USX est investi à 28 %. En revanche, celui d'IBM, dont l'action s'est effondrée en Bourse après 1987, n'ont, selon M. Hanna, que 5 % de leurs actifs en titres IBM. Il y a eu des catastrophes récentes à cause de cette trop faible diversification. Le fonds de retraite de la chaîne de distribution de livres ColorTite avait, explique M. Hanna, investi une part importante de ses actifs dans les locaux commerciaux loués par leur entreprise... qui a

fait faillite début 1997. Les futurs retraités de Mercury Finance, spécialisé dans le crédit aux particuliers peu solvables, avaient mis sur les actions de leur entreprise. Leur cours s'est divisé par sept fin janvier, lorsque des irrégularités comptables ont été révélées, conduisant le groupe au bord de la cessation des paiements. Selon RCA et l'IOMA, 70 % des employeurs expriment leur inquiétude sur le niveau d'investissement en actions de leur entreprise. « Aujourd'hui, les salariés sont très satisfaits de leurs fonds de pension. Mais depuis dix ans, nous avons un très bon marché boursier et peu d'entreprises ont réalisé en Bourse de mauvaises performances », explique M. Hanna. Le sénateur démocrate de Californie Barbara Boxer a déposé au début de l'année un projet de loi qui prévoyait à l'origine de limiter

à 10 % les actifs des plans de retraite investis en actions, obligations ou biens immobiliers de l'entreprise. Les employeurs veulent pouvoir continuer de financer la retraite de leurs salariés avec leurs propres actions, convaincus que leurs salariés seront plus attachés au succès de leur entreprise s'ils en sont actionnaires. Donner des actions coûte moins cher que verser du cash, permet de soutenir le cours en Bourse et de limiter le risque d'OPA hostile, les salariés votant en général conformément aux souhaits des dirigeants.

M. Boxer a amendé son projet. L'employeur pourrait toujours payer en actions, mais les contributions de l'employé ne devraient pas être investies à plus de 10 % en titre de l'entreprise.

Arnaud Leparmentier

Un système d'épargne qui laisse une liberté de choix

BOSTON
de notre envoyé spécial
Pendant très longtemps, les entreprises américaines ont offert à leurs salariés une retraite classique, consistant à leur verser un pourcentage de leur dernier salaire, souvent au-dessus de 50 %. Pour ce faire, elle mettent de côté des sommes considérables. Les entreprises, qui craignent de mal le placer, aiment de moins en moins ce type de retraites. Celles-ci, soumises à des critères prudentiels de gestion très stricts, sont accusées de coûter cher en frais de gestion et de ne pas favoriser la mobilité des salariés.

Aujourd'hui, c'est l'épargne retraite volontaire qui a le vent en poupe, même si, selon François Charpentier, auteur d'un ouvrage baptisé *Retraites et Fonds de pensions* (éditions Economica), 79 % des salariés des entreprises qui en comptent plus de 100 ont encore un plan à prestations définies. Les montants investis sur ces plans d'épargne volontaire, baptisés 401 (k), sont passés de 300 milliards de dollars en 1990, selon la société d'études Access Research, à 810 milliards de dollars fin 1996. Ils devraient atteindre le milliard de dollars avant la fin du siècle.

Le salarié investit sur son plan 401 (k) en franchise d'impôt un pourcentage de son salaire, tandis que l'entreprise est libre de verser un complément, plafonné fiscalement à 8 000 dollars par an. Les sommes versées par l'entreprise ne sont définitivement acquises au salarié que s'il reste un certain temps dans l'entreprise, généralement entre 5 et 7 ans. Une proportion de 45 % des grandes entreprises ayant plus de 10 000 participants sur leur plan 401 (k) choisissent de les abonder en actions de la maison et non sous forme de liquidités.

FORTE INÉGALITÉ

La gestion des fonds est dans un tiers des cas confiée à des grandes maisons de gestion de capitaux comme Fidelity ou Vanguard. Ces plans laissent au salarié une grande liberté : selon une étude de Rogers, Cassey & Associates (RCA) et de l'Institut of Management and Administration (IOMA), 60 % des entreprises proposent désormais plus de sept types d'investissement (ce taux n'était que de 33 % en 1995) : bons du Trésor, sicav actions américaines, sicav actions de PME, actions internationales, actions de l'entreprise.

Un des soucis des entreprises est d'ailleurs d'apprendre à leurs salariés à gérer leurs actifs, mais sans leur donner de conseils pour éviter de voir leur responsabilité engagée. Car les Américains sont mal formés à la gestion financière. Selon une enquête publiée début avril par Gallup pour John Han-

cock Mutual Life Insurance, la plupart des Américains croient, à tort, qu'on ne peut pas perdre d'argent en investissant en bons du Trésor, alors que c'est le cas lorsque les taux d'intérêt augmentent. Ils estiment aussi qu'il est moins risqué d'investir dans les actions de leur entreprise que dans une sicav diversifiée.

Rappelons qu'il existe une forte inégalité face aux retraites, qu'elles soient classiques ou de type 401 (k). Selon François Charpentier, 92 % des salariés du secteur public bénéficient d'un fonds de pension, mais 51 % seulement dans le secteur privé. Explication : seuls 27 % des salariés de PME de moins de 100 personnes sont couverts, alors qu'ils sont 79 % à l'être dans les entreprises de plus de 100 personnes.

Ar. Le.

La grève des contrôleurs perturbe le trafic de la SNCF

UNE GRÈVE des contrôleurs de la SNCF, lancée par l'ensemble des syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, FMC, CFE-CGC), devait perturber fortement les trafics TGV (sauf Eurostar), grandes lignes et régional, du mercredi 23 avril au soir au vendredi 25 avril au matin. Seule la circulation des trains de banlieue en région parisienne devrait être quasiment normale, les règlements de sécurité n'imposant pas la présence d'un contrôleur à bord des trains.

Neuf mois après son arrivée à la tête de l'entreprise ferroviaire, Louis Gallois reçoit le baptême du feu de la négociation sociale. La dernière mobilisation des cheminots, jeudi 30 janvier, était dirigée contre la réforme législative de la SNCF. Cette fois-ci, la direction est en première ligne. « Nous avons voulu ramper avec les protocoles antérieurs qui consistaient à attendre une grève pour faire des propositions aux syndicats, ce qui légitimait a posteriori l'action syndicale », explique Pierre Vieu, directeur des ressources humaines. « Nous avons mis sur la table de négociations, le 26 mars, une revalorisation salariale sur quatre ans, l'augmentation des effectifs, 700 promotions individuelles supplé-

mentaires et l'ouverture d'une réflexion paritaire sur l'évolution du métier de contrôleur. En retour, les syndicats blâment les trains avant même la seconde table ronde, prévue le 7 mai », regrette-t-il. Les syndicats ne font pas la même analyse. « L'évolution du métier de contrôleur, à l'étude depuis dix ans, est reportée au gré des changements répétés de politique commerciale et sociale », explique Bernard Bondu, secrétaire fédéral de la CFDT cheminots. La nouvelle politique commerciale de la SNCF (carte jeune, voyage à deux, simplification des niveaux de tarifs TGV), affirme-t-il, sera mise en œuvre le 1^{er} juin sans que les contrôleurs aient reçu une quelconque information.

FLEXIBILITÉ

Lorsque la direction propose de faire évoluer leur métier, les contrôleurs dénoncent « l'intention cachée d'instituer une polyvalence entre les agents commerciaux des trains et les guichetiers dans les gares ». Certes, la direction voudrait qu'à l'avenir les contrôleurs débute leur carrière dans les gares, au contact de la clientèle. Mais elle assure qu'ensuite « le métier restera un métier de rouler ».

Les syndicats refusent aussi que la direction lie l'obtention des primes futures à la réalisation de gains de productivité, notamment les heures de présence effective dans les trains. Il n'est pas rare que, compte tenu des contraintes de temps de repos entre deux voyages, un contrôleur ne puisse effectuer qu'un aller-retour entre Paris et Lyon au cours d'une journée. Les syndicats soupçonnent également la direction de vouloir engager la réflexion sur la flexibilité du temps de travail. Alors que la durée quotidienne s'établit à sept heures et demie, la direction souhaiterait, selon les syndicats, la porter à neuf ou dix heures en période de pointe (c'est-à-dire le lundi matin), en échange d'un allègement les autres jours. Pierre Vieu dément catégoriquement ces affirmations. « Nous avons certes proposé aux organisations syndicales, dans le cadre du projet industriel, d'ouvrir le chantier de l'aménagement du temps de travail au niveau de l'entreprise et à partir d'expériences locales. Mais ce sujet n'est absolument pas à l'ordre du jour de la négociation en cours », explique-t-il.

Christophe Jakubyszyn

GROUPE DU CRÉDIT COOPÉRATIF

Résultats en forte hausse. Amélioration des éléments fondamentaux.

L'année 1996 a été marquée par un fort développement de l'activité et de la rentabilité du Groupe du Crédit Coopératif ainsi que par la reprise au 1^{er} juillet de l'ensemble BTP Banque-BTP Investissements qui a produit des effets positifs dès le second semestre.

	1996	1995/1996
Rendement sur fonds propres	8,11 %	+ 246 %
Ratio de solvabilité	10,38 %	+ 12,5 %
Idem Tier 1	7,30 %	+ 9,6 %
Coefficient d'exploitation	78,4 %	- 9,7 %
Collecte clientèle	50,9 Md	+ 41 %
Encours de crédit	20,3 Md	+ 3,6 %
Crédits d'investissement clientèle	22,55 Md	+ 8,6 %
P&B	924,2 MF	+ 22 %
Frais généraux	724,5 MF	+ 10,2 %
RRE	199,7 MF	+ 99 %
Dépenses aux provisions	84 MF	+ 13,3 %
Résultat net (part du Groupe)	79,4 MF	+ 201 %

Une activité renforcée

- La collecte a augmenté dans nombre de départements bien caractérisés : les dépôts à vue ont augmenté de 11 %, les dépôts d'épargne ont progressé de 41 %, et les OPCVM ont vu leur encours se développer de 10 milliards à 11,5 milliards de francs. Ces chiffres résultent d'un nouveau développement de la relation bancaire, d'une forte croissance des opérations avec les particuliers, et d'une bonne progression des fonds OPCVM dédiés, bien adaptés au partenariat entretenu par le Groupe avec les personnes morales. Compte tenu des apports de dépôt et d'OPCVM de BTP Banque et BTP, la collecte augmente de 41 % d'une année sur l'autre pour atteindre 51 milliards de francs.
- Les versements de crédit d'investissement à la clientèle ont progressé de 207 millions à 224 millions de francs. Malgré l'augmentation des remboursements anticipés, et grâce à l'apport de crédit de BTP Banque, l'encours dépasse 20 milliards de francs, en progression de 3,6 %.
- Les services informatiques ont vu leur progression se maintenir à un niveau élevé entre 10 % et 20 % selon les services.
- Les commissions ont progressé au rythme du P&B et représentent 21 % de celui-ci.

Des résultats en forte hausse

- Le produit net bancaire atteint 924,2 millions de francs, en progression de 22 %. La progression provient, sur l'activité de l'ancien périmètre, de la hausse de 116 % du résultat de l'intégration du P&B de BTP Banque et BTP au second semestre et de gains sur opérations de trésorerie et de placement.
- Les frais généraux sont en progression de 10,2 % à 724,5 millions de francs, au titre de l'ancien périmètre, la progression a été limitée

- à 1 %, avec une légère diminution des effectifs : le solde est dû à l'intégration des coûts BTP Banque et BTP, et aux charges exceptionnelles liées à la reprise.
- Le résultat brut d'exploitation double pratiquement à 199,7 millions de francs.
- La couverture des risques, menée de façon très prudente, est en légère augmentation à 85 millions de francs.
- Le résultat net consolidé du Groupe s'élève à 79,4 millions de francs contre 20,3 millions de francs en 1995. L'ensemble BTP Banque/BTP y contribue pour 5 millions de francs.

Des éléments fondamentaux en amélioration

L'année 1996 a vu une forte amélioration des ratios les plus significatifs.

- Le rendement sur capitaux propres est de 8,11 % (contre 2,34 % en 1995). Le ratio de solvabilité s'élève à 10,38 % (contre 9,23 % en 1995). Les fonds propres sont de 1,5 milliard de francs (donc 1,94 milliard au titre du tier 1). Ils ont progressé de 309 millions de francs en 1996, du fait de la reprise de BTP Banque/BTP, du résultat mis en réserve, et de l'augmentation des TSR par l'émission réalisée en juin 1996.
- Le coefficient d'exploitation est de 78,4 % contre 88,8 % l'an dernier. Cette amélioration, encore insuffisante, a été tempérée par les dépenses exceptionnelles effectuées en 1996.

Des perspectives favorables

L'année 1996 a été marquée par l'aboutissement de la transition vers la prépondérance de l'activité bancaire résiduelle d'une activité de crédits moyen et long terme toujours importante, malgré la stagnation des investissements. Ceci a permis un allègement du coût moyen des ressources, devenues largement excédentaires : de ce fait, la reprise de BTP Banque participe de façon adéquate à l'amélioration globale des conditions d'exploitation et devrait produire son plein effet dans l'avenir.

Les capacités de développement apparaissent fortes, par croissance interne, par intensification des relations avec le réseau des filiales, par acquisitions en France, et avec les partenaires européens du groupe EFII ou par de nouvelles opérations de croissance externe, ainsi d'autres actions de renforcement des fonds propres ont-elles été décidées pour accroître les marges de manœuvre déjà significatives.

CREDIT COOPÉRATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Les conflits sociaux s'amplifient dans le transport aérien français

QUATRE syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter ont déposé, mardi 22 avril, un préavis de grève « revendicatif » pour les 25 et 26 avril. Ils protestent contre un « traitement discriminatoire vis-à-vis des pilotes d'Air France Europe » dans le groupe Air France.

La fusion de l'ex-Air Inter et de la compagnie nationale, opérationnelle depuis le 1^{er} avril, pose aux pilotes le problème de l'évolution de leur carrière et de leur traitement dans la nouvelle structure. Aujourd'hui, il existe dans chaque compagnie une « liste de séniorité », liant la promotion que constitue l'accès aux vols long-courriers à l'ancienneté. A compter du 1^{er} septembre, il n'y aura plus qu'une liste. Le problème étant de savoir qui, à ancienneté égale, sera promu le premier.

Christian Blanc, le PDG du groupe public, a saisi, en février, une commission indépendante, composée de personnels d'Air France et de l'ex-Air Inter ainsi que de professionnels du transport aérien. Dirigée par Marceau Long, elle avait pour mission de dégager, fin mars, les grands principes à suivre. A charge pour la direction d'Air France de les transposer sur le plan opérationnel, ce qu'elle a fait le mois dernier, provoquant la colère des syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter.

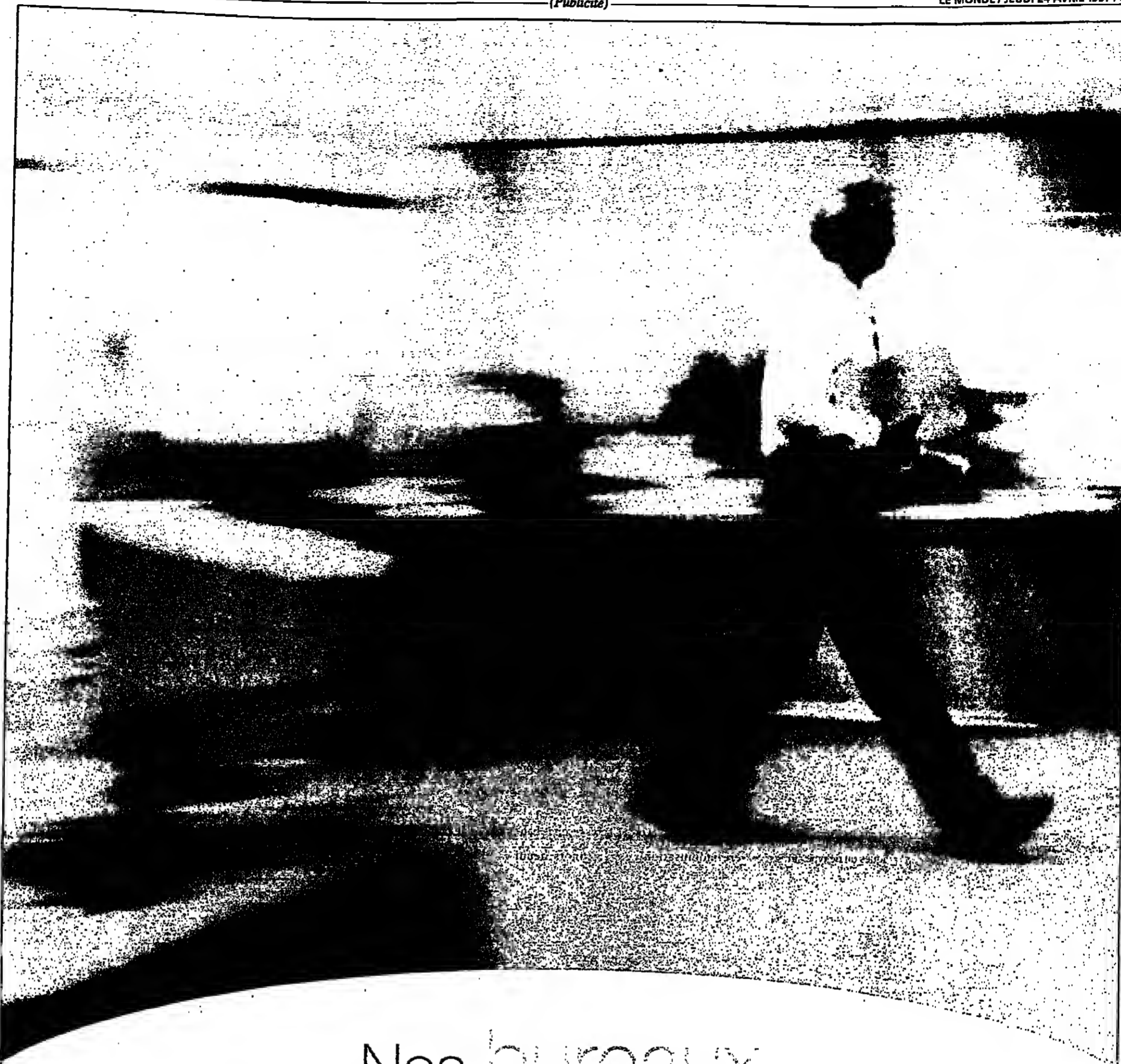
« Selon nos simulations, les mesures envisagées nous font perdre cinq ans par rapport à la carrière normale qu'Air France offre à un pilote », considère Marcel Thibault, délégué syndical de l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT) d'Air France Eu-

rope. Avec un tel projet, « seuls 100 commandants de bord d'Air France Europe, contre 700 d'Air France, passeront sur long-courriers en l'espace de huit ans », estime le SNPL. L'intersyndicale réclame le retrait du projet et l'ouverture de négociations d'ici au 1^{er} septembre. « M. Blanc a donné des gages aux pilotes d'Air France pour qu'ils ne fassent pas grève », estime M. Thibault.

Chez TAT et Air Liberté, filiales de British Airways où pilotes, hôtesses et stewards ont lancé une grève le 9 avril, la fusion en cours est aussi contestée. Mardi 22 avril, les pilotes d'Air Liberté ont signé un accord de sortie de conflit après avoir obtenu, sur certains points, un alignement sur les conditions de travail de TAT, plus favorables (Le Monde du 23 avril). « Il n'y a, dans cet accord, rien pour les pilotes de TAT. On améliore les conditions d'Air Liberté, on dégrade celles de TAT », reproche un pilote de TAT.

« Il est impensable de signer cet accord », déclare Jean Immediato, président du SNPL de TAT. « On demande que le nombre de nuits courtes par semaine, compte tenu d'horaires de travail difficiles, soit limité à deux. Et que nos salaires soient maintenus, conformément au code du travail. Aujourd'hui, la direction nous les a unilatéralement baissés de 25 % ». Les hôtesses et stewards de TAT et d'Air Liberté ne sont pas non plus parvenus à un accord avec la direction. « Il y a toujours un gros point de blocage sur les salaires », a indiqué un responsable du SNPL.

Virginie Malingre



Nos bureaux
sont très vivants,
d'ailleurs
ils bougent.

Parce qu'aujourd'hui l'entreprise est en perpétuelle évolution, nous avons conçu des immeubles de bureaux qui évoluent avec elle. Ils offrent une meilleure flexibilité technique et une gestion optimale de l'espace. Modulables, d'une

SARIS

conception radicalement nouvelle, ils se transforment rapidement et au moindre coût. Désormais, ce n'est plus à l'homme de s'adapter. Pour en savoir plus : tél : 01 46 53 37 00 - fax : 01 46 53 33 31.

Les premiers bureaux nés pour évoluer

TOUR EGÉE, TOUR MÉDICIS,



TOUR PRISMA, LE COLISÉE

Les chantiers navals s'inquiètent de la disparition des subventions

DEUX JOURS avant la réunion du conseil des ministres de l'industrie de l'Union européenne, dont l'ordre du jour est le régime d'aide à la construction navale et des crédits exceptionnels pour l'Allemagne, la Grèce et l'Espagne, les Chantiers navals de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont livré sa grande pompe, mardi 22 avril, le paquebot *Rhapsody of the Sea* à son armateur américain-norvégien, Royal Caribbean Cruise Line. Le carnet de commandes de la plus importante entreprise de la Basse-Loire, qui occupe quelque 4 000 salariés (et qui fait travailler autant de sous-traitants), est actuellement insuffisant pour assurer la pleine charge de ses bureaux d'études et, à terme, de ses ateliers de tôlerie.

Sa survie est liée au maintien des aides budgétaires directes au moment de la prise des commandes (actuellement 9 % au maximum du prix du bateau), qu'un accord, signé dans le cadre de l'OCDE en 1994, prévoit de supprimer. Sans ces subventions, le chantier naval de Saint-Nazaire n'aurait aucune chance de décrocher la commande, attendue pour la mi-juin, de deux « petits » paquebots de 600 passagers chacun, par l'armateur américain Renaissance, ou de remporter l'appel d'offres lancé par l'entreprise malaisienne Petronas pour la construction de six à huit méthaniers géants. Le chantier français a déjà fourni pour ce même groupe plusieurs navires pour le transport de gaz liquéfié, le dernier de la série devant sortir des cales dans quelques semaines.

L'application de la directive européenne fixant le régime actuel d'aides doit prendre fin le 31 décembre. « Si l'Europe décide d'appliquer unilatéralement l'accord OCDE, comme le souhaitent les Allemands, bien peu de chantiers navals européens survivront en raison de la faiblesse des prix mondiaux », qui sont fixés, à la baisse, par le Japon et la Corée du Sud, a déclaré Jean-Noël d'Acremont, PDG des Chantiers de l'Atlantique. « Les Américains ont demandé cette suppression des aides en affirmant que cette mesure ferait remonter les prix. Mais ils n'ont pas ratifié l'accord OCDE, contrairement à l'Union européenne », note-t-il.

EXEMPLE SCANDINAVE

M. d'Acremont se dit « plus confiant qu'il y a un an » dans la volonté des pouvoirs publics de relancer l'activité maritime et la construction navale, notamment grâce à la récente loi dite des quotas qui permet aux particuliers et aux entreprises de faire des placements financiers décaissés dans des parts de navires. Avantage essentiel : ce type d'aide indirecte n'est pas intégré dans l'accord OCDE. Les Chantiers de l'Atlantique ont précisément dans leur carnet de commandes actuel un paquebot baptisé provisoirement et confidentiellement « I 31 », dont le financement est monté par le Crédit commercial de France grâce à ce système fiscal privilégié. Mais ce nouveau système d'aide indirecte (qui a remporté dans les années 80 un vif succès en Allemagne et en Scandinavie) n'a pas encore atteint ici l'efficacité des traditionnelles subventions directes, officiellement limitées mais toujours dépassées par tous les États.

On a par ailleurs appris, mardi, que les Ateliers et Chantiers du Havre (ACH), qui traversent actuellement une passe financière très difficile, allaient recevoir un soutien financier important de l'État. Cette entreprise (850 salariés) a actuellement en construction trois navires transporteurs de produits chimiques pour un armateur norvégien mais manquait de trésorerie.

Examiné au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), le dossier a été débattu et le dépôt de bilan, un moment envisagé, est écarté.

François Grosrichard et Adrien Favreau (à Nantes)

Le groupe textile DMC peine à enrayer son déclin

Le chiffre d'affaires a reculé de 9,3 % au premier trimestre

Leader mondial du tissu imprimé et du fil de coton, DMC a enregistré une perte record de près de 600 millions de francs en 1996. Après avoir annoncé la suppression de 1 500 postes de travail, le groupe français espère séduire la grande distribution.

Reste à convaincre les actionnaires que la stratégie de développement de fil. Avec, dans les deux cas, une reorientation des efforts en direction de la distribution.

RECENTRAGE SUR DEUX MÉTIERS

Un véritable pari en ce qui concerne la première activité, où DMC réalise 41 % de son chiffre d'affaires, et qui connaît un déclin mondial. Au premier trimestre de 1997, la branche impression de DMC a encore perdu 20 % de son chiffre d'affaires. Une chute que ne compense pas la forte progression de la division de « tissus unis » (+31 %), deux fois plus petite. M. Boubal reconnaît que « la rentabilité de ce début d'année n'est pas au niveau des objectifs pour 1997 ». Mais il table sur un retournement prochain du cycle des tissus imprimés.

Le président de DMC a regroupé

ses différentes filiales dans une branche « tissus d'habillement », qui pèse 3,2 milliards de francs, à laquelle il assigne l'objectif de « devenir un leader mondial en partenariat avec les grands distributeurs mondiaux ». Les grandes surfaces sont aujourd'hui les premiers marchands de vêtements dans le monde. Autres cibles majeures : les « grandes marques internationales », comme Gucci, Armani, Max Mara, Levi's, et les « distributeurs monomarchés », tels que GAP, Benetton, Zara, Marks & Spencer, C & A. Une véritable révolution culturelle pour DMC, qui devra passer « de la maîtrise d'une technique d'impression à la conception d'une offre globale de tissus d'habillement, insensible aux cycles ». A cet effet, un directeur de création est en cours de recrutement pour la branche habillement.

Dans la division « art du fil », la reorientation stratégique est déjà bien avancée. Le grand pari de DMC est le développement de la chaîne de magasins « Loisirs et Création », qui proposent toutes sortes d'ouvrages de « loisir créatif », la broderie et la tapisserie, bien sûr, mais aussi, par exemple, des bijoux à faire soi-même. « Le point de crois est en passe de devenir un véritable phénomène de mode », affirme la brochure annuelle du groupe. Une profession de foi qui pourrait faire sourire, n'étaient les chiffres de la division « art du fil », aujourd'hui l'activité la plus rentable de DMC, avec un résultat d'exploitation de 145 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1 milliard.

Pascal Galtier

Soutenue par les résultats des entreprises, Wall Street a repris 7 % en douze jours

Le Dow Jones a progressé de 2,6 % mardi

UNE FOIS ENCORE, Wall Street prouve sa capacité étonnante de rebond et dément les prévisions pessimistes des experts. A l'image de ce qui s'était déjà passé en juillet 1996, la baisse brutale de près de 10 % de l'indice Dow Jones entre le 11 mars - date de son dernier sommet, à 7 085,16 points - et le 11 avril a été suivie par une reprise assez spectaculaire de près de 7 %.

Soutenu par un appétit toujours aussi fort des épargnants américains pour les actions, par une baisse des taux à long terme et plus encore par des résultats des entreprises américaines au premier trimestre meilleurs que prévu, le Dow Jones a fait, mardi 22 avril, un bond de 173,38 points (+2,6 %) à 6 833,59. Il s'agit de la deuxième plus forte hausse de l'indice en termes de points de son histoire (après les 186,84 points gagnés deux jours après le krach du 19 octobre 1987), mais en pourcentage, cette performance ne rentre pas dans les palmarès des dix meilleures.

Lors d'une intervention le 20 mars devant le Congrès, Alan

Eric Leser

France Télécom : le prix de l'action sera connu le 4 juin

MICHEL BON, le président de France Télécom, s'est déclaré satisfait du report de la mise en bourse décidée par le gouvernement (Le Monde du 22 avril). « La campagne d'information nécessaire était incompatible avec des élections », a-t-il déclaré à l'AFP, estimant que l'opération ne sera pas remise en cause, y compris en cas de victoire de la gauche. Le syndicat SUD a, quant à lui, déclaré que « rien n'est joué » et qu'il continuerait « la bataille pour l'introduction de capitaux privés ». Selon le nouveau calendrier, le prix de l'action sera connu le 4 juin (au lieu du 5 mai initialement), et la vente s'achèvera le 1^{er} juillet. La campagne de communication de l'opérateur, d'un montant de 150 millions de francs, est décalée d'autant, ce qui, selon France Télécom, ne pose pas de difficulté particulière : la possibilité d'une interruption de l'opération avait été intégrée dès le départ, notamment pour parer à l'éventualité d'une crise boursière.

DÉPÊCHES

■ **BULL** : le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a confirmé, mardi 22 avril, la poursuite de la nouvelle étape de la privatisation de Bull (Le Monde du 20-21 avril), malgré l'ouverture de la campagne électorale. Le prix de l'action est fixé à 36 francs pour les particuliers et à 38 francs pour les institutionnels.

■ **THOMSON** : la CFDT a déposé, le 17 avril, un recours devant le Conseil d'Etat demandant l'annulation du décret de privatisation du groupe Thomson, a annoncé l'inter CFDT Thomson, mardi 22 avril. Le syndicat réclame un débat public sur le devenir de l'électronique civile et militaire.

■ **MATRA** : les dirigeants de Matra entendent renforcer leur coopération avec des partenaires allemands, comme DASA, Diehl ou Siemens, notamment dans « les satellites, les lanceurs, les missiles tactiques, les transmissions de commandement, ainsi que les radars au sol et aéroportés », a indiqué Noël Forgeard, PDG de Matra-Défense-Espace, à la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 21 avril.

■ **LOCKHEED MARTIN** : les groupes américains d'aéronautique Lockheed Martin et d'électronique Raytheon et TRW ont annoncé, mardi 22 avril, la création d'une société conjointe, United Missile Company, pour « assister le gouvernement américain dans le développement d'un système de défense anti-missiles balistiques ».

■ **NUCLÉAIRE JAPONAIS** : Power Reactor and Nuclear Fuel Development Corp. (Donen), l'entreprise nucléaire d'Etat japonaise, a annoncé le 22 avril la privatisation prochaine de ses activités d'enrichissement d'uranium et de retraitement de combustibles nucléaires, à la suite d'une série d'accidents (Le Monde du 10 avril). Pour les experts, ces désengagements annonceraient la dissolution de l'entreprise, thèse est réfutée par les dirigeants du groupe.

■ **CÉGÉTEL** : la filiale de télécommunications de la Générale des eaux a confirmé l'existence de discussions avec NTT. L'opérateur japonais pourrait prendre une participation autour de 9,9 % dans le capital de Telecom Développement, chargé de gérer le réseau de télécommunications de la SNCF.

■ **FERMIÈRE DE CANNES** : le procureur de la République a requis, mardi 22 avril, devant la cour d'appel de Paris, l'annulation de la décision du Conseil des Bourses de valeurs autorisant la cession de 30 % de la société cannoise au groupe Paroche par la Générale des eaux, « pour manquement aux règlements ». Des actionnaires minoritaires ont porté cette affaire en justice, après avoir découvert que la transaction était réalisée à un prix près de trois fois supérieur à celui du marché.

■ **GÉNÉRALE DES EAUX** : le pôle immobilier du groupe a signé, mardi 22 avril, un accord avec la Caisse de dépôts et placements du Québec portant sur la vente de deux tours à La Défense, Esplanade et Pacific (98 500 mètres carrés) pour 2,5 milliards de francs. Les deux partenaires vont également créer une société foncière commune, détenue à 80 % par la société québécoise, qui se portera acquéreur de quatre tours (Michelet, Utopia, Diamant et Prisma), pour un montant de 1,7 milliard de francs.

■ **AGF** : le groupe d'assurances va lancer une émission pour lever 4 milliards de francs, qui pourra être portée à 4,4 milliards, qui lui permettra notamment de restructurer sa dette.

■ **MAAF ASSURANCES** : l'assureur mutualiste baisse de nouveau ses tarifs en matière d'assurance automobile. Après avoir réduit en moyenne ses cotisations de 2,7 % en 1996, les tarifs vont baisser de 5 % à compter du 1^{er} janvier 1997.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : la banque met en vente de sa participation de 56,3 % dans le Credito Bergamasco, sa filiale italienne, avec l'appui de la banque d'affaires américaine Merrill Lynch.



Hors-série seul 48 F

Toute la magie du cinéma dans un hors-série et un CD-Rom.



Hors-série + CD-Rom 295 F

A l'occasion du 50^e anniversaire du Festival de Cannes, Télérama vous propose un hors-série pour retrouver l'univers mythique du cinéma avec tous ceux qui ont marqué le festival pendant ces 50 ans et un CD-Rom. Dans ce CD-Rom, réalisé avec Index +, le Festival International du Film et du Parthé, vous découvrirez 21 000 noms, 3 300 films clés, 900 textes, 700 photos et 20 min de vidéos. En vente chez votre marchand de journaux et dans tous les magasins spécialisés.

■ PC compatible et compatible MAC avec un minimum de 4 Mo de mémoire vive, un lecteur CD-ROM et une carte son 16 bits, un écran 1024 x 768 couleur et une souris. Système d'exploitation Microsoft Windows 3.11 ou Windows 95. ■ Tous types de lecteurs compatibles 500/400 ou 600/400 ou 800/400 ou 1000/400 ou 1200/400 ou 1600/400 ou 2000/400 ou 2400/400 ou 2800/400 ou 3200/400 ou 3600/400 ou 4000/400 ou 4400/400 ou 4800/400 ou 5200/400 ou 5600/400 ou 6000/400 ou 6400/400 ou 6800/400 ou 7200/400 ou 7600/400 ou 8000/400 ou 8400/400 ou 8800/400 ou 9200/400 ou 9600/400 ou 10000/400 ou 10400/400 ou 10800/400 ou 11200/400 ou 11600/400 ou 12000/400 ou 12400/400 ou 12800/400 ou 13200/400 ou 13600/400 ou 14000/400 ou 14400/400 ou 14800/400 ou 15200/400 ou 15600/400 ou 16000/400 ou 16400/400 ou 16800/400 ou 17200/400 ou 17600/400 ou 18000/400 ou 18400/400 ou 18800/400 ou 19200/400 ou 19600/400 ou 20000/400 ou 20400/400 ou 20800/400 ou 21200/400 ou 21600/400 ou 22000/400 ou 22400/400 ou 22800/400 ou 23200/400 ou 23600/400 ou 24000/400 ou 24400/400 ou 24800/400 ou 25200/400 ou 25600/400 ou 26000/400 ou 26400/400 ou 26800/400 ou 27200/400 ou 27600/400 ou 28000/400 ou 28400/400 ou 28800/400 ou 29200/400 ou 29600/400 ou 30000/400 ou 30400/400 ou 30800/400 ou 31200/400 ou 31600/400 ou 32000/400 ou 32400/400 ou 32800/400 ou 33200/400 ou 33600/400 ou 34000/400 ou 34400/400 ou 34800/400 ou 35200/400 ou 35600/400 ou 36000/400 ou 36400/400 ou 36800/400 ou 37200/400 ou 37600/400 ou 38000/400 ou 38400/400 ou 38800/400 ou 39200/400 ou 39600/400 ou 40000/400 ou 40400/400 ou 40800/400 ou 41200/400 ou 41600/400 ou 42000/400 ou 42400/400 ou 42800/400 ou 43200/400 ou 43600/400 ou 44000/400 ou 44400/400 ou 44800/400 ou 45200/400 ou 45600/400 ou 46000/400 ou 46400/400 ou 46800/400 ou 47200/400 ou 47600/400 ou 48000/400 ou 48400/400 ou 48800/400 ou 49200/400 ou 49600/400 ou 50000/400 ou 50400/400 ou 50800/400 ou 51200/400 ou 51600/400 ou 52000/400 ou 52400/400 ou 52800/400 ou 53200/400 ou 53600/400 ou 54000/400 ou 54400/400 ou 54800/400 ou 55200/400 ou 55600/400 ou 56000/400 ou 56400/400 ou 56800/400 ou 57200/400 ou 57600/400 ou 58000/400 ou 58400/400 ou 58800/400 ou 59200/400 ou 59600/400 ou 60000/400 ou 60400/400 ou 60800/400 ou 61200/400 ou 61600/400 ou 62000/400 ou 62400/400 ou 62800/400 ou 63200/400 ou 63600/400 ou 64000/400 ou 64400/400 ou 64800/400 ou 65200/400 ou 65600/400 ou 66000/400 ou 66400/400 ou 66800/400 ou 67200/400 ou 67600/400 ou 68000/400 ou 68400/400 ou 68800/400 ou 69200/400 ou 69600/400 ou 70000/400 ou 70400/400 ou 70800/400 ou 71200/400 ou 71600/400 ou 72000/400 ou 72400/400 ou 72800/400 ou 73200/400 ou 73600/400 ou 74000/400 ou 74400/400 ou 74800/400 ou 75200/400 ou 75600/400 ou 76000/400 ou 76400/400 ou 76800/400 ou 77200/400 ou 77600/400 ou 78000/400 ou 78400/400 ou 78800/400 ou 79200/400 ou 79600/400 ou 80000/400 ou 80400/400 ou 80800/400 ou 81200/400 ou 81600/400 ou 82000/400 ou 82400/400 ou 82800/400 ou 83200/400 ou 83600/400 ou 84000/400 ou 84400/400 ou 84800/400 ou 85200/400 ou 85600/400 ou 86000/400 ou 86400/400 ou 86800/400 ou 87200/400 ou 87600/400 ou 88000/400 ou 88400/400 ou 88800/400 ou 89200/400 ou 89600/400 ou 90000/400 ou 90400/400 ou 90800/400 ou 91200/400 ou 91600/400 ou 92000/400 ou 92400/400 ou 92800/400 ou 93200/400 ou 93600/400 ou 94000/400 ou 94400/400 ou 94800/400 ou 95200/400 ou 95600/400 ou 96000/400 ou 96400/400 ou 96800/400 ou 97200/400 ou 97600/400 ou 98000/400 ou 98400/400 ou 98800/400 ou 99200/400 ou 99600/400 ou 100000/400 ou 100400/400 ou 100800/400 ou 101200/400 ou 101600/400 ou 102000/400 ou 102400/400 ou 102800/400 ou 103200/400 ou 103600/400 ou 104000/400 ou 104400/400 ou 104800/400 ou 105200/400 ou 105600/400 ou 106000/400 ou 106400/400 ou 106800/400 ou 107200/400 ou 107600/400 ou 108000/400 ou 108400/400 ou 108800/400 ou 109200/400 ou 109600/400 ou 110000/400 ou 110400/400 ou 110800/400 ou 111200/400 ou 111600/400 ou 112000/400 ou 112400/400 ou 112800/400 ou 113200/400 ou 113600/400 ou 114000/400 ou 114400/400 ou 114800/400 ou 115200/400 ou 115600/400 ou 116000/400 ou 116400/400 ou 116800/400 ou 117200/400 ou 117600/400 ou 118000/400 ou 118400/400 ou 118800/400 ou 119200/400 ou 119600/400 ou 120000/400 ou 120400/400 ou 120800/400 ou 121200/400 ou 121600/400 ou 122000/400 ou 122400/400 ou 122800/400 ou 123200/400 ou 123600/400 ou 124000/400 ou 124400/400 ou 124800/400 ou 125200/400 ou 125600/400 ou 126000/400 ou 126400/400 ou 126800/400 ou 127200/400 ou 127600/400 ou 128000/400 ou 128400/400 ou 128800/400 ou 129200/400 ou 129600/400 ou 130000/400 ou 130400/400 ou 130800/400 ou 131200/400 ou 131600/400 ou 132000/400 ou 132400/400 ou 132800/400 ou 133200/400 ou 133600/400 ou 134000/400 ou 134400/400 ou 134800/400 ou 135200/400 ou 135600/400 ou 136000/400 ou 136400/400 ou 136800/400 ou 137200/400 ou 137600/400 ou 138000/400 ou 138400/400 ou 138800/400 ou 139200/400 ou 139600/400 ou 140000/400 ou 140400/400 ou 140800/400 ou 141200/400 ou 141600/400 ou 142000/400 ou 142400/400 ou 142800/400 ou 143200/400 ou 143600/400 ou 144000/400 ou 144400/400 ou 144800/400 ou 145200/400 ou 145600/400 ou 146000/400 ou 146400/400 ou 146800/400 ou 147200/400 ou 147600/400 ou 148000/400 ou 148400/400 ou 148800/400 ou 149200/400 ou 149600/400 ou 150000/400 ou 150400/400 ou 150800/400 ou 151200/400 ou 151600/400 ou 152000/400 ou 152400/400 ou 152800/400 ou 153200/400 ou 153600/400 ou 154000/400 ou 154400/400 ou 154800/400 ou 155200/400 ou 155600/400 ou 156000/400 ou 156400/400 ou 156800/400 ou 157200/400 ou 157600/400 ou 158000/400 ou 158400/400 ou 158800/400 ou 159200/400 ou 159600/400 ou 160000/400 ou 160400/400 ou 160800/400 ou 161200/400 ou 161600/400 ou 162000/400 ou 162400/400 ou 162800/400 ou 163200/400 ou 163600/400 ou 164000/400 ou 164400/400 ou 164800/400 ou 165200/400 ou 165600/400 ou 166000/400 ou 166400/400 ou 166800/400 ou 167200/400 ou 167600/400 ou 168000/400 ou 168400/400 ou 168800/400 ou 169200/400 ou 169600/400 ou 170000/400 ou 170400/400 ou 170800/400 ou 171200/400 ou 171600/400 ou 172000/400 ou 172400/400 ou 172800/400 ou 173200/400 ou 173600/400 ou 174000/400 ou 174400/400 ou 174800/400 ou 175200/400 ou 175600/400 ou 176000/400 ou 176400/400 ou 176800/400 ou 177200/400 ou 177600/400 ou 178000/400 ou 178400/400 ou 178800/400 ou 179200/400 ou 179600/400 ou 180000/400 ou 180400/400 ou 180800/400 ou 181200/400 ou 181600/400 ou 182000/400 ou 182400/400 ou 182800/400 ou 183200/400 ou 183600/400 ou 184000/400 ou 184400/400 ou 184800/400 ou 185200/400 ou 185600/400 ou 186000/400 ou 186400/400 ou 186800/400 ou 187200/400 ou 187600/400 ou 188000/400 ou 188400/400 ou 188800/400 ou 189200/400 ou 189600/400 ou 190000/400 ou 190400/400 ou 190800/400 ou 191200/400 ou 191600/400 ou 192000/400 ou 192400/400 ou 192800/400 ou 193200/400 ou 193600/400 ou 194000/400 ou 194400/400 ou 194800/400 ou 195200/400 ou 195600/400 ou 196000/400 ou 196400/400 ou 196800/400 ou 197200/400 ou 197600/400 ou 198000/400 ou 198400/400 ou 198800/400 ou 199200/400 ou 199600/400 ou 200000/400 ou 200400/400 ou 200800/400 ou 201200/400 ou 201600/400 ou 202000/400 ou 202400/400 ou 202800/400 ou 203200/400 ou 203600/400 ou 204000/400 ou 204400/400 ou 204800/400 ou 205200/400 ou 205600/400 ou 206000/400 ou 206400/400 ou 206800/400 ou 207200/400 ou 207600/400 ou 208000/400 ou 208400/400 ou 208800/400 ou 209200/400 ou 209600/400 ou 210000/400 ou 210400/400 ou 210800/400 ou 211200/400 ou 211600/400 ou 212000/400 ou 212400/400 ou 212800/400 ou 213200/400 ou 213600/400 ou 214000/400 ou 214400/400 ou 214800/400 ou 215200/400 ou 215600/400 ou 216000/400 ou 216400/400 ou 216800/400 ou 217200/400 ou 217600/400 ou 218000/400 ou 218400/400 ou 218800/400 ou 219200/400 ou 219600/400 ou 220000/400 ou 220400/400 ou 220800/400 ou 221200/400 ou 221600/400 ou 222000/400 ou 222400/400 ou 222800/400 ou 223200/400 ou 223600/400 ou 224000/400 ou 224400/400 ou 224800/400 ou 225200/400 ou 225600/400 ou 226000/400 ou 226400/400 ou 226800/400 ou 227200/400 ou 227600/400 ou 228000/400 ou 228400/400 ou 228800/400 ou 229200/400 ou 229600/400 ou 230000/400 ou 230400/400 ou 230800/400 ou 231200/400 ou 231600/400 ou 232000/400 ou 232400/400 ou 232800/400 ou 233200/400 ou 233600/400 ou 234000/400 ou 234400/400 ou 234800/400 ou 235200/400 ou 235600/400 ou 236000/400 ou 236400/400 ou 236800/400 ou 237200/400 ou 237600/400 ou 238000/400 ou 238400/400 ou 238800/400 ou 239200/400 ou 239600/400 ou 240000/400 ou 240400/400 ou 240800/400 ou 241200/400 ou 241600/400 ou 242000/400 ou 242400/400 ou 242800/400 ou 243200/400 ou 243600/400 ou 244000/400 ou 244400/400 ou 244800/400 ou 245200/400 ou 245600/400 ou 246000/400 ou 246400/400 ou 246800/400 ou 247200/400 ou 247600/400 ou 248000/400 ou 248400/400 ou 248800/400 ou 249200/40

■ LA BOURSE DE TOKYO est repartie de l'avant, mercredi 23 avril. L'indice Nikkei a terminé en nette hausse de 191,02 points (1,03 %), à 18 735,47 points.

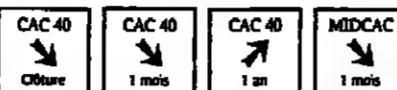
■ L'OR a ouvert en baisse mercredi à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 341,00-341,40 dollars contre 341,90-342,40 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a enregistré mardi la deuxième plus forte hausse en points de son histoire. L'indice Dow Jones a gagné 173,38 points (2,60 %), à 6 833,59 points.

■ LE PRIX DU BARIL de brut de référence, pour livraison la plus rapprochée en mai, a perdu 78 cents, à 19,60 dollars, mardi sur le marché à terme new-yorkais.

■ LE PRIX DU CUIVRE a progressé mardi sur le marché londonien en raison d'une baisse des stocks officiels du LME. Le prix de référence a gagné 32 dollars, à 2 321 dollars, la tonne.

LES PLACES BOURSINIÈRES

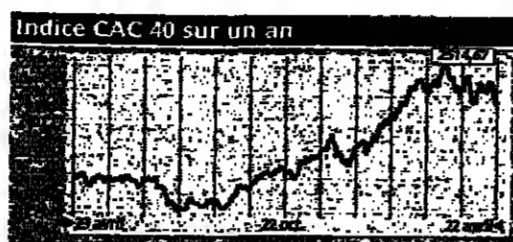


Nette reprise à Paris

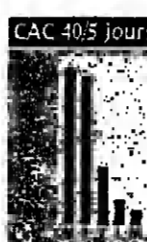
APRÈS QUATRE SÉANCES consécutives de hausse en raison des incertitudes soulevées par les élections législatives anticipées, la Bourse de Paris enregistrait mercredi matin une nette reprise dans le sillage de Wall Street et du dollar. En hausse de 1,08 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,88 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un gain de 1,23 % à 2 545,69 points.

Cette reprise se manifestait dans un marché assez actif, le volume des échanges portant sur 2,5 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Les milieux financiers sont rassurés après les déclarations du président Jacques Chirac et du premier ministre Alain Juppé, le chef de la campagne électorale, même s'ils restent prudents avant que cette dernière ne batte son plein. Selon un sondage réalisé, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, par CSA



pour le *Parisien libéré*, la droite modérée (RPR, UDF) enregistre une légère progression des intentions de vote en sa faveur. Le marché est également dopé par la per-



formance réalisée par Wall Street mardi. Le Dow Jones a gagné 2,6 % après la publication d'une série de résultats semestriels meilleurs qu'attendu.

Clarins, valeur du jour

L'ACTION Clarins a été très nettement sanctionnée par les boursiers, mardi 23 avril, à la Bourse de Paris. Elle a perdu 6,53 %, à 701 francs, dans des transactions portant sur 96 000 titres. Les analystes ont jugé que le bénéfice net 1996, en hausse de 17,5 %, à 241 millions de francs, ne correspondait pas à leur attente. Clarins proposera l'attribution d'un dividende net de 7,20 francs par action, en hausse de 15,8 %, compte tenu de l'attribution gratuite d'une ac-

tion pour huit en septembre 1996. Depuis le début de l'année, le titre affiche un recul de 7,88 %, après avoir gagné 83 % en 1996.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h38	Cours au 23/04	Var. %	Var. %
Playtech Media	1360	+5,36	+17,74
Gr. Ziemer (Ly)	165	+4,43	+40,78
DAV	148,30	+2,01	+13,38
Pechiney	22,50	+3,72	+23,34
Pernod-Ricard	296	+3,13	+11,31
Acer	870	+3,38	+32,42
Laward	954	+2,58	+7,91
Bancare (Gie)	768	+2,55	+25,58
B.N.P.	290,50	+2,64	+14,79
Sic CA	891	+2,81	+15,91

BAISSES, 12h38

BAISSES, 12h38	Cours au 23/04	Var. %	Var. %
Sanofi-Synthelabo	315	-4,54	-16,45
Secteur bancaire	76,20	-4,45	-4,38
De Dietrich	261,80	-2,88	-33,81
Caumont	302,50	-2,91	-11,84
Intercontinental	1364	-2,91	-7,6
DIC (Dollars US)	138	-2,81	-9,69
ACF-Asi-Can-France	185,20	-2,78	-10,56
Infogrames Inter	740	-1,98	-23,33
CS Seguros (CEE)	267,50	-1,94	+13,87
OLPAC	82,45	-1,84	-0,30

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h38	Échange	Capitalisation en F
Alcatel Alsthom	381554	24707975
AGF-Asi-Can-France	1007062	186018182,50
LOreal	75286	14635326
St. Laurent	24247	12748495
Dassault	142077	12748495
Carrefour	30494	10457094
Paribas	26340	9221009,50
LVMH Moët Hen	6445	8705780
Axis (Gie des)	15551	8662645
Axis	25268	8718267,20

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h38	Cours au 23/04	Var. %	Var. %
AFI Industries	900	+5,50	+25
AFI	499	+5,05	+14,71
Torres Brézil (NY)	225	+4,16	+115,31
Lafite-Bolton	182,10	+4,05	+13,20
CFPI	446,30	+3,76	+26,76

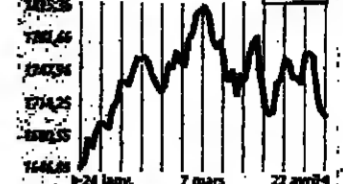
BAISSES, 12h38

BAISSES, 12h38	Cours au 23/04	Var. %	Var. %
St. Dupont	134	-19,94	-27,20
Canal+ Invest	5,25	-3,45	-4,54
Northern Telecom	820	-3,40	+12,32
Serbo	172	-3,57	-5,37

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 23/04	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1760,35	+0,29	-0,29
Ind. gén. SBF 250	1700,69	+0,51	-0,51
Ind. Second Marché	184,53	+0,16	-0,16
Indice MidCAC	1563,62	+0,05	-0,05

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 3 mois



Tokyo repart de l'avant

LA BOURSE DE TOKYO a fini en nette hausse mercredi 23 avril, une vague d'achats portant sur quelques valeurs vedettes ayant permis de compenser les prises de bénéfices qui ont affecté les valeurs bancaires. L'indice Nikkei a fini en hausse de 191,02 points, soit 1,03 %, à 18 735,47 points, son meilleur niveau de clôture depuis le 27 février.

La veille, Wall Street s'est littéralement envolé, enregistrant la deuxième plus forte hausse de son histoire en termes de points. L'indice Dow Jones a gagné 173,38 points, soit 2,60 %, à 6 833,59 points. Il avait gagné 186,84 points deux jours après le lundi noir d'octobre 1987.

L'indice a d'ores et déjà récupéré plus de 440 points sur les quelque 700 points perdus du 11 mars

au 11 avril. Les analystes restent toutefois prudents, notant la performance plutôt mitigée de la cote dans son ensemble.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en hausse. L'indice Footsie a gagné 17,4 points, soit 0,40 %, à 4 346,1 points. En revanche, la Bourse de Francfort a baissé, abandonnant 0,22 %, à 3 340,33 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 23/04	Cours au 22/04	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2545,69	+1,23	+0,76
New York DJ	6833,59	+2,60	+0,46
Tokyo Nikkei	18735,47	+1,03	+0,04
Londres FT100	4346,1	+0,40	+0,22
Frankfurt Dax 30	3340,33	-0,22	-0,22
Bruxelles Bel 20	2614,26	+0,40	+0,40
Bruxelles Général	2194,04	+0,49	+0,49
Milan MIB 30	1055	+0,36	+0,36
Amsterdam C.A. Cbs	507,60	+0,39	+0,39
Madrid Ibex 35	493,29	+0,22	+0,22
Stockholm Allshare	2072,84	+0,36	+0,36
Londres FT30	2836,50	+0,22	+0,22
Hong Kong Hang Seng	12580,50	+0,36	+0,36
Singapore Strait	2047,56	+0,47	+0,47

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

23/04	22/04	21/04
Alcoa	69,50	67,37
Allied Signal	73,62	69,87
American Express	60,75	58,75
AT & T	92	92
Bell Corp.	100,87	99,75
Caterpillar Inc.	87	84,25
Chevron Corp.	66,62	64,75
Coca-Cola Co.	61,87	58,87
DuPont	78,25	76,87
Du Pont Nemours & Co.	108,25	106,37
Eastman Kodak Co.	79,50	79
Exxon Corp.	55,25	53,37
Gen. Motors Corp.	56,50	56,50
Gen. Electric Co.	108,50	104,25
Goodyear T & Rubber	52,12	52
Hewlett-Packard	50,50	49,12
IBM	140	137,37
Intl Paper	42,12	41,75
J.P. Morgan Co.	97	95,62
Johnson & Johnson	59	57,37
McDonalds Corp.	51,75	51,12
Merck & Co. Inc.	89,25	86,50
Minnesota Mining & Mfg.	87,50	83,25
Philip Morris	42	42,50
Procter & Gamble Co.	126,62	123
Sears Roebuck & Co.	47,87	47,25
Travelers	50,12	48,37
Union Carb.	48,75	47,75
Unid Technol	75,37	71,50
Wal-Mart Stores	27,75	27,50

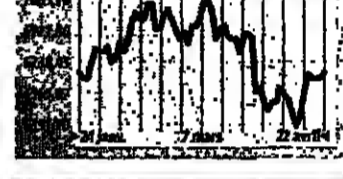
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

23/04	22/04	21/04
Allied Lyons	4,29	4,31
Bardays Bank	10,35	10,26
B.A.T. Industries	5,23	5,32
British Aerospace	15,50	15,50
British Airways	47,79	47,79
British Petroleum	6,98	6,85
British Telecom	4,53	4,50
B.T.R.	2,50	2,50
Cadbury Schweppes	5,14	5,17
Eurotunnel	0,69	0,71
Fortis	11,60	11,40
Glaxo Wellcome	8,77	8,92
Granada Group Plc	5,10	5,05
Grand Metropolitan	5,16	5,12
Guinness	0,87	0,87
Harcourt PLC	6,08	6,07
Green PLC	14,87	14,85
H.S.B.C.	6,99	6,95
Imperial Chemical	5,31	5,29
Legal & Gen. Corp.	4,99	4,99
Lloyds TSB	6,94	6,94
Marks & Spencer	2,92	2,92
National Westminster	5,92	5,88
Peninsula Oriental	1,32	1,35
Reuters	10,63	10,52
Saatchi and Saatchi	4,44	4,44
Shell Transport	16,09	15,96
Tate and Lyle	16,01	16,31
Unilever Ltd	16,01	16,31
Zeneca	16,01	16,31

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

23/04	22/04	21/04
Allianz Holding AG	3141	3204
Basf AG	67,10	67,95
Bayer AG	69,65	69,50
Bay HypoWechselbank	21,65	23,05
Beier Werkebank	67,79	67,79
BMW	1371	1369
Commerzbank	45,60	46,25
Daimler-Benz AG	127,90	128,30
Deutsche Bank AG	88,60	89,15
Deutsche Telekom	34,50	34,65
Dresdner Bank AG FR	54,30	54,80
Hankel VZ	91,85	92
Hoechst AG	66,80	65,33
Karstadt AG	519	515
Linde AG	1135	1135
DTL Lufthansa AG	22,90	22,90
Mann AG	498,50	499,50
Mannesmann AG	651	642,50
Metro	156,50	157,50
Muenchener R. N.	3890	3970
Preussag AG	436	442,50
Rwe	67,10	67,40
Sap VZ	292	292,80
Schering AG	165,30	165,40
Siemens AG	91,20	90
Thyssen	382,50	384,50
Veba AG	93	93,20
Viaq	254,50	255
Volkswagen VZ	835,50	832

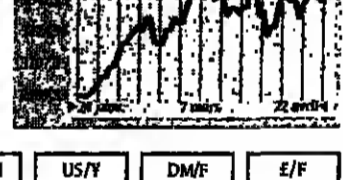
New York: Dow Jones sur 3 mois



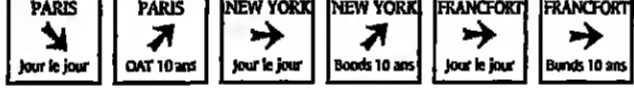
Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Hausse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, mercredi 23 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 24 centimes, à 128,66 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,78 %, soit 0,06 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 22/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,15	5,78	6,38	128,66
Allemagne	5,05	5,78	6,38	128,66
Grande-Bretagne	6,70	7,91	8,91	128,66
Italie	6,70	7,91	8,91	128,66
Japon	6,70	7,91	8,91	128,66
Etats-Unis	6,70	7,91	8,91	128,66

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 22/04	Taux au 21/04	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat à 5 ans	4,29	96,80
Fonds d'Etat à 7 ans	5,02	100,74
Fonds d'Etat à 10 ans	5,78	101,85
Fonds d'Etat à 15 ans	5,99	102,77
Fonds d'Etat à 30 ans	6,43	102,77
Obligations françaises	5,84	100,55
Fonds d'Etat à TME	2,28	99
Fonds d'Etat à TME	2,28	99,53
Oblig. franc. à TME	2,28	100,12
Oblig. franc. à TME	2,28	100,12

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achetez	Vente	Achetez	Vente
22/04	21/04	21/04	21/04
Jour le jour	2,825	2,825	2,825
3 mois	2,825	2,825	2,825
6 mois	2,825	2,825	2,825
1 an	2,825	2,825	2,825
PIBOR FRANCE 1 mois	2,825	2,825	2,825
PIBOR France 3 mois	2,825	2,825	2,825
PIBor France 6 mois	2,825	2,825	2,825
PIBor France 9 mois	2,825	2,825	2,825
PIBor France 12 mois	2,825	2,825	2,825
PIBOR ECU	2,825	2,825	2,825
PIBOR Ecu 3 mois	2,825	2,825	2,825
PIBOR Ecu 6 mois	2,825	2,825	2,825
PIBOR Ecu 12 mois	2,825	2,825	2,825

MATIF

Echéances 22/04	volume	prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 97	—	128,66	128,54	128,66	128,28
Sept. 97	—	128,66	128,92	128,66	126,72
Déc. 97	—	128,66	96,28	96,28	96,28
PIB 3 MOIS					
juin 97	—	96,42	96,42	96,28	96,36
Sept. 97	—	96,43	96,43	96,36	96,38

RÈGLEMENT
MENSUEL

MERCREDI 23 AVRIL

Liquidation : 23 avril

Taux de report : 4,13

Cours relevés à 12h38

CAC 40
PARIS

+1,12%

CAC 40 :

2542,79

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	995	1000	+0,50	1000
C.L. Lyonnais (T.P.)	905	905	-2,20	905
Renault (T.P.)	1631	1631	-	1631
Thomson SA (T.P.)	1000	1000	+0,53	1000
Accor	848	848	+2,59	848
AGF-Asiatic France	100,50	100,50	-2,78	100,50
Air Liquide	845	845	+0,15	845
Alcatel	648	648	+0,15	648
Alpe	355,80	355,80	+0,25	355,80
Adm.	700	700	-0,14	700
Bail Invest.	804	815	+1,39	815
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	604	618	+2,31	618
Banque Paribas	274,80	274,80	+1,92	274,80
Banque Paribas	862	876	+1,62	876
Banque Paribas	815	815	-	815
Banque Paribas	225	225	+2,44	225
Banque Paribas	716	716	-	716
Banque Paribas	2215	2215	-	2215
Banque Paribas	147	147	+0,68	147
Banque Paribas	1070	1070	-0,18	1070
Banque Paribas	350,50	350,50	-	350,50
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	3405	3405	+0,88	3405
Banque Paribas	254,50	254,50	+0,43	254,50
Banque Paribas	205	205	+0,49	205
Banque Paribas	250	250	+0,37	250
Banque Paribas	250	250	+0,28	250
Banque Paribas	62	62	-	62
Banque Paribas	714	714	+1,88	714
Banque Paribas	35,50	35,50	+1,23	35,50
Banque Paribas	654	660	+0,92	660
Banque Paribas	1709	1709	-0,16	1709
Banque Paribas	354,70	354,70	-0,50	354,70
Banque Paribas	2145	2145	-0,23	2145
Banque Paribas	826	826	+2,05	826
Banque Paribas	209	209	+0,47	209
Banque Paribas	764	764	-1,04	764
Banque Paribas	701	701	+0,89	701
Banque Paribas	543	543	+1,63	543
Banque Paribas	473	473	+1,05	473
Banque Paribas	317,90	317,90	+0,34	317,90
Banque Paribas	785	785	+0,63	785
Banque Paribas	10,80	10,80	-0,92	10,80

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	995	1000	+0,50	1000
C.L. Lyonnais (T.P.)	905	905	-2,20	905
Renault (T.P.)	1631	1631	-	1631
Thomson SA (T.P.)	1000	1000	+0,53	1000
Accor	848	848	+2,59	848
AGF-Asiatic France	100,50	100,50	-2,78	100,50
Air Liquide	845	845	+0,15	845
Alcatel	648	648	+0,15	648
Alpe	355,80	355,80	+0,25	355,80
Adm.	700	700	-0,14	700
Bail Invest.	804	815	+1,39	815
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	604	618	+2,31	618
Banque Paribas	274,80	274,80	+1,92	274,80
Banque Paribas	862	876	+1,62	876
Banque Paribas	815	815	-	815
Banque Paribas	225	225	+2,44	225
Banque Paribas	716	716	-	716
Banque Paribas	2215	2215	-	2215
Banque Paribas	147	147	+0,68	147
Banque Paribas	1070	1070	-0,18	1070
Banque Paribas	350,50	350,50	-	350,50
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	3405	3405	+0,88	3405
Banque Paribas	254,50	254,50	+0,43	254,50
Banque Paribas	205	205	+0,49	205
Banque Paribas	250	250	+0,37	250
Banque Paribas	250	250	+0,28	250
Banque Paribas	62	62	-	62
Banque Paribas	714	714	+1,88	714
Banque Paribas	35,50	35,50	+1,23	35,50
Banque Paribas	654	660	+0,92	660
Banque Paribas	1709	1709	-0,16	1709
Banque Paribas	354,70	354,70	-0,50	354,70
Banque Paribas	2145	2145	-0,23	2145
Banque Paribas	826	826	+2,05	826
Banque Paribas	209	209	+0,47	209
Banque Paribas	764	764	-1,04	764
Banque Paribas	701	701	+0,89	701
Banque Paribas	543	543	+1,63	543
Banque Paribas	473	473	+1,05	473
Banque Paribas	317,90	317,90	+0,34	317,90
Banque Paribas	785	785	+0,63	785
Banque Paribas	10,80	10,80	-0,92	10,80

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	995	1000	+0,50	1000
C.L. Lyonnais (T.P.)	905	905	-2,20	905
Renault (T.P.)	1631	1631	-	1631
Thomson SA (T.P.)	1000	1000	+0,53	1000
Accor	848	848	+2,59	848
AGF-Asiatic France	100,50	100,50	-2,78	100,50
Air Liquide	845	845	+0,15	845
Alcatel	648	648	+0,15	648
Alpe	355,80	355,80	+0,25	355,80
Adm.	700	700	-0,14	700
Bail Invest.	804	815	+1,39	815
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	604	618	+2,31	618
Banque Paribas	274,80	274,80	+1,92	274,80
Banque Paribas	862	876	+1,62	876
Banque Paribas	815	815	-	815
Banque Paribas	225	225	+2,44	225
Banque Paribas	716	716	-	716
Banque Paribas	2215	2215	-	2215
Banque Paribas	147	147	+0,68	147
Banque Paribas	1070	1070	-0,18	1070
Banque Paribas	350,50	350,50	-	350,50
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	3405	3405	+0,88	3405
Banque Paribas	254,50	254,50	+0,43	254,50
Banque Paribas	205	205	+0,49	205
Banque Paribas	250	250	+0,37	250
Banque Paribas	250	250	+0,28	250
Banque Paribas	62	62	-	62
Banque Paribas	714	714	+1,88	714
Banque Paribas	35,50	35,50	+1,23	35,50
Banque Paribas	654	660	+0,92	660
Banque Paribas	1709	1709	-0,16	1709
Banque Paribas	354,70	354,70	-0,50	354,70
Banque Paribas	2145	2145	-0,23	2145
Banque Paribas	826	826	+2,05	826
Banque Paribas	209	209	+0,47	209
Banque Paribas	764	764	-1,04	764
Banque Paribas	701	701	+0,89	701
Banque Paribas	543	543	+1,63	543
Banque Paribas	473	473	+1,05	473
Banque Paribas	317,90	317,90	+0,34	317,90
Banque Paribas	785	785	+0,63	785
Banque Paribas	10,80	10,80	-0,92	10,80

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	995	1000	+0,50	1000
C.L. Lyonnais (T.P.)	905	905	-2,20	905
Renault (T.P.)	1631	1631	-	1631
Thomson SA (T.P.)	1000	1000	+0,53	1000
Accor	848	848	+2,59	848
AGF-Asiatic France	100,50	100,50	-2,78	100,50
Air Liquide	845	845	+0,15	845
Alcatel	648	648	+0,15	648
Alpe	355,80	355,80	+0,25	355,80
Adm.	700	700	-0,14	700
Bail Invest.	804	815	+1,39	815
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	604	618	+2,31	618
Banque Paribas	274,80	274,80	+1,92	274,80
Banque Paribas	862	876	+1,62	876
Banque Paribas	815	815	-	815
Banque Paribas	225	225	+2,44	225
Banque Paribas	716	716	-	716
Banque Paribas	2215	2215	-	2215
Banque Paribas	147	147	+0,68	147
Banque Paribas	1070	1070	-0,18	1070
Banque Paribas	350,50	350,50	-	350,50
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	3405	3405	+0,88	3405
Banque Paribas	254,50	254,50	+0,43	254,50
Banque Paribas	205	205	+0,49	205
Banque Paribas	250	250	+0,37	250
Banque Paribas	250	250	+0,28	250
Banque Paribas	62	62	-	62
Banque Paribas	714	714	+1,88	714
Banque Paribas	35,50	35,50	+1,23	35,50
Banque Paribas	654	660	+0,92	660
Banque Paribas	1709	1709	-0,16	1709
Banque Paribas	354,70	354,70	-0,50	354,70
Banque Paribas	2145	2145	-0,23	2145
Banque Paribas	826	826	+2,05	826
Banque Paribas	209	209	+0,47	209
Banque Paribas	764	764	-1,04	764
Banque Paribas	701	701	+0,89	701
Banque Paribas	543	543	+1,63	543
Banque Paribas	473	473	+1,05	473
Banque Paribas	317,90	317,90	+0,34	317,90
Banque Paribas	785	785	+0,63	785
Banque Paribas	10,80	10,80	-0,92	10,80

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	995	1000	+0,50	1000
C.L. Lyonnais (T.P.)	905	905	-2,20	905
Renault (T.P.)	1631	1631	-	1631
Thomson SA (T.P.)	1000	1000	+0,53	1000
Accor	848	848	+2,59	848
AGF-Asiatic France	100,50	100,50	-2,78	100,50
Air Liquide	845	845	+0,15	845
Alcatel	648	648	+0,15	648
Alpe	355,80	355,80	+0,25	355,80
Adm.	700	700	-0,14	700
Bail Invest.	804	815	+1,39	815
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	604	618	+2,31	618
Banque Paribas	274,80	274,80	+1,92	274,80
Banque Paribas	862	876	+1,62	876
Banque Paribas	815	815	-	815
Banque Paribas	225	225	+2,44	225
Banque Paribas	716	716	-	716
Banque Paribas	2215	2215	-	2215
Banque Paribas	147	147	+0,68	147
Banque Paribas	1070	1070	-0,18	1070
Banque Paribas	350,50	350,50	-	350,50
Banque Paribas	140	140	+0,71	140
Banque Paribas	3405	3405	+0,88	3405
Banque Paribas	254,50	254,50	+0,43	254,50
Banque Paribas	205	205	+0,49	205
Banque Paribas	250	250	+0,37	250
Banque Paribas	250	250	+0,28	250
Banque Paribas	62	62	-	62
Banque Paribas	714	714	+1,88	714
Banque Paribas	35,50	35,50	+1,23	35,50
Banque Paribas	654	660	+0,92	660
Banque Paribas	1709	1709	-0,16	1709
Banque Paribas	354,70	354,70	-0,50	354,70
Banque Paribas	2145	2145	-0,23	2145
Banque Paribas	826	826	+2,05	826
Banque Paribas	209	209	+0,47	209
Banque Paribas	764	764	-1,04	764
Banque Paribas	701	701	+0,89	701
Banque Paribas	543	543	+1,63	543
Banque Paribas	473	473	+1,05	473
Banque Paribas	317,90	317,90	+0,34	317,90
Banque Paribas	785	785	+0,63	785
Banque Paribas	10,80	10,80	-0,92	10,80

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h38

MERCREDI 23 AVRIL

Liquidation : 23 avril

Taux de report : 4,13

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

Cours relevés à 12h38

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 24 AVRIL 1997

EUROPE Malgré sa victoire 1-0 (but de Victor Ikpeba) sur l'Inter de Milan, au stade Louis-II, en match retour des demi-finales de la coupe de l'UEFA, mardi 22 avril, l'AS Monaco,

battue 3-1 à l'aller, ne s'est pas qualifiée pour la finale. ● **DEUX BUTS** qui leur ont été refusés ont avivé les regrets des joueurs de Jean Tigana, qu'un prochain titre de champion de

France consolera peut-être. ● **EN FINALE**, les 7 et 21 mai, Milan rencontrera Schalke 04. Les Allemands ont éliminé les Espagnols de Ténériffe (2-0) à l'issue des prolongations.

● **LE PARIS-SAINT-GERMAIN** devait affronter, jeudi 24 avril, en demi-finale retour de la Coupe des coupes, les Anglais du FC Liverpool, battus 3-0 à l'aller. ● **LES BILLETS** pour le

Tournoi de France, qui opposera, du 3 au 11 juin, le Onze tricolore à l'Allemagne, à l'Italie et au Brésil, seront mis en vente à partir du lundi 28 avril.

L'AS Monaco échoue aux portes d'une finale européenne

Vainqueurs (1-0) de l'Inter de Milan, mardi 22 avril, au terme d'un match à suspense, lors de la demi-finale retour de la coupe de l'UEFA, les joueurs de Jean Tigana n'ont pu refaire leur retard du match aller (1-3)

MONACO
de notre envoyé spécial
La scène est étonnante : Fabien Barthez, gardien de l'AS Monaco, monté en attaque, se retrouve soudain face à son collègue de l'Inter, Gianluca Pagliuca. Son tir est détourné en corner par le portier italien. Et c'est encore

Barthez, métamorphosé en homme à tout faire, qui se charge de tirer le corner de la dernière chance dans un stade Louis-II soudain transformé en arène vibrante.

La popularité planétaire du football est due en bonne partie à ces instants de folie où le scénario dramatique se transforme soudain en jeu de hasard.

Ce face-à-face mémorable entre les deux gardiens a lieu alors que le temps réglementaire était dépassé depuis six bonnes minutes, et tout semblait réuni pour clore en apothéose une soirée folle : deux buts refusés aux Monégasques, un score de 1-0 en faveur des coéquipiers de

Franck Dumas grâce à un but signé Victor Ikpeba (69^e minute), une atmosphère électrique, des tacles sauvages, bref, une demi-finale de Coupe d'Europe. Mais, face à un adversaire italien, les miracles se font plus rares que les chances de mettre un terme à la fracture sociale. Et, lorsque l'arbitre néerlandais, M. Van der Ende, siffle la fin des illusions, il ne reste aux Monégasques que leurs yeux pour pleurer ou leurs poings à serrer de rage.

Mardi 22 avril, les joueurs de l'AS Monaco ont donc vécu une soirée qui restera dans la mémoire collective. Battus 3-1 à Milan par l'Inter lors de la demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA, les protégés de Jean Tigana connaissent l'ampleur de leur tâche pour parvenir en finale. Pourtant, cette formation monégasque dominait outrageusement le championnat de France cette saison semblait capable de créer l'exploit.

Jamais sans doute dans l'histoire du club la principauté n'avait possédé une équipe aussi solide et équilibrée. Le travail en profondeur mené depuis deux saisons par Tigana, avec un effectif où les stars Sonny

Anderson, Enzo Scifo ou Victor Ikpeba côtoient les jeunes révélations Thierry Henry ou Sylvain Legwinski, porte ses fruits.

Mais le vice, la roublardise et l'expérience de leurs adversaires d'un soir, associés aux décisions pour le moins contestables du directeur de jeu, auront été fatals aux Monégasques.

On reparlera longtemps de ce premier but inscrit dès la 8^e minute de jeu par Martin Djetou, à la suite d'un cafouillage devant le but de Pagliuca. La « faute » de Legwinski sur Salvatore Fresta sifflée par M. Van der Ende pour l'annuler est inexistante.

Schalke 04, finaliste inédit

La finale de la Coupe de l'UEFA, qui se dispute en matches aller-retour (le 7 mai, à Gelsenkirchen, en Allemagne, et le 21 mai, à Milan), se présente a priori comme une confrontation totalement déséquilibrée entre les favoris de l'Inter de Milan et les Allemands de Schalke 04. Si les Italiens ont bien géré leurs deux rencontres en demi-finale, Schalke 04 a poussé le suspense jusqu'au bout de la prolongation, mardi 22 avril, pour s'imposer finalement 2-0, à domicile, Marc Wilmots inscrivant le but victorieux à la 107^e minute, après que son coéquipier Thomas Linke eut ouvert la marque à la 68^e minute. Les Allemands, qui avaient perdu 1-0 à l'aller, accèdent à la première finale européenne de leur histoire. — (AFP)

tante. « Ce but refusé nous a un peu coupé les jambes », avouera Anderson, incapable de tromper un Pagliuca auteur de jolies parades en première période.

VINGT MINUTES D'ESPOIR

Il aura suffi que Tigana fasse entrer en jeu le phénomène Henry, une demi-heure avant la fin du match, pour que l'espoir change soudain de camp. Sur son premier sprint, le prodige originaire de l'Essonne trompe Pagliuca. Les tribunes d'habitude si sages du stade Louis-II sont en folie, mais, après quelques trop longues secondes, le but est re-

fusé pour hors-jeu. La décision est juste, mais, sur l'action, le juge de touche a tardé à se manifester, ce qui constitue plus qu'une faute de goût.

Lorsque Victor Ikpeba inscrit enfin un but, accordé celui-là par la roulette du sifflet arbitral, il reste vingt minutes à l'AS Monaco pour obtenir le droit de disputer la deuxième finale européenne de son histoire, après celle de Coupe des coupes, perdue en 1992 face au Werder de Brême.

Vingt minutes, ou plutôt vingt-huit minutes, puisque l'étonnant M. Van der Ende, appelé à rester dans les mémoires comme son collègue belge M. Van Langenhove, vedette d'un certain Benfica-Olympique de Marseille en 1990, fait durer le suspense. Mais le score ne changera pas.

Sur les deux matches, ce n'est pas l'équipe la plus méritante qui se qualifie. En ratant une mi-temps sur quatre, la première, disputée à Milan il y a quinze jours, l'AS Monaco a dit adieu à son rêve européen.

« Nous avons effectivement dominé trois mi-temps sur les quatre disputées face à l'Inter. Mais cela ne suffit

pas. Moi, je commence à avoir l'habitude de perdre en demi-finale. Surtout en 1982, lors de France-RFA, par exemple. Mais, ce soir, j'ai plutôt l'impression de revivre ce qui m'est arrivé avec l'OM à Lisbonne face au Benfica, lorsque l'arbitre a accordé le but inscrit de la main par Vota, qui nous avait privés de la finale », lançait Tigana, qui ajoutait : « Les erreurs d'arbitrage existent toujours, il faut vivre avec ».

Youn Djorkaeff, ancienne idole du stade Louis-II, devenu ennemi public numéro un du temps d'une soirée, saluait « ce réalisme des équipes italiennes, qui font preuve d'une volonté déjà affirmée que leurs adversaires ». Un réalisme qui pousse parfois à la faute. Averti pour simulation à la 40^e minute (« Je le sentais avant le match », confiera-t-il), le meneur milanais ne participera pas à la finale aller du 7 mai, face aux Allemands de Schalke 04, mais s'apprête déjà à jouer le retour, à Milan, le 21 mai, pour conquérir un nouveau titre européen après la Coupe des coupes, qu'il a gagnée en 1996 avec le Paris-Saint-Germain.

Alain Constant

Patricia Moyersoen, défenseur central du Paris-Saint-Germain

SI UNE VILAINNE GRIPPE ne l'empêche pas de tenir sa place, Patricia Moyersoen sera bien à Liverpool, jeudi 24 avril. Elle occupera son siège, quelque part au milieu des dirigeants parisiens, dans une tribune du mythique stade d'Anfield Road. Elle regardera le Paris-Saint-Germain défendre en Angleterre les trois buts d'avance, acquis lors de la demi-finale aller de la Coupe des coupes. Défendre, c'est aussi son rôle. Et, dans le football moderne, sa place est devenue indispensable.

M^{re} Moyersoen est l'avocate du club de la capitale depuis 1991. En six ans, cette juriste, spécialisée dans les dossiers touchant à la propriété intellectuelle, a assimilé les mœurs particulières des artistes du ballon rond. L'écriture assidue de L'Équipe, elle a été contactée par le club parisien alors que le football était encore en pleine ère Tapie. Repreneur du Paris-Saint-Germain, Canal Plus n'hésitait pas compromettre sa réputation en accréditant des pratiques douteuses. Il prendra conseil.

L'avocate sera d'abord consultée en matière de sécurité, ce qui l'amènera à fréquenter plusieurs fois l'inquiétante tribune Boulogne du Parc des Princes, afin d'y étudier le comportement des supporters. Elle rédigera, entre autres, les notices figurant au dos des billets qui permettront de poursuivre les contrevenants à ces avertissements. « Nous ne pouvions

pas interdire des gens de stade pour défaut de sécurité : il a fallu contractualiser certaines règles de sécurité afin de pouvoir porter plainte systématiquement en cas de troubles », commente M^{re} Moyersoen.

Au fil des années, ses attributions vont s'étendre, allant de la traque des contrefaçons d'échappées et autres tee-shirts à la défense d'intérêts privés de joueurs de l'équipe. Son conseil s'étendra également aux autres disciplines que gère le club omnisports.

« **LE DOSSIER ANELKA** »
En février, Michel Denisot et Jean-François Domergue ont tenu à ce que la « femme de loi » les accompagne lors d'une conférence de presse. Il y était question du dossier Anelka. Le joueur avait signé à dix-sept ans un contrat avec les Anglais d'Arsenal ; le Paris-Saint-Germain estimait que le stagiaire de son centre de formation lui appartenait. Arrêté Bosman de la Cour européenne contre Charte française du football professionnel : autant dire que le sujet s'avère hautement juridique et matière à arguments.

Un tantinet tracassés, le président délégué et le directeur général s'étaient assurés le renfort d'une expertise, à toutes fins utiles. Pour symbolique qu'elle soit, cette première apparition publique est révélatrice d'une révolution.

« A la suite de l'arrêt Bosman, tout est en train de se compliquer. Le temps des documents signés à la va-vite sur un coin de table est révolu », analyse M^{re} Moyersoen.

Alors que s'intensifie le marché des transferts, elle a déjà préparé des contrats-cadres pour son client. Seuls sont laissés en blanc les noms et les montants. Il faudra d'ailleurs revoir la copie : la possibilité de recourir au droit d'image, afin d'alléger les charges sociales des gros salaires, devait être adoptée par les députés. La dissolution de l'Assemblée nationale a repoussé le projet aux calendes grecques.

Mais les avocats sont entrés dans le football pour longtemps. Les mentalités ont changé. Les règlements sportifs ne sont plus au-dessus des lois. Le linge sale ne se lave plus en famille : on plaide devant des tribunaux « civils ». « Je dois être bilingue, connaître le langage du droit commun et celui du sport afin de les concilier », explique M^{re} Moyersoen. La chose n'est pas toujours aisée.

Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans qu'un dirigeant la consulte sur un nouveau problème. « Je suis derrière pour anticiper, prévoir, orienter », résume-t-elle. Un libéro ne parlerait pas autrement.

Benoît Hopquin

Lourdes candidate aux Jeux olympiques d'hiver de 2006

TARBES

de notre correspondant
Les Pyrénées ont-elles une réelle chance d'organiser les Jeux olympiques d'hiver ? Ministre de la culture, maire de Lourdes, Philippe Douste-Blazy vient d'annoncer, le 22 avril, que sa ville « était candidate à l'organisation des JO d'hiver de 2006 ou 2010 ». Plusieurs réunions préparatoires se seraient tenues depuis six mois afin de monter ce dossier, qui bénéficie des conseils de l'ancienne championne de ski Isabelle Mir.

Pour Philippe Douste-Blazy, la capitale d'accueil de la « cité mariale », deuxième ville touristique de France, avec 400 établissements et 37 000 lits, représente une « formidable logistique d'appoint afin de recevoir les athlètes et les spectateurs de tels Jeux ». En matière d'infrastructures, le ministre relève que le site est irrigué par l'autoroute A64, qui relie le Pays basque à Toulouse, et les quatre aéroports de Biarritz, Pau, Tarbes-Lourdes et Toulouse, implantés dans

un périmètre de 150 km. Les Hautes-Pyrénées disposent de dix-sept stations de sports d'hiver, dont les plus proches de Lourdes, et les mieux adaptées, sont Cautezet, Luz-Ardiden, Bagnères, La Mongie, Plan-Engaly et Saint-Lary. Philippe Douste-Blazy et Saint-Lary, Philippe Douste-Blazy se propose de créer à Lourdes une patinoire — elle figurait sur son programme électoral de 1989, quand il a pris la mairie au radical François Abadie — et une piste de bobsléigh.

L'annonce de cette candidature réjouit les commerçants de Lourdes, mais irrite les élus. Le député de la troisième circonscription des Hautes-Pyrénées, Jean Glavany (PS), maire et conseiller général de Maubourguet, vice-président du conseil général, a estimé que l'annonce de la candidature de Lourdes à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver « était déplorabile et ridicule au moment de commencer la campagne des élections législatives anticipées ».

Jean-Jacques Rollat

Les billets sont en vente pour le Tournoi de France

LES SIX RENCONTRES du Tournoi de France devraient faire recette, un an avant la Coupe du monde de football, dont les réservations sont déjà un franc succès. Ce mini-championnat opposera du 3 au 11 juin les équipes d'Angleterre, du Brésil, de France et d'Italie, à Lyon, Montpellier, Nantes et Paris. La Fédération française, la Ligue nationale et le Comité français d'organisation de la Coupe du monde de football sont les coorganisateurs de ce Tournoi, dont les billets seront en vente à partir du lundi 28 avril. Renseignements sur Minitel 3615 FOOT et par téléphone, au 08-36-68-19-19.

■ **Diego Maradona** a signé un nouveau contrat avec le club Boca Juniors de Buenos Aires. L'ancien capitaine de l'équipe d'Argentine de football, qui est âgé de trente-six ans, recevra 50 000 dollars (280 000 francs environ) par match disputé. Contrôlé positif à l'éphédrine lors du Mondial 94, Diego Maradona a été victime de deux malaises, en public, au cours des trois dernières semaines. — (AFP)

■ **TENNIS** : avant les Internationaux de France (26 mai-8 juin), le tournoi de tennis de Monte-Carlo s'est montré impitoyable, mardi 22 avril, pour les têtes de série, qui doivent se réhabituer à la terre battue. L'Américain Pete Sampras, numéro un mondial, a été éliminé battu. L'Américain Pete Sampras, numéro un mondial, a été éliminé battu. L'Américain Pete Sampras, numéro un mondial, a été éliminé battu.

■ **RUGBY** : Philippe Saint-André jouera l'an prochain en Angleterre dans l'équipe de Gloucester. Le trois-quarts aile, ancien capitaine du XV de France, qui est âgé de trente ans, a signé, mardi 22 avril, un contrat de deux ans. Il a obtenu sa 64^e sélection il y a un mois, contre l'Italie.

■ **AUTOMOBILISME** : Adrian Newey deviendra directeur technique de l'écurie McLaren, le 1^{er} août. L'ingénieur anglais a conçu les équipes qui ont gagné quatre des cinq derniers titres en formule 1, et Williams qui a suspendu en novembre 1996 par l'écurie anglo-française après avoir annoncé son intention de rejoindre McLaren. — (AFP)

Les basketteurs de Villeurbanne vaincus par les « petits détails »

L'Asvel a cédé (70-77), mardi 22 avril, à Rome, en demi-finale de l'Euroleague, face au FC Barcelone

ROME

de notre envoyé spécial
L'Asvel Lyon-Villeurbanne et l'Olimpia Ljubljana, les deux invincibles surprises de l'édition 1997 de la finale à quatre de l'Euroleague de basket-ball, ont mis un terme à leur aventure européenne de la même manière, frustrée.



BASKET

trame. Mardi 22 avril, à Rome, les deux clubs ont succombé face à deux équipes beaucoup plus aguerries : le FC Barcelone et ses cinq places de finalistes de Coupe d'Europe pour les Français ; et l'Olimpia Ljubljana, grand favori de la compétition, pour les Slovènes.

« Manque d'expérience », ont regretté, avec les mêmes mots, les deux entraîneurs des perdants, Greg Beugnot et Zmago Sagadin, pour expliquer leur sort commun, au soir de la défaite (70-77 pour l'Asvel, 65-74 pour Ljubljana).

Les deux équipes étaient parvenues au sommet du basket européen contre toute attente et, pour ce qui concerne l'Asvel, en jouant en permanence sur la corde raide : depuis le début de la saison, Greg Beugnot n'a pu aligner qu'une

seule fois sa formation type. C'était lors du premier match de championnat de France, en septembre, contre Gravelines. Depuis, la roue du malheur n'a cessé de tourner contre le camp des « Verts ».

L'équipe qui s'est présentée en demi-finale contre Barcelone portait certes un parfum d'euphorie et d'enthousiasme, mais elle était aussi à bout de souffle, formée de joueurs épuisés par une saison passée à colmater les brèches ouvertes par les blessures.

A Rome, il manquait aux Villeurbannais leur farouche défenseur, Jim Bibba, « notre réplique », dit Eric Beugnot, manager général de l'Asvel. Il leur manquait, surtout, la fraîcheur physique nécessaire pour combler un retard qui n'a jamais excédé 10 points. Tout comme les Slovènes lors de la première demi-finale du Final Four romain, les Villeurbannais ont commencé leur match sur un rythme calamiteux, victimes du syndrome du « Petit Poucet » : « Nous avons mis une mi-temps à rentrer dans la partie », soupçonnait Greg Beugnot.

Ensuite, ils sont souvent revenus dans le sillage de leurs adversaires : à 2 points, à 1 point, à égalité. Mais, à chaque fois, a fait défaut le petit « plus », qui leur a si souvent donné un ascendant moral détermi-

nant au cours de leur belle campagne européenne.

A quatre minutes de la fin, Brian Howard, sur lancer franc, a même offert une longueur d'avance à son équipe (63-62) ; cela ne devait, hélas, pas durer plus d'une poignée de secondes, le temps pour le meneur yougoslave de Barcelone, Alexander Djordjevic, de sonner l'heure de l'estocade.

TENTATIVES DÉSPÉRÉES

L'homme au crâne aussi lisse qu'un ballon de basket a aligné les paniers cruciaux, et Delaney Rudd, meilleur marqueur de la rencontre avec son coéquipier Brian Howard (20 points chacun), échouait dans ses deux dernières tentatives désespérées derrière la ligne des trois points. « Il a essayé de se rassurer sur ses tirs, mais ce n'était pas le soir », commentera Greg Beugnot, soudain fataliste.

« Cinq fois dans la partie, nous avons remporté un écart de 7 points. Cela mobilise une grande énergie ; à force de faire l'ascenseur, les tirs étaient tout simplement trop courts par manque de force physique », a ajouté son frère Eric. Sans cesse repoussée, la défaite villeurbannaise est devenue inéluctable à une minute de la sonnerie : un rude coup pour des joueurs dont la motiva-

tioo repose sur l'« horreur de perdre ».

Les « petits riens » qui font basculer une partie leur ont manqué. « Quelques détails », assuraient les Villeurbannais : « le manque de précision sur les lancers francs », pour Alain Diebeu et Laurent Phuy ; « un manque de lucidité dû à la panique : nous avons un peu trop respecté nos adversaires, nous les avons regardés jouer en première mi-temps », selon Georgy Adams. L'accumulation de tels « détails », de ceux qu'ils avaient pris l'habitude de maîtriser pour triompher, laissent « un goût d'inachevé » dans la gorge des Villeurbannais. Mais ils n'auront que peu de temps pour ruminer leur frustration après cette triste fin d'aventure. Après le match pour la troisième place, jeudi 24 avril, contre Ljubljana, ils devront défendre leur Coupe de France, dimanche, contre Nancy, puis enchaîner, la semaine suivante, avec les deux ou trois matchs du quart de finale des « play off » du championnat de France.

Avec une seule ambition : obtenir un nouveau billet pour l'Euroleague 1998 et revenir plus forts, nantis de l'expérience de Rome.

Eric Collier

Quand les gènes viennent au secours des fossiles

L'alliance de la biologie moléculaire et de la paléontologie peut éclairer les points obscurs de l'évolution des espèces vivantes. Mais la cohabitation des deux disciplines n'est pas toujours facile

La systématique, fondée sur l'observation des organismes, a pour but d'identifier et d'ordonner la multitude d'espèces vivantes peuplant la Terre. Pour mieux dessiner cet arbre généalogique, les chercheurs font de

plus en plus appel à la « phylogénie moléculaire ». La méthode repose sur la mesure des variations que présente un même gène existant chez différentes espèces. Plus elles sont grandes, plus ces espèces peuvent être

considérées comme éloignées l'une de l'autre. Prédeux pour préciser les liens de parenté entre des formes de vie anatomiquement éloignées, le message délivré par les gènes n'en reste pas moins difficile à inter-

préter. L'amélioration de ce nouvel outil fait l'objet d'intenses recherches, comme l'a montré le colloque « Molécules, morphologie et systématique » récemment organisé à Paris par le Réseau national de biosystématique.

LE MARIAGE de raison entre la paléontologie et la biologie moléculaire est-il en train de porter ses fruits ? Permettra-t-il de combler les innombrables « chaînons manquants » que compte l'arbre du vivant ? Le Réseau national de biosystématique avait été créé dans ce but il y a deux ans, dans le cadre des « actions concertées coordonnées pour les sciences du vivant » (Le Monde du 15 novembre 1995). Le succès du colloque « Molécules, morphologie et systématique », que cette structure vient d'organiser à Paris, incite à croire que la greffe commence à prendre.

Fondée sur l'observation des organismes, la systématique a pour objet d'identifier et d'ordonner la multitude d'espèces (1 400 000 décrites à ce jour, pour un nombre peut-être dix fois supérieur) qui peuplent - ou ont peuplé - notre planète. Pour représenter leurs parentés, les chercheurs dessinent une succession de branchements dichotomiques. L'ensemble constitue l'arbre phylogénétique du vivant, image emblématique de la science de l'évolution.

Pour cette tâche, la systéma-

tique utilise l'analyse morphologique. Outil majeur, mais dont l'usage trouve pourtant ses limites. « Pour comparer des organismes et établir leurs liens de parenté, on doit disposer de caractères homologues [c'est à dire hérités d'un ancêtre commun] qui se présentent sous des formes différentes chez ces diverses espèces », explique André Adoutte (Laboratoire de biologie cellulaire, Paris-XI). Autrement dit, il est possible de classer ainsi des organismes présentant le même plan d'organisation et de définir, par exemple, les grands groupes de vertébrés (poissons osseux, amphibiens, oiseaux, mammifères), il est beaucoup plus ardu d'en déduire les filiations existant entre ces groupes.

Ce sont précisément ces obstacles que pourrait lever la génétique moléculaire. Allée aux progrès de l'informatique, elle permet de pénétrer directement dans l'intimité héréditaire des espèces vivantes, d'en comparer les gènes et de croiser ces données avec celles de la morphologie. Une source d'informations d'autant plus précieuse que la systématique reste une science très théorique, dont

les hypothèses, à défaut d'être soumises à l'épreuve de l'expérimentation, demandent à être solidement étayées.

La « phylogénie moléculaire » s'efforce de faire parler les chromosomes des descendants de nos ancêtres. La méthode repose sur la comparaison détaillée de quelques gènes ubiquitaires (présents chez toutes les espèces vivantes) et sur la mesure des variations que montre la séquence (la composition biochimique) de ces gènes entre différentes espèces contemporaines. « Deux espèces qui ont un ancêtre commun se trouvent pourvues de séquences homologues. Celles-ci ont, elles aussi, une séquence ancestrale commune et évoluent indépendamment l'une de l'autre. Plus la séparation est ancienne, plus les différences sont importantes. On peut alors représenter chaque espèce par une séquence et confondre l'ordre des espèces avec l'ordre des séquences qui les représentent », explique André Adoutte.

FIABILITÉ À AMÉLIORER

Comme on s'y retrouve, par exemple, dans le groupe des placentaires d'eau douce *Dugesia gonophora*, petits vers plats répandus en populations sexuées et en populations scissipares (non sexuées), quand le seul critère discriminant dont on dispose est la morphologie de leur appareil copulateur ? En étudiant leur ARN ribosomique 18 S, séquence génétique universelle et essentielle à la fabrication des protéines. « On a pu ainsi construire un arbre phylogénétique et mettre en relation les populations scissipares avec leurs plus proches parents sexués », précise Salvador Caramza (université de Barcelone, Espagne). Son équipe a mis en évidence deux principaux groupes monophylétiques et mis en relation, « de ma-



nière non ambiguë», chaque population scissipaire avec son homologue sexué. Mais il arrive que l'analyse génétique brouille les pistes entre espèces proches. C'est le cas chez les rongeurs (*Rodentia*) : alors que les données morphologiques plaident en faveur de leur origine commune, les gènes indiquent le contraire. « La plupart des lignées principales de rongeurs diffèrent les unes des autres par une divergence génomique beaucoup plus importante que ce que l'on peut observer entre les autres ordres de mammifères », affirme François Catzeflis (Institut des sciences de l'évolution, université de Montpellier). De quel prometteur de beaux débats, quand on sait que l'ordre des

rogeurs comprend 44 % des 4 629 espèces de mammifères répertoriées. Débats d'autant plus féroces que la fiabilité de l'analyse géométrique est loin, très loin, d'être absolue.

Les problèmes méthodologiques posés par la phylogénie moléculaire sont encore innombrables. Il n'empêche. Les gènes ont de plus en plus à dire. Non pour éclipser les fossiles - dont Andrew Smith, du Muséum d'histoire naturelle de Londres, rappelle qu'ils restent et resteront « la seule preuve directe du changement morphologique et génétique au cours du temps » - mais pour les soutenir.

Catherine Vincent

Fuites dans la climatisation de la station Mir

APRÈS les pannes successives des générateurs d'oxygène et un début d'incendie (Le Monde du 3 avril), l'équipage de la station spatiale russe Mir fait face à de nouveaux problèmes techniques : des fuites d'éthylène glycol, liquide utilisé dans le système de climatisation. Les trois occupants de Mir ne sont pas en danger, affirment les responsables. Pour preuve : la sortie dans l'espace de Vassili Tsiblov et de l'Américain Jerry Linenger, prévue lundi 28 avril, est toujours au programme. En attendant, l'équipage qui a installé le nouveau générateur d'oxygène Elektron, amené par un vaisseau Progress, recherche les fuites pour les colmater. Un second générateur sera livré le 15 mai par la navette américaine Atlantis, à bord de laquelle se trouveront l'astronaute européen Jean-François Clervoy et l'Américain Mike Smea, qui doit relever Jerry Linenger.

DÉPÊCHES

■ LA COMÈTE HALE-BOPP, visible jusqu'en mai, arbore une troisième queue constituée d'atomes de sodium, découverte le 16 avril par le télescope Isaac Newton de l'Institut d'astrophysique des Canaries (IAC). Jusqu'alors, on n'avait observé que deux types de queue dans le sillage des comètes, l'une, incurvée, composée de poussières, et l'autre, opposée au Soleil, constituée de gaz ionisés (Le Monde du 21 mars). L'origine de ce sodium pourrait provenir de la décomposition de molécules complexes sous l'effet du rayonnement solaire, ou émaner de poussières cométaires.

■ BOTANIQUE : la centaurée de la Clape, une petite plante à fleurs roses de l'Aude, va-t-elle « indubitablement vers l'extinction » ? À partir de cet exemple, le Conservatoire botanique de Porquerolles (INRA-Montpellier), l'Institut des sciences de l'évolution (CNRS-Montpellier 2) et l'université autonome de Barcelone s'interrogent pour comprendre les raisons de la rareté de certaines espèces et proposer des méthodes pour éviter leur disparition.

Troublant émail

Il recouvre l'ivoire de la couronne des dents et se compose, à plus de 95 %, de substances minérales. L'émail contient aussi une protéine, l'amélogénine. Cette dernière, chargée de capturer le phosphate de calcium, se révèle particulièrement surprenante d'un point de vue évolutif. Son gène a été cloné chez l'homme, et ses équivalents sont connus chez la vache, le porc, la souris, le rat et l'opossum.

Pour savoir s'il était aussi présent chez les vertébrés non mammaliens, l'équipe de Marc Grondot (laboratoire d'anatomie comparée, Paris-VI) a entrepris de cloner une partie de ce gène chez différents vertébrés, « choisis en fonction de leurs relations phylogénétiques et de la présence ou absence d'émail ». Curiosité de l'évolution : le gène de l'amélogénine a été retrouvé chez la tortue européenne d'eau douce (*Emys orbicularis*), alors que celle-ci appartient à un groupe ayant perdu ses dents il y a 200 millions d'années.

AGENDA

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
« Que des affaires exceptionnelles ! »
Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenture.
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

FERRONNERIE

Angle boulevard des Italiens
d. rue Chaussée d'Antin
Magasin à l'Étoile
37, avenue Victor-Hugo.
Autre grand choix.

BIJOUX ANCIENS

BAGUES ROMANTIQUES
GILLET
19, rue d'Arcole
75004 Paris
01-43-64-00-83
ouvert le dimanche matin

COURS

PARLEZ AMÉRICAIN
avec des professeurs américains
cours : Trimestriels - TOEFL - Intensifs JUILLET
Accents of America
75006 Paris - M° Odéon
Tél. : 01-44-07-05-05

DÉCORATION

RÉNOVATION - DÉCORATION
FRESQUES MURALES
Appartements - bureaux
AGORA
Tél. : 01-44-15-86-04

Pour vos annonces dans
L'AGENDA
Tél. :
01-42-17-39-42
Fax :
01-42-17-39-25

VACANCES

TOURISME

Part tous les jours 80 m²
2 chbres, 5 couchages, jardin.
Prox. plage et golf Mandelieu
dans très beau domaine calme
avec piscine 11 x 6 m 000 F juin
et sept. 9 000 F juillet/août pour
2 semaines. Tél. H.B.
04-93-47-85-83

(34) 7 km CAP D'AGDE. Dans
domaine viticole rénové, maison
250 m², 9 personnes,
4 chambres, 2 salles de bains,
cuisine, salon espace, calme,
ombragé. Piscine (5 x 10 m).
Draps, confort. 7 550 F/semaine
en saison, net. Tél./fax :
04-67-77-42-60
Doc. avec photos sur demande.

Vacances scolaires

été, Toussaint,

HOME D'ENFANTS

JURA

(900 m altitude)

Agencement jeunesse et sports,
Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans une
ancienne ferme XVII^e,
confortablement rénovée,
2 ou 3 enfants par chambre
avec sdb, wc. Située au
milieu des pâturages et
forêts. Accueil volont. limité à
15 entités, idéal en cas
de 1^{re} séparation.
Ambiance familiale
et chaleureuse.
Possibilité accueil, depuis
Paris TGV

Activ. : VTT, jeux collect.,
peinture, sports, tennis,
poney,
initiales, échecs et théâtre,
fabric. du pain.
Tél. : 03-81-39-12-51

Luberon (84)
mais, anc. gd confort
7 pers. 3 000 F/semaine.
01-45-48-55-49

DOUGLAS C. ENGELBART ne fait pas partie du gotha de l'informatique. A soixante-douze ans, ce chercheur américain vient de recevoir le prix Lemelson-MIT 1997 qui

POURTRAIT
Doug Engelbart a travaillé sur tous les thèmes majeurs de l'informatique

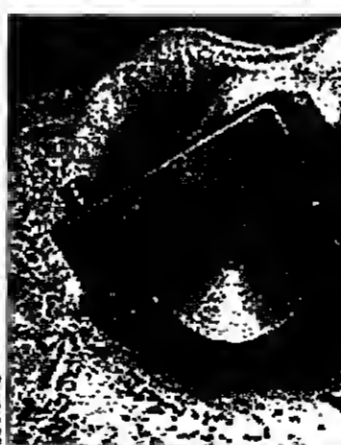
récompense les inventeurs de talent avec un chèque de 500 000 dollars (près de 3 millions de francs). Une distinction amplement méritée. Douglas Engelbart a travaillé sur tous les thèmes majeurs de l'informatique en matière d'interface avec l'utilisateur et de communication. Outre la conception de la souris d'ordinateur, ce lui doit les fondements de l'attachement par fenêtres à l'écran et de l'ensemble des outils informatiques de communication et de travail en commun.

Si ce visionnaire ne figure pas dans la liste des grandes fortunes issues de la Silicon Valley, de Steve Jobs, fondateur d'Apple en 1976, à Bill Gates, actuel richeissime patron de Microsoft, en passant par Andrew Grove (Intel), Larry Ellison (Oracle), Scott McNealy (Sun) ou Jim Clark (Netscape), pas un qui ne tire bénéfice de ce que Douglas Engelbart a imaginé dans les années 60.

Atypique au sein de travaux portant essentiellement sur le logiciel, la souris d'ordinateur reste sa trouvaille la plus populaire parmi les vingt et un brevets qu'il a déposés. Celui qui décrit « un indicateur de position X-Y pour un écran » date de 1969 et porte le numéro 3 541 541, selon le *San Jose Mercury News*. L'idée lui est venue « lors de cinq minutes d'inspiration en assistant à une conférence ». Le prototype ne ressemble guère aux souris actuelles qui se logent dans le creux de la main. Il s'agit d'une petite boîte métallique munie de deux roues disposées à angle droit et d'un bouton. Le surnom de souris fut inspiré par le fil qui sort

de la boîte et rappelle la queue de l'animal.

Douglas Engelbart vend très vite son brevet au Massachusetts Institute of Technology (MIT) pour la somme de 10 000 dollars (56 000 francs). Une bagatelle quand on mesure le succès rencontré par cet outil et l'ampleur de ses implications. Son usage induit en effet une action permanente de l'utilisateur sur une machine individuelle. Or, dans les années 60, les informaticiens d'avaient aucun contact direct avec l'ordinateur central, monstre



L'ancêtre de la souris, brevet déposé en 1969.

enfouï dans les entrailles des bâtiments. Ils remettaient des paquets de cartes perforées aux opérateurs qui leur rendaient les résultats du calcul sous forme de bandes de papier, les fameux listings.

RELATION HOMME-MACHINE

Outil inséparable d'un ordinateur devenu personnel, la souris s'est progressivement substituée au clavier pour assurer toutes les fonctions autres que la frappe de texte. Popularisée par les Macintosh d'Apple dans les années 80, elle a fini par être adoptée par les PC, qui se sont convertis au système d'exploitation Windows de Microsoft. Les origines de ce « fenêtrage » de l'écran sont également attribuées au chercheur visionnaire de Stanford. L'idée lui est venue pendant la seconde guerre mondiale lorsque,

dans la marine américaine, il observait les écrans des radars et rêvait de pouvoir naviguer de la même façon dans un univers d'informations.

« J'ai été guidé pendant quarante ans par la conviction que les ordinateurs allaient améliorer considérablement la façon dont les gens peuvent organiser et traiter les problèmes complexes et urgents », a déclaré Douglas Engelbart lors de la cérémonie de remise du prix Lemelson-MIT, selon le magazine américain *Wired*. Si l'ordinateur le fascine, c'est moins par sa technologie que

naturellement à travailler sur les réseaux informatiques, qui ouvrent la voie à la communication entre les utilisateurs d'ordinateurs. Il participe ainsi activement à la naissance d'Internet. Dans son édition du 23 décembre 1996, le magazine *Fortune* rappelle que lorsque Vinton Cerf envoie les premiers « paquets » d'information depuis l'université de Californie, c'est Douglas Engelbart qui est là pour la réception sur son SRI, le second nœud d'Arpanet, l'ancêtre militaire d'Internet.

Lecteur de Vannevar Bush, conseiller du président Roosevelt, et du philosophe Ted Nelson, il travaille sur l'adaptation du concept d'hypertexte à la télématique (Le Monde du 11 mai 1997). Les créateurs de la toile d'Internet utiliseront ces études pour développer le langage bhtml (hypertext mark-up language).

Obsédé par la relation entre l'homme et l'ordinateur, Douglas Engelbart s'intéresse à tous les moyens de communication. Du traitement de texte au courrier électronique, de la téléconférence au travail coopératif (le groupware), rien n'échappe à son étonnante créativité. En 1989, il fonde, avec sa fille Christina, le Bootstrap Institute, une entreprise qui se propose « d'aider les organisations à devenir hautement performantes ».

Chercheur maudit ? Douglas Engelbart ne donne pas cette sensation lorsqu'on visite le site de son institut sur Internet. Les pages d'accueil regorgent de mentions du prix Lemelson-MIT agrémentées d'une liste fournie d'articles de la presse américaine vantant les mérites de l'inventeur. Et s'il n'a pas fait fortune grâce à la souris d'ordinateur, Douglas Engelbart ne peut se plaindre de l'ingratitude des industriels. Le Bootstrap Institute est hébergé gracieusement dans les locaux de Logitech... l'un des principaux fabricants mondiaux de souris.

Michel Alberganti

* Bootstrap Institute : <http://www.bootstrap.org/>

صكتا من العمل

En col ouvert sur la côte dalmate

Au pays qui inventa la cravate, les mille et une îles de Croatie forment un archipel sauvage à deux heures de Paris

« PROFITONS d'autant plus de la paix qu'elle est ici fragile par essence ! » Telle est la philosophie moyenne dans cette Croatie encore sous les armes mais qui se souvient qu'au temps de Tito, et même avant, elle abrita la Côte d'Azur yougoslave. Déjà l'archiduc Rodolphe, celui de Mayerling, avait lancé les îles de Dalmatie, où il fut relayé ensuite par Edouard VIII d'Angleterre. Sous le royaume large d'esprit des Slaves du Sud, dès 1932 l'île de Rab devint capitale pionnière du nudisme européen.

En 1990, avant l'explosion de la Fédération socialiste, la Croatie recevait plus de cinq millions de visiteurs par an. Après le conflit, la moitié des vacanciers étaient déjà revenus en 1996 selon Niko Bulic, ministre croate du tourisme, et trois millions sont attendus en 1997 dont près d'un tiers d'Allemands et d'Autrichiens. Les chiffres concernant les Français restent en revanche dérisoires, peut-être, dit-on à Zagreb, parce que « la France est la nation européenne qui a perdu le plus de ses fils [une cinquantaine] durant la guerre de Yougoslavie ».

Un coup d'œil sur le nouveau découpage de la Slavie méridionale peut rendre sceptique quant aux risques géopolitiques de friction, avec une Croatie riche de 1 777 kilomètres de littoral mais coupée en deux pour que la Bosnie profite du couloir de Néoum, accès à l'Adriatique d'une dizaine de kilomètres de large, plus irritant qu'utile. La Slovénie est un peu mieux lotie avec un débouché maritime d'une quarantaine de kilomètres, mais que dire de la forme du nouvel Etat croate, gueule de crocodile grande ouverte sur la Bosnie que d'anciens regardent, elle, comme un coin musulman enfoncé dans le corps croate ? On dirait que cette partie des Balkans est vouée à ne jamais sortir complètement de la psychologie du guet-apens qui imprègne les terribles romans d'Ivo Andric, le toujours très actuel Nobel 1961 de littérature, mort en 1975.

« Notre patrimoine insulaire fut généralement épargné par les guerres, il n'est l'objet d'aucun irrédentisme extérieur, c'est un lieu politiquement et écologiquement privilégié », répond-on à Zagreb à toutes les remarques sur les incommodités frontalières présentes. C'est en effet un splendide petit empire maritime où se côtoient quelque 1 100 îles et îlots (dont

66 peuplés), les uns verts de pinèdes, les autres blancs de rochers immaculés ou de colonies d'oiseaux. L'archipel dalmate, étiré de Rijeka (la Fiume trop chère à d'Annunzio) à Dubrovnik, rallonge de plus de 4 000 kilomètres le tracé côtier croate. La Grèce, avec seulement 437 îles (dont 154 habitées), n'a qu'à bien se tenir, d'autant plus que son domaine insulaire ne bénéficie pas, loin de là, d'une couverture végétale aussi généreuse que la Dalmatie. « Choisissez une île et devenez propriétaire ! », vont jusqu'à ordonner les dépliant touristiques croates, malgré l'atmosphère bypernationaliste dans laquelle baigne le pays. Sans acheter, on peut toujours y aller et jouer à Robinson Crusoe, à poil ou pas, solitaire ou en famille, dans un de ces îlots boisés absolument déserts qui se sont, pour schématiser, qu'à deux heures de Paris.

MARKO POLO ET TOMISLAV LE BREF
Les affamés de colonnes brisées rétorqueront que la Grèce, tout de même... Eh bien ! la Dalmatie également est toute cout-



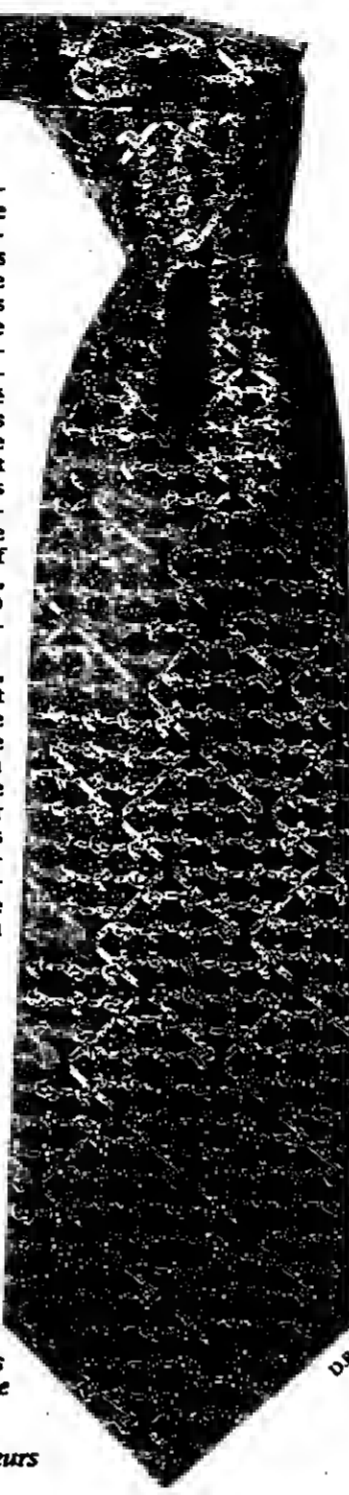
Les soldats du Royal-Gravate (ou Croatie), Slaves catholiques au service du roi de France, nouaient leur col de chemise avec un mince cordon noir, appelé ensuite, sous des formes plus élaborées, à une diffusion mondiale. La « kravata » en soie, conçue aujourd'hui à Zagreb, est du dernier conformisme parisien. Recherchons ailleurs plus d'originalité, par exemple dans les télécartes du nouvel Etat croate, tout imprégnées encore d'ardeurs militaires et nationalistes.

ré d'une haute histoire politique et artistique, depuis le palais impérial romain de Split, dont les 30 000 mètres carrés forment toujours le cœur de ce port moderne de 250 000 âmes, jusqu'à Dubrovnik, notre Raguse napoléonienne, où les destructions serbes de 1991 ont presque toutes été effacées, refaisant de cette cité aux fortifications colossales une Carcassonne tropézienne.

Et puis surtout, il y a les surprises, les découvertes, les im-

prévus, comme dans *La Nuit dalmate*, de Paul Morand. Ainsi l'île de Kortchoola, où vécut la famille Polo et où les Croates montrent le lieu de naissance de « Marko ». C'est sous les murs frappés du lio de saint Marc de cette très vieille colonie vénitienne que notre voyageur, de retour d'Asie, fut, croit-on, capturé en 1298 par les ennemis génois de la Sérénissime. En mémoire des combats d'antan, surtout contre les Turcs d'ailleurs, les jennes Kortchoouliotes continuent chaque semaine d'être mimées la Moreshka, ballet sportif et chevaleresque avec épées, chœurs et adolescence captive en pantalon bouton d'or d'odalisque.

A Zadar, la Zara des Italiens, les drames historiques sont moins anciens, tel le règne de « Tomislav II le Bref », ce prince italien, de son vrai nom Aymon d'Aoste, slavisé ou hôte et que Mussolini envoya ici pour régner sur la Croatie et la Bosnie, alors contrôlées par les oustachis. Débarqué dans la rade tydaline bordée de clochers franciscains et de remparts vénitiens, le nouveau



Un week-end en Ile-de-France

Belle aurore, Cuisse de nymphe et Nuage parfumé ne sont pas des pur-sang mais de précieux boutons s'épanouissant sur les parterres de la plus ancienne roseraie d'Europe (3 300 variétés) créée à la fin du siècle dernier par Jules Gravenaux. C'est à l'Hays-Roses, à deux pas de Paris. Prêtade à la Route historique des parcs et Jardins de l'Ile-de-France qui égrenent seize domaines ouverts au public.

● Celine de Saint-Jean-de-Beauregard fête les plantes vivaces en accueillant (du 25 au 27 avril) cent vingt pépiniéristes venus de toute l'Europe présenter et vendre leurs espèces rares. Le château, spectaculaire avec 4 500 bouffes et le parc agrémenté d'un potager, constitue l'une de ces nombreuses propriétés seigneuriales, classées monuments historiques, qui verrouillent la capitale (envoi du livret illustré de ladite route, comité départemental du tourisme, CDT, de l'Essonne, tél. : 01-64-97-35-13).

● But d'escapade de fin de semaine, ces rendez-vous de chasse d'autrefois, plantés à l'orée d'un bois, ou en pleine forêt, souvent transformés en musées, permettent d'associer week-end au vert et découverte du patrimoine culturel. Juste parue, *Ile-de-France côté nature*, brochure de cinquante pages éditée par le Comité régional de l'Ile-de-France (CRT) ; en complément d'autres publications : *Le Moyen Age et Châteaux-musées, monuments*, dévoile la richesse des alentours de Paris en précisant que le quart de ce territoire demeure couvert de forêts et que les espaces naturels et agricoles représentent 62,5 % de la superficie. L'ensemble, tenant dans un rayon de 70 km, est accessible par le réseau métro-train-bus-TER avec la carte Paris-Visite (80 F pour 3 jours), circulation illimitée en Ile-de-France.

● A chaque thème sont associés des itinéraires pour des balades à pied, à vélo (ou VTT), à cheval, en pénichette. On circule à travers l'une des quinze forêts recensées, dans l'un des deux parcs naturels régionaux (la haute Vallée de la Chevreuse, le Vexin français), au fil des 750 km de voies navigables (sur l'Oise, la Seine ou le Loing), ou au cœur même de l'un des sept départements qui composent ce patchwork. Quelque cinquante hôtels de charme ont été sélectionnés (manoirs, châteaux, auberges et relais de campagne, de 350 F à 800 F environ la chambre double).

● A l'appui de ces suggestions, les informations nécessaires à l'organisation du périple (fascicules spécifiques, cartes, centres sportifs, etc.) sont expédiées sur demande. Exemple, *Le Guide du terroir*, édité par la Seine-et-Marne, déroule des périples gourmands, avec de bonnes adresses pour faire son marché (volailles, produits laitiers, cochonnailles, fruits et légumes) chez les producteurs, ou sur les étals ambulants qui occupent les places de village. Il indique les tables du cru, les curiosités à visiter (châteaux forts, abbayes, cités médiévales, églises) et les « bons endroits pour pique-niquer ». On commande les paniers campagnards à la ferme avant de partir (240 F pour quatre avec vaisselle en carton). De même qu'on réserve un toit pour le soir auprès du Service loist-acueil basé à Fontainebleau (tél. : 01-60-39-60-39). Des forfaits week-ends thématiques : « Voyage au pays de Bossuet, en Gâtinais, au Moyen Age, Autour de Vaux-le-Vicomte... » (de 300 F à 575 F, par personne, hôtels 2-4 étoiles), incluent le gîte et le couvert ainsi que les visites dans les châteaux et musées.

● Inauguré voilà cinq mois, l'Espace du tourisme d'Ile-de-France, Carrousel du Louvre (tous les jours 10-19 h, sauf le mardi, tél. : 01-42-44-10-50, 3615 Ile-de-France) renseigne, conseille et envoie gratuitement les brochures (généralistes et thématiques), de même que la carte routière (avec pictogrammes et adresses utiles). Jusqu'au 3 juin, l'exposition *L'Ile-de-France, terre de randonnées* fête le cinquantenaire de la Fédération de randonnée pédestre et dispose de toute la documentation utile à la découverte de 5 000 km de sentiers balisés.

Florence Evyn

PARTIR

■ **SALON DU TOURISME.** Les 36 millions de Français qui partent en vacances s'orientent, heureusement, pas tous à la Foire de Paris, qui battra son plein du 26 avril au 8 mai au Parc des expositions de la porte de Versailles. Là, trois espaces seront consacrés aux loisirs : les régions de France, les pays du monde et l'espace des voyages, réunissant notamment distributeurs, tours-opérateurs et chaînes hôtelières. Une structure bien utile pour se repérer.

★ Ouvert de 10 heures à 19 heures, nocturne les mardis 29 avril et 6 mai, entrée 45 F, métro Porte-de-Versailles.

■ **LA RÉUNION EN VTT.** Un bain de luxuriance à la force des mollets. La Réunion en VTT, c'est, assurément, une façon sportive, authentique et surtout éco-polluante, de découvrir l'île au fil des pistes et des chemins forestiers. Egalement vol en hélicoptère et, au ras du sol, interprétation botanique. Hébergement familial, bonnes tables et pique-niques. Un raid individuel ou en équipe, du 29 mai au 6 juin, 8 jours, 7 200 F.

★ Escapadienne-La Cyclerie, tél. : 05-61-76-46-30.

■ **LA SCALA DE MILAN.** Les Noces de *Figaro* dans l'une des plus belles salles d'opéra du monde font tout l'intérêt de ce week-end à Milan. Sous la baguette de Riccardo Muti et dans une mise en scène de Giorgio Strehler, ce qui ne gâche rien. Dans la journée, visites des monuments et musées prestigieux. Du 6 au 8 juin, 7 500 F, vols inclus, en demi-pension. ★ Clio, 34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 01-53-68-62-82.

SE FORMER TOUT AU LONG DE LA VIE

Entretiens Condorcet
Vi' rencontres
de la formation professionnelle

Vingt-cinq ans déjà !
Le bilan de la loi de 1971
sur la formation professionnelle
devait être fait.
Mais les temps changent.
Une approche différente
de la formation
est aujourd'hui nécessaire.

— Les barrières de temps et d'âges entre formations initiale et continue s'estompent.
— Les compétences sont trop souvent dissociées des diplômes.
— Parcours personnels et parcours professionnels ne sont plus obligatoirement parallèles.
Ce livre, coédité par le ministère du travail et des affaires sociales et Le Monde-Éditions, réunit les analyses et les propositions des meilleurs spécialistes français et européens, réunis à Paris les 30 septembre et 1^{er} octobre 1996.

218 pages, 80 F. En vente chez votre libraire
ou à défaut au Monde-Éditions
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

Le Monde
EDITIONS

Ministère du travail
et des affaires sociales

**FOIRE
DE
PARIS**

DU 26 AVRIL AU 8 MAI 97

Vous irez de surprises
en découvertes

DE 10 H A 19 H

Garderies enfants - Espace jeux
et animations pour les 8/18 ans.

Des informations et des surprises au
08 36 69 50 00*

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

NEUF ET RÉSIDENTIEL

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS CONSTRUCTEURS

INVESTISSEZ DANS LE LOGEMENT NEUF

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite amortissement "Périssol" remporte un grand succès.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les logements locatifs neufs achetés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de :

- 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
- 2% pour chacune des 20 années suivantes.

- Le déficit foncier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs.

- La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENTS À LA FNPC.

(Fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

PARIS RIVE DROITE

Saint-Sébastien
Rue Saint-Sébastien

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel,
Bourgeois Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
codes :
01 47 12 54 54

RESIDENCE PRINCIPALE - LIVRAISON FIN 97
DEMIERS APPARTEMENTS DISPONIBLES

Au cœur du 15^e arrondissement, dans une rue calme, une résidence de grand standing.
Studio à partir de 280 000 FF

Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

OUVERTURE
Les Allées Buissonnières
Parc des Buissonnières

Réalisation :
ASTÉAM Conseil
9 rue Vignon - 75008 Paris
Tél. 01 47 42 13 12

De studio au 6 pièces - 78 appartements disponibles

Face à 55 hectares de Parc au bord de l'eau à l'entrée de la Cité de la Musique, 7 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons.

Réalisation : SOFERIM
Bureau de vente sur place :
Rue Adolphe Miller, Paris 19^e Tél. 01 42 45 17 59
Du vendredi au lundi de 14 h à 19 h.

L'Orée du Parc
49, rue Compiègne, rue Rouler
A toute proximité
des Bordes-Chaumont
à découvrir absolument !

Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Premier constructeur certifié qualité ISO 9001
De studio au 5 pièces avec parking en sous-sol, 16 900 F le m² bon parking et dans la limite du stock disponible.

Le calme d'une petite résidence de charme de 24 appartements accolés à 100 m du Parc des Bordes-Chaumont et du métro.
Tous les prestations : nombreux balcons, vue sur un beau jardin intérieur.

Bureau de vente : 3, rue de Général Brossat, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

PARIS RIVE GAUCHE

Dans le quartier
de la grande bibliothèque
Résidence pour étudiants
Les Laurendes

Réalisation :
COPRIM RESIDENCES
191, rue Calixte
92100 BOULOGNE

Studio pour étudiants et jeunes en formation à partir de 450 000 F
LIVRAISON IMMÉDIATE. FRAIS DE NOTAIRE GRATUITS.

Pour profiter pleinement des avantages fiscaux liés à la loi Perissol, nous proposons dans le site privilégié de la grande bibliothèque, un programme de 47 appartements de studio au 5 pièces duplex, caves et parkings en sous-sol. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien !
Livraison d'été printemps 1997

Bureau de vente : 116, rue de l'Abbé Groult - ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 45 31 61 35 ou 01 47 12 54 44

71, rue Gutenberg
Rue Gutenberg

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel,
Bourgeois Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
codes :
01 47 12 54 54

APPARTEMENTS DU STUDIO AU 4 PIÈCES

33 appartements dans une résidence pleine de charme avec balcons et terrasses, proche du parc André Citroën et de la place Saint-Charles. Belle architecture et prestations de qualité.
Concède sur les nouvelles mesures investissements, amortissement "Périssol".

Bureau de vente : 116, rue de l'Abbé Groult - ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 45 31 61 35 ou 01 47 12 54 44

Villa Marmontel
107-109, rue de l'Abbé Groult
Idéal investissement Périssol.

Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Un programme superbe à découvrir absolument et classé le meilleur de 15^e arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements de studio au 5 pièces duplex, caves et parkings en sous-sol. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien !
Livraison d'été printemps 1997

Prix à partir de 34 500 F le m² bon parking et dans la limite du stock disponible.
lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

15^e arrondissement (suite)

Le Fondary
19, rue Fondary
Nouveaux programmes

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel,
Bourgeois Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
codes :
01 47 12 54 54

DU STUDIO AU 5 PIÈCES

En plein cœur du 15^e, dans une rue calme, une résidence de grand standing. Prestations de qualité, appartements avec balcons, terrasses ou jardins privés.

Bureau de vente : 116, rue de l'Abbé Groult - Paris 15^e
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.
Tél. 01 45 31 61 35

RÉGION PARISIENNE

92 Boulogne-Billancourt

L'Impérial
2-10, rue d'Aguesseau
A proximité de l'Eglise du Boulogne et de l'ave. J.B. Clément

1^{er} PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Prix à partir de 23 500 F le m² bon parking et dans la limite du stock disponible.

Au cœur de Boulogne traditionnelle, dans une rue calme, proche de la gare de Boulogne, une résidence de grand standing de 27 appartements possédant du studio au 5 pièces avec parking en sous-sol. Architecture de grande qualité et prestations soignées, balcons, terrasses. Chaque appartement a été conçu dans les moindres détails pour vous assurer confort et sécurité au maximum.

Bureau de Vente : 13, rue de Bellevue (angle avenue Montant), ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION
à Boulogne et Levallois

1^{er} PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

SPECIAL INVESTISSEMENT PERISSOL

A BOULOGNE
A proximité de 2 lignes de métro, beaux studios et 2 pièces disponibles immédiatement.

A LEVALLOIS
En centre ville, tout près du métro, dans une résidence de standing, beaux studios et 2 pièces livrables en mars 1997.

Près de nombreux commerces, idéal investissement Périssol.

Renseignements et ventes :
Service vente aux investisseurs privés
01 46 63 22 00

92 Neuilly-sur-Seine

Neuilly Marine
LANCEMENT Angle rue de la Marine et bd Seura
Concours européen

Appartements dans une résidence de grand standing, prestations de qualité, architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie (tous les services, grande hauteur sous plafond, parking...).
38 appartements de studio au 5 pièces (caves, parkings en sous-sol) et une maison individuelle.

Bureau de Vente sur place :
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

92 Malakoff

Les Académies

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel,
Bourgeois Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
codes :
01 47 12 54 54

RESIDENCE POUR ETUDIANTS IDEAL INVESTISSEMENT. AVANTAGES FISCAUX PERISSOL ET MÉRIGNIER.

A proximité immédiate de la faculté et du métro (ligne 13), une résidence pour étudiants de 72 studios à partir de 350 000 F.
Réalisation d'été.

Concède sur les nouvelles mesures investissements.

Renseignements et ventes : Tél. 01 47 12 54 44

94 Maisons-Alfort

Les Académies

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel,
Bourgeois Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
codes :
01 47 12 54 54

RESIDENCE POUR ETUDIANTS - IDEAL INVESTISSEMENT RECONSTRUCTION TVA ET AMORTISSEMENT PERISSOL.

A 2 pas de métro et de l'Ecole Vétérinaire, STIM BATIR réalise une résidence d'étudiants de standing.
Studio à partir de 284 000 F.
Revenus locatifs garantis.

Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

INVESTISSEURS

PRÉSERVEZ DÈS AUJOURD'HUI VOS INTÉRÊTS DE DEMAIN !

BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES FISCAUX DE LA LOI PERISSOL
PROCHAINEMENT ÉTENDUS AUX PROGRAMMES
DE TRANSFORMATION DE BUREAUX EN LOGEMENTS.

STUDIOS ET 2 PIÈCES, QUANTITÉ LIMITÉE

À PARIS 16^{ÈME} (AUTEUIL)
ET À PARIS 9^{ÈME} (ST GEORGES)

AFIP, 2 RUE SAINT-THOMAS D'AQUIN, 75007 PARIS

TÉLÉPHONEZ DÈS AUJOURD'HUI À L'AFIP:
01 40 51 27 54 / 01 40 51 27 26 / 01 40 51 27 20

مكتبة الامم

Temps sec et doux

L'ANTICYCLONE installé sur la France se décale très lentement vers la Méditerranée. Les perturbations atlantiques se rapprochent doucement de l'ouest du pays. C'est encore un temps sec et un peu plus doux qui dominera jeudi après une matinée souvent bien fraîche.

Bretagne, Pays de Loire, basse Normandie. Le soleil dominera. La Bretagne et la Normandie connaîtront parfois un ciel voilé. Les températures de l'après-midi varieront de 15 à 19 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, haute Normandie, Ardennes. Des nuages venus des îles britanniques voleront souvent le ciel mais ne donneront pas de pluie. Au meilleur de la journée, il est prévu de 14 à 19 degrés de la mer du Nord à l'Orléanais.

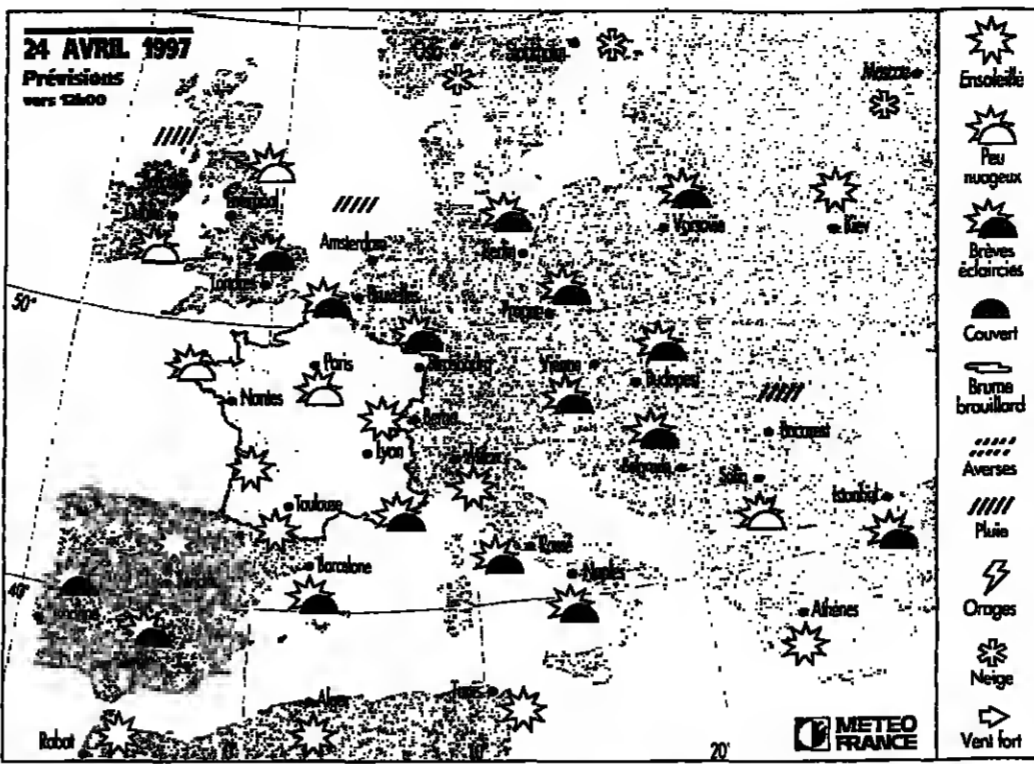
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps restera sec malgré l'apparition d'un voile nuageux. Après de petites gelées matinales, une dou-

leur reviendra l'après-midi avec 16 à 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Des nuages bourgeonnants pourront se former l'après-midi, des Pyrénées ariégeoises à l'Audouze. La fraîcheur matinale sera vite balayée, il fera entre 19 et 22 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le soleil brillera sans mal du matin au soir des monts du Limousin à la frontière italienne. Il chassera bien vite la fraîcheur du petit matin. Les températures regagneront quelques degrés en atteignant, le plus souvent, des valeurs comprises entre 19 et 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée sera marquée par un soleil dominant. Quelques nuages apparaîtront toutefois l'après-midi sur les reliefs. En cours d'après-midi, il fera de 21 à 23 degrés dans l'arrière-pays mais pas plus de 17 à 20 degrés sur le littoral.



CARNET DU VOYAGEUR

■ ITALIE. Les syndicats italiens de cheminots, tramways, marins de ferry et pilotes d'avion ont lancé 26 préavis de grève entre le 22 avril et le 4 mai.

■ BELGIQUE. Un préavis de grève a été déposé par les syndicats de cheminots pour le vendredi 25 avril. Il pourrait affecter les trains à grande vitesse au départ de Bruxelles à destination de Paris, Amsterdam et Londres.

■ ISRAËL. La compagnie aérienne israélienne El Al et la chaîne Dan Hotel viennent de signer un accord de coopération. Il permet aux membres du Club Fidélité et du Loyal Club séjournant dans un des neuf hôtels de la chaîne de gagner des points supplémentaires.

■ HONGKONG. Un tunnel passant sous le port de Hongkong doit être inauguré le 30 avril. Cet ouvrage sera le troisième et le plus long tunnel reliant Hongkong à la péninsule de Kowloon.

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/16 S
AJACCIO	5/18 S	
BIARRITZ	4/19 S	
BORDEAUX	4/23 S	
BOURGES	1/20 S	
BREST	6/15 S	
CAEN	6/14 S	
CHERBOURG	5/15 S	
CLERMONT-F.	1/21 S	
COCOT	1/19 S	
GRENOBLE	2/22 S	
LILLE	4/15 N	
LUNÉVILLE	4/19 S	
LYON	2/21 S	
MARSEILLE	6/21 S	
NOUMEA	19/24 S	

JARDINAGE

L'art et la manière d'arroser efficacement par temps de sécheresse

Les restrictions d'eau sont l'occasion de réfléchir à une opération qui est plus question de méthode qu'affaire de quantité

LA GLYCINE a gelé lundi 21 avril au matin. Ce pied, issu d'un marcottage réalisé il y a trois ans, portait vingt-quatre grappes qui pendaient, desséchées et décolorées. Ce n'est pas grave, elle refleurira cet été. Les vigneronnes, les arboriculteurs du Sud-Est et de la vallée du Rhône ont vu en une ou deux nuits anéantir la promesse de belles récoltes : c'est plus inquiétant. Mais le scénario catastrophe annoncé partout et déjà chiffré a mis les politiques en émoi. Osons le dire, peut-être un peu vite et pour des raisons électorales qui tombent à pic. Les fruits gelés sont certes irrémédiablement perdus, mais les bourgeons secondaires de la vigne peuvent encore se développer et remplacer les pousses détruites par des températures qui ont atteint les -5 degrés. Il est en effet rare que la nature ne surmonte pas les aléas temporaires du climat.

La sécheresse devient plus inquiétante... sauf pour les vieilles vignes, dont l'enracinement est profond. Une vigne qui souffre fait d'ailleurs un meilleur vin que celle

qui pousse dans une terre grasse. Des blés qui jaunissent en avril, ce n'est en revanche pas fréquent. Au jardin, l'absence de pluie attise par un vent d'est sec et froid se fait aussi sentir, et l'on ne pense pas souvent qu'il faut arroser en cette saison. Bien partie grâce à un ensoleillement soutenu, la végétation peut bloquer sa croissance par manque d'eau.

En premier lieu, il faut songer à étancher la soif des massifs de plantes acidophiles. Certains rhododendrons ont déjà leurs feuilles qui pendent. Il faut impérativement les désaltérer lentement : trop sèche, la terre de bruyère ne prend pas l'eau, qui glisse tout autour de la motte, s'infiltant dans le sol alentour. Ceux qui ont semé leur pelouse il y a trois semaines ou un mois doivent l'arroser : elle est en pleine germination. Sans quoi, elle va succomber rapidement. Ceux enfin qui ont planté une haie à racines nues doivent aussi l'abreuver. Les jeunes résineux - thuyas, ifs, cyprès - pourraient ne pas en rattrapper.

Le problème, c'est qu'il est si facile d'interdire d'arroser les jardins, qu'on tombe dru et un peu à tort et à travers. Pourquoi n'interdit-on pas aux stations de sports d'hiver de pulvériser des torrents pour fabriquer la neige artificielle envoyée sur les pistes par les canons ? Pourquoi ne répare-t-on pas les fuites des réseaux d'adduction d'eau ? Il ne sert certes à rien d'arroser

La paille ou l'écorce

La bataille fait rage dans le courrier des lecteurs des revues de jardinage. Il y a les tenants du « paillage » à l'écorce de pin et ceux qui sont résolument contre. Les premiers trouvent toutes les vertus à cette technique, les seconds l'accusent d'acidifier le sol (ce qui est vrai) et de provoquer des maladies (ce qui reste à démontrer). Vendue en sac et calibrée selon l'usage voulu, l'écorce de pin est en tout cas efficace contre les mauvaises herbes. Encore faut-il qu'elle soit épanchée en une couche de dix centimètres d'épaisseur - seul le liseron pourra la percer. Mais avouons qu'utilisée en grand, elle est assez vilaine et uniformise tout. Elle ne nourrit par ailleurs pas le sol à la façon d'un bon paillis de compost recouvert de tourbe : en se mélangeant peu à peu au sol, il lui apporte la totalité des éléments nutritifs dont les plantes ont besoin. Se débarrasser des mauvaises herbes sans désherbants, économiser l'eau et amender la terre sans engrais, n'est-ce pas une façon de respecter la nature ?

d'ailleurs moyen d'économiser l'eau, dont le prix grimpe de façon si vertigineuse que les puits reprennent du service pour alimenter les maisons.

Il ne sert à rien de « mouilloter » chaque jour le sol au pied d'un arbuste planté il y a peu. En revanche, dix litres d'eau en une ou deux fois par semaine seront les bienvenues. Il faut arroser les plantes le soir à la fraîche - en plein soleil, trop d'eau s'évapore -, jamais en pluie, directement avec l'embout du tuyau, robinet à demi fermé de façon que l'eau s'écoule comme si elle sortait du bec d'un arrosoir.

Réservez ces soins aux plantes qui en ont vraiment besoin. Elles expriment leur soif par des signes caractéristiques qui doivent être observés le soir tard ou le matin tôt : il est normal que certaines plantes fanent en plein soleil ; il est inquiétant d'observer le même phénomène quand elles n'y sont pas exposées. Ce sont souvent des annuelles, ou des plantes d'ombre à l'enracinement superficiel : il est rare que la pluie atteigne le pied

des murs au nord ou à l'est. Le paillage est un moyen efficace de limiter les pertes d'eau.

Ecorces de pin, paillettes de lin, fibres de coco, feuilles mortes compostées, tonnes de gazon peuvent être utilisées pour créer un matelas protecteur au pied des plantes. Quand il est difficile de pailler le sol, il faut le biner, casser sa croûte superficielle. Si les dictons ne sont pas toujours paroles d'or - « un binage vaut dix arrosages », dit l'un d'eux -, il est évident qu'une terre travaillée en surface le lendemain d'un arrosage ralentit l'évaporation de l'eau qui remonte par capillarité.

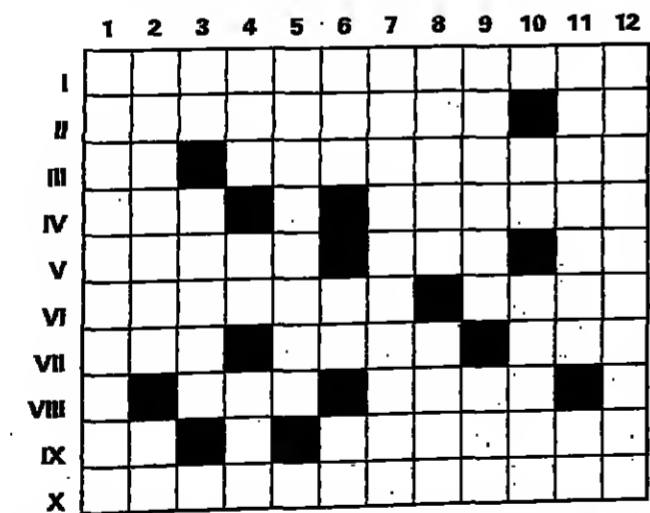
L'inconvénient du paillage est qu'il maintient l'humidité en surface, favorisant l'émission des racines superficielles, qui sont les plus sensibles au manque d'eau... Il ne faut donc pas traiter ainsi les rosiers, qui, comme la vigne, enfoncent leurs racines très profondément dans le sol à la recherche de l'eau.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97080

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 €/min).



HORIZONTALEMENT

1. Est-ce l'avenir de l'homme ? - II. Irrégulier et très rarement utilisé. Dans un examen. - III. Largeur. Tant mieux s'il est collant quand vous avez besoin de lui. - IV. Roi défait. Le grand défenseur de toutes les cultures du

VERTICALEMENT

1. Découper ses affaires. - 2. Pous-sas à bout. Admiration. - 3. Personnel. Mis en beauté. - 4. Pour que la police balade devant sa porte. Double chez Nini. Ce n'est que moi. - 5. Se sont mis à trois pour écrire l'histoire. - 6. Ville du Nigeria. En Charente-Maritime. Participe gai. - 7. Comme des musiques de salons de coiffure. - 8. Position du yogi. Fit son travail de détective. - 9. Rend grâce au Seigneur. Le gros fait plaisir mais ne console pas. - 10. En réserve. Extraordinaire car jamais entendu. - 11. Mélange chimique. La mi-août. - 12. Italien du Sud qui s'est fait chooclat.

Le puzzle de LANG

Ce puzzle n'est pas difficile pour un spécialiste, mais sa solution est introuvable à la table quand on ne voit pas les quatre jeux.

8 8 2
A R
D V 2
A D V 10 3
V
V 10 9 8 4 3 2
10 8
R 6 4
A 7 6
V 6 5
A 6 5
9 8 7 5 2

SOLUTION DU N° 97079

HORIZONTALEMENT
1. Généraliste. - II. Amiral. Audi. - III. Godollet. Nini. - IV. Na. Gai. Abeti. - V. Elan. Gendres. - VI. Pénit. Set. - VII. Bess. Tria. Sc. - VIII. Tia. Koenig. - IX. Anor. Edits. - X. Tia. Salamee.
VERTICALEMENT
1. Gagne-petit. - 2. Emouleur. - 3. Nid. Akéti. - 4. Edigues. Ne. - 5. Rila. RO. - 6. Alligatore. - 7. Léo. Eire. - 8. Thimnet. - 9. SA. BD. Aida. - 10. Tunes. Gln. - 11. Edigues. Tia. - 12. Snistrose.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1734

LE PUZZLE DE LANG

Ce puzzle n'est pas difficile pour un spécialiste, mais sa solution est introuvable à la table quand on ne voit pas les quatre jeux.

8 8 2
A R
D V 2
A D V 10 3
V
V 10 9 8 4 3 2
10 8
R 6 4
A 7 6
V 6 5
A 6 5
9 8 7 5 2

SOLUTION DU N° 97079

HORIZONTALEMENT
1. Généraliste. - II. Amiral. Audi. - III. Godollet. Nini. - IV. Na. Gai. Abeti. - V. Elan. Gendres. - VI. Pénit. Set. - VII. Bess. Tria. Sc. - VIII. Tia. Koenig. - IX. Anor. Edits. - X. Tia. Salamee.
VERTICALEMENT
1. Gagne-petit. - 2. Emouleur. - 3. Nid. Akéti. - 4. Edigues. Ne. - 5. Rila. RO. - 6. Alligatore. - 7. Léo. Eire. - 8. Thimnet. - 9. SA. BD. Aida. - 10. Tunes. Gln. - 11. Edigues. Tia. - 12. Snistrose.

un « squeeze placement » Pique et Carreau sur Est ? Si Sud tire toutes ses cartes maîtresses à Trèfle, Cœur et Pique, peut-il mettre Est en main à Pique pour l'obliger à jouer Carreau ? Non, car Est couvrira la Dame de Carreau au premier tour à Carreau.

La bonne solution consiste à sacrifier une levée d'atout pour faire un placement de main à l'atout pour : 1. récupérer la levée perdue en obligeant Ouest à jouer coupe et défausse ; 2. trouver une 12^e levée en squeezant Est à Pique et Carreau grâce à la communication de l'As de Pique :

8 0 2 4 D

A 7 0 6

D 10 0 9

Sur la Dame de Trèfle, Est libère le 7 de Pique ou le Carreau.

Voici le déroulement du coup : Roi de Pique, Dame de Carreau pour le Roi et l'As, 5 de Trèfle pour le 10, As de Trèfle, As de Cœur, Roi de Cœur, Valet de Carreau, 3 de Trèfle pour le 2 de Trèfle pris par Ouest, Valet de Cœur pour la défausse du 2 de Pique et la coupe du 8 de Trèfle, 9 de Trèfle pour le Valet et Dame de Trèfle qui squeeze Est.

RECTIFIER LE COMPTE

Voici une illustration typique d'une « rectification de compte », jouée il y a quelques années. La réussite du chelem (non déclaré) est un véritable problème.

Le puzzle de LANG

Ce puzzle n'est pas difficile pour un spécialiste, mais sa solution est introuvable à la table quand on ne voit pas les quatre jeux.

8 8 2
A R
D V 2
A D V 10 3
V
V 10 9 8 4 3 2
10 8
R 6 4
A 7 6
V 6 5
A 6 5
9 8 7 5 2

SOLUTION DU N° 97079

HORIZONTALEMENT
1. Généraliste. - II. Amiral. Audi. - III. Godollet. Nini. - IV. Na. Gai. Abeti. - V. Elan. Gendres. - VI. Pénit. Set. - VII. Bess. Tria. Sc. - VIII. Tia. Koenig. - IX. Anor. Edits. - X. Tia. Salamee.
VERTICALEMENT
1. Gagne-petit. - 2. Emouleur. - 3. Nid. Akéti. - 4. Edigues. Ne. - 5. Rila. RO. - 6. Alligatore. - 7. Léo. Eire. - 8. Thimnet. - 9. SA. BD. Aida. - 10. Tunes. Gln. - 11. Edigues. Tia. - 12. Snistrose.

Philippe Brugnol

IMMOBILIER

VENTES

PARCLEMENTS

1^{er} arrondissement

90 m², 2 chbres, charme, travaux, 2 100 000 F
Tél : 01-47-22-47-66

4^e arrondissement

RUE CHARLES-V, calme, soleil, charme, séj., 4 chbres en duplex, au dem. ét.
3 800 000 F
01-45-71-01-40

5^e arrondissement

JARDIN DES PLANTES Calme, charme insolite, mais. 300 m², 2 nivr., réc. 4 chbr., services, gd bur. prof., jard., patio.
8 300 000 F - 01-42-67-79-79
Studio « Cardinal-Lemoine » rue des Boulangeres, 2^e ét., soleil, 350 000 F
01-40-47-67-82

Rue des Fossés-Saint-Marcel 400 m Jardin des plantes De imm. entièrement réhabilitée sur jard. int. Studio : 740 000 F
01-40-08-11-40
DANIEL FEAU

6^e arrondissement

ST-GERMAIN-DES-PRÉS Luxueux 3 P, de charme 85 m² + serv. 2 650 000 F
I.P. : 01-48-83-32-88

FACE ST-SULPICE 123 m², 4^e étg. asc., SUD 3 580 000 F - 01-43-20-32-71

ST-GERMAIN-DES-PRÉS Rue du Sabot, 2 P, 48 m², en bureaux ou atelier, travaux, 895 000 F - 01-40-47-67-82

PART. CHERCHE-MIDI 140 m² véranda, double liv., 3 ch., petite salle à manger, cheminée, original, séj., 3 600 000 F - 01-42-22-27-82

RUE JACOB charme fou, 3^e ét. sans asc., 60 m², balcons, vue, park, 2 050 000 F - 01-45-16-03-03

ST-PLACIDE Petit 5 p. it. ch. 106 m², parf. état, prof. lib. autorisée, 01-43-35-18-36

ODÉON

Imm. XVII^e 4 p. duplex à raf. 100 m², chf. ind. gaz. Urgt. 01-43-35-18-36

MONTMARTRE Petit 2/3 P. bon plan 75 m², chf. ind. gaz. pl. de charme, soleil. 01-43-35-18-36

CHERCHE-MIDI Calme 4 places sur cour fleurie, 2 650 000 F, park. poss. S. KAYSER - 01-43-26-43-43

7^e arrondissement AU PIED DE LA TOUR EIFFEL

Av. de la Bourdonnais, 60 m² env. plein sud, balc. stand. 1 650 000 F
Notaire - 01-44-55-39-21

8^e arrondissement M^{re} SAINT-AUGUSTIN 2 P. it. confort, 52 m², 880 000 F - 01-45-43-88-80

RENE-COTY grand standing DERNIERS STUDIOS 26 m² et 30 m² 01-45-21-04-17

ST-AUGUSTIN Bel imm. p. de l. - 2^e asc. Beau 3/4 P, 90 m², balc. 2 300 000 F ; 4^e asc., beau 3 P, 61 m², prix 1 600 000 F ; 6^e MADELEINE - 5 P, 140 m² à rénover, 4^e asc. Px. : 2 400 000 F. Tél. : 01-42-66-36-53.

10^e arrondissement HAUTEVILLE Imm. de standing, dernier 2 pièces

53 m² 680 000 F 01-48-76-12-94

11^e arrondissement. PROCHE BASTILLE 4 P. + balcons s/jard., cave, park. Inklus 1 550 000 F GÉRER 01-42-65-03-03

Bd Ménilmontant Loft 92 m² refait 920 000 F Tél. 01-43-58-14-05.

M^{re} PÈRE-LACHAISE

Résid. de stand. du studio au 5 P., libres ou occupés à partir de 12 700 F/m² poss. park.

GÉRER 01-43-38-37-15 s/j. la les jeudi 14 h 30-18 h 30

13^e arrondissement PLACE D'ITALIE

Stdg, dem. ét. duplex 4/5 p. 2 bns, 112 m², balcons, park. 01-43-35-18-36

Part. vend maison dans rue classée, 170 m², jard. 50 m², 3 chbres, gar. box. Poterie des Peupliers, 4,2 M. Tél. : 01-45-90-52-82.

14^e arrondissement MONTMARTRE

Gd std, 5 P 111 m² (3 ou 4 ch.), 2 bns, petite terr. park. 01-43-35-18-36

Proche Denfert, stand. mag. studio 39 m², cuis. sép. 570 000 F, urg. 01-43-35-18-36

RENE-COTY grand standing DERNIERS STUDIOS 26 m² et 30 m² 01-45-21-04-17

15^e arrondissement ABBÉ-GROULY-CONVENTION

Beau studio, vue dégagée 33 m² + gd balcon GÉRER 06-90-31-44-79

FRONT DE SEINE 5 P, 113 m², cave + parking 1 850 000 F Studio 36 m² + cave 530 000 F GÉRER 01-42-65-03-03

LECOURBE-CAMBRONNE Plein soleil s/jard, petit 2 P, 33 m² 680 000 F négociable. GÉRER 06-90-31-44-79.

SUFFREN 2 P, 61 m² Rez-de-ch. bon état, services. 01-43-59-14-05.

M^{re} VAUGUARD 2 P 37 m² bel imm. ancien 3^e étage, dble expo 580 000 F

ARBOUIN 01-53-68-94-30 3 P. RUE DU THÉÂTRE 2^e ét., confort. Exc. état. Chauffage, ind. gaz. 1 350 000 F Gérant 01-40-47-67-82

Studio « DUPLEX »

rue Viala, sur jardin, 2^e ét., 22 m² 350 000 F 01-40-47-67-82

16^e arrondissement POMPE-FOCH, superbe 180 m² récept. 2 chbres 4 150 000 F Tél. 01-47-22-47-66

17^e arrondissement Studio 30 m² parfait état sdb, clair et calme 640 000 F 01-47-45-55-53

18^e arrondissement Lamarck, 2 P, 54 m² asc., pierre de taille soleil. 01-43-59-14-05.

Hauts-de-Seine PONT DE NEUILLY

2/3 p. 55 m², 5^e asc. cheminée, sdb, clair, Cave. 1 170 000 F - 01-47-45-55-53.

ISSY-LES-MOULINEUX Atelier d'artiste duplex 120 m², parking. 01-40-95-07-76

SEINE-SAINT-DENIS 93 - LE PRÉ-SAINT-GERVAIS

Centre, dans ancien, usines, loft aménagé 100 m² en 3 P., clair, calme, 1 250 000 F J.P. 01-48-83-32-88

VAL-DE-MARNE SAINT-MANDÉ (Près bois)

Petit 2 p. de caractère + 20 m² terrasse sud 880 000 F I.P. 01-48-83-32-88.

A partir de : 12 000 F/m² STUDIOS ET 2 PIÈCES A VINCENNES 01-43-74-85-58

PROVINCE Nice centre, près place Masséna, apt 150 m² 3^e ét., balcons, asc., façades angle et esc. rénovés. Libre tél. h. repas ou répondeur. 04-93-20-48-12

OFFRES

M^{re} PORTE-DAUPHINE Rue de la Folanderie FAUX 3 P, 1 chbre, 90 m², refait entée, 3^e ét., balc. 19 m², s. de bain, s. d'eau, c. de toil. Cave, park., 12 230 F TTC. Com. 6 978 F TTC.

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

LOUE DANS RÉSIDENCE 1970, PRÈS DES BUTTES-CHAUMONT APPTS REFAITS NEUF

Prox. commerces (allée Louise-Labé)

- F1 séj., kitchen, 49 m² + 125 F, ttes ch. comp.

- F2 séj. + 1 chbre 52 m² + 454 F, ttes ch. comp.

F3/F4 séj. double 2 chbres, de 71 m² à 86 m² de 5 800 F à 6 750 F. Ttes chbr. comp.

- F5 2^e ét., 105 m², beau séj., 4 chbres, balc., 8 208 F ttes ch. comp. Cave, park. inclus

M^{re} GAMBETTA (RUE LISFRANC)

- Séj. 3 chbres 88 m², 3^e ét. balc., 7 820 F, ttes ch. comp.

- Séj. 4 chbres 108 m² rez-de-ch., avec gd jardin 9 847 F, ttes ch. comp. Cave, park. dble inclus

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-45-75-63-68

M^{re} GAMBETTA r. Villiers-de-Nis-Adam

- Studio, 33 m², 2^e ét. kitchen 3 254 F, ttes ch. comp.

- 2 p., 51 m² sur jard., 2^e ét. balcon, 4 744 F, ttes ch. comp.

- 4 p., 87 m², séj. 21 m² s/jard., 3 chbres s. de bain, s. de dche, ple-cards, 6 381 F, ttes ch. comp. Cave + parking inclus.

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-43-61-54-59

M^{re} CHARONNE

RÉSIDENCE CALME F3 dble liv., 1 chbre, 74 m², 2^e ét. balc., cave, park. Inklus 6 271 F ttes ch. comp. com., 3 777 F TTC.

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-43-71-48-17

ACFRANCE

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

LOUE DANS RÉSIDENCE 1970, PRÈS DES BUTTES-CHAUMONT APPTS REFAITS NEUF

Prox. commerces (allée Louise-Labé)

- F1 séj., kitchen, 49 m² + 125 F, ttes ch. comp.

- F2 séj. + 1 chbre 52 m² + 454 F, ttes ch. comp.

F3/F4 séj. double 2 chbres, de 71 m² à 86 m² de 5 800 F à 6 750 F. Ttes chbr. comp.

- F5 2^e ét., 105 m², beau séj., 4 chbres, balc., 8 208 F ttes ch. comp. Cave, park. inclus

M^{re} GAMBETTA (RUE LISFRANC)

- Séj. 3 chbres 88 m², 3^e ét. balc., 7 820 F, ttes ch. comp.

- Séj. 4 chbres 108 m² rez-de-ch., avec gd jardin 9 847 F, ttes ch. comp. Cave, park. dble inclus

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-47-97-95-43

FACE CANAL OURCQ

PROCHE M^{re} LAUMIÈRE - Beau F3 de 68 m², 6^e ét. avec balc. s/canal et jard. 6 272 F ttes ch. comp.

- Beau F4 88 m² refait nf 4^e ét. s/jard. et canal avec balc., 7 652 F ttes ch. comp.

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-42-41-02-32

M^{re} REUILLY-DIDEROT

studio, 40 m² refait nf, park 4 080 F net. 01-40-47-62-38

MONTROUGE près mairie 3 p., 70 m². Park. bon état 6 265 F net. 01-40-47-62-38

94, ST-MAUR, CRÉTEIL s/sne Ile, MAISON 150 m² 3-4 chbr. En bord de la Mame 12 000 F. IP 01-48-83-32-88

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-43-71-48-17

M^{re} PTE BAGNOLET

(RUE DES BALKANS) - Studio 34 m², 4^e ét. 3 310 F ttes ch. comp.

- SEJ. 3 CHBRES 78 m² 3^e ét., 8 340 F ttes ch. comp.

- BEAU DUPLEX. Très ensoleillé, séj. 4 chbres 138 m², balcon, 10 125 F ttes ch. comp. Parking inclus.

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-43-67-05-36

M^{re} BUZENVAL (RUE BUZENVAL)

- Beau studio de 34 m² 3 545 F ttes ch. comp.

- Beau F2 séj., 1 chbre 50 m² 1^{er} ét., 4 907 F ttes ch. comp.

- F5 2^e ét., 105 m², beau séj., 4 chbres, balc., 8 208 F ttes ch. comp. Cave, park. inclus

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-43-73-87-96

RUE BALARD - BEAU 2 P., 55 m², 7^e ét. Terrasse, 4 847 F TTC

- BEAU 5 P., 112 m² 4^e ét., 7 698 F

Parking inclus

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-45-67-90-70

LA ROCHEFOUCAULD

Maison de charme XVIII^e 200 m², 3 nivr., 2 récept. 4 chbres, jardin 25 000 F ch. comp. 01-42-67-79-79

ARGENTEUIL 5 min. gare Val-d'Argenteuil

beau F4, séj. + 3 chbres 78 m², 4 457 F ttes ch. comp. Com., 2 278 F ttes ch. comp.

CELLIER - PARKING

ACFRANCE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Tél. : 01-39-82-73-31

1^{re} PRES NATION 2/3 P.

64 m², récent stand. park. 6 600 + ch. 01-43-61-88-36

PARTENA

Elyse

- 15^e M^{re} COMMERCE, beau 3 p.

- ÉTOILE BEAU 3-4 p., 80 m² 6^e asc., parking, 8 500 H ch.

- TERNES, 4 P., 120 m², 2^e asc., stand. 13 000 net

- 7^e bd RASPAIL, Gd stand. 4-5 p., 200 m², 5^e asc. serv. parking, 25 000 F

Tél. : 01-42-66-36-53

DEMANDES MASTER GROUP

47, r. Vaneau, 75007 Paris

recherche de cadres et techniciens. Toutes sortes de postes. CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS 01-42-22-98-70

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Syndicat CFDT des personnels de l'administration centrale du ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation

CHERCHE LOCAUX DE TRAVAIL

pour administration centrale du ministère (900 personnes) bureaux, salles de réunion, restauration, parkings, câblage informatique. Pans centre ou est. Accès facile par transports en commun (RER, SNCF, métro...).

Transmettre propositions

au SPAC-CFDT 78, rue de Varennes, 75349 Paris-07 SP.

Tél. : 01-49-55-46-63 Fax : 01-49-55-44-74

IDEAL INVESTISSEUR - PAVILLONS-S/BOIS

FACE GARE ET GALLERIE COMMERCIALE

Immobilier neuf cabinet d'assurance, loué 73 440 F HT/an. Rentabilité 10 %.

M. BRUGNOT 01-49-76-16-66

PRESTIGE ET CARACTÈRE



BOULOGNE NORD
Maison de 368 m² + jardin
Triple réception, 5 chambres, 3 salles-de-bains, terraces, piscine plein sud, POSSIBILITE PARKING.

AGENCE CLAUDE SAINT-BRICE
Tél. 01 46 05 40 00
Fax 01 46 05 01 82



LE VÉSINET
Quartier calme et résidentiel
Agréable maison entièrement construite en rez-de-chaussée. Séjour 35 m² sur terrasse, 3 chambres, 2 bns.

Tout confort. Garage BEAU JARDIN DE 1 200 M²
Réf : D 2351 - Prix : 2 800 000 francs

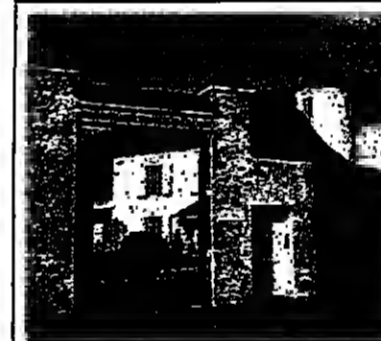
AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 99



FAUBOURG ST-HONORÉ
Bel immeuble haussmannien
Pierre de Taille

5 pièces, 5^e étage, balcon soleil :
- 344 chambres 145 m² rénové : 3 750 000 francs,
- 3 chambres 125 m² à rénover : 2 750 000 francs.

COMADIN
Tél. 01 49 10 24 59
ou 06 07 40 83 26



ENTRE VERSAILLES ET JOUY-EN-JOSAS
Propriété exceptionnelle au cœur d'un vrai village, dans maisons indépendantes, dans un parc arboré de 7 000 m² une très belle demeure XVIII^eme, 330 m², 10 pièces dans 6 chambres, avec boiseries et cheminées anciennes, en parfait état de restauration. Une deuxième maison de 200 m² aménagée en un appartement et un logement de gard

CINÉMA *When We Were Kings*, l'émouvant documentaire réalisé par Leon Gast sur la victoire historique de Muhammad Ali sur George Foreman, domine les sorties de la semaine.



Dans la moiteur de Kinshasa, en 1974, se déroule un combat de dupe. ● AVEC *La Fabrique de l'homme occidental*, Gérard Caillaud a inventé un dispositif très original qui laisse le ré-

cit s'articuler autour de la pensée d'un philosophe, Pierre Legendre. ● UN PREMIER FILM, *Port Djema*, offre un regard singulier sur l'humain en Afrique.

Muhammad Ali, représentant berné du Black Power

When we Were Kings. Leon Gast a tourné un documentaire passionnant sur le combat de boxe qui opposa l'ancien Cassius Clay à George Foreman en 1974 à Kinshasa. Cet événement, précédé d'un festival avec James Brown en vedette, permit surtout de servir la propagande de Mobutu

Film documentaire américain de Leon Gast et Taylor Hackford. Avec Muhammad Ali, George Foreman, Don King, James Brown, Norman Mailer, B. B. King. (1 h 28.)

Pour l'écrivain américain et ancien boxeur Thom Jones, un champion du monde des poids lourds est souvent le miroir de notre culture. Un champion des poids vient marquer son époque du même sceau qu'un président ou un roi. Il n'est pas rare de parler de l'ère Jack Dempsey ou du règne de Joe Louis. Pourtant, jamais un poids lourd n'a exercé son pouvoir de manière aussi écrasante et absolue que Muhammad Ali. Il était une grande gueule, prédisait à quel round il allait descendre son adversaire, avait changé de nom - Cassius Clay était mort le lendemain de la prise de son titre contre Sonny Liston en 1964 - et balancé le christianisme juste après avoir jeté sa médaille d'or olympique dans l'Ohio River.

Il y a quelque chose de très émouvant dans le documentaire de Leon Gast sur le champion du monde entre Ali et Foreman qui s'était déroulé un soir d'octobre 1974 dans la moiteur de Kinshasa, au Zaïre. Il y a bien sûr la l'une des grandes surprises de l'histoire de la boxe, et le courage inouï dont Ali

va faire preuve pour faire face au terrible frappeur qu'était Foreman, donné alors grandissime favori. Mais l'émotion suscitée par ce documentaire est bien plus prosaïque que cette démonstration de courage et de volonté. La question posée par Leon Gast est aussi simple que lumineuse : qu'est-ce que le cinéma a à dire de cette gigantesque foire organisée par l'ineffable Don King, un ancien repris de justice qui avait tué son associé de ses mains nues, et faisait là ses débuts dans le boxing business ?

WOODSTOCK DE LA SOUL

Dans un réflexe prosaïque proche des frères Lumière, pour qui la pellicule se devait de happer tout ce qu'elle n'avait pas encore fixé, Leon Gast est allé où ça se passe, dans cette gigantesque foire donc, destinée à faire à coups de millions de dollars la promotion de la dictature de Mobutu Sese Seko et à célébrer le rapprochement entre le peuple africain et la minorité afro-américaine.

Un concert de James Brown, Myrta Makeba, B.B. King, des Crusaders et des Spinners était censé apporter la touche culturelle et symbolique à une entreprise abjecte - une partie de l'enceinte même du stade où se déroulait toute la manifestation était encore, peu de temps avant, une salle de



DESSIN JACQUES VALOT

torture utilisée contre les opposants au régime de Mobutu.

Leon Gast arrive à monter avec sa caméra ce qu'un autre reportage télévisé sur cette manifestation sur-médiatisée n'a jamais pu approcher : il sait prendre ses personnages en flagrant délit d'existence.

Ali en train de débiter ses leçons de morale aux jeunes Noirs pour leur demander de manger moins de bonbons ou en train d'expliquer que les Africains sont plus intelligents que les Américains. La manière dont le boxeur de Louisville prend racine au Zaïre lorsque

le combat est repoussé de cinq semaines après une blessure de Foreman à l'entraînement, alors que ce dernier n'en peut plus d'attendre dans un pays qu'il vomit.

Il n'y avait pas besoin de *When we Were Kings* pour se rendre compte de la brutalité de Mobutu, ou du gigantesque bazar qu'est ce Woodstock de la soul music avec un James Brown dont le fameux *I'm Black, I'm Proud* n'avait jamais semblé aussi vain et lamentable. Mais seule une caméra de cinéma pouvait donner à cet affrontement une si belle allure de fiction. Jamais la différence entre Ali et Foreman n'était apparue aussi tranchée, comme dans un western ou une pièce de Shakespeare. Foreman, c'est un peu Macbeth, et Ali, Macduff, le seul homme sur terre habilité à corriger ce phénomène au punch suprême.

Ali, le beau gosse à l'allure de Bouddha, à la peau lisse comme celle d'un bébé, représentant du Black Power. George Foreman, le seul boxeur de l'histoire qui soit moins moche avec son protégé-dents que sans, l'homme qui avait brandi le drapeau américain aux Jeux olympiques de Mexico, alors que certains de ses camarades étaient exclus après avoir levé un poing ganté de noir, et avait débarqué à l'aéroport de Kinshasa avec un berger allemand en laisse. Dans cet affrontement aussi tranché, à la

limite de la caricature, Ali n'est plus seulement le héros des gamins africains qui s'accrochent à lui comme à un Golem bienveillant lors de ses séances de jogging. Il est plus que le « black and beautiful » incarné, il est devenu une sorte de Captain America, défenseur des faibles et des opprimés.

Au lieu de consacrer le retour aux sources d'Ali sur sa terre natale, *When we Were Kings* souligne, presque involontairement, l'américanisation du phénomène Ali, la naissance d'une gigantesque figure dont la place est autant au Boxing Hall of Fame que sur le mont Rushmore. Ali est devenu une immense machine à gagner les dollars - Don King et Herbert Muhammad, des Black Muslims, n'oublieront jamais de prélever leur pourcentage exorbitant sur sa bourse - et à corriger ses adversaires.

L'Amérique blanche peut désormais se frotter les mains, le rayonnement d'Ali n'excède plus le cadre étroit du ring, et sa bronca de prophète noir est davantage celle d'un bonimenteur que celle d'un activiste politique. Leon Gast ne le montre qu'imparfaitement, dans un film tout à la gloire d'Ali et qui capture, presque à son insu, les limites du mythe et la part d'imposture de son règne : à Kinshasa, les rois étaient tenus en laisse.

Samuel Blumenfeld

Vingt-deux ans de tribulations

OSCAR du meilleur documentaire, en mars, *When We Were Kings* fut sans doute le *work in progress* le plus long de l'histoire du cinéma : vingt-deux ans de fabrication. « Ce devait être une sorte de *Woodstock black* », se souvient Leon Gast. Auteur de plusieurs films sur la musique latine, préparant un documentaire sur le Grateful Dead et sur les Hell's Angels, Gast pose sa candidature. Plusieurs obstacles se dressent devant lui : Berry Gordy, président de la Tamla Motown (partie prenante dans le projet), veut lui-même le réaliser ; Don King, l'organisateur du combat, estime « qu'un Blanc n'aurait pas la sensibilité requise pour traiter du retour de musiciens noirs en Afrique ». « Et si je devais faire un film sur un meurtre, je devrais devenir assassin ? », rétorque Gast. Les rapports du cinéaste avec les Hell's Angels convainquent King qu'il peut être l'homme des situations les plus délicates ; il exige cependant que la moitié de l'équipe technique soit afro-américaine.

Le festival doit se dérouler trois jours avant le combat. Le 20 septembre, cinq jours avant le match, Foreman s'ouvre l'arcade sourciliera à l'entraînement. Le clash des dians doit être retardé de six semaines. Les visiteurs étrangers annulent leur voyage ou repartent. Pour Leon Gast, c'est la catastrophe. « L'indisponibilité de Foreman ébranlait toute notre structure financière », explique-t-il. Les dates prises par les musiciens et les concerts doivent bien avoir lieu, mais « si pour certains, 10 dollars par concert, ce n'est pas grand-chose, pour un Zaïrois, ça représentait une bonne partie de son salaire mensuel. Prohibitif ». Le concert devient une manifestation gratuite. « Or, nous comptions sur la recette-nette pour financer le film. »

Gast avoue l'argent. Pour prouver son investissement, le projet Mobutu interdit pratiquement à Foreman, Ali et leurs ouailles respectifs de quitter le re. Rentré à New York avec soixante-treize heures de pellicule, Gast est au bord de la faille. Avec son avocat, David Soberg, il tente d'obtenir de la national Film and Records le sursoufflement de l'argent qu'il a cédé au Zaïre. Mais la compagnie n'existe pas dans le registre

du commerce britannique. Ils en retrouvent la trace aux îles Caïmans. Le principal actionnaire est le ministre des finances du Liberia, Stephen Tolbert, dont la famille contrôle pratiquement tous les rouages du pays. Après plusieurs voyages au Liberia, Tolbert promet de rembourser, rien ne vient ; il meurt bientôt dans un accident d'avion et la famille Tolbert est renversée par un coup d'Etat. A grand-peine, Gast reprendra possession - et titre de propriété - des bobines de pellicule et de la bande-son.

FENÊTRE SUR LES ANNÉES 70

Tout au long des années 80, Gast se refait en travaillant sur les films des autres. Le soir, chez lui, il continue de mettre en forme les images ramassées au Zaïre. « Au cas où... ». Son ancien avocat, David Soberg, devenu manager de groupes pop et rap, lui donne un coup de main. Soberg se rend vite compte que personne ne commanditera *When We Were Kings* tant que le problème des droits musicaux du concert n'aura pas été réglé. Soberg, qui montre constamment des extraits du film à qui entre dans son bureau, se rend vite compte que les jeunes rappeurs dont il gère la carrière, ignorent presque tout d'Ali mais sont fascinés par ce qu'ils voient. « C'est le premier vrai rappeur », diront plus tard Wyclef et Lauryn, deux membres des Fugees qui figurent sur la bande-son. Bientôt coproducteur du film, Soberg comprend que « cette fenêtre sur les années 70, il faut l'ouvrir aux années 90 », comme le dit Gast.

C'est aussi la suggestion du cinéaste Taylor Hackford. Celui-ci propose d'ajouter aux documents de 1974 des interviews permettant de remettre l'événement en situation. « J'étais extrêmement réticent, il n'est rien que je déteste plus que ces interviews-trones de gens qui parlent. J'avais tout fait pour l'éviter. » Hackford le convainc, grâce à la qualité des interviewés : les écrivains Norman Mailer et George Plimpton, qui firent tous deux le voyage au Zaïre, Thomas Hauser, biographe de Muhammad Ali, Spike Lee, et l'acteur africain Malik Bowens, qui vivait au Zaïre lorsque se déroula le combat.

Henri Béhar

Les zones d'ombre d'un match historique

A TRENTE-DEUX ANS passés, après trois ans et demi d'inactivité forcée pour avoir refusé de combattre au Vietnam et une série de combats épuisants contre Joe Frazier et Ken Norton, Ali n'est plus le boxeur d'antan. Il reste le plus élégant, le meilleur technicien, son mythe fabuleux de gauche est toujours aussi fulgurant, mais ses jambes ne lui permettent plus que de rester quelques rounds hors de portée de ses adversaires. Une faiblesse qui ne sera pas démentie à Kinshasa. Ali avait promis de danser toute la nuit, mais il bougera à peine contre son adversaire, employant la « *rope-a-dope strategy* », qui consiste à se laisser coincer dans les cordes en tenant sa garde haute pour contenir l'adversaire. Ce sont plutôt ses surprenantes qualités d'enseignant qui semblent forcer la décision contre George Foreman. Les cordes du ring de Kinshasa étaient particulièrement relâchées ce soir-là, la plupart des coups de Foreman allaient se perdre dans le vide. Or il n'y a rien de plus épuisant, physiquement et nerveusement, pour un puncheur que de devoir frapper dans le vide. A l'appel du huitième round, Foreman était devenu une proie à la portée d'un Ali transcendant.

Pourtant, comment expliquer qu'un puncheur aussi fort que Foreman, objectivement supé-

rieur à Ali, se soit révélé incapable de le pulvériser ? Le visage apeuré de ce dernier à la fin du premier round ou, comme on le voit dans le film de Leon Gast, les coups violents et sourds de Foreman contre un sac de sable, qui à force d'accuser sa fatigue finit par prendre la forme de ses poings, en disent long sur cet étrange combat. Ali avait même pris soin de se faire réserver un avion privé qui devait l'emmener dans une clinique à Madrid au cas où il subirait un KO trop violent.

Le futur homme-sandwich d'une certaine Amérique ne pouvait pas perdre ce soir-là

Patrice Leloir, dans son remarquable livre sur Ali (*Cassius Clay, La Légende de Muhammad Ali*, Denoël), évoque toutes les zones d'ombre qui entouraient déjà la prise du titre par Ali contre Sonny Liston dix ans plus tôt. Sa crise d'hystérie au moment de la pesée, son incroyable supériorité, la passivité de Liston, qui

était de plus lié à Frankie Carbo dit Frank le tueur - lequel avait triqué plusieurs champions du monde dans les années 50 -, la victoire de Clay, alias Muhammad Ali, était écrite d'avance. Le futur porte-parole de la Nation of Islam se devait d'être champion du monde.

La victoire d'Ali contre Foreman suscite son lot d'interrogations. Dans *When We Were Kings*, Norman Mailer évoque naïvement une visite d'Ali chez un sorcier africain la veille du match : il lui aurait assuré que les poings de Foreman perdraient toute leur force au moment du combat. Pourquoi n'y a-t-il jamais eu de revanche contre les deux hommes ? Comme contre Liston, le futur homme-sandwich d'une certaine Amérique ne pouvait pas perdre ce soir-là. Historique, la reconquête par Ali du titre des lourds l'est aussi à un autre titre : elle marque l'apparition du redoutable Don King, dont les liens avec le syndicat du crime ont fait l'objet d'enquêtes de la CIA et du FBI. Patrice Leloir parle de « *Foxt Ali et Méduse King* ». A Kinshasa s'était jouée une autre passion de pouvoir : la mafia noire avait supplanté la mafia blanche sur le terrain de la boxe.

S. Bd.

Une machine à réfléchir

La Fabrique de l'homme occidental. La pensée d'un philosophe devient le synopsis d'un film surprenant

Film français de Gérard Caillaud, avec Pierre Legendre. (1 h 17.)

C'est un film qui ne se compare à aucun autre. Il est composé d'une succession de brefs reportages, tous intéressants, mais où l'apparence hétérogène. Une brève séquence sur les premiers gestes médicaux accompagnant la naissance - soins, mesures, étiquetage, mise en boîte stérile du bébé -, un ensemble consacré au Vatican, avec une passionnante explication de la manière dont fut conçue, selon les instructions de Paul VI, la salle d'audience papale comme une salle de spectacle, puis une vision de la salle des manuscrits originaux de la bibliothèque vaticane.

Sur la lecture du châtiment réservé aux parricides dans le *Codex Justinien* commencent les étonnantes images enregistrées par une caméra de surveillance à l'intérieur du Parlement du Québec, pris d'assaut par un homme seul, le capitaine Lortie. Il a assassiné trois personnes et en a blessé huit dans sa tentative de « tuer le gou-

vernement parce qu'il avait le visage de mon père », dira plus tard le soldat en uniforme, qu'on voit tirer à l'arme automatique sur la caméra qui le filme. S'enchaînent ensuite de courtes séquences dérivant d'un centre d'accueil pour enfants en difficulté, les minuscules répétitions en vue du défilé du 14 juillet, une page d'écriture dans un cours préparatoire, l'école de danse de l'Opéra de Paris et les contraintes qui modeleront le corps des enfants, le show sidérant d'une convention d'entreprise, entre carnaval et rituel sectaire sous les auspices du capital, le processus administratif, technique, motorisé et chirurgical d'une transplantation cardiaque.

SYSTÈME ARBORESCENT

Chacun de ces documents figurerait en bonne place dans une émission de grand reportage. Mais il ne s'agit pas de cela. La question était moins « de quel le film est-il fait ? » que « comment est-il conçu ? ». *La Fabrique de l'homme occidental* s'appuie sur la réflexion du philosophe Pierre Legendre. Depuis trente ans et au travers

d'une œuvre abondante, Legendre, partant d'une approche juridique (son domaine d'origine), pense les grands mécanismes humains permettant aux individus de se constituer en société et d'affronter les énigmes de leur existence (*Le Monde* du 22 avril). Dans le film, issu d'une série d'émissions pour France-Culture, Legendre parle. Il livre par courts exposés - des aporismes parfois - les repères et les chemins de sa réflexion. Les images n'« illustrent » pas ce qu'il dit, le projet de la réalisation est infiniment plus ambitieux. A travers l'exposition détaillée (avec interviews et explications des praticiens de chaque domaine abordé), le réalisateur Gérard Caillaud et le producteur Pierre-Olivier Bardet construisent une mise en écho factuelle de cette pensée abstraite qui déroule son fil sur la bande-son.

Des cinéastes - Godard le faisait souvent dans les années 60 - ont plusieurs fois convié des penseurs à s'exprimer dans le cadre de leur film ; il est exceptionnel qu'un film prenne comme synopsis le travail d'un philosophe et invente sa

forme, simple, et ses représentations, complexes, comme si elles étaient inspirées par un esprit réfléchissant à haute voix. Même si *La Fabrique de l'homme occidental* a d'abord été diffusé à la télévision - sur Arte, le 15 novembre 1996 (*Le Monde* du 11 novembre) -, c'est bien un film de cinéma. Contre « l'effondrement du questionnement » que dénonce le philosophe, le choix des sujets, le montage, le travail de la bande-son dessinent un système arborescent à partir de ce que dit Pierre Legendre. Tous ces composants qui paraissent hétérogènes s'agencent subtilement. Par les moyens du cinéma, ils nous permettent de percevoir et d'analyser les systèmes psychiques et techniques, politiques et magiques par lesquels l'Occident s'est donné « une raison de vivre ».

Jean-Michel Frodon

* *La Fabrique de l'homme occidental*, suivi de *L'Homme en meurtier*, est publié par Mille et une nuits et Arte Editions (56 pages, 10 F.)

Port Djema. Jeu et mise en scène sauvent ce premier film de l'imagerie du roman exotique

Antoine est mort. Une nuit, sur une terrasse, dans le capitale d'Afrique. Un plan bref et sombre, un regard, un coup de feu : c'était avant le début du film. Celui-ci commence avec l'arrivée de Pierre, qui a quitté Paris, où il est chirurgien, pour Port Djema. Parce qu'Antoine est mort. Pierre avait promis à Antoine, médecin humanitaire pris dans un conflit mettant aux prises la diplomatie française, une dictature locale et une guérilla, de venir s'occuper d'un enfant si le *french doctor* venait à disparaître. Enfin, c'est ce que croit Pierre, abusé par la chaleur africaine.

Parce qu'il fait chaud. C'est peut-être le vrai sujet du film, vérité toute simple qui traverse les grands thèmes qui menaçaient de le figer : l'humanitaire ; la politique française dans les anciennes colonies ; la misère du tiers-monde ; l'homme blanc, entre sanglot et cynisme. La bonne surprise de *Pier Djema* est qu'Eric Heumann ne fait pas de discours, il fait des plans. Il fait un film. Il met en œuvre un regard, des sensations, des questions. Pierre peut alors se mettre en chemin, croiser la splendeur des lieux et la terreur des « gardes présidentielles ». Le cinéaste peut prendre son temps, filmer des ruelles écaillées de lumière et des bars sombres, du sable et du ciel blancs.

Il peut même s'autoriser quelques archétypes du roman exotique : la bonne sœur admirable et

l'intellectuel indigène ; l'opération sans anesthésie à quelques mètres des ennemis... Il peut, surtout, nourrir sa fiction d'ombres qui passent. Ainsi de cette jeune femme photographe, séduisante et insaisissable, qui parait revenue de tout, peut-être dupe, peut-être manipulatrice, sans doute les deux. Ainsi d'Ousman, le chauffeur de Pierre, qui en sait long et s'amuse à le laisser entendre sans se livrer. Et surtout le barbouze français, honorable correspondant dont on ne sait plus s'il est machiavélique ou la victime de son double ou triple jeu.

Heumann donne ainsi à ses personnages secondaires une longueur d'avance (sur le récit, et sur le spectateur), tandis que son protagoniste principal a irrémédiablement un train de retard sur une réalité qui n'est pas la sienne. Cette

distance donne au film son mouvement, son battement, sa part de mystère. Le cinéaste est aidé par le jeu de ses comédiens dont étonne la manière, singulière, d'instaurer un décalage entre leur rôle et leur jeu, contribuant ainsi à sauver *Porto Djerna* de l'imaginerie comme de la rhétorique. C'est particulièrement vrai de Jean-Yves Dubois (Pierre). Son physique de l'ancien post-moderne prêt à n'importe quelle expérience est contredit par son interprétation théâtralisée, sa déclamation aussi précise que peu naturaliste.

Grâce à l'agencement de ses espaces, le film parvient à ses fins : traiter au mieux des thèmes dont il s'est emparé, et révéler cette chaleur d'Afrique.

J.-M. F.

QUADRILLE

QUADRILLE
Film français de Valérie Lemercier. Avec Valérie Lemercier, André Dussollier, Sandrine Kiberlain, Sergio Castellitto. (1 h 36.)
Titré de la pièce de Sacha Guitry, initialement portée à l'écran par l'auteur en 1938 (et interprétée par Guitry lui-même, Gaby Morlay, Jacqueline Delubac et George Grey), le *Quadrille* de Valérie Lemercier se présente à la fois comme une adaptation (renouvelée) de la pièce et un remake (non renouvelé) du film. Cette singulière mise au carré convient à une histoire aux quatre coins de laquelle deux hommes et deux femmes jouent au chassé-croisé de l'amour. L'habileté du titre consiste à préciser le nombre de joueurs sans indiquer avec certitude les règles d'un jeu dont on ne sait trop s'il s'inspire de la joute, de la corrida ou de la danse. Les joueurs sont donc un acteur américain de passage à Paris, une jeune journaliste débrouée et ambitieuse, le rédacteur en chef d'un grand journal parisien et sa compagne, actrice de théâtre réputée et hystérique.
Évoluant entre les quatre murs d'une suite d'hôtel, ces gros insectes vibronnent allègrement sous le double empire de l'illusion et de la séduction, quadrillant l'espace d'une présence physique dynamisée par le dialogue. Demi-vérités et vrais mensonges, tentatives de suicide et rebondissements jalonnent ce petit théâtre cruel et sentimental. Mais ses décors en carton-pâte, ses couleurs pastel criardes, ses stucs et peluches, ses successions de faux raccords, son manque d'ambition esthétique défilée du kitch contaminent plus que rassurent l'acuité des dialogues et le jeu, sans doute trop retenu, des acteurs. Ce parti pris de la désuétude et de l'indétermination des lieux et de la période nuisent à ce qui faisait la spécificité de Sacha Guitry : la jouissance d'un phrasé et le charme sardonique d'une présence au monde.
Jacques Mandelblum

SEXIE SADIE

SEXIE SADIE
Film allemand de Matthias Glasner. Avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel, Thomas Heinze. (1 h 22).
Présenté à Paris en septembre 1996 dans le cadre d'une manifestation intitulée « Les premiers succès du cinéma allemand », *Sexie Sadie*, deuxième long-métrage de Matthias Glasner, tourné en seize jours et en noir et blanc, était un des plus singuliers du lot. Son ouverture confronte Edgar, meurtrier sans scrupule, à la doctoresse de la prison où il purge sa peine. Elle lui annonce, non sans une pointe de sadisme, qu'il est atteint d'un tumeur au cerveau et qu'il ne lui reste que quelques jours à vivre. Edgar, la prenant en otage, s'échappe avec elle. Construit sur l'opposition formelle d'un temps dramatique qu'on sait comploté et l'étiement de la durée des plans, le film restitue leur cavale sur le mode du polar métaphysique et de la distanciation maniériste. Jalonnée par ses tentatives de vengeance d'un certain nombre d'individus avertis de la sortie d'Edgar, une étrange histoire d'amour se noue entre celui-ci et Lucy, dont le personnage s'assombrit et se dédouble à mesure que celui du criminel s'éclaire et se simplifie.

J. M.

LA CIBLE

Film français de Pierre Courtège. Avec Daniel Russo, Sagamore Stevenson, Hippolyte Girardot, Anémone, Jean-Claude Dreyfus. (1 h 35.)
Un film de genre réclame tout particulièrement l'art et la manière. L'art étant en l'occurrence médisant, peste la manière, qu'on peut qualifier d'un mot : poussiéreuse. Depuis la mise en scène, qui voudrait faire passer un vieux numéro de café-théâtre pour une parodie cinématographique, jusqu'à l'interprétation poussive d'acteurs trop occupés à se parodier. A travers ce nuage de poussière, une histoire se profile. Celle d'un jeune homme qui, ayant perdu l'adresse de la fille de ses rêves, porte la porte d'un animateur de reality-show pour la retrouver. Un quiproquo incite ce dernier à se croire victime d'une prise d'otage, tandis que de véritables terroristes font irruption dans le même immeuble pour liquider un juge anti-mafia. L'intervention du RAID ne parviendra pas à sauver le film du désastre. *I. M.*

INSIDE

Film américain d'Arthur Penn. Avec Nigel Hawthorne, Eric Stoltz, Louis Gossett Jr., Ian Roberts, Janine Eser. (1 h 34)

La carrière d'Arthur Penn, depuis *Target*, ne cesse de s'étioler. Après une comédie désastreuse réalisée au début des années 90, au titre prémonitoire de *Penn and Teller Get Killed*, Arthur Penn marque un retour plus intéressant avec *Inside*, une commande de la chaîne câblée américaine Showtime, présentée à Cannes en 1996. Malheureusement, il n'arrive pas à transcender un sujet sur l'apartheid en Afrique du Sud. Cette œuvre de commande ressemble trop à du théâtre filmé et son découpage, dicté par les coupures publicitaires, est trop voyant. Martin Strydom (Eric Stoltz) est soupçonné d'assister l'ANC contre le régime en place. Emprisonné, il tombe sur un colonel sadique qui va s'acharner jusqu'à provoquer son suicide. Huit ans plus tard, ce colonel à la retraite fait l'objet d'une enquête. Tirant comme il peut par d'un scénario médiocre, qui reprend pendant le schéma bourreau/victime que l'on a vu mille fois, Arthur Penn pouvait difficilement faire des miracles. Il aurait tout de même pu éviter une psychanalyse de bazar (les scènes entre le fic et le colonel sadique, devenu toryanonyme parce que son père le battait enfant, sont peu crédibles) et un sentimentalisme à l'eau de rose qui enlève beaucoup d'intérêt à son film.

S. Rd.

BEKO

Film armeno-allemand de Nizatzmetzin Aric. Avec Nizatzmetzin Aric, Beza-
ra Arsan, Lusika Hesen. (1 h 40.)
Beko, un Kurde de Turquie, tente de retrouver son frère, parti rejoindre les
partisans, et d'échapper à l'armée. Au cours de son exil dans les mon-
tagnes des Kurdistans iraniens et irakiens, il parvient jusqu'à un campement
de réfugiés où il sera amené à s'occuper des petits orphelins. La fin de la
guerre entre l'Iran et l'Irak amènera l'illusion d'un retour au village, tra-
gique ment démentie par la poursuite de la répression contre les Kurdes. Le
réalisateur et acteur principal de Beko est réfugié en Allemagne depuis 1981.
Ce premier et prometteur long-métrage entreprend, à travers un récit li-
néaire et simple, de montrer la réalité de l'oppression systématique du mou-
vement nationaliste kurde et l'horreur d'un conflit brutal et peu connu. La
réalisation intègre les quelques notations didactiques de base obligatoires
dans un filon inspiré et quasi élégiaque, en évitant toute esthétisation su-
perflue. Les hommes semblent écrasés par une nature impressionnante. La
guerre est remarquablement restituée par le cinéaste, de façon partielle et
conspicue, lointaine et proche à la fois, comme le point de vue réaliste d'un in-
dividuel qui n'en saisisait que quelques effets.

Jean-François Rausser

LES ENTRÉES À PARIS

■ Si les congés scolaires ont permis une légère amélioration

■ **Sorties pléthoriques** cette semaine. Avec 63 000 soupirants défilant 46 écrans, *Arlette* obtient un succès mitigé et risque fort de connaître le même sort que *Les Palmes de M. Schutz*, étalées des deux deuxième semaine à 26 000 (total : 68 000) ou *Les Sœurs Solitaires* d'aller s'écrouler ailleurs. En revanche, *Didier*, meilleur succès français depuis le début de l'année, enrôle les 500 000 entrées (12^e semaine), et *Les Randonneurs* passent au cap des 212 000 en six semaines.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français

**50 textes retrouvés,
un pour chaque année du festival,
signés... François Truffaut,
Jean-Louis Bory, Claude Mauriac,
André Bazin, Georges Sadoul,
Serge Daney... et aussi...
Jean Cocteau, Jacques Audiberti,
Georges Simenon, Jean-Marie
Le Clezio, Jean Douchet, Jean-Luc
Godard, Marguerite Duras,
Catherine Breillat...**

N° HORS SÉRIE - MAI 1997 - 50 F

**Propos recueillis par
Jean-Michel Frodon**

La Heiner Goebbels
Reprise
Du. 25. at. 30. April
Loe. 01. 46. 14. 70. 00

mk2 donne
carte blanche
à
court
métrage

le dernier jeudi
de chaque mois
au 14 juillet Beaubourg
7 rue de la Chapelle, Paris 18

jeudi 27 avril à 20 h 30
carte blanche aux
Films du Poisson
D'ARTHE GUYARD (1997) L'ÉPIQUE
14 juillet
40 30 20 10 m€2

صبرنا من الازل

Chowik Ghatak,

Aug 16: Festival

Le Monde VIII
EDITIONS

PARMI
LES
AUTRES

Collection Les Indes de l'Est

1. Lebenslauf
 2. Lebenslauf
 3. Lebenslauf
 4. Lebenslauf
 5. Lebenslauf
 6. Lebenslauf
 7. Lebenslauf
 8. Lebenslauf
 9. Lebenslauf
 10. Lebenslauf
 11. Lebenslauf
 12. Lebenslauf
 13. Lebenslauf
 14. Lebenslauf
 15. Lebenslauf
 16. Lebenslauf
 17. Lebenslauf
 18. Lebenslauf
 19. Lebenslauf
 20. Lebenslauf
 21. Lebenslauf
 22. Lebenslauf
 23. Lebenslauf
 24. Lebenslauf
 25. Lebenslauf
 26. Lebenslauf
 27. Lebenslauf
 28. Lebenslauf
 29. Lebenslauf
 30. Lebenslauf
 31. Lebenslauf
 32. Lebenslauf
 33. Lebenslauf
 34. Lebenslauf
 35. Lebenslauf
 36. Lebenslauf
 37. Lebenslauf
 38. Lebenslauf
 39. Lebenslauf
 40. Lebenslauf
 41. Lebenslauf
 42. Lebenslauf
 43. Lebenslauf
 44. Lebenslauf
 45. Lebenslauf
 46. Lebenslauf
 47. Lebenslauf
 48. Lebenslauf
 49. Lebenslauf
 50. Lebenslauf
 51. Lebenslauf
 52. Lebenslauf
 53. Lebenslauf
 54. Lebenslauf
 55. Lebenslauf
 56. Lebenslauf
 57. Lebenslauf
 58. Lebenslauf
 59. Lebenslauf
 60. Lebenslauf
 61. Lebenslauf
 62. Lebenslauf
 63. Lebenslauf
 64. Lebenslauf
 65. Lebenslauf
 66. Lebenslauf
 67. Lebenslauf
 68. Lebenslauf
 69. Lebenslauf
 70. Lebenslauf
 71. Lebenslauf
 72. Lebenslauf
 73. Lebenslauf
 74. Lebenslauf
 75. Lebenslauf
 76. Lebenslauf
 77. Lebenslauf
 78. Lebenslauf
 79. Lebenslauf
 80. Lebenslauf
 81. Lebenslauf
 82. Lebenslauf
 83. Lebenslauf
 84. Lebenslauf
 85. Lebenslauf
 86. Lebenslauf
 87. Lebenslauf
 88. Lebenslauf
 89. Lebenslauf
 90. Lebenslauf
 91. Lebenslauf
 92. Lebenslauf
 93. Lebenslauf
 94. Lebenslauf
 95. Lebenslauf
 96. Lebenslauf
 97. Lebenslauf
 98. Lebenslauf
 99. Lebenslauf
 100. Lebenslauf

... ..

Page 1, line 10: "Collection 1"
Collection 1: "Mardi-Fall 1911"

LES LIVRES SONT DISPONIBLES CHEZ

Ritwik Ghatak, étoile cachée du Bengale

Six films permettent de découvrir un cinéaste méconnu en Occident

Rétrospective du 22 avril au 11 mai 1997 à la Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde (8^e). Tél.: 47-03-12-50.

Le cinéma de Ritwik Ghatak témoigne d'une blessure. Comme si l'œuvre entière du metteur en scène bengali était imprégnée de la trace rouge vif laissée par la partition du Bengale qui a meurtri l'histoire de l'Inde. La souffrance de plusieurs millions de réfugiés hante les personnages des films de Ghatak. « On dérive comme des lacinthes d'eau », « Je suis confus, nous tâtonnons tous », « Je bouge, je marche, donc j'existe, mais je suis comme l'arbre fauché », s'exclame-t-on dans ses films. Dans son dernier long-métrage, au titre intriguant de *Raison, discussion et un conte* (1974), Ghatak identifie un personnage à « un petit aïeul sans abri, un oiseau qui s'appelle Bangladesh ».

Ritwik Ghatak est né en 1925 à Dacca, alors ville indienne, aujourd'hui capitale du Bangladesh. En 1947 a lieu la partition de l'Inde. Le pays se déchire, le Bengale oriental devient la partie orientale du Pakistan (puis le Bangladesh en 1971), à majorité musulmane. L'exode massif des populations s'accompagne de massacres. « Les émeutes communautaires ont inondé le pays : dans les eaux rouges du Gange couloir le sang de mes frères. Jamais je n'ai pu franchir mes films de ce thème. Il m'était urgent de présenter aux gens de mon

peuple ce Bengale que la division a rendu misérable, urgent de les rendre conscients de leur propre existence (...) », écrit le cinéaste.

Ghatak est un réfugié. Lorsqu'il s'installe à Calcutta en 1947, il se consacre essentiellement au théâtre. Il rejoint la Indian People's Theatre Association, un de ces groupes d'artistes très actifs qui faisait de Calcutta la capitale intellectuelle du sous-continent. Il traduit Bertolt Brecht, écrit des pièces, met en scène, joue, voyage de village en village pour montrer ses spectacles. Ghatak veut toucher toutes les couches de la population et, s'il vient au cinéma, c'est parce qu'il y voit le moyen d'atteindre le plus largement les masses. De 1952 à 1974, il réalise huit longs-métrages, ainsi que plusieurs courts-métrages et documentaires. Au milieu de sa carrière, il dirige l'Institut du film et de la télévision de Poona, creuset du jeune cinéma indien où il influence directement toute une nouvelle génération de cinéastes, dont Mani Kaul et Kumar Shahani.

OCULTE PAR SATYAJIT RAY

Ritwik Ghatak disparaît pourtant dans la misère, en 1976. Ruiné et rongé par l'alcool, à l'image du personnage qu'il incarne dans *Raison, discussion et un conte*, il meurt désespéré de n'être pas parvenu à transmettre son message et sa poésie. Peut-être aussi d'être resté ignoré du public occidental. En France, il fallut attendre 1990, puis 1992, pour découvrir seulement

deux de ses réalisations, chacune saluée avec enthousiasme par la critique. Le succès de Satyajit Ray a certainement fait de l'ombre à son compatriote : le public occidental s'est contenté volontiers de ne connaître qu'un grand cinéaste « indien » — en fait bengali.

La rétrospective de six de ses films organisée par la Galerie nationale du Jeu de paume offre donc l'exceptionnelle opportunité de découvrir cette œuvre splendide, marquée par la souffrance mais qui ne fait jamais place au misérabilisme. Emportés dans des récits où le tragique des situations collectives se redouble de drames personnels tout en laissant place à l'étrange, à la poésie ou à la gaieté, ses personnages restent toujours dignes. La sérénité d'un sourire de tendresse maternelle, la majesté d'un geste empreint de foi, la humilité d'un regard sont tous les effets qu'il s'autorise, avec le recours, jamais gratuit ni folklorique, aux mélodies de son pays.

Dans les méandres de l'errance, Ritwik Ghatak fait partager l'intensité de l'espoir : aux côtés de Rita, la petite héroïne de *La ligne d'or*, qui sautille d'allégresse en suivant les craquelures du bitume d'un aérodrôme abandonné, ou de Nita, personnage central de *L'étoile cachée*, qui meurt en criant « Je veux vivre ! Je veux vivre », sa mise en scène extrait de la déchéance et du mélodrame de l'amour et de la vie.

Olga Prud'homme

La sélection du Festival de Cannes

Gilles Jacob, délégué général, a présenté un « fourre-tout » incomplet

EXERCICE toujours difficile, la sélection pour le Festival de Cannes a semblé-t-elle particulièrement ardue cette année, au point que le délégué général de la manifestation, Gilles Jacob, l'a lui-même décrite comme « un fourre-tout propre à décourager toute tentative de classement » en la présentant à la presse le mardi 22 avril. Sa tâche était rendue plus ardue par la célébration du cinquantième, qui suscite une attente particulière, alors que les choix restent dépendants de l'état de la production mondiale à l'heure dite. C'est d'ailleurs une sélection incomplète qui a été annoncée le 22 avril, puisqu'une place reste ouverte aux nouveaux films de l'Iranien Abbas Kiarostami et de Costa Gavras (*Mad City*) s'ils sont terminés à temps, tandis qu'on ignore si *Le Cinquième Élément* de Luc Besson, qui fait l'ouverture le 7 mai, sera en compétition.

La compétition officielle réunira, quoi qu'il arrive : *The Ice Storm*, d'Ang Lee (E.-U.), « *Le Prince de Hambourg* » de Heinrich von Kleist, de Marco Bellocchio (It.), *Call It Love*, de Nick Cassavetes (E.-U.), *The Brave*, de Johnny Depp (E.-U.), *The Sweet Hereafter*, d'Atom Egoyan (Canada), *Funny Game*, de Michael Haneke (Autriche), *LA Confidential*, de Curtis Hanson (E.-U.), *Unagi*, de Shobhei Imamura (Japon), *The Well*, de Samantha Lang (Australie), *Nili by Mouth*, de Gary Oldman (G.-B.), *Kitty et Adams*, d'Irissa Ouedraogo (Burkina Faso), *La Trêve*, de Francesco Rosi (It.), *Happy Together*, de Wang Kar-wai (Hongkong), *The*

End of Violence, de Wim Wenders (Allemagne), *Welcome to Sarajevo*, de Michael Winterbottom (G.-B.), *Keep Cool*, de Zhang Yimou (Chine), *La Femme défendue*, de Philippe Harel, *Assassins*, de Mathieu Kassovitz, *Western*, de Manuel Poirier.

Le cinquantième Festival sera marqué par la remise de la Palme des palmes

En sélection officielle hors compétition seront présentés *Hamlet*, de Kenneth Branagh, *Le Destin*, de Youssef Chahine, *Black Out*, d'Abel Ferrara, *Nirvana*, de Gabriele Salvatores, *Voyage au début du monde*, de Manoel de Oliveira, *Ghost*, de Stan Winston, *Welcome to Woop Woop*, de Stephan Elliott, et *Absolute Power*, de Clint Eastwood, qui fera la clôture, le 18 mai.

Dans la section Un certain regard seront présentés : *Le Balser du serpent*, de Philippe Rousselot, en ouverture, *Post-critum, animal triste*, de Brigitte Roüan, *La Cruz*, d'Alexandro Agresti, *Le Frère*, d'Alexei Balabanov, *The House*, de Sharmas Baras, *American Perfect*, de Paul Chart, *La Buena Estrella*, de Ricardo Franco, *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian, *Wind Echoing in my Being*, de Jeon Soo Il, *La Tour de l'horloge*, d'Omer Kavur, *Twelve Storeys*, d'Eric Khoo, *Love*

and *Death on Long Island*, de Richard Kwitnickowski, *In the Company of Men*, de Neil Labute, *Mrs. Brown*, de John Madden, *A.B.C. Manhattan*, d'Amir Naderi, *Sunday*, de Jonathan Nossiter, *Witman Fiuk*, de Janos Szasz, *Inside Out*, de Rob Tregenza, *Entretiens privés*, de Liv Ullmann, *East Palace West Palace*, de Zhang Yuan.

La journée du 11 mai, consacrée à la célébration du cinquantième Festival, sera marquée par la projection de deux chapitres d'*Histoires du cinéma*, de Jean-Luc Godard, et par la remise de la Palme des palmes. Cette récompense, décernée par les lauréats des années précédentes à un cinéaste qui n'avait jamais reçu la Palme, a été attribuée (« à une très large majorité », selon Gilles Jacob) à Ingmar Bergman. Mais il semble peu probable que le cinéaste suédois fasse le voyage de la Croisette pour recueillir son prix. D'autre part, une soirée sera consacrée à la mémoire de Marcello Mastroianni, avec la projection de *Marcello Mastroianni mi ricordo, si mi ricordo*, d'Anna Maria Tatò.

Préside par Isabelle Adjani, le jury sera composé des actrices Gong Li (Chine) et Mira Sorvino (E.-U.), des écrivains Paul Auster (E.-U.) et Michael Ondaatje (Canada), du metteur en scène Luc Bondy, du danseur Patrick Dupond et des cinéastes Tim Burton (E.-U.), Mike Leigh (G.-B.) et Nanni Moretti (It.). Françoise Amoult présidera le jury de la Caméra d'or.

J.-M. F.

Au 16^e Festival d'Istanbul, des œuvres fortes émergent d'un cinéma turc sinistré

ISTANBUL
correspondance

Le cinéma turc apparaît sinistré. En dépit du regain d'espoir insufflé par la percée historique du *Bandit*, de Yavuz Turgul (avec plus de 1,5 million d'entrées en quatre mois, ce film a supplanté les productions américaines), la production nationale s'est maintenue au plus bas en 1996, avec seulement 22 films, dont 10 distribués. Les différents systèmes d'aides sont de plus en plus précaires. Fort de déclarations péremptives sur la nécessité de soutenir un cinéma « national », le ministère de la culture, de tendance islamiste, ne dispose cependant plus de fonds propres pour cette activité. L'apport important d'Eurimages, instance dépendant du Conseil de l'Europe, qui soutient la production (7 films en 1996-1997), la distribution et l'exploitation en Turquie, quelques coproductions européennes, le pré-achat de chaînes privées ou le mécénat permettent au cinéma turc de survivre.

En dépit de ce marasme chronique, le 16^e Festival International

du film d'Istanbul, qui vient de s'achever, a révélé des œuvres fortes et originales. Réalisé sans moyens, *Tabutta Rivasota* de Deris Zaim marque l'avènement d'un auteur prometteur au sein de la nouvelle génération. Auréolé de multiples prix remportés dans différents festivals nationaux, ce premier film offre un regard empreint de vérité sur la destinée d'un SDF à Istanbul virevoltant entre petits boulots, vols de voitures et arrestations successives.

Les vicissitudes de l'existence, ainsi que le rapport au monde de cet homme — l'affection l'unissant à une jeune droguée, la solidarité contrastée de ses pairs ou la brutalité des policiers — témoignent des tensions et fractures d'une société livrée à elle-même : frustrations sociales et sexuelles, répression et solitude urbaine forment le quotidien d'être à la dérive, dépeints avec une admirable justesse au cours d'un récit aride et sans espoir.

En écho, *Lo Fleur de l'hiver*, du Turco-Allemand Kadir Sözen, s'attache aux laissés-pour-

compte des régions économiquement privilégiées. Expulsé d'Allemagne dix-sept ans après l'expulsion de son visa, un émigré turc tente de rejoindre illégalement sa famille avec un convoi de clandestins. De la Turquie au cœur de l'Europe, le récit de cette expédition dresse un réquisitoire contre l'Europe des frontières et contre des règlements bureaucratiques entraînant des situations absurdes et tragiques.

POLITIQUEMENT SENSIBLE

Plus « politique », *Que les lumières ne s'éteignent pas*, de Reis Celik, est le premier film turc à traiter frontalement le conflit du Sud-Est anatolien à travers la destinée commune d'un officier turc et d'un rebelle kurde. Seuls survivants d'une avalanche causée par les affrontements dans les montagnes enneigées, les deux ennemis sont contraints de s'entraider et de s'écouter avant la descente au village et le retour aux réalités du conflit. Expurgé de toute forme d'engagement trop explicite en raison de la censure et des circonstances actuelles (les combats

font toujours rage à l'est du pays), le film a le mérite d'aborder un sujet éminemment sensible.

Lauréat des titres de meilleur film et meilleur réalisateur, *Le Voyage du scorpion*, d'Omer Kavur, conte les réactions contrastées de villageois lors de l'arrivée d'un horloger chargé de réparer

la tour de l'horloge. Témoin d'un meurtre, il mène une enquête où passé et présent se confondent pour mettre au jour une réalité insoupçonnée.

Cette nouvelle œuvre du plus grand cinéaste turc vivant reprend et amplifie ses thèmes personnels — réflexion sur le temps,

dédoubllement de la perception et quête introspective nourrissant un récit elliptique, empreint d'une étrangeté teintée de mysticisme — pour, après cinq années de silence, confirmer son statut de maître du cinéma turc.

Nicolas Monceau

Le Monde
EDITIONS

VIENT DE PUBLIER

LE TRAVAIL

Toujours moins ou autrement

par Alain Lebaube

Les « trentes glorieuses » et les modèles économiques, sociaux et politiques qu'elles induisent sont toujours dans nos têtes, alors que la croissance a disparu. La notion même de crise est caduque, car elle suppose un état passager, un retour à une situation antérieure qui ne sera pas. Avec un raisonnement implacable, dans un style accessible à tous, Alain Lebaube, spécialiste des questions d'emploi et de formation et éditorialiste au *Monde*, dessine les nouveaux contours du travail et prévient : s'il n'est pas reconnu et organisé autrement, il y en aura toujours moins !

290 pages, index, 46 F. Collection *Le Monde-Poche*, coédition *Le Monde-Éditions - Marabout*.

LE MULTIMÉDIA

La révolution au bout des doigts

par Michel Alberganti

Tous branchés ? Pas exactement. Le spécialiste des technologies du *Monde* explique ce qui se cache derrière un mot, multimédia, aujourd'hui mis à toutes les sauces. Le propos descriptif — sur les produits, leur histoire, leur futur — se double d'une analyse politique de la société de la communication. Un ouvrage d'information et de réflexion, utile et accessible à tous pour ne pas « surfer » idiot sur le « net ».

258 pages, index, 39 F. Collection *Le Monde-Poche*, coédition *Le Monde-Éditions - Marabout*.

CES LIVRES SONT DISPONIBLES CHEZ VOTRE LIBRAIRE à défaut, vous pouvez les commander directement au *Monde-Éditions*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

[Michel Field 17h — 20h]

**LES IDEES,
LES CRITIQUES,
LES COUPS DE GUEULE,
TOUS LES COUPS
SONT PERMIS.
LE DÉBAT AUSSI.**

EUROPE 1
A quoi sert l'info si on ne s'en parle pas ?

LA SÉLECTION DU « MONDE »

ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO (français, 1 h 02) de Jean-Luc Godard.
LES ANGES DÉCHUS (Hongkong, 1 h 36) de Wong Kar-Wai.
BIG NIGHT (américain, 1 h 40) de Campbell Scott et Stanley Tucci.
DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30) de Jean-Daniel Pollet.
DU JOUR AU LENDEMAIN (français-allemand, noir et blanc, 1 h 02) de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.
GÉNÉALOGIES D'UN CRIME (français, 1 h 53) de Raoul Ruiz.
GOODBYE, SOUTH, GOODBYE (taïwanais, 1 h 52) de Hou Hsiao Hsien.
KIDS RETURN (japonais, 1 h 47) de Takeshi Kitano.
LEVEL FIVE (français, 1 h 46) de Chris Marker.

MARION (français, 1 h 46) de Manuel Poirier.
MARS ATTACKS I (américain, 1 h 45) de Tim Burton.
LA MOINDRE DES CHOSES (français, 1 h 45) de Nicolas Philibert.
NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI (français-suisse, 1 h 20) d'Anne-Marie Miéville.
REPRISE (français, 3 h 12) d'Hervé Le Roux.
SCHIZOPHOLIS (américain, 1 h 36) de Steven Soderbergh.
LA SERVANTE AIMAINE (français, 2 h 46) de Jean Douchet.
UN INSTANT D'INNOCENCE (français-iranien, 1 h 18) de Mohsen Makhmalbaf.
LE VILLAGE DE MES RÊVES (japonais, 1 h 52) de Yohji Higashi.

LES FESTIVALS

FESTIVAL DU FILM COURT DE LILLE
 Thème: six courts-métrages français et étrangers sont en compétition (parmi près de quatre cents films visionnés) pour cette 13^e édition du Festival du film court de Lille. En soirée d'ouverture, Christian Vincent (président du jury) présentera son second long-métrage *Beau fixe*. Une rétrospective intitulée « De villes en films », portant sur la conception de la ville au cinéma ; une soirée « Les courts des grands » regroupant des courts-métrages de réalisateurs confirmés ; une soirée « Souffle court » avec des films courts à suspense ; une exposition de photographies de Dominique Cartelier et des séances scolaires complètent cette programmation. Du 28 avril au 2 mai. Bureau du festival, 58, rue du Port, 59 Lille. Tél. : 03-20-15-48-25.
HOMMAGE À HAROLD PINTER
 Le cinéma L'Entreop propose un hommage au dramaturge et scénariste britannique Harold Pinter. Cinq films sont au programme : *Le Mangeur de citrouilles* (Jack Clayton, 1964), *Accident* (Joseph Losey, 1967), *L'Ami retrouvé* (Jerry Schatzberg, 1989), *Étrange séduction* (Paul Schrader, 1990), *La Servante écarlate* (Volker Schlöndorff, 1991). Le vendredi 25 avril à 20 heures, la projection de *L'Ami retrouvé* sera suivie d'un débat animé par Brigitte Gauthier, Michel Ciment et Edic Kahane.
 Du 23 avril au 6 mai. L'Entreop, 7-9, rue François-de-Presnois, Paris-14. Tél. : 01-45-40-70-38.
COLLOQUE JEAN EPSTEIN
 À l'occasion du centenaire universel de sa naissance, le Collège d'histoire de l'art cinématographique rendra

hommage au cinéaste Jean Epstein, qui fut l'un des proches compagnons de la Cinéma-thèque française. Deux journées de discussions et d'exposés auront lieu autour de l'œuvre cinématographique, poétique et littéraire de Jean Epstein. Plusieurs intervenants sont prévus, parmi lesquels Jacques Aumont, Nicole Brenez, Patrick de Haas, André S. Labarthe, Dominique Peini. Quelques-uns des principaux films projetés : *L'Or des mers* (1932), *Le Tempestaire* (1947), *L'Auberge rouge* (1923), *Cœur fidèle* (1923), *La Chute de la maison Usher* (1928).
 Les 25 et 26 avril, de 9 h 30 à 22 h 30 ; le 27, de 16 h 30 à 22 h 30.
 Cinéma-thèque française, palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16. Tél. : 01-47-04-24-24.
FORUM DES CINÉ-CLUBS
 L'association L'Aurore organise pour la cinquième année consécutive le Forum des ciné-clubs à la Vidéotheque de Paris. Ce forum donne la parole à des acteurs du secteur non commercial et commercial de la diffusion du cinéma indépendant. Au programme de ces journées, sont proposés trois thèmes (la couleur, le huis clos, l'œuvre de Raymond Dard), trois cartes blanches (à l'Acid, à l'équipe du prix Georges-et-Rita-Sadoul, à l'association Henri-Langlois) ; un débat autour de la diffusion et la distribution du cinéma d'auteur. Au total, vingt-trois séances, projections et rencontres-débats sont prévues.
 Les 26 et 27 avril, de 14 heures à 21 h 30. Vidéotheque de Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-2. Tél. : 01-44-76-63-43.

NOUVEAUX FILMS

BEKO
 Film allemand-arménien de Nizamet Aric, avec Nizamet Aric, Beza Arsen, Lusika Hesen, Cemile Jura, Fila Tital, Nurye Tital (1 h 40).
 VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33).
LA CIBLE
 Film français de Pierre Courrège, avec Daniel Russo, Sagamore Stévenin, Hippolyte Girardot, Anémone, Jean-Claude Dreyfus, Bernard Rosselli (1 h 35).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL
 Film français de Gerald Caillaud, 11 h 15.
 L'Entrop, 14^e (01-45-43-41-63).
INSIDE
 Film américain d'Arthur Penn, avec Nigel Hawthorne, Eric Stoltz, Louis Gossett Jr (1 h 34).
 VO : Action Christine, dolby, 6^e (01-43-79-11-30).

JOURS DE COLÈRE
 Film français de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère (3 h).
 Max Linder Panorama, 5^e (01-48-24-88-88) ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

PORT DIEMA
 Film franco-grec-italien d'Eric Heumann, avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Bouteffeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot (1 h 35).
 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (+) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 6^e (01-42-22-87-23-4) ; La Balzac, dolby, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81-4) ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04-4).
QUADRILLE
 Film français de Valérie Lemerrier, avec Valérie Lemerrier, André Dussollier, Sandrine Kiberlain, Sergio Castellitto, Lise Lamettrie, Frack de La Personne (1 h 36).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Rotonde, 6^e ;

Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08-4) ; George-V, 8^e ; Saint-Lazare-Passy, dolby, 8^e (01-43-57-35-43) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88-4) ; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48-4) ; Les Nation, 12^e (01-43-43-04-67-4) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-20-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27-4) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

SEXY SADIE
 Film allemand de Matthias Glasner, avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel, Thomas Heinze, Rüdiger Müller, Andreja Schneider, Stephanie Philipp (1 h 32).
 VO : Racine Odéon, 6^e (01-43-26-19-08-4).
WHEN WE WERE KINGS
 Film américain de Leon Gast, avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer (1 h 28).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra I, 2^e (01-43-12-91-40-4) ; Europa Pantheon (ex-Reffet Pantheon), 5^e (01-43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14) ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).

EXCLUSIVITÉS
ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO
 Film allemand de Jean-Luc Godard, avec Eddie Constantine, Hanns Zischler, Claudia Michelsen, André Labarthe, Nathalie Kadem, Robert Wilmers. Français (1 h 02).
 Grand Action, dolby, 5^e (01-43-29-44-40).
L'AMOUR EST À RÉINVENTER (**)
 Dix films courts. Français (58 min).
 Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-09).
LES ANGES DÉCHUS
 de Wong Kar-Wai, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok. Hong Kong (1 h 36).
 VO : Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-77-74-4).
ANTONIA ET SES FILLES
 de Marleen Gorris.

avec Willeke Van Ammelrooy, Els Dotermaans, Jan Decker, Marina De Graaf, Mil Seghers, Veerle Van Overloop. Néerlandais (1 h 35).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88-4) ; 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38-4) ; George-V, dolby, 8^e ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
ARIANE OU L'ÂGE D'OR
 de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère. Français (1 h 35).
 Max Linder Panorama, 5^e (01-48-24-88-88-4).
ARLETTE
 de Claude Zidi, avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Ennio Fantastichini, Jean-Marie Bigard, Martin Lamotte, Arnette. Français (1 h 40).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08-4) ; George-V, THX, dolby, 8^e ; Saint-Lazare-Passy, dolby, 8^e (01-43-57-35-43-4) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88-4) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; Les Nation, dolby, 12^e (01-43-43-04-67-4) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-28-04-4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27-4) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24-4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

RASQUAT
 de Julian Schnabel, avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, Benicio Del Toro, Claire Forlani, David Bowie, Dennis Hopper. Américain (1 h 45).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40-4) ; Épée de Bois, 3^e (01-43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-46-85-4).
BIG NIGHT
 de Campbell Scott et Stanley Tucci, avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron. Américain (1 h 40).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40-4) ; L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80-4) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-47-20-76-23-4) ; Blevinère Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00-4).
LA BOUCHE DE JEAN-PIERRE
 de Lucie Hadzihalilovic, avec Sandra Sammartino, Michel Tritel, Denise Schopfer. Français (52 min).
 Épée de Bois, 3^e (01-43-37-57-47).
CE RÉPONDREUR NE PREND PAS DE MESSAGES
 d'Alain Cavalier, avec Xavier Saint-Macary. Français, 1978 (1 h 17).
 Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

LES 101 MALMATIONS
 de Jean-Luc Godard, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark Williams. Américain (1 h 42).
 VO : Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e.
 VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00-4) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-20-4) ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).
LE COMMENT ET LE POURQUOI
 de Ventura Pons, avec Luis Homs, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Arangaz, Merce Pons. Espagnol (1 h 30).
 VO : Latina, 6^e (01-43-78-47-86).
DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Pollet. Français (1 h 30).
 Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20-4).
DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whiteley, Richard Salter, Claudia Beralinsky, Ryszard Karczykewski.

avec Willeke Van Ammelrooy, Els Dotermaans, Jan Decker, Marina De Graaf, Mil Seghers, Veerle Van Overloop. Néerlandais (1 h 35).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88-4) ; George-V, dolby, 8^e ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
ARIANE OU L'ÂGE D'OR
 de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère. Français (1 h 35).
 Max Linder Panorama, 5^e (01-48-24-88-88-4).
ARLETTE
 de Claude Zidi, avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Ennio Fantastichini, Jean-Marie Bigard, Martin Lamotte, Arnette. Français (1 h 40).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08-4) ; George-V, THX, dolby, 8^e ; Saint-Lazare-Passy, dolby, 8^e (01-43-57-35-43-4) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88-4) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; Les Nation, dolby, 12^e (01-43-43-04-67-4) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-28-04-4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27-4) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24-4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

RASQUAT
 de Julian Schnabel, avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, Benicio Del Toro, Claire Forlani, David Bowie, Dennis Hopper. Américain (1 h 45).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40-4) ; L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80-4) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-47-20-76-23-4) ; Blevinère Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00-4).
LA BOUCHE DE JEAN-PIERRE
 de Lucie Hadzihalilovic, avec Sandra Sammartino, Michel Tritel, Denise Schopfer. Français (52 min).
 Épée de Bois, 3^e (01-43-37-57-47).
CE RÉPONDREUR NE PREND PAS DE MESSAGES
 d'Alain Cavalier, avec Xavier Saint-Macary. Français, 1978 (1 h 17).
 Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

LES 101 MALMATIONS
 de Jean-Luc Godard, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark Williams. Américain (1 h 42).
 VO : Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e.
 VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00-4) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-20-4) ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

LE COMMENT ET LE POURQUOI
 de Ventura Pons, avec Luis Homs, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Arangaz, Merce Pons. Espagnol (1 h 30).
 VO : Latina, 6^e (01-43-78-47-86).
DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Pollet. Français (1 h 30).
 Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20-4).
DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whiteley, Richard Salter, Claudia Beralinsky, Ryszard Karczykewski.

avec Willeke Van Ammelrooy, Els Dotermaans, Jan Decker, Marina De Graaf, Mil Seghers, Veerle Van Overloop. Néerlandais (1 h 35).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88-4) ; George-V, dolby, 8^e ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
ARIANE OU L'ÂGE D'OR
 de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère. Français (1 h 35).
 Max Linder Panorama, 5^e (01-48-24-88-88-4).
ARLETTE
 de Claude Zidi, avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Ennio Fantastichini, Jean-Marie Bigard, Martin Lamotte, Arnette. Français (1 h 40).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08-4) ; George-V, THX, dolby, 8^e ; Saint-Lazare-Passy, dolby, 8^e (01-43-57-35-43-4) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88-4) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; Les Nation, dolby, 12^e (01-43-43-04-67-4) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-28-04-4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27-4) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24-4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

RASQUAT
 de Julian Schnabel, avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, Benicio Del Toro, Claire Forlani, David Bowie, Dennis Hopper. Américain (1 h 45).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40-4) ; L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80-4) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-47-20-76-23-4) ; Blevinère Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00-4).
LA BOUCHE DE JEAN-PIERRE
 de Lucie Hadzihalilovic, avec Sandra Sammartino, Michel Tritel, Denise Schopfer. Français (52 min).
 Épée de Bois, 3^e (01-43-37-57-47).
CE RÉPONDREUR NE PREND PAS DE MESSAGES
 d'Alain Cavalier, avec Xavier Saint-Macary. Français, 1978 (1 h 17).
 Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

LES 101 MALMATIONS
 de Jean-Luc Godard, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark Williams. Américain (1 h 42).
 VO : Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e.
 VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00-4) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; George-V, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-20-4) ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

LE COMMENT ET LE POURQUOI
 de Ventura Pons, avec Luis Homs, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Arangaz, Merce Pons. Espagnol (1 h 30).
 VO : Latina, 6^e (01-43-78-47-86).
DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Pollet. Français (1 h 30).
 Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20-4).
DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whiteley, Richard Salter, Claudia Beralinsky, Ryszard Karczykewski.

avec Willeke Van Ammelrooy, Els Dotermaans, Jan Decker, Marina De Graaf, Mil Seghers, Veerle Van Overloop. Néerlandais (1 h 35).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88-4) ; George-V, dolby, 8^e ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
ARIANE OU L'ÂGE D'OR
 de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère. Français (1 h 35).
 Max Linder Panorama, 5^e (01-48-24-88-88-4).
ARLETTE
 de Claude Zidi, avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Ennio Fantastichini, Jean-Marie Bigard, Martin Lamotte, Arnette. Français (1 h 40).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08-4) ; George-V, THX, dolby, 8^e ; Saint-Lazare-Passy, dolby, 8^e (01-43-57-35-43-4) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88-4) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-55-31-4) ; Les Nation, dolby, 12^e (01-43-43-04-67-4) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-28-04-4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00-4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79-4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27-4) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24-4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96-4).

Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02).
 VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
ENQUÊTE SUR ABRAHAM
 de Abraham Segal. Franco-Israélo-palestinien (1 h 42).
 Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
FOR EVER MOZART
 de Jean-Luc Godard, avec Madeleine Assas, Béatrice Aléou, Ghalia Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierron, Harry Cleven. Franco-suisse-allemand (1 h 20).
 Le République, 11^e (01-48-05-51-33) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01-4).
FRED
 de Pierre Jolivet, avec Jennifer Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem, Stéphane Jobert. Français (1 h 25).
 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38-4) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00-4) ;

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME
 de Raoul Ruiz, avec Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette Lafont, Monique Méliand. Français (1 h 53).
 Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40-4) ; 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 24 AVRIL 1997

STRATÉGIE Le paysage médiatique français est en train de se constituer en duopole, avec d'un côté la Compagnie générale des eaux et Havas, et de l'autre des

niveaux déjà alliés au sein du bouquet numérique TPS, mais ne peut progresser dans la télévision hertzienne. En revanche, la déréglementation du téléphone, effective en 1998, offre des opportu-

TF1 et M 6, veut étoffer l'offre de TPS, mais ne peut progresser dans la télévision hertzienne. En revanche, la déréglementation du téléphone, effective en 1998, offre des opportu-

nités de synergie avec le câble. ● **DEUX GROUPE**, Lyonnaise Communications et Bouygues Télécom, étudient la possibilité d'installer téléphone et Internet sur le

câble, comme les Britanniques. ● **L'EXPLOITATION** de ce marché à forte rentabilité, qui n'a pas encore donné lieu à des accords, se heurte à l'opposition de France Télécom.

La difficile gestation de l'axe Lyonnaise des Eaux-Suez-Bouygues-TF1-M6

Les concurrents de l'alliance Compagnie générale des eaux-Havas, déjà associés au sein du bouquet numérique TPS, souhaitent tirer parti de la déréglementation du téléphone en établissant des synergies entre télécommunications et câble

LES MÉDIAS FRANÇAIS tendent à s'organiser désormais en duopole, autour de deux grandes entités, depuis l'annonce de la prise de contrôle, sous forme d'un vrai jeu de poupées russes, de la Compagnie générale des eaux sur Havas, lui-même actionnaire de Canal Plus.

Afin de contrer la naissance de ce groupe, un nouvel axe se dessine autour de la Lyonnaise des Eaux-Suez, Bouygues, TF1 et M 6. Ces derniers sont déjà alliés au sein du bouquet de programmes numériques Télévision par satellite (TPS), aux côtés de France Télécom, France Télévision et la CLT-USA.

Cette première aventure audiovisuelle commune, qui a taillé la première véritable brèche dans le monopole de la télévision à péage - jusqu'alors jalousement préservé - de Canal Plus, semble leur porter chance : quatre mois après son lancement, TPS revendique 116 000 abonnés, mais la moitié seulement est aujourd'hui équipée

d'un décodeur. D'autres projets plus axés sur les services et le multimédia sont dans les cartons de ces groupes pour étoffer l'offre de TPS.

Dans la télévision hertzienne, l'hypothèse de la création d'une société commune entre la Lyonnaise des Eaux-Suez (actionnaire de M 6) et Bouygues (actionnaire de TF1), afin de financer ses activités dans le téléphone, a été abandonnée, selon la direction de la chaîne.

LE CHOC D'ALBERT FRÈRE

Pour les analystes, il semble désormais acquis que le financier belge Albert Frère, ex position d'arbitre au sein de ces deux grands pôles, a choisi le camp TF1-Lyonnaise-Suez-Bouygues-M 6, comme en témoignent ses actes successifs. Même s'il ne crée

pas sa décision sur les toits. Des synergies pourraient aussi naître dans les télécommunications et le câble, entre le groupe Lyonnaise-Suez récemment fusionné et Bouygues Telecom, forcé d'investir des sommes considérables pour être à la hauteur de ses grands rivaux dans le domaine de la télé-

1,5 million de foyers abonnés

Rapporté à l'activité globale de Lyonnaise-Suez ou de la Générale des eaux, le câble ne pèse quasiment rien. Visant l'équilibre cette année, Lyonnaise Communications a perdu 20 millions de francs, tandis que la CGV, qui compte aussi sortir du rouge cette année grâce à un plan social, accusait 300 millions de déficit. Le câble comptait fin février en France 1,5 million d'abonnés au service de base, selon l'Association des villes câblées.

phonie mobile. Une situation d'autant plus difficile pour Bouygues, allié à l'italien STET, que le marché historique du groupe, le BTP, est fortement déprimé.

Même si des négociations existent, rien n'est encore bouclé entre les deux groupes. Les enjeux portent sur divers points, comme la mise en place d'une politique commerciale commune, pour vendre par exemple à la fois des abonnements au câble et au téléphone mobile à un même foyer.

Dès 1998, les câblo-opérateurs pourront exploiter du téléphone sur les réseaux câblés. Lyonnaise Communications, qui démarre un test à Annecy en juin, ne veut pas manquer cette opportunité qui devrait, selon son président Cyrille du Peloux, lui donner les clés d'un véritable marché.

Rien que sur Paris et sa banlieue (1,5 million de prises, donc d'abonnés potentiels), le câblo-opérateur table sur un volume d'affaires moyen par abonné de

plus de 2 000 francs annuels pour la télévision payante, autant pour Internet et près de 4 000 francs pour le téléphone, une note généralement plus salée qu'en province, où l'on téléphone moins. Sans compter le marché destiné aux entreprises... Et les premières expériences de commercialisation d'Internet sur le câble, réalisées par Lyonnaise Communications au Mans, à Strasbourg et dans le 7^e arrondissement de la capitale, semblent encourageantes.

Dans cette nouvelle donne, France Télécom ne veut pas se laisser dépouiller. Désespérant d'arriver à un compromis, Lyonnaise Communications a demandé - comme la Générale des eaux - à la nouvelle autorité de régulation des télécommunications, l'ART, de trancher son différend avec France Télécom sur la question des délais d'adaptation des réseaux câblés au transport d'Internet (nécessitant la mise en place d'une « voie de retour ») et du loyer à payer à l'opérateur public pour cette inter-

conexion. Une démarche qui ne devrait pas faciliter les relations Lyonnaise-France Télécom, pourtant alliées partiellement au sein de Multicâble, société créée pour exploiter Internet sur les réseaux.

« Faire du téléphone sur le câble peut coûter très cher, il faut adopter un réseau qui à l'origine n'était pas fait pour cela », affirme-t-on à France Télécom. Outre-Manche, où depuis sa naissance le câble a été conçu pour trouver sa rentabilité via la téléphonie, le chiffre d'affaires généré par le téléphone sur le câble a dépassé celui de la télévision.

Paradoxalement, la Générale des Eaux, qui a fait ses preuves sur le câble britannique, cède ses 72 % dans ses réseaux câblés en France (la CGV) à Time Warner et à Canal Plus. Preuve que seule Lyonnaise Communications considère que la déréglementation du téléphone peut donner un nouvel élan au câble.

Nicole Vulser

Le CFPJ s'achemine vers la fin de la crise

« **LE CFPJ** est en état de marche pour passer à une remise à flot durable », selon Francis Laffont, journaliste à *L'Alsace*, représentant de la CFTJ, et président à ce titre du conseil d'administration du Centre de formation des journalistes et des cadres de la presse (CFPJ), la plus importante école française de formation initiale et permanente des journalistes.

L'élection, mercredi 23 avril, d'un nouveau directeur général par les administrateurs du CFPJ (éditeurs de journaux, représentants des syndicats de journalistes, des universités, du personnel et des an-

ciens élèves du CFPJ) pourrait symboliser la « sortie de crise » du Centre. Cette crise, financière et morale, était rampante depuis plusieurs années. En 1996, elle s'était manifestée par le départ de son directeur général, Yves Agnès (*Le Monde* du 11 avril 1996). Depuis lors, un délégué général, Bruno Dalle (ex-Europe 1), a été chargé de gérer le CFPJ.

Confronté en 1996 à un endettement cumulé de l'ordre de 17 millions de francs pour un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 65 millions, le CFPJ a longtemps vécu sous la menace d'un dépôt de

bilan. Celle-ci avait d'ailleurs conduit en octobre 1996 à la nomination d'un mandataire *ad hoc*, M^r Hubert Lafont, chargé de négocier le réaménagement du passif.

Un resserrement des dépenses de fonctionnement et un plan social aboutissant à une réduction du personnel permanent (58 salariés au lieu de 75) ont été décidés. Un conseil d'administration a adopté récemment l'apurement des comptes du Centre, avec un moratoire des dettes à négocier avec les organismes de recouvrement des cotisations sociales et avec les fournisseurs. Ce qui devrait permettre d'examiner ensuite l'hypothèse d'un emprunt de 5 à 10 millions de francs que pourrait souscrire le CFPJ auprès de certains éditeurs.

OFFRE CIBLÉE

Mais le Centre doit s'autofinancer à hauteur de plus de 2 millions de francs par an. L'extension des formations en soirée et le samedi, la création d'une « université d'été » du 30 juin au 12 septembre, figurent parmi les solutions. Cette « université d'été », pour laquelle le CFPJ bénéficie du soutien des organismes de formation (Médias, Auvicomm, Afdas), dispensera une formation à la fois théorique et pratique sous forme de modules

hebdomadaires proposés à des publics ciblés : pigistes, rédacteurs de la presse magazine ou spécialisée, journalistes de presse écrite désirant se former au magazine, à la radio ou à la télévision.

Des sessions consacrées au multimédia, au portrait, à la revue de presse, aux magazines télévisés ou photo - avec Pierre Assouline, Gilles Petrucci, Didier Daeninckx, Ivan Leval, etc. - seront aussi proposées. « Cette université est la préfiguration de ce que le CFPJ offrira à la rentrée 1997, et qui conduira aussi le CFPJ à évoluer », explique un des cadres du Centre.

Le CFPJ a pris acte de l'évolution d'une profession où près de la moitié des journalistes (46,7 %) travaillent dans la presse périodique au poids grandissant, et où s'installe la précarité (15,7 % de pigistes parmi les 28 471 journalistes). L'offre de formation a donc été adaptée à une demande plus ciblée. « Le CFPJ est viable, à condition d'avoir une démarche plus offensive », explique Bruno Dalle, qui fait remarquer que « la taxe d'apprentissage a été recouvrée dans des proportions similaires à celle de l'année précédente ; la crise n'a donc pas eu d'effet négatif ».

Yves-Marie Labé

Diffusion contrastée pour les titres de Prisma Presse

LES MAGAZINES du groupe Prisma Presse en France ont eu en 1996 une évolution contrastée. Les titres dont la diffusion a augmenté sont *Ça m'intéresse* avec 316 015 exemplaires vendus (+1,6 %), *Télé loisirs* avec 1 617 280 (+5 %), *Capital* avec 392 720 (+10 %), *L'Essentiel du management* avec 119 000 et enfin *VSD* avec 328 920 exemplaires (+64 %).

Les titres en baisse sont *Géo* avec 447 380 exemplaires, contre 476 000 en 1995, *Prima* avec 1 107 450 exemplaires (-35 000), *Voilà* avec 661 640 contre 710 979 en 1995, *Gala* avec 319 610 exemplaires contre 324 437 en 1995 et les trois revues de cuisine du groupe *Cuisine actuelle* (305 720 contre 344 804), *Guide cuisine* (144 805 contre 165 568) et *Cuisine gourmande* (101 290, contre 144 486). Les résultats de *Femme actuelle* avec 1 758 890 exemplaires sont stables. Chez Prisma, on indique que les baisses sont « conjoncturelles ». La formule de *Géo* vient d'être améliorée, tandis que le pôle cuisine est en restructuration.

■ **TELEVISION** : filiale du groupe Pearson, Grundy France, déjà producteur de « Questions pour un champion », a annoncé la création de FBG Films qui se destine à la production, en France, de fictions pour la télévision. A partir de juillet, cette structure développera des projets de feuilletons quotidiens, de séries et de mini-séries essentiellement pour les chaînes hertziennes françaises.

■ **HAVAS** : Jean-François Meaudre, codirecteur général adjoint d'Havas va quitter le groupe présidé par Pierre Dauzier. Il abandonnera aussi la présidence de Métrobus, filiale d'affichage du groupe. Cette décision, prise d'un commun accord, remonte à octobre 1996.

■ **DISTRIBUTION** : Le groupe de communication allemand Bertelsmann serait intéressé par la reprise du distributeur polonais de journaux Ruch, dont la promesse d'acquisition donnée à Hachette a été annulée par les autorités polonaises, selon le quotidien *Gazeta Wyborcza*. Le ministère du Trésor a indiqué avoir reçu six propositions. - (AFP).

■ **PRESSE** : Jean-Pierre Vittu de Kerraoul a été élu, mardi 22 avril, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF). Actuel président de la Fédération de la Presse périodique régionale (FPPR), M. Vittu de Kerraoul succède à Bernard Porte qui a démissionné en janvier dernier.

Hachette Filipacchi Médias vise un résultat d'un milliard de francs en 1999

GÉRALD DE ROQUEMAUREL, vice-président d'Hachette Filipacchi Presse, présentait pour la dernière fois les résultats d'Hachette Filipacchi Médias, dont la fusion avait été annoncée par Jean-Luc Lagardère le 2 avril. Jusque-là, Filipacchi Médias, contrôlé par Daniel Filipacchi et Franck Ténot, possédait des titres comme *Paris-Match* ou *Pariscope*, mais 70 % de sa valeur était représentée par sa participation de 34 % dans Hachette Filipacchi Presse. Le groupe Lagardère possédait 66 % du nouvel ensemble Hachette Filipacchi Médias, Daniel Filipacchi et Franck Ténot 13 %, et 21 % seront sur le marché. La fusion sera entérinée en assemblée générale le 18 juin, « sous réserve des décisions de la cour d'appel », a précisé M. de Roquemau-

rel. Un recours a en effet été déposé devant la cour d'appel de Paris par Alain Géniteau - à l'origine de plusieurs plaintes contre Jean-Luc Lagardère -, qui conteste la décision du Conseil des marchés financiers d'accorder une dérogation pour ne pas lancer une offre publique d'achat. L'affaire devrait être plaidée la semaine prochaine. Cela a jeté un léger froid sur la présentation des bons résultats

1996 des deux sociétés. Filipacchi Médias voit son résultat d'exploitation passer de 82,9 millions de francs à 101 millions pour un chiffre d'affaires en augmentation de près de 40 millions à 1,548 milliard et un résultat net de 171,4 millions de francs. Idem du côté d'Hachette Filipacchi Presse, dont le chiffre d'affaires passe de 9,143 milliards de francs à 9,593 milliards. Le résultat d'exploitation passe de 619 millions à 698 millions de francs.

L'essentiel de ce résultat (528 millions de francs) provient de la branche internationale - et notamment américaine - du

groupe. Le nouvel ensemble Hachette Filipacchi Médias représenterait un résultat d'exploitation de 795 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 11,142 milliards.

« **OBJECTIF PRUDENT** »

Selon Gérard de Roquemau-

rel, « l'objectif très prudent » d'Hachette Filipacchi Médias est d'atteindre un résultat d'exploitation de 1 milliard de francs en 1999.

Hachette vient de prendre le contrôle à 100 % du magazine de football *Onze mondial*, après avoir acheté à Canal Plus sa participation (50 %) dans le journal

Le « casse-tête » de Skyrock

La fusion Hachette-Filipacchi Médias a des conséquences inattendues sur le paysage radio du groupe. Skyrock, filiale de Filipacchi Médias, viendra s'ajouter à Europe 1, Europe 2 et RFM, déjà contrôlés par le groupe Lagardère. L'addition des populations desservies par ces radios atteint 149 millions de personnes, soit près du seuil des 150 millions autorisés par la loi. Cette situation interdirait à terme tout développement de ces stations.

L'avenir de Skyrock, détenue à 85 % par Filipacchi Médias et à 15 % par son fondateur, Pierre Bellanger, est donc en discussion au sein du groupe. La solution recherchée semble exclure la vente de cette station qui, avec un déficit de 1,4 million de francs cette année, au lieu de 10 millions en 1995, a amélioré sa situation. Très axée sur la diffusion de la musique rap, Skyrock revendique 2,7 millions d'auditeurs et accroît régulièrement sa part d'audience.

(173 000 exemplaires). Le groupe vient de céder le mensuel *Neptune moteur* au groupe britannique Emap, qui possède le mensuel *Bateaux* . Hachette a également cédé en location-gérance *Tennis magazine* à son directeur et fondateur, Jean Converteille. Enfin, Hachette a cédé l'exploitation de *Vital* au groupe PVM, éditeur de *Dépêche mode* . Hachette reste toutefois actionnaire minoritaire de la société créée avec PVM.

Le groupe a investi 60 millions de francs en 1996 dans le lancement de deux mensuels, *Quo et Top famille* , et surtout dans *Fémina* , le supplément hebdomadaire au *Journal du dimanche* et au *Provençal* . Si *Quo* dépasse les 200 000 exemplaires, *Top famille* est, avec 145 000 exemplaires, en dessous de ses objectifs (180 000).

« L'avenir de la presse quotidienne passe par le magazine », explique Gérard de Roquemau-

rel, qui compte bien imposer *Fémina* à d'autres quotidiens. « On va assister, a-t-il précisé, à une forte re-

composition de la presse quotidienne régionale dans les prochaines années. Nous avons notre mot à dire dans cette réorga-

Alain Salles

disruption
en librairie

version française
<http://www.disruption.com>

A une semaine des élections en Grande-Bretagne, qui pourraient ramener le Labour Party aux affaires, cette soirée d'Arte s'ouvre sur un portrait de Tony Blair, son leader en campagne

D'EMBLÉE, l'image confirme la réputation. Tony Blair, qui a de très fortes chances de devenir, le 1^{er} mai, le prochain premier ministre britannique, possède un atout majeur : son sourire. Charmeur, un brin carressier, mais teinté de gentillesse, ce sourire s'impose. Il s'oppose avec éclat à la dureté de Margaret Thatcher et à la pâleur du successeur de la « Dame de fer », John Major qui a toutes les peines du monde à contrecarrer l'irrésistible ascension du séduisant leader travailliste.

dédale de nos cellules. Notre intérieur à la loupe. En gros plans ! En détails ! En couleur ! En promenade sous tous les angles. Mon corps comme si j'y étais ! Et j'y suis ! Et c'est vertigineux, l'intérieur de la machine humaine !

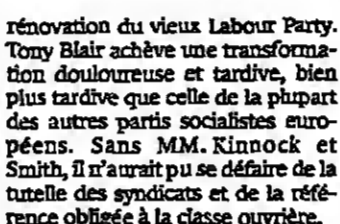
Le premier des documentaires de cette série hebdomadaire, qui en comptera cinq, de cinquante-deux minutes chacun, était consacré à la naissance de la vie. C'était un somptueux spectacle. Chaque ovule était une source ; chaque

ovule est un ovule, une pleine lune; chaque femme urine un russe. Les spermatozoïdes sortent des cornes d'un cerf, courent dans un océan de lumière; les ovules fécondent des dévotions; les embryons, les embryons de chaque mère est un univers rempli de trésors. Vu de l'intérieur, notre corps ressemble à un studio hollywoodien où circulent en silence vaisseaux spatiaux, navettes, astéroïdes et petits robots. Merci aux médecins et aux artistes qui ont travaillé ensemble pour nous concevoir ce génial feu d'artifice qui nous transporte au cœur d'une galaxie si irréaliste, si lointaine et pourtant si proche, si familière puisqu'il s'agit de l'exploration de notre organisme. Régalez d'une bande dessinée médite. Fascination de la découverte de rivages inconnus.

Avec, en prime, le sentiment d'accéder à un lieu sacré, d'avoir fait un pas de plus vers la clé originelle, le sésame de la magie de la vie. Le bon Dieu a sans doute ressenti la même chose quand il a vivifié pour la première fois les images de sa création.

Celui qui, à quarante-trois ans, se prépare à être le plus jeune occupé du 10 Downing Street, ne s'en cache pas. Il joue de son apparence et d'affirmer franchement que c'est d'un « style nouveau » que le Parti travailliste - contenu dans l'opposition, peudant dix-huit ans, par la vague « thatchérienne » - et la Grande-Bretagne ont « besoin ». « Charismatique », dit le commentateur du portrait de Tony Blair qui ouvre la soirée thématique d'Arte, un document intitulé *Je veux être premier ministre*, réalisé par une équipe française dans le quotidien d'une campagne électorale.

Il est évident que Tony Blair « incarne » vraiment le changement d'un Parti travailliste longtemps scîérosé. Bien mieux que ses prédécesseurs. Mais le « gentil garçon », qui séduît tant la *middle class*, a l'honnêteté de rendre hommage à ces derniers, car ce sont eux, Neil Kinnock et John Smith, qui, au cours des années 80 et au début des années 90 ont amorcé la



ne cesse de répondre l'intéressé. Il clame avec assurance son centrisme, au grand dam des caciques de son parti, qui ne lui pardonnent pas d'avoir définitivement banni le mot « socialisme » du vocabulaire travailliste.

CHARISME
Mais qu'y a-t-il au-delà du sourire et du charisme (un don divin, selon le dictionnaire, un terme qui sied à ce catholique militant) ? Ses ennemis conservateurs - et même certains travaillistes - critiquent le flou de son attitude politique. « Le débat ouvrier-droite est déclassé »

« Le monde a changé », répète à l'envi M. Blair. Il ne veut pas revenir en arrière. Qu'il s'agisse de la ligne du parti - devenu sur les affiches électorales « New Labour » - ou des bouleversements apportés par les gouvernements conservateurs au oom du libéralisme économique. Il n'est notamment pas question de revenir sur les privatisations. M. Blair table sur la concurrence et l'initiative indivi-

Tony Blair est manifestement très « médiatique », c'est-à-dire que son personnage est un peu fabriqué selon les canons d'un certain marketing politique. Mais l'un des mérites du film d'André Delacroix et Frazer Macraught est de montrer que le « moderne » Tony Blair, tout leader qu'il est, n'est pas dispensé d'un travail électoral méthodique, sur le terrain, notamment dans sa circonscription, d'où il tire l'essentiel de sa légitimité. Exigence typiquement britannique.

On ne peut ainsi recueillir patiemment les opinions et doléances de chacun. Un ancien mineur, d'une voix étouffée par la poussière de charbon, dénonce patétiquement les ravages du « thatcherisme » : la fermeture des mines, la délinquance et la criminalité grandissantes, la privatisation du système de santé. Ce devoir d'écoute est d'autant plus nécessaire que « nous sommes chrétiens », souligne un ami et agent social de M. Blair.

Mais le mineur à bout de souffrance peut bien être déçu. Tony Blair ne veut pas d'un retour à l'État-providence d'autrefois. Au risque d'affronter, comme lors du dernier congrès travailliste, des manifestations affirmant que « *Tu es un tory* [conservateur] ».

Francis Cornin

★ Théma « Continent » : Elections britanniques, à gauche toute ?
Arte, jeudi 24 avril, à 20 h 40.

Radio

France-Culture
20.30 Paroles sans frontières.
 Antipodes : L'enfance au
 Maghreb ; 21.28, Poésie sur
 parole : Victor Hugo ; 21.32,
 Correspondances : Des
 nouvelles de la Belgique,
 du Canada et de la Suisse ; 22.00
 Communauté des radios
 publiques de langue
 française : Le son des choses.
22.40 Nuits magnétiques.
 Libstone en trompe-l'œil

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 25 janvier, au Musée de Chigny, par l'ensemble vocal Formatec dir. Anne-Marie Deschamps : Œuvres de Saint-Jacques de Liège, Clémia : Catherine Heugel-Petit et Dominique Teuladaud.

22.30 Musique pluriling. Prèsqes 97. Œuvres de Berio, Pinceminale.

23.07 Musicales comédies. Les Chansons de Jérôme Kern (2e partie).

0.00 Jazz vivant. Festival de Vienne.

1.00 Les Nuits de France-Musique.

Le Monde

prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

☎ Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Georges Brassens.
Concert enregistré à Bobino
en 1972 (65 min). 7738389

21.55 Le Gorille :
Le Gorille ennuie

22.00 Florence
ou la vie de château
Téléfilm de Serge Korber
[5/6] (1987, 55 min) 424304

22.55 La Périchole.
Opéra bouffe en trois actes
d'Offenbach, enregistré au
Grand-Théâtre de Genève, en
1974.

LES CODES DU CSA
 ○ Accord parental souhaitable.
 Δ Accord parental indispensable ou

Cine

هكذا عن الاجل

Les révoltés de Sainte-Hélène

Les habitants de l'île, l'un des derniers confettis de l'Empire britannique, réclament la pleine nationalité. Mais Londres ne veut pas créer un précédent avant la rétrocession de Hongkong

NAPOLÉON aurait-il laissé derrière lui à Sainte-Hélène quelques rejets de subversion ? Toujours est-il que, cent soixante-seize ans après la mort du « petit caporal », le gouverneur britannique de l'un des derniers confettis de l'Empire, successeur de l'« indigne » Hudson Lowe, un dénommé David Smallman (en français « petit bonhomme »), doit, à cause de son style « dictatorial », faire face à une révolte populaire. La presse de Londres a publié de longs articles sur l'incendie de l'unique voiture de police de cette île de 122 km², peuplée de 6 000 habitants perdus au milieu de l'océan Atlantique. Le *Guardian* a consacré sa une à cette révolte insulaire, agrémentée d'une caricature d'Austin montrant un Napoléon portant une pancarte où l'on peut lire

« Autonomie pour Sainte-Hélène », tandis qu'un gardien lui demande : « Pour qui vous prenez-vous ? » Le *Times* a considéré qu'une affaire de cette importance méritait une pleine page et un éditorial pour défendre des insulaires farouchement fidèles à une mère patrie qui les a privés, en 1981, de leur pleine citoyenneté. Désormais sujets de seconde zone, ils n'ont plus le droit de résider en Grande-Bretagne, ce que l'un d'eux résume en ces termes : « Nous avons le droit de mourir pour l'Angleterre, mais pas d'y vivre ! » « Ne vous y trompez pas, dit le *Times* en s'adressant au Foreign and Colonial Office, le mécontentement grandit dans cet officement volcanique de l'Atlantique. Ce lieu d'exil et de mort de Napoléon traverse des temps difficiles. Les insulaires



passé impérial a depuis longtemps été oublié par les Britanniques — sauf en ce qui concerne Hongkong [et pour quelques semaines encore] —, ce sont quelques ultimes rayons qui représentent la dernière chaleur d'outre-mer. (...) Admettre quelques centaines de Saint-Héléniens est le moins que la Grande-Bretagne puisse faire pour rectifier une injustice dont la seule cause est la peur que nous avons eue de créer un précédent pour Hongkong au cas où les habitants du territoire n'apprécieraient pas l'arrivée des représentants de Pêkin le 1^{er} juillet 1997. « Nous devons à ceux qui vivent encore sous notre contrôle une décente générosité », conclut le *Times*.

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Aloin Duhamel

Il n'y a pas de cooption au libéralisme à l'anglo-saxonne mais il y a accentuation du libéralisme à la française. La logique libérale franchit une nouvelle étape. Jamais, il n'avait été dit aussi clairement dans un discours préélectoral de principe que le périmètre de l'Etat devait être réduit, qu'il devait désormais se concentrer sur les fonctions régaliennes et de régulation. Réduire la dépense publique, réduire les impôts, diminuer les aides aux entreprises mais alléger leurs charges, poursuivre les privatisations, tout cela ressemble bel et bien au glai

économique libéral. Le gaullisme aujourd'hui, c'est un volontarisme politique, une solidarité sociale et un libéralisme économique (...).

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

L'option libérale reste la seule armature intellectuelle solide pour la droite française. Tout y concourt : la force d'attraction des modèles anglo-saxons (quoiqu'on en pense par ailleurs), le tropisme irrésistible des responsables économiques, la popularité des baisses d'impôts, la force des marchés, le conformisme des commentateurs économiques, l'affaiblissement des doctrines keynésiennes, la crise des social-

démocraties traditionnelles, et bien d'autres choses. Le retour probable des balladuriers au gouvernement en cas de victoire ira dans le même sens. Mais ce choix n'est pas assumé. On va sans doute vers le capitalisme dur. Mais on y va mollement. Du coup, les choix sont masqués, les oppositions embrumées, les débats esquivés. La dissolution était une bonne idée. Mais quelle est mal conduite !

LE FIGARO

Michel Schiffrès

Les ratiocineurs ont tort : une campagne courte à la mesure de la clarté, et la simplification n'engendre pas forcément le simplisme. Voyez les Britanniques,

empêtrés depuis des mois dans leurs querelles au point d'en être paralysés. A l'inverse, une opération éclair débouche les faux nez et exige des engagements précis. Voyez M. Jospin, déjà tirailé, sur l'Europe, entre le soud électoral de rattrapage et des choix historiques faits résolument par M. Mitterrand : il ne pourra rester dans cette ambiguïté. Contrairement à ce que l'on a dit, le résultat n'est pas acquis. L'hypothèse de voir Lionel Jospin à Matignon ne peut être exclue. La persistance du chômage, une certaine difficulté chez le premier ministre à communiquer, ses convictions souvent à contre-courant, ont parfois engendré plus la réserve que l'approbation.

EN VUE

■ Comme c'était autrefois le cas pour la conquête spatiale, la Russie détient le leadership des technologies de pointe concernant la momification. « Nous pouvons manifester un cadavre quelconque pour 350 000 dollars, avec une garantie de 200 ans », vient de confier au quotidien turc *Hurriyet* Valeri Bykov, directeur de l'institut russe des structures biologiques, organisme responsable des momies officielles. Le savant, à la recherche de fonds pour renflouer son institut, a par ailleurs laissé entendre que le clonage de Lénine était « possible ». Mais « avec des efforts intensifs », a-t-il ajouté. Ce que dément catégoriquement le professeur Iouri Denissov-Nikolski, chargé de l'entretien rapproché de la célèbre dépouille mortelle.

■ Pour avoir écrit au sujet des abattages rituels de l'Aïd al Kébir : « On gorge femmes et enfants, nos moines, nos fonctionnaires, nos touristes et nos moutons... », Brigitte Bardot sera poursuivie par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) (*Le Monde* du 17 avril). Mais, la semaine dernière, au Caire, à l'occasion de l'Aïd al Adha, la fête en mémoire du sacrifice d'Abraham, un mouton qui refusait d'être égorgé a causé la mort du fidèle musulman qui le poursuivait. L'homme, Ragab Mohammad Allam, qui courait après sa victime sur le toit d'un immeuble a fait une chute mortelle en bondissant sur l'animal qui s'esquiva.

■ Renouveau d'un rituel ancien, des membres ultranationalistes

des Fidèles du mont du Temple, ont, à l'occasion de la Pâque juive, sacrifié une chèvre devant la presse, à Jérusalem. « C'est une opération purement médiatique, a protesté le directeur de la revue religieuse *Kauntra*, le rabbin Hani Kahn ; cor, a-t-il expliqué, la religion interdit rigoureusement de procéder à ces sacrifices avant la venue du Messie ». Mais, le vendredi précédent, à l'initiative du mouvement juif ultrareligieux loubavitch, une cinquantaine de camions arborant des affiches sillonnaient les rues de Paris pour annoncer « la venue prochaine du Messie ».

■ On sait que le Saint-Suaire de Turin, sauvé d'un incendie, le 11 avril, n'a pas enveloppé le corps du Christ, et qu'il porte probablement l'empreinte d'un homme du Moyen Âge aspergé d'ocre rouge, selon un procédé commun à tous les suaires de l'époque (près de quarante). En revanche, la chapelle qui abritait l'étoffe, due à l'architecte Guarino Guarini (1668-1694), était un chef-d'œuvre irremplaçable. Si les Turinois criaient « *Miracolo ! Miracolo !* » en voyant brûler la splendide bâtisse, c'était parce qu'ils voulaient d'apprendre que leur relique était en lieu sûr.

■ Les Pays-Bas viennent de créer une unité de police montée sur patins à roulettes. Dans les prochains jours, une équipe de quatre à six agents équipés d'engins de type « rollerblade » (roulettes disposées en ligne) sera lancée à la poursuite des voleurs à la tire qui sévissent dans les rues d'Amsterdam, à l'adresse de Klaas Wiltink, porte-parole de la police.

JEUDI 24 AVRIL

TF 1

16.30 Dingue de toi. Série.
17.05 Mérose Place. Revue.
18.00 Sous le soleil. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 Météo.
20.00 Journal.
L'usage du jour.

20.20

FOOTBALL
En direct. Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. Dernière demi-finale : Liverpool FC - Paris SG (25 min).
7792250
Surprise du match aller où l'on vit un Paris conquérant et des Anglais faiblards, défaits 3 buts à 0.

22.30

TOUT EST POSSIBLE
Divertissement présenté par Alexandre Kazan. Invités : Sylvie Vartan, Liza Stansfield, Enzo Enzo, Clara la Buena, Neg Marrow (70 min).
8851569
0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Invité : Hans Tietmeyer, Président de la Bundesbank.
0.35 et 1.40, 2.45, 3.50, 4.30 TF 1 nuit.
0.50 Très chère. Documentaire. 1.55 et 4.00, 4.40, 5.15 Histoire naturelle (rediff.). 2.55 Les Aventures du jeune Patrick. Série. 1.46) 3.30 Musique. Concert (5 min).

France 2

16.40 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.15 Le Prince de Bel Air.
17.45 Walkid Ouest. Série.
18.00 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.50 Studio Gabriel.
Invité : Fanfan Lobbé.
19.55 Au bout du bout.
20.00 Journal. A cheval ! Météo. Point route.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Bénédict. La guerre des bohémiens. Au bout du chemin : Post-scriptum : Ils dansent le « mia » (25 min).
7799877
23.00 Expression directe. Magazine. CPDT.

23.10

TARATATA
Divertissement présenté par Alexandre Kazan. Invités : Sylvie Vartan, Liza Stansfield, Enzo Enzo, Clara la Buena, Neg Marrow (70 min).
8851569
0.20 Au bout du chemin. 0.25 Journal. 0.40 Le Cercle de minuit. Karl Marx. Invités : Robert Hue, Gil Ben Aych, Marc Guillaume, Jean-Pierre Vincent, etc. (70 min).
6510800
2.25 Les Femmes. Documentaire. 3.30 24 heures d'Info. 3.30 Météo. 4.35 Trois monographies à Shanghai. Documentaire. 5.25 Châliet Châli. Le jour de Pâque (25 min).

France 3

18.50 et 1.30 Un livre, un jour. Un jour je revivrai. de Jean-Marie.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.30 Edition spéciale. Mystères. présentée par Elise Lucet.
20.00 Au bout du bout.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

AU NOM DU PÈRE
Film de Jim Sheridan, avec Daniel Day-Lewis (1993, 135 min).
84282434
Quatre années d'épreuves, de prison et d'erreur judiciaire pour ceux qui ont appelé « le quatre de Guilford ».
23.05 Journal. Météo.

23.40

QU'EST-CE QUE LLE DIT ZAZIE ?
Magazine proposé par Jean-Michel Marlot. Le Club des Cinq. Le parlement des écrivains : James Elroy (50 min).
782144
0.30 Saga-Chés. Les grands frères (rediff., 30 min).
4040488
1.00 Espace francophone. Magazine. 1366354
1.25 Musique griffon. Magazine. de Bach à Beethoven, conférences pour piano. 1.40 La Grande Avenue de James Caan. Peinture. Discours et d'œuvre (35 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Habitats aquatiques à Stendal, rencontre avec les loups de rivière. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. [24/50] 1972.
Arte
19.00 Ivanhoé. [4/24] L'œuvre au bout.
19.30 1/2. Magazine. Le Rubicon.
20.00 Palettes : R.A. Renoir (1841-1919). Le bel du Moulin de la Galette (1876).
20.30 1/2 Journal.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : ÉLECTIONS BRITANNIQUES, À GAUCHE TOUTE ?
Présentée par Hervé Cayrol et proposée par Jean Labbé et Céol. 40 Livre page 34.
20.45 Le vieux être premier ministre. Documentaire (80 min). Un portrait de Tony Blair, chef du Parti travailliste.
22.05 L'Envers de la réussite. Remontage d'une série (1994, 50 min).
2197006
Will Hutton, rédacteur en chef du *Guardian*, critique les effets désastreux de la politique libérale menée depuis de longues années en Angleterre.
22.55 Les Joyeux de la couronne. Documentaire (40 min). Comment les entreprises britanniques conquièrent-elles l'Europe ?
3347908
23.35 La Rage culturelle (25 min). Une enquête humoristique sur les défauts typiquement britanniques.
8225494
0.00 The New Statesman. Série. 0.35 Les Temps de la revanche. Film d'Adolfo Aristarain, avec Federico Luppi (1991, v.a., rediff., 110 min).
8243113
2.25 Court-circuit (rediff., 30 min). 1897361

M 6

18.05 Agence Acapulco. Série.
19.00 Lois et Clark. Série. De secondes d'émotion.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. La famille s'agrandit à Shalimar.
20.35 Passé simple. 1936 : la guerre d'Espagne.

20.45

LES SAISONS DU PLAISIR
Film de Jean-Pierre Mocky, avec Charles Vanel (1984, 100 min).
767960
De bons moments de satire gringolée. Réalisation bédée.

22.25

TUEZ L'ANDROÏDE
Téléfilm de John Byers, avec Martin Kove, Meg Foster (105 min).
7798827
Un commando terroriste investit un hôpital et prend en otage une vingtaine de personnes, dont la fille du patron du FBI.
0.10 Deux filles à Miami. Série G. La poudre aux yeux. 1.00 Best of trash. 2.00 E = M 6 (rediff.). 2.30 Morlock opus 4. Documentaire. 3.20 Hot (rediff.). 3.45 Fables (rediff.). 4.30 Météo (rediff.). 4.55 Feu de (rediff., 25 min).

Canal +

16.20 La Victoire. 60 chansons. ■ Film de J.-J. Annaud (1976, 85 min). 2582980
17.50 Les Jules... chienne de vie ! Desolés animés. ■ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Best of Nulle part. ■ Illusions. Magazine.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

BYE BYE LOVE
Film de Sam Weisman, avec Matthew Modine (1994, 100 min).
8100328
22.15 Flash d'information. Magazine.
22.20 Qu'en pensez-vous ?

22.30

CROSSING GUARD
Film de Sean Penn, avec Jack Nicholson, Jeff Bridges (1994, v.a., 105 min).
2819837
Un drame convulsif et déchirant sur deux hommes qui un destin funeste a unis dans la désespérance.
0.15 Sale gosse. ■ Film de Claude Mourris (1996, 90 min). 8892477
1.45 L'Exil du roi Béhanzin. Film de Guy Deslauriers (1994, 85 min). 8367564

Radio

France-Culture

20.30 L'œuvre de mémoire. Cécile Dreyfus [2].
21.30 Fiction. La Légende de Valdara, conte inspiré par l'œuvre de Valéry. 21.35 Flash d'information. 22.40 Nuits magiques. ■ L'histoire en trompe-l'œil [34].

France-Musique

20.00 Concert de jazz. Festival de Marciac. Enregistré le 16 août 1996. Wynton Marsalis, trompette avec Wes Anderson, saxophones, Eric Lewis, piano, Reginald Veal, contrebasse, Al Jackson, batterie, Georges de Marsalis, Monk, Ellington, Porter, Coltrane.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Ravel, Debussy.
23.07 Histoire de disques. 0.00 Tapa nocturne. Ensemble Décaïdine. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Georg Solti, chef d'orchestre. Variations sur une chanson populaire hongroise, Le Poon, de Kodaly, par l'Orchestre Philharmonique de Vienne ; Concerto pour violon n°1 op. 35, de Beethoven, de Bartók, par l'Orchestre Symphonique de Chicago, Kyung-Wha Chung, violon ; Œuvres de A. Scriabin, Mozart, Tchaïkovski.
22.45 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Haydn, Chostakovitch, Rachmaninov, Wagner. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 La Palomblère. ■ Film de Jean-Pierre Denis (1983, 90 min). 4228988
21.30 Télécinéma. Magazine.
21.55 Météo. des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.50 C'est à suivre (France 2 du 14 avril 97).
0.00 Alice. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Manoeuvre. 22.30 Le Corps de photo. 23.20 La porte de Sarp... est ouverte.
0.15 La Vie secrète des machines. (16/4). Le photocopieur.
0.40 Vol au-dessus des nuages. (1911). Aventure, vengeance dans le Pacifique (35 min).

Animaux

20.30 Le Grizzly. 21.00 Monde sauvage. Un premier prix de glorieux. 21.30 Eliphe. Le dandin. 22.00 Au fin fond de Bornéo. 23.00 Famille d'animaux. 23.30 Témoin oculaire. 0.00 Monde sauvage. Dans l'âme du mariage. 0.30 Aventure animale. Magazine.

Paris Première

20.00 et 0.45 20h Paris Première. Invité : Vanessa Paradis.
21.00 Un tramway nommé Désir (A Streetcar Named Desire). ■ Film d'Elia Kazan (1951, N, v.a., 125 min). 58382705
23.05 LE J.T.S. Magazine.
23.35 Solo dirige Bruckner. Concert enregistré à la Philharmonie de Munich (70 min). 14178705

France Supervision

20.30 La Grande Vadrouille. ■ Film de Gérard Oury (1964, 120 min). 79918922
22.30 Sortie de nuit. Magazine.
0.10 Les Nuits du New Morning. Concert enregistré à Paris en 1996 (50 min). 11598441

Ciné Cinéma

20.30 Prélude à la gloire. ■ Film de Georges Lacombe (1949, N, 100 min). 8752608
22.10 L'Homme aux mille visages. ■ Film de Joseph Pevney (1957, N, v.a., 130 min). 4535811
0.10 Le Club. Invité : Arthur Penn.

Ciné Cinémas

20.30 Escalier. ■ Film de John Boorman (1981, 140 min). 9328989
22.50 1/2. ■ No Go Home. ■ Film d'Alan Resnais (1980, 105 min). 32871637
0.35 L'Addition. ■ Film de Denis Amar (1994, 85 min). 67348458

Festival

19.35 Vengeance posthume. Téléfilm de Michael Ferguson (1994, 35 min).
20.30 et 21.55, 23.15 Les Beaux Quartiers. Téléfilm de Jean Kerchbron [195] (1992, 85 min).

Série Club

19.55 Les Années coup de cœur. Le cadavre. 20.15 L'île aux naufrages. The Postman. 20.40 Le Club. A plume et à sang. Les voies de Veronique. 21.35 Constance et Vicky. 22.30 Sherlock Holmes. Pudding de Noël. 23.00 Flash. Le procès du Charlatan. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Raquien (35 min).

Canal Jimmy

20.00 et 0.00 La Nuit des Enfants du rock. Invités : Jean-Louis Aubert, Patrick Coutin, Vincent Poirier, etc.
22.30 Le Chemin de la gloire (Crossroads). ■ Film de Walter Hill (1986, v.a., 90 min). 24288714
0.55 Destruction séries. Magazine.
1.30 Film : Good Rockin' Tonight. Grand Ole Opry (v.a., 25 min).

Disney Channel

19.30 Dinosaures. La découverte.
20.10 Un vrai petit génie. 21.30 Les Twists II. 22.00 Les Ervacheurs. 22.55 Transibérie. La route de glace. 23.25 Thunder Alley. Série entre filles. 23.50 Florence. Ou la vie de château. Téléfilm Serge Korber [194] (70 min). 8329837

Téva

20.30 et 23.35 Téva interview. 20.55 Acte d'amour. Film de Pasquale Squitieri (1996, 110 min). 82440540
22.45 Murphy Brown. 23.10 Téva vie pratique. 0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

19.00 Sumo. 20.00 Nouvelle vague. 20.30 Basket-ball. En direct. Europe. Final Four (finale). 22.00 Tennis. Open messieurs de Monte-Carlo. 4^e jour. 22.30 Football. Coupe des Coupes. Demi-finale retour : Fiorentina-Barcelone.

Voyage

19.33 et 23.25 Les Clés du luxe. 20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Au-delà des frontières. America, Nouveau Mexique. 22.30 1/2. Histoire de partie. Magazine (15 min).

Muzzik

19.00 Sonates pour violon de Brahms. Concert (60 min). 1182
20.00 Sonates pour alto de Brahms. Concert (60 min). 7368
21.00 Nuit blanche de la danse à Léningrad. Inauguration le 27 juin 1977.
22.30 Solo Tango. 23.00 Mark Isham au festival de Montréal 96. Concert enregistré au festival de jazz de Montréal en 1996 (60 min). 42608
0.00 Les Trois Sonates de Brahms. Concert (95 min). 8888411

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sport. 0.30 World View. 1.30 Monoculture. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.35, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 2

De l'élan

par Pierre Georges

IL Y A LONGTEMPS, quand le rugby n'était pas moderne mais encore archaïque, un joueur fameux avait eu un mot féroce. Amédée Domenech, dit « le Duc », pour les indulgences, fautes et encouragements divers que lui accordait une supportrice au sang bleu et chaud, traitait de l'adversité. Et il le fit ainsi : « Vous pouvez toujours prendre un duc. Lui peindre des rayures noires sur le paléto. Vous n'en ferez jamais un zèbre ! »

Révérence parler, nous voici, car il faut bien s'amuser un peu, en pleine séance de maquillage et de raillerie de l'adversité politique. Par exemple, la tribu des droites en conseil de révision, mardi, sous la conduite du chef de guerre Juppé. Formidable rassemblement ! Tous amis, tous unis, tous membres de cette fratrielle familiale où il y a pour l'instant plus d'élus que d'appelés. Cette belle et grande tribu s'était déjà trouvée un nom, les « Modernes ». Un adversaire, les « Archaiques ». Et un slogan, un « Nouvel Elan pour la France ».

Encore que le projet puisse prêter à confusion par ces temps de sectes, l'Ordre du Nouvel Elan semblait plein d'un bel allant. Prêt à propulser le pays vers la modernité, y compris à coups de pied aux fesses. Dépositaire exclusif du progrès et des clés de l'an 2000. Libéral dans les racines, social dans les feuilles. Et tout disposé à sacrifier dans le combat contre les démons et forces du passé quelques-uns de ses adeptes élus par miracle en 1993, contre toute attente. Y compris la leur (cf. Amédée Domenech).

L'Ordre du Nouvel Elan, qui pratique le suicide réformatrice, entendait ainsi en appeler de son faux départ. Ayant pris deux années d'élan avant son Nouvel

Elan, preuve d'une intense préparation psychologique, sous la conduite de son chef d'hier, d'aujourd'hui et de demain, la coalition n'avait en fait qu'un souci en tête : « Au secours, la gauche revient ! ». Le tout accompagné des diverses métaphores d'usage sur la France de papa, de l'Etat à voile et des pratiques à huile.

Cela lui était donc d'un parfait bonheur de se dire si tellement, si résolument, si bellement moderne. Ce qui, d'un autre mot, tabou, pourrait se résumer ainsi : si libéral ! Le pays, du moins tout le pays, n'ayant pas compris jusqu'ici tous les bénéfices et merveilles à retirer de l'élan initial, notamment sur le plan du chômage, de la précarité, de la fracture sociale, on allait se charger de lui offrir une séminaire d'éblouissement, une élection de rattrapage. Dite « du Nouvel Elan ».

Et en face ? En face, il faut bien l'admettre, on cherchait encore son élan. Tout court. Certes, la tribu des gauches, ou du moins la principale, avait bien un chef, très calme et fort honnête. Un nom, les « Socialistes ». Un adversaire, la Droite. Mais point de vrai slogan. On y travaillait dur, mais ne trouvant pas, tout de suite, le bon mot d'ordre pour le bon combat, on se contentait, dans l'immédiat, d'une manière de contre-feu : « Au secours, Juppé reste ! ». Cela allait pas durer. Cela ne pouvait durer. Le chef doit les premières apparitions prouvaient que l'armure brisée autrefois avait eu une fâcheuse tendance à se reconstruire, allait enfin trouver le ton, l'axe et l'ordre de marche. Ne pas répéter gentiment sous l'outrage : « Pour quel tant d'agressivité ? », ou : « Nous sommes modernes aussi ». Mais le prouver, idées et drapeau en tête !

Les listes électorales auraient été « gonflées » dans le 5^e arrondissement, fief de Jean Tiberi

« Le Canard enchaîné » y a découvert trois à quatre mille inscrits de trop

LE CANARD ENCHAÎNÉ affirme, dans son édition du mercredi 23 avril, avoir découvert « entre trois mille et quatre mille électeurs inscrits illégalement par le RPR dans le 5^e arrondissement de Paris, dont Jean Tiberi est l'élu depuis 1965. Au terme d'une enquête d'un mois et demi, à partir des listes électorales, cet hebdomadaire affirme que ce chiffre représente « près de 10 % du corps électoral ».

La méthode d'enquête utilisée par deux journalistes a consisté à passer en revue la situation de 7 927 électeurs sur les 41 437 inscrits dans l'arrondissement, soit, précisent-ils, 19,13 % du corps électoral. « Après vérification, balte aux lettres par balte aux lettres, des adresses indiquées sur les listes électorales », ils ont découvert que 2 434 des électeurs observés « n'habitaient pas à l'adresse indiquée ». Soit le pourcentage ahurissant de 30,7 %, écrivent-ils, en précisant que « dans certains immeubles municipaux (HLM ou autres), le taux dépasse même légèrement les 40 % pour grimper jusqu'à 70 % dans certains cas ».

MÉTHODE DE LA FAMILLE

Selon notre confrère, l'« ostie » consistait à inscrire des électeurs demeurant dans d'autres arrondissements ou d'autres communes « est l'une des plus vieilles ficelles de la fraude électorale ». « Commencé modestement à la fin des années 60, le trafic s'est développé à grande échelle après l'élection de Chirac à la mairie de Paris, en 1977 », poursuit-il, tout en relativisant la portée des chiffres. « Une banne

partie de ces 2 434 électeurs sont bien entendu de bonne foi. Les uns ont tout simplement omis de signaler leur changement d'adresse après déménagement, les autres viennent de quitter l'arrondissement depuis peu et n'ont pas encore effectué les démarches nécessaires », précise-t-il.

« Je n'avais pas besoin de ces voix »

Jean Tiberi, interrogé sur le contenu de l'enquête du Canard enchaîné, affirme n'avoir « jamais rien fait » pour augmenter le nombre d'électeurs inscrits dans le 5^e arrondissement. « Je n'avais pas besoin de ces voix pour être élu. Depuis 1965, je n'ai jamais eu de problème, et l'écart entre moi et le candidat arrivé en deuxième place a souvent atteint plusieurs milliers de voix », déclare le maire de Paris, qui estime que « tout cela est classique et se répète dans tous les arrondissements, car beaucoup d'électeurs souhaitent continuer à voter dans un arrondissement auquel ils sont attachés ».

Le maire de Paris note aussi « qu'à l'évidence, l'enquête est publiée exactement le jour où commence la campagne des législatives ». « C'est très curieux », ajoute-t-il, se refusant à commenter les informations publiées par notre confrère « afin de ne pas faire le jeu de ceux qui ont intérêt à créer une diversion ». Lyne Cohen-Solal, son adversaire socialiste pour les législatives, a annoncé qu'elle engageait une action judiciaire, afin de faire la lumière sur des « pratiques indignes de la République ».

Cependant, dans le 5^e arrondissement, Jean Tiberi et ses proches auraient ajouté une « note personnelle en gonflant délibérément les listes ». Sur la foi de nombreux témoignages, les auteurs de cette enquête évaluent « à plus de trois mille le nombre de personnes logées dans des arrondissements périphériques et inscrites dans le 5^e à l'instigation de Tiberi ». Les logements sociaux de la ville seraient particulièrement propices à ces domiciliaires intéressés d'électeurs, « de préférence chez un membre de

leur famille capable de récupérer à leur place le courrier électoral ».

Le Canard cite de nombreux exemples : un employé de la mairie, passé du 5^e au 13^e arrondissement, affirme avoir reçu un coup de téléphone lui demandant de continuer à voter dans son ancien arrondissement ; une dé-

Xavière Tiberi, dont un médecin du XV^e arrondissement, seraient inscrits dans un immeuble HLM de la rue Galande. Claude Grise, adjoint au maire de Paris, admet s'être prêté au jeu, avec sa famille et deux amis, « en décembre 1988, trois mois avant les élections municipales de mars 1989, que Chirac voulait triompher ». Même la mairie du 5^e se retrouve surprise, « neuf électeurs corses s'inscrivent dans l'appartement de fonction dévolu à l'huissier de Tiberi », assure l'hebdomadaire.

Autre anomalie, le nombre de centenaires, pour la plupart décédés, qui figurent toujours sur les listes. « Au total, le nombre de morts admis à voter dans le fief de Tiberi peut être estimé à plusieurs dizaines », assure Le Canard, qui précise n'avoir pas pu vérifier si d'autres personnes avaient voté à leur place. Enfin, il établit un parallèle entre le résultat de son enquête et l'affaire du fichier électoral du 3^e arrondissement où, selon la gauche, « 18 % d'électeurs ne résident pas aux adresses indiquées ». Cette affaire fait l'objet d'une procédure judiciaire (Le Monde du 23 avril). L'équipe de M. Tiberi a toujours assuré, à ce propos, qu'un taux de 18 % se situait dans la moyenne constatée sur l'ensemble de la capitale. « Que va-t-elle dire aujourd'hui de nos 30,7 %... ? », s'interroge Le Canard enchaîné.

Matignon dément la préparation d'un projet de loi d'amnistie

« LA CALOMNIE ÉLECTORALE est apparemment sans limites. Qu'on arrête de délirer ! », a-t-on affirmé, mardi 22 avril, dans l'entourage du premier ministre, à propos de l'article du Canard enchaîné du 23 avril selon lequel Alain Juppé préparait une amnistie pour toutes les affaires de financement politique en cours d'instruction. L'hebdomadaire satirique affirme que cette loi d'amnistie ainsi qu'une réforme de la législation sur les abus de biens sociaux seraient « une des premières tâches de la nouvelle Assemblée », et que M. Juppé se serait déclaré devant les responsables de l'UDF, François Léotard et François Bayrou, prêt à assumer cette décision face à l'opinion.

Sénateur (UDF-PR) du Var, François Trucy mis en examen

FRANÇOIS TRUCY, sénateur (UDF-PR) du Var et ancien maire de Toulon, a été mis en examen pour « faux en écriture, abus de confiance, complicité et recel » dans le cadre d'une information judiciaire sur la gestion d'une association paramunicipale, Toulon Communication. Une information judiciaire avait été ouverte après que la chambre régionale des comptes (CRC) eut constaté, en août 1995, une série d'« irrégularités » dans le fonctionnement de Toulon Communication, et notamment dans l'utilisation, entre 1987 et 1995, de 105 millions de francs provenant de subventions municipales.

■ **FONCTIONNAIRES** : dans un entretien au Figaro du 23 avril, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, indique que les suppressions d'emplois de fonctionnaires vont se poursuivre : « Nous avons commencé cette année à réduire de 5 000 le nombre d'agents de l'Etat. C'est un début et il faut poursuivre dans cette voie ».

■ **RÉGIONS** : le marché des terres agricoles a été relativement actif en 1996 puisque les transactions ont progressé de 9 % en valeur, selon les chiffres communiqués mardi 22 avril par la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Fnsafer). Dans les régions de grandes cultures (Bassin parisien, Nord-Pas-de-Calais), la hausse des prix est supérieure à l'inflation.

■ **France-Allemagne** : le sommet franco-allemand qui devait avoir lieu à Potsdam le 3 juin a été reporté au 13, à cause des élections législatives. En revanche, le séminaire des deux ministères des affaires étrangères prévu pour le 28 mai à Hambourg a été supprimé.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 23 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Tokyo Nikkei	18244,50 - 0,04 - 4,21
Hong Kong index	12580,90 - 0,36 - 6,47

NOUVEAU NIKKEI SUR 3 MOIS



Tirage du Monde daté mercredi 23 avril 1997 : 537 675 exemplaires.

M. Barrot assure que la réforme de la « Sécu » se poursuivra

PENDANT la campagne électorale, la réforme du système de santé continue. C'est le message qu'Alain Juppé et le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, ont tenu à faire passer, mardi 22 avril, au lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale. Un texte réglementaire important, pris en application du plan Juppé, a d'ailleurs été publié, mardi, au Journal officiel : le décret sur la cessation anticipée d'activité des médecins libéraux âgés de cinquante-six à soixante ans, qui prévoit notamment une prime de départ. En outre, plusieurs arrêtés publiés le même jour ont institué les conseils de surveillance - présidés par des parlementaires - auprès des caisses nationales de Sécurité sociale.

« PAS DE MARCHÉ ARRIÈRE »

M. Barrot a prévenu les médecins, tentés de faire campagne contre les candidats de la majorité pour la « punir » d'avoir approuvé la réforme de l'assurance-maladie, qu'« aucun gouvernement ne pourra faire marche arrière, quel qu'il soit », les invitant, ainsi, à « voter pour une majorité libérale (...) attachée à l'exercice libéral » de la médecine. Il a aussi catégoriquement démenti que le déficit du régime général puisse atteindre 47 milliards de francs cette année, comme l'indiquent certaines prévisions du ministère des finances (Le Monde du 23 avril).

Les médecins libéraux prêts à cesser définitivement leur activité pourront bénéficier d'une aide au départ allant jusqu'à 285 000 francs par an jusqu'à la retraite : une prime plafonnée en moyenne à 340 000 francs ; une prise en charge des cotisations vieillesse à hauteur d'environ 35 000 francs. Ces aides bénéficieront aux praticiens ayant cessé leur activité à partir du 1^{er} juillet 1996. De cinquante-six à cinquante-sept ans, les préretraités percevront une allocation maximale de 250 000 francs, cette formule étant en application jusqu'à

fin 1997. Le plafond sera de 240 000 francs entre cinquante-sept à cinquante-neuf ans, de 220 000 francs entre cinquante-neuf et soixante ans et de 188 500 francs au-delà.

Financé aux deux tiers par la « Sécu » et à un tiers par la profession, ce dispositif est censé engendrer des économies pour les caisses d'assurance-maladie en réduisant le nombre de prescripteurs. M. Barrot a précisé que « les demandes sont très nombreuses » et qu'« on peut espérer que 5 000 médecins en trois ans bénéficieront de ce dispositif ». Ceux-ci pourront cumuler ces aides avec un emploi salarié (médecine du travail, médecine scolaire), à condition que leur salaire ne soit pas supérieur à 120 000 francs par an et que leur activité « ne génère pas de dépense à la charge de l'assurance-maladie ».

Jean-Michel Bezat

Le rouge gagnant



Cette nouvelle édition intègre notamment les innovations relatives à la médiation, à la conciliation et à la nouvelle procédure de distribution des deniers. Elle comprend la modification du nouveau régime des procédures civiles d'exécution ; (saisine du juge de l'exécution - voies de recours contre ses ordonnances).

DALLOZ

Techniciens, ayez l'œil !



L'activité professionnelle des techniciens exige un niveau toujours plus élevé de technicité, basé sur une formation initiale et permanente de plus en plus poussée. Ils assument des responsabilités d'animation et d'encadrement, explicites ou non. C'est dans la section encadrement des prud'hommes que sont traités les litiges professionnels qui les concernent, par des conseillers salariés ayant l'expérience directe de leurs conditions de travail.

ATTENTION. 12 MAI 97 DERNIER DÉLAI

Etre inscrit, pouvoir être candidat et voter dans la section encadrement est une question de justice, d'efficacité et de reconnaissance professionnelle. Alors ayez l'œil, et du réflexe ! Car pour voter le 10 décembre 97, il faudra être inscrit avant le 30 avril 97 dans son entreprise et au plus tard le 12 mai 97 auprès du centre de déclarations prud'homales.

PRUD'HOMMES 97
S'INSCRIRE AUJOURD'HUI POUR VOTER DEMAIN

COE L'esprit de conquête

صحن من الامل